N° 501 — Tome CXXXIII 1er Mai 1919

MERCVRE

DE

FRANCE

Trentième Année

Paraît le 1er et le 16 de chaque mois



HENRI ALBERT, J.-W. BIENSTOCK, JACQUES-ÉMILE BLANCHE, MARCEL BOLL,
LIEUTENANT-COLONEL CHENET, GUY-CHARLES CROS, TRISTAO DA CUNHA,
GEORGES DUHAMEL, LOUIS DUMUR, GUSTAVE FUSS-AMORÉ,
CHARLES-HENRY HIRSCH, GUSTAVE KAHN, P.-G. LA CHESNAIS,
E. LALOY, CHARLES MERKI, PAUL MORISSE, JEAN NOREL, PAUL D'OLAN,
COMMANDANT R. B., THÉODORE STANTON, A. VAN GENNEP, J.-A. VAN HAMEL.

PRIX DU NUMÉRO

France... 1 fr. 50 | Étranger... 1 fr. 75.

DIRECTEUR

ALFRED VALLETTE

PARIS

MERCVRE DE FRANCE

XXVI, RVE DE CONDÉ, XXVI

MCMXIX

SOMMAIRE

N° 501. — 1er MAI 1919

REVUE DE LA QUINZAINE

MANUSCRITS

Les auteurs non avisés dans le délai de DEUX MOIS de l'acceptation de leurs ouvrages peuvent les reprendre au bureau de la Revue, où ils restent à leur disposition pendant un an.

COMPTES RENDUS. — Les ouvrages doivent être adressés **impersonnellement** *à la revue. — Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages* **personnels** *et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.*

Les avis de changement d'adresse doivent nous parvenir, accompagnés de 0.50 en timbres-poste, au plus tard le 10 pour le numéro du 16, le 25 pour le numéro du 1er du mois suivant.

SUR L'IDENTITÉ, LA DIVINITÉ

ET AUTRES « CONTINGENCES »

Si l'on se proposait d'esquisser une classification psychologique des diverses tendances du mouvement philosophique contemporain, on pourrait distinguer, d'une part, celles qui ont pour principe de prendre toujours et partout la science comme directrice de nos actes et d'utiliser avec le maximum de rendement les conquêtes de l'intelligence en vue de l'action individuelle et sociale ; d'autre part, celles qui font plus spécialement appel à nos sentiments intimes, à notre idéal moral, à nos croyances religieuses.

Aux premières pourraient convenir les étiquettes d'objectivisme, d'intellectualisme scientifique, de réalisme positif, et on leur rattacherait les études psychologiques de Ribot, les travaux sociologiques de l'école de Dürckheim, l'œuvre de Lévy-Brühl, les mises au point philosophiques d'Abel Rey ou esthétiques de Charles Lalo.

Les autres tendances ont été systématisées le plus complètement par William James, et la plupart des pragmatistes y adhéreraient volontiers; elles sont caractérisées par leur subjectivisme, leur « affectivisme » ou même leur mysticisme, par leur foi en des puissances mystérieuses, inexprimables, inintelligibles, qui sont de fait des hypertrophies de notre vie affective. C'est dans ce groupe qu'il faudrait classer le prag-

matisme partiel de Bergson et le fidéisme éclectique de Boutroux. Comme dans l'article précédemment paru sur l'intuitionnisme bergsonien (1), on se propose ici de situer les idées de Boutroux de manière aussi objective que possible ; on retrouvera la violente antinomie qui sépare l'esprit métaphysique, dont les cadres sont incapables d'embrasser la complexité de la Science moderne, et l'esprit scientifique qui s'efforce de reprendre pour son compte les grands problèmes de la philosophie, dans la mesure où ils lui paraissent comporter une solution. Cet examen critique d'un système n'aura pas à tenir compte de l'œuvre considérable du professeur et de l'historien, dont on connaît aussi la probité intellectuelle et le noble patriotisme, auxquels ses contradicteurs mêmes se font un devoir de rendre hommage.

LEMME I

« Les principes logiques sont nécessaires. »

C'est un signe des temps qu'aucun métaphysicien contemporain — aussi imbu qu'on le suppose des affirmations traditionnelles — ne se sent plus le droit de pénétrer dans l'intimité de l'âme humaine de plain-pied, sans un détour souvent laborieux qui n'en est pas moins une notable concession aux idées nouvelles : ce détour, c'est la critique bergsonienne de l'idée de temps, c'est aussi l'importance accordée par Boutroux au concept pseudoscientifique de nécessité.

Dans le petit opuscule « de l'Idée de loi naturelle » (2) où il condense, en les complétant, les propositions qu'il pense avoir établies dans sa thèse « sur la contingence des lois de la nature » (3), Boutroux adopte les grandes lignes de la classification des sciences indiquée par d'Alembert et développée par Auguste Comte, fondée sur la généralité décroissante et sur la complexité croissante des phénomènes : mathématique, physique, biologie, psychologie, sociologie. Toutefois ce principe de classement ne lui semble pas, sans doute, assez anthropomorphique puisqu'il fait constamment appel aux notions « autrement suggestives » de nécessité et d'intelligibilité dé-

(1) Sur la durée, la liberté et autres « intuitions », *Mercure de France*, 1er février 1918.
(2) Paris, 1892.
(3) Paris, 1874.

croissantes, d'objectivité et de finalité croissantes, tous points que nous aurons à examiner. En outre, il fait précéder la mathématique d'une nouvelle science, la logique, dont les lois seraient « le type parfait de la nécessité », affirmation essentielle, car nous ne pourrions concevoir la contingence que comme la négation de la nécessité !

Boutroux nous rappelle coup sur coup (1) que « A est A », que « A n'est pas non-A » (2) et qu' « il n'y a pas de milieu (3) entre A et non-A » : ce sont les principes « d'identité », « de non-contradiction » (4) et « du tiers-exclu ». On prend soin de nous avertir qu'il ne faut pas remplacer la « copule » *est* par le signe *égale* (=), « sous peine de limiter (3) le rapport (3) qu'il s'agit d'établir » (3); mais il existe en outre le signe *identique* (≡), bien moins fréquent, mais assez utilisé en mathématiques et qu'on n'aura pas grand' peine à admettre comme expression du « principe d'identité ». A l'inverse de ce qu'imagine Boutroux, l' « identité » de deux grandeurs (5) est un rapport bien plus spécial que l' « égalité » (6), puisque deux grandeurs sont définies comme identiques, quand elles prennent toujours la même valeur, quand elles restent toujours égales (7); en outre, l'égalité n'est qu'un cas très particulier de la notion de « fonction » (8) et, bien loin d'admettre que « la mathématique n'est qu'une promotion spéciale de la logique » (9), il serait plus légitime de voir dans la logique traditionnelle un cas très particulier, mal exposé et sans grand intérêt de la science mathématique (10).

(1) *Idée de loi naturelle*, p. 12. — Notre philosophe est muet sur le sens qu'il attribue à cette lettre majuscule.

(2) Ou si l'on préfère : « non-A n'est pas A ».

(3) ?

(4) En l'espèce, Boutroux parle du « principe » de contradiction : « A est non-A »; on voit combien ces énoncés sont insignifiants et inapplicables; car comment pourrait-on écrire : « du principe de contradiction, nous déduisons que... » ?

(5) Il est vrai que la logique boutrouxienne ne considère que l'identité d'une grandeur à elle-même.

(6) Toute identité est une égalité, mais la réciproque n'est pas vraie.

(7) Ainsi, quand on écrit : « Emile est Emile », il faut le considérer, non pas à deux époques éloignées de son existence, mais à deux instants différant de moins d'un dixième de seconde (seuil de perception).

(8) Voir ci-dessous, lemme II.

(9) *Idée de loi naturelle*, p. 21. — De même, la science nous interdit de penser que « la physique est une promotion particulière de la mécanique » ; au contraire, les récents travaux sur l'optique des corps en mouvement et sur la dynamique électromagnétique nous montrent que la mécanique ne peut être complètement édifiée que par la physique. Il est possible que la physique de l'avenir se présente comme un cas particulier de la biologie, mais d'une biologie positive, qui n'invoquera certainement pas l'instinct et l'élan vital, chers à Bergson et à Boutroux.

(10) Le syllogisme nous confirmera dans cette opinion.

Les contradictions émaillent tout ce chapitre, puisque Boutroux affirme à deux pages d'intervalle que « les lois logiques dominent toute la recherche scientifique », mais que « *A est A* n'apprend rien », ce qui ne l'empêche pas de s'étonner ailleurs que la science ne soit pas complètement « intelligible », c'est-à-dire « réductible au principe d'identité ». De ces trois propositions qui forment un syllogisme en *trädera* c'est certainement la mineure qui est la plus conforme à l'esprit scientifique. La raison profonde pour laquelle la science ne fait jamais appel (1) aux trois principes logiques susnommés (2) c'est qu'ils réflètent cette obsession de la « qualité » qui s'élimine progressivement de tous nos concepts.

Pour se rendre compte de l'imprécision et même de l'inanité de ces principes il suffit de considérer pendant une minute les aiguilles d'une montre à secondes : alors que l'aiguille des secondes a fait un tour complet, l'aiguille des minutes a effectué un soixantième de tour; quant à l'aiguille des heures, elle nous a paru tout aussi immobile, par rapport au cadran, que le cadran par rapport au boîtier. Que deviennent les aphorismes : « Le repos n'est pas le mouvement » et « il n'y a pas de milieu (3) entre le repos et le mouvement », puisque le repos doit être considéré physiquement comme un mouvement dont la vitesse est inférieure à la plus petite vitesse qu'on peut apprécier dans les conditions présentes? Entre le repos et un mouvement donné il existe un très grand nombre de mouvements différents, dont certains se rapprochent plus du repos que du mouvement considéré. Ces considérations, bien que « contraires à la logique », sont en conformité avec l'esprit relativiste et quantitatif de la science : tant pis pour la « logique » !

Nous touchons du doigt une des différences essentielles qui séparent l'esprit métaphysique de la pensée scientifique. Quand

(1) On se figure un cours de mécanique où, à chaque ligne, on expliciterait les principes d'identité et de non-contradiction : « Considérons un point de masse M, (attention! M est M et n'est pas M'), qui soumis à une force F (attention! F est F et n'est pas F'), prend une accélération A (A est A et n'est pas non-A)..... »

(2) Par contre, la sagesse des nations est bourrée de logique à la manière de Boutroux. On y trouverait sans peine de nombreuses illustrations des principes d'identité, de non-contradiction ou du tiers-exclu; pour mon compte, je propose les suivantes : « Les affaires sont les affaires »; « Souffler n'est pas jouer »; « La bourse ou la vie! » — Et l'on se prend à invoquer l'épigraphe cinglante de Le Dantec : « En dehors de la vérité scientifique, tout ce qu'on appelle ainsi n'est que verbiage ou convention. »

(3) ?

la métaphysique est en possession d'un mot : le mouvement, le blanc, le chaud, l'être, le fini..., elle le fait précéder de l'adverbe *non*, familier aux enfants, et s'imagine avoir découvert des « idées » nouvelles : le repos, le noir, le froid, le non-être, l'infini,... Au contraire, la science, partant de grandeurs expérimentales soigneusement définies, considérera des mouvements plus ou moins rapides, des lumières d'intensités ou de périodes plus ou moins grandes, des températures plus ou moins élevées, des êtres vivant plus ou moins longtemps, des volumes plus ou moins étendus (1)... Alors que la métaphysique est esclave de la rigidité du « oui ou non », la science se prête à toutes les nuances du « plus ou moins », qui comprend évidemment le « oui ou non » comme cas particulier : le « non » est un « moins » inférieur au seuil de perception (2). Du coup se trouvent démontrées « expérimentalement » la futilité et la stérilité du dilemme — dont Boutroux fait un si large usage (3) — et de la dialectique en général, ce qui permet d'interpréter l'opposition embarrassante (4) entre les mathématiques et la dialectique : quand ils s'occupent de science, les dialecticiens laissent échapper une bonne moitié du réel, ils raisonnent en demi-savants.

L'examen du syllogisme conduirait aux mêmes résultats. Qu'est-ce en effet d'affirmer successivement « A est B, B est C, donc A est C », si ce n'est que de poser, avec Euclide, que deux grandeurs, A et C, égales à une même troisième B, sont égales entre elles? Sans doute, les dialecticiens ne définissent pas ce qui se cache derrière ces lettres où ils choisissent des exemples d'une touchante naïveté (5) ; sans doute, ils ne savent pas bien le sens de la « copule » *est*. Mais qu'on essaie

(1) Au lieu de prendre comme exemple le mouvement et le repos, nous aurions pu aussi bien choisir la lumière et l'obscurité, le chaud et le froid,... : dans le phénomène bien connu du renversement des raies, une même lumière apparaît soit en noir sur fond jaune, soit en jaune sur fond noir ; un même liquide semble chaud à la main gauche et froid à la main droite, si la main gauche a été au préalable plongée dans un liquide plus froid et la main droite dans un liquide plus chaud...

(2) Le proeédé par « oui et non » des métaphysiciens revient à prétendre que toutes les équations mathématiques sont de la forme $x^2 = x$, laquelle n'est vérifiée que pour $x = 0$ (non) et $x =$ (oui).

(3) Comme exemple typique, nous pouvons citer le passage (*Idée de loi naturelle*, p. 121 et 122) où il croit montrer que la partie que chacune des sciences a réservée à la psychologie ne peut être étudiée scientifiquement.

(4) *Idée de loi naturelle*, p. 20 : « A voir l'inaptitude mathématique de certains dialecticiens, d'ailleurs fort subtils, et réciproquement, il semble qu'il y ait là deux manières de raisonner très différentes l'une de l'autre. »

(5) « Tous les hommes sont mortels » ; « Les Gascons sont des Français » ; etc.

de trouver la signification profonde du syllogisme; qu'on essaie surtout de l'appliquer, de manière précise, à des faits précis, et on se rendra compte qu'il n'y a pas moyen de l'exprimer sous une forme qui ne soit pas quantitative. Les raisonnements syllogistiques qui ne portent pas sur des grandeurs mesurables, ou sont de puériles tautologies, ou n'entraînent pas la conviction et appartiennent à la classe si nombreuse des « vérités à 50 o/o d'erreur ». Il est peu important de se demander si cette loi mathématique fondamentale est innée ou acquise, car il est vraisemblable, ainsi que l'admettent les empiristes, qu'elle nous semble innée, parce qu'elle est la synthèse de myriades d'expériences qui ont toutes réussi, comme le concept de *mesure des grandeurs*, sur lequel elle s'appuie. La formation de nos abstractions résulte d'un long commerce avec la réalité, et les idées innées d'aujourd'hui ne sont autres que les idées acquises d'hier.

Si l'on n'est pas parvenu à édifier la logique comme science autonome, il y a, à cet échec, deux raisons principales : la première, c'est que, suivant une idée favorite d'Auguste Comte, on ne peut étudier les méthodes scientifiques indépendamment des sciences qui les emploient ; une logique sans mathématiques serait l'analogue d'une « expérimentation » sans physique ni biologie ; l'autre raison, c'est qu'il a été jusqu'à présent impossible d'abstraire un concept plus général que celui de *nombre* et que la science a progressé de manière décisive, lorsqu'elle s'est efforcée de tout exprimer en langage quantitatif ; la logique, telle que la rêve Boutroux, serait la science des idées sans support ni contenu. La logique positive se scinde par suite en deux parties : l'une se rattache aux mathématiques, comme le prouvent les travaux des logisticiens contemporains, Peano, Couturat, Russel, et a pour objet l'étude des relations entre les idées, étude que l'on effectue d'abord sur la plus simple d'entre elles, l'idée de nombre ; la seconde partie se propose de rechercher la formation phylogénétique et ontogénétique des principaux concepts (nombre, espace, temps, force, masse...) et constitue un problème extrêmement complexe et encore peu avancé de la psychophysiologie.

Comme il n'existe pas, à proprement parler de lois logiques, « le type parfait de la nécessité » s'évanouit. « La néces-

sité, écrit Boutroux (1), exprime l'impossibilité qu'une chose soit autrement qu'elle est. » Notre métaphysicien exprime ainsi, de manière plus littéraire, le principe de non-contradiction : A n'est pas non-A ; que penser de cette dialectique qui, pour prouver que certaines lois sont nécessaires, fait inconsciemment reposer sa démonstration sur l'une d'entre elles ? Nous reviendrons sur ce point en montrant que, si le déterminisme domine la science tout entière, la nécessité n'est qu'un dernier vestige d'un matérialisme pseudoscientifique, qui fut systématisé par le fatalisme et qui perd chaque jour du terrain.

Lorsque Boutroux insiste tant sur la logique et les sciences connexes, c'est bien moins comme théoricien de la connaissance que comme croyant, inquiet de justifier sa foi : il s'intéresse à la nécessité pour pouvoir, comme il convient en dialectique, mettre la particule *non* devant. Ne nous y trompons pas : dans cette affirmation catégorique que « A est A », il y a déjà le germe du dogme du libre-arbitre et de l'existence d'un Dieu personnel, omnipotent et omniscient.

LEMME II

« *Les lois scientifiques sont des relations causales.* »

Entre les principes logiques qu'il affirme nécessaires et les actions humaines qui ne *peuvent* pas l'être, Boutroux place toute la série des lois mathématiques, mécaniques, physiques, chimiques, biologiques : à quoi bon énoncer le principe du tiers-exclu, pour le contredire aussitôt après en comblant l'intervalle entre la fatalité et la licence par tous les moyens termes utiles ?

Outre la nécessité, qui sert à fabriquer la contingence, Boutroux va invoquer la causalité, qu'il affirmera dans certains cas pour pouvoir la nier dans d'autres et forger la finalité, dont la foi religieuse ne saurait décemment se passer. « Il y a, affirme-t-il, quatre sortes de rapports *objectifs* possibles : ceux de cause à effet, de moyen à fin, de tout à partie, de substance à attribut. » C'est à la fois trop et trop peu ! C'est trop peu, car je ne vois pas où classer les rapports « objectifs » de logarithme à nombre, de tangente à angle, de force à accélé-

(1) *Idée de loi naturelle*, p. 58.

ration, d'énergie rayonnée à température... et la plupart des rapports qu'on considère en science. Mais surtout c'est trop, beaucoup trop, et nous allons essayer de voir pourquoi.

Considérons, pour fixer les idées, la relation « objective » bien connue entre l'intensité d'un courant électrique traversant un fil métallique et la différence de potentiel qui existe entre ses bornes, la relation entre l'ampérage et le voltage (1). Si l'on se propose de porter à l'incandescence le filament d'une ampoule, la cause est le voltage fourni par le secteur et l'effet est le courant électrique qui passe dans la lampe ; la fin est le courant qui rougit le filament et le moyen, c'est la différence de potentiel entretenue par les machines : dans cet exemple, cause et moyen coïncident, de même qu'effet et fin. Mais il se présentera des cas où le voltage cessera d'être cause et moyen, pour devenir effet et fin, notamment quand on voudra faire fonctionner un tube à rayons X ou un appareil d'électrothérapie. La relation, dont il s'agit, est à la fois plus précise et plus générale : nous disons, suivant les cas, que le voltage est *fonction* de l'ampérage ou que l'ampérage est *fonction* du voltage (2). Les rapports de cause à effet et de moyen à fin rentrent dans la notion de fonction : l'effet est fonction de la cause ; la fin est fonction du moyen (3), puisque l'effet *varie avec* la cause, la fin *varie avec* le moyen. « Il ne faut pas oublier que c'est l'expérience elle-même qui introduit dans l'esprit humain l'idée de cause naturelle (4). »

Plus simple encore est la relation de tout à partie : la partie est fonction du tout, comme le tout est fonction de la partie ; le quart est égal au tout divisé par quatre, comme le tout est égal au quart multiplié par quatre. — Quant à la relation traditionnelle de substance à attribut, elle n'a aucune signification objective, et, si l'on en cherche le contenu positif, on ne peut guère définir la « substance » que comme un ensemble complexe de propriétés (5) ; la « substance » est alors une

(1) On pourrait aussi prendre comme exemples l'échauffement d'un gaz et la variation de son volume, la traction d'un ressort et la chute d'un poids, etc. ; d'une manière générale, tous les phénomènes qui peuvent s'effectuer « réversiblement » (voir plus loin).

(2) Cette fonction est linéaire : c'est la loi d'Ohm.

(3) Je préciserai les analogies et les différences que je crois trouver entre ces deux relations, quand je reviendrai tout à l'heure sur la causalité et la finalité.

(4) *Contingence des lois de la Nature*, p. 23.

(5) Qu'on ne prétende pas qu'il y ait dans l'idée de « substance » tout autre chose de plus mystérieux et de plus absolu, car il s'agit toujours, ne l'oublions pas, de rapports *objectifs*.

fonction de plusieurs variables, dont chacune correspond à un attribut : ainsi un son est fonction de sa hauteur, de son intensité et de son timbre, le volume d'un cône est fonction de sa hauteur et de sa surface de base, etc...

De ces quatre relations soi-disant irréductibles, le « principe de causalité » serait, d'après Boutroux, adéquat à la science (1). « Rien n'arrive sans cause (2). Tout ce qui arrive est un effet, et un effet proportionné (3) à sa cause. Rien ne se perd (4), rien ne se crée. La quantité d'être (5) demeure immuable. » Enoncés vagues, qui se contredisent partiellement. Comme Bergson, Boutroux confond la causalité avec l'interdépendance, dont la notion de fonction est l'expression la plus précise. Cette notion de fonction domine les mathématiques, qui sont l'étude abstraite des relations et permet aux mathématiques de s'appliquer aux autres sciences ; le principe d'identité, que nous avons rencontré plus haut, n'est qu'un cas de fonction extrêmement particulier.

Quelle que soit l'importance de cette notion, un Cours professé en 1892-1893 ne la mentionne pas ; il faut reconnaître qu'il passe aussi sous silence la mesure des grandeurs en physique, complément indispensable du concept de fonction.

D'ailleurs tout le Cours sur l'*Idée de loi naturelle* est parsemé d'erreurs de fait. Il y est question de force, produit de la masse par l'accélération (6), sans qu'on se demande jamais ce qu'est la masse, ce qu'est l'accélération, si bien que la force ne se trouve pas définie scientifiquement (7) ; y a-t-il réellement lieu de s'étonner que Boutroux ne voie pas la relation « entre la force telle que la suppose la science et la force telle qu'on l'entend en métaphysique » (!) (8) ; qu'il confonde la force avec

(1) *Contingence des lois de la nature*, p. 19.
(2) Le mot « cause » n'a pas de sens précis.
(3) Rapprochons cet énoncé de la phrase écrite plus loin (p. 61) : « La graine tombée du bec d'un oiseau sur une montagne couverte de neige peut produire une avalanche qui comblera les vallées. » (C'est sans doute une avalanche proportionnée à la graine).
(4) Cet énoncé, très obscur et très contestable, n'a rien à voir avec les autres.
(5) L'« être » est ici présenté comme une grandeur mesurable.
(6) *Idée de loi naturelle*, p. 33.
(7) Il faut distinguer la définition statique de la force de la définition dynamique, dont il est question ici : la force n'apparaît pas seulement dans l'étude des mouvements, mais aussi dans celle des déformations.
(8) *Idée de loi naturelle*, p. 42.

l'énergie, en parlant « des expériences qui nous montrent la quantité de force comme constante dans la nature » (1), qu'il émette cette idée étrange que la stabilité est nécessaire (c'est-à-dire objet de science), mais que le changement est contingent; qu'il donne de la conservation de l'énergie (2) un exposé absolument inintelligible, nous mettant aux prises avec l'absolu et l'inintelligibilité, là où nous ne nous attendions guère à les rencontrer? Plus grave encore est cette affirmation que le principe de Carnot a réintroduit la « qualité » dans le monde (3), alors que les diverses qualités d'énergie calorifique tiennent à des différences de températures absolues, grandeurs essentiellement mesurables.

Devant cette accumulation de contre-vérités, Boutroux coupe court à la critique en trouvant par avance une excuse toute prête : « Quel critique circonspect, écrit-il (4), oserait préjuger les opinions philosophiques d'un homme d'après ses connaissances scientifiques? » Approuvons sans réserve cette modestie; on pourrait croire vraiment que notre métaphysicien a puisé l'essentiel de sa documentation dans Ganot (5).

LEMME III

« Les actions humaines sont faites de contingence et de finalité. »

Ces prolégomènes sur la nécessité des principes logiques et sur la causalité des lois scientifiques ne servent qu'à nous conduire au libre-arbitre (6), à la contingence et à la finalité des actions humaines.

Comme Ravaisson et Bergson, Boutroux admet qu'une certaine partie de la vie « s'explique » par la mécanique : tels sont les phénomènes de répétition, d'habitude, d'automatisme; mais « le fond même de la vie est transcendant aux catégories purement logiques ». Si Boutroux s'est imaginé déduire tout

(1) *Ibid.*, p. 45.
(2) *Contingence des lois de la nature*, p. 55.
(3) *Idée de loi naturelle*, p. 54.
(4) Introduction à la *Philosophie des Grecs* de Zeller.
(5) A. Ganot, *Cours de Physique, à l'usage des gens du monde, des pensions de demoiselles*, etc. Paris, Hachette, 1872.
(6) « En dépit de tant de désavantages, la doctrine de la liberté se maintient et se maintiendra », parce que ses défenseurs veulent y trouver « les notions morales indestructibles dans le cœur humain ». (Renouvier, *Esquisse d'une classification systématique des doctrines philosophiques*, I. p. 281.)

l'univers, par syllogisme, de la proposition « A est A », son échec est assez naturel. Mais là n'est pas la question ; il s'agit de savoir si on a jamais pu mettre en évidence un seul caractère définissable qui permette de distinguer un phénomène matériel d'un phénomène vital. Comme d'autres exigent de « voir » les atomes pour y croire, Boutroux insiste beaucoup sur ce fait qu'on n'est pas encore arrivé « à créer une substance organique (1) avec des matières inorganiques » (2). Cette objection est de celles qui frappent le plus le grand public, parfaitement étranger à la méthode scientifique plus encore qu'aux résultats de la science ; Abel Rey (3) a montré avec force qu'elle ne porte pas, parce que l'apparition de la vie sur la terre a été concomitante de facteurs dont un grand nombre ne sont plus à notre disposition et au premier rang desquels il faut indiquer le facteur *temps* (4). Le fait qu'on n'est jamais parvenu à créer artificiellement de substance radioactive ne prouve nullement que la radioactivité échappe aux lois physico-chimiques. Ne craignons pas que des objections superficielles ou spécieuses portent atteinte « à la grande idée fondamentale de toute la biologie : la conception mécaniste, physico-chimique de la vie, qui stimule les recherches dans toutes les directions » (5).

Comme tous les spiritualistes traditionnels, Boutroux fait, en biologie, un large appel à l'instinct : « Tout ne se passe-t-il pas comme s'il y avait dans les êtres un instinct qui choisit plus ou moins confusément les moyens propres (6) à assurer leur existence (7) ? » Allons plus loin dans ce finalisme anthropomorphiste : « Tout ne se passe-t-il pas, pourrait-on dire,

(1) Boutroux veut dire *organisée* et même vivante, car la synthèse des substances organiques (urée, acétylène, alcool, etc.), est une opération courante de laboratoire depuis Wöhler et Berthelot.
(2) *Idée de loi naturelle*, p. 79.
(3) *La Philosophie moderne*, p. 220. Paris, Flammarion.
(4) Les difficultés du problème sont bien plus d'ordre pratique que d'ordre théorique, comme l'exprime fort bien Jacques Duclaux (*La Chimie de la Matière vivante*, p. 155). Un grain d'amidon, par exemple, est composé de couches concentriques, qui n'ont pas été toutes formées dans les mêmes conditions : les unes l'ont été de jour, les autres la nuit ; les unes en présence d'un excès d'eau, les autres pendant une période de sécheresse. Pour bâtir un grain d'amidon, il faudra connaître toutes ces conditions, trouver le moyen de les réaliser et les faire agir successivement... Quand on refléchit à ces difficultés on se demande si vraiment on arrivera un jour à bâtir un mécanisme aussi complexe et à le faire tenir dans un espace de moins d'un dixième de millimètre. »
(5) Delage et Goldsmith, *Les Théories de l'Evolution*, p. 100.
(6) Au sujet des *erreurs* de l'instinct, voir Delage et Goldsmith, p. 339.
(7) *Idée de loi naturelle*, p. 99.

comme s'il y avait dans la flamme du soufre un instinct qui choisit plus ou moins confusément les moyens propres à assurer son existence, en captant l'oxygène et négligeant l'azote? » C'est ce qu'exprime fort bien Georges Bohn (1) : « Dans les phénomènes d'affinité chimique les atomes manifestent un choix : ils s'assemblent par une sorte d'instinct infaillible. » Bien plus, il faudrait invoquer un finalisme mathématique et parler de l' « instinct obscur » de la loi des grands nombres, dans le jeu de pile ou face, qui, quelle que soit la répartition des coups individuels, s'arrange toujours, si on lui en laisse le temps, à n'avantager ni pile, ni face. De fait, la science fait constamment appel à ce que Boutroux nomme « des puissances créatrices antérieures à l'acte » ; qu'est-ce donc que l'énergie potentielle d'une chute d'eau qui *va* s'écouler, l'affinité d'un explosif qui *va* détoner, grandeurs qui sont définies de manière parfaitement positive, pure de toute immixtion métaphysique. Comme les dialecticiens, l'enfant est spontanément animiste : il frappe la porte qui ne *veut* pas s'ouvrir.

Un petit employé ou une chanteuse légère sont intimement persuadés que « tout individu peut à chaque instant changer le cours de sa vie » ; et cependant cette affirmation, qui paraît si évidente, est démentie par la psychophysiologie et par la psychopathologie positives : la liberté se présente comme une apparence subjective, ainsi que l'idée de la verticale. De même qu'un savant dira : « J'ai laissé tomber mon stylographe », quoiqu'il n'y ait ni haut ni bas dans l'univers et que cet objet se soit élevé vers la voûte céleste qui domine les Néo-Calédoniens ; de même un philosophe déterministe pourra continuer à employer la phrase : « J'ai consenti à lui pardonner », bien que son acte soit complètement déterminé par l'ensemble des facteurs internes et externes qui lui sont liés et dont plusieurs lui sont restés inconnus. Comme l'indiquait excellemment Spinoza (2), notre sentiment du libre arbitre se ramène « à l'ignorance où nous sommes des causes qui déterminent nos actions, jointe à la conscience que nous avons de ces actions elles-mêmes ». Nous dirions de manière analogue : le libre arbitre est l'aspect subjectif, sous lequel le déterminisme des lois naturelles se présente spontanément à nous.

(1) *La Naissance de l'Intelligence*, p. 104. Paris, Flammarion.
(2) Cité par Boutroux, *Science et Religion*, p. 169.

J'ai peine à croire que, sur ce point, le siège de Boutroux soit fait, car ailleurs (1) il semble considérer la liberté comme parfaitement compatible avec le déterminisme : « Prédiction n'implique pas nécessité, puisque des actes libres peuvent (2) la comporter. Ainsi nécessité et détermination sont choses distinctes. Notre science n'arrive pas à les fondre en une unité. » D'accord, puisque la science tend à éliminer la nécessité, comme d'ailleurs la contingence, et à les considérer comme des notions subjectives sans réalité. Boutroux veut obliger la science à dire « fatalisme », quand elle s'obstine à répondre « déterminisme » ; rien d'étonnant à ce que les deux interlocuteurs soient restés si étrangers l'un à l'autre.

THÉORÈME

« *La contingence échappe à la science et réclame les secours de la religion.* »

Une des plus importantes découvertes de la psychologie positive c'est l'immense prépondérance de l'affectivité sur l'intelligence dans la vie des animaux et de l'homme : on reconnaît là l'impartialité et l'objectivité de la méthode scientifique qui énonce les faits tels qu'ils sont, et non comme elle préférerait les voir. Mais jusqu'ici il ne semble pas qu'on ait édifié une théorie phylogénique de la connaissance qui montrât comment le jeu de notre affectivité nous a suggéré les principes métaphysiques les plus enracinés, que la science doit rejeter comme subjectifs et comme anthropomorphiques, si elle s'efforce, comme l'indique Mach, d'adapter la pensée aux faits (3).

Parmi les théories imaginées pour rendre compte du monde extérieur, on peut qualifier de subjectives celles qui sont infirmées par l'expérience scientifique ; et, comme l'homme a témoigné d'autant moins d'intérêt au non-moi qu'il était plus préoccupé du moi, tous les jugements *a priori* ont été entachés d'une part considérable d'affectivité. L'homme fut le premier

(1) *Idée de loi naturelle*, p. 41.

(2) On goûtera cette classification des actes *libres*, dont certains « peuvent » être *prévisibles* (!) et dont les autres sans doute ne le « peuvent » pas. On ne voit pas bien par quelles subtilités il serait possible de réduire cette flagrante contradiction entre la liberté et la prévisibilité et d'échapper au « cauchemar » du déterminisme !

(3) Au contraire, Boutroux propose comme but à la science « d'adapter les choses à notre esprit » (!) (*Idée de la loi naturelle*, p. 38).

sujet d'étude qui s'imposa à l'homme, et il ne paraît pas douteux que ses émotions, ses tendances, ses sentiments ont eu une grande influence sur les explications qu'il s'est forgées spontanément. « *A priori* l'homme était disposé à admettre des commencements absolus, des passages du néant à l'être et de l'être au néant, des successions de phénomènes indéterminés; c'est l'expérience qui a dissipé ces préjugés (1). »

Les premières relations de cause à effet, dont la synthèse a conduit au « principe de causalité » et à l'idée de « nécessité », nous ont sans doute été présentées par l'émotion qui suivait certaines perceptions: vue d'une bête féroce suivie d'un frisson d'effroi, blessure par un instrument tranchant suivie d'une sensation de douleur, capture d'une proie suivie d'une bouffée de joie... Ces faits très communs de la vie journalière ont dû, par leur répétition, suggérer à l'homme que certaines causes étaient toujours suivies de certains effets, et, comme le fait tangible, le donné immédiat était notre émotion, on en vint à parler de causalité et de nécessité.

A causalité s'oppose finalité. Les cas sont nombreux aussi où notre imagination, en combinant nos souvenirs, nous présente par avance certains résultats désirés ; nous effectuons des actes dont nous avions par avance la représentation assez nette dans notre esprit. Et, de même que les émotions ont pu nous conduire à la notion de causalité, de même les tendances plus complexes de notre vie affective, nos désirs, nos intentions, nos projets, nos volitions ont dû avoir une part prépondérante dans l'élaboration de la relation de moyen à fin, autrement dit, du « principe de finalité ».

A nécessité s'oppose contingence. Alors que nous ne nous sentons pas « libres » de nous soustraire à certaines émotions qui suivent telle ou telle perception, dans bien d'autres circonstances nous nous considérons comme capables d'agir à notre fantaisie; il se présente ce fait indéniable que nos goûts du moment, nos sentiments, nos états d'âme sont souvent l'aboutissant conscient de toute une série de sensations internes, d'états cénesthésiques, d'habitudes, de souvenirs, qui ne franchissent pas le seuil de la conscience, ce qui permet de comprendre pourquoi ces dispositions éminemment variables,

(1) *Contingence des lois de la nature*, p. 21. Cette phrase est, quoi qu'il en paraisse, de Boutroux philosophe et non de Boutroux professeur.

ces états d'humeur « sans cause » se sont présentés à nous comme essentiellement contingents. L'observation était encore plus nette pour les natures changeantes, lunatiques, fantasques, qui ont constitué de curieux sujets d'observation pour eux-mêmes et pour leur entourage.

Enfin il est d'autres relations qui s'observent entre éléments purement représentatifs. Bergson a insisté sur la coordination progressive et réciproque de nos sensations tactiles et visuelles : cette coordination entre pour beaucoup dans notre certitude que le monde est soumis à des lois, « que tel phénomène n'est pas accompagné par n'importe quel autre », autrement dit que les faits, dont nous sommes témoins, sont *interdépendants*. Cette notion objective d'interdépendance (1) domine toute la science ; elle est l'expression concrète de la fonction mathématique, et même elle subsiste lorsque les phénomènes n'ont pas pu être soumis à des mesures précises : que sont, en effet, les grandes théories biologiques et sociologiques, le transformisme, la loi de l'offre et de la demande, sinon des relations d'interdépendance, non encore susceptibles d'expression mathématique ?

Au jour du concept d'interdépendance, — que Boutroux n'apprécie pas à sa juste valeur, bien que ce soit là toute l' « idée de loi naturelle », — nous pourrons rechercher le contenu positif des principes de causalité et de finalité, mais, du même coup, nous dénierons toute signification objective aux idées de nécessité et de contingence. Ainsi nous disons que tel phénomène C est la cause d'un autre E, lorsque, ces deux phénomènes étant liés par un rapport d'interdépendance (2), le phénomène C a lieu antérieurement au phénomène E ; inversement un phénomène F sera la fin de tel moyen M, quand, F et M étant interdépendants, F ne se produit qu'après M. Les relations de causalité (3) et de finalité se ramènent donc à des interdépendances avec antériorité et avec postériorité ; elles ont ainsi un caractère essentiellement posi-

(1) Bergson emploie dans ce sens le mot « causalité », faisant ainsi une confusion très regrettable entre un concept positif et une idée partiellement métaphysique ; le toucher d'un porte-plume est-il cause ou effet de sa vue ?

(2) Ou, dans les cas les plus favorables par une fonction mathématique.

(3) C'est toujours dans ce sens que la science prend le mot *cause*. (Voir notamment l'énoncé du principe de symétrie par Pierre Curie, *Œuvres*, Gauthier-Villars, éditeurs ; Curie montre notamment que « les effets produits peuvent être plus symétriques que les causes ».)

tif, car, au concept objectif d'interdépendance est uniquement adjointe la notion de temps, grandeur physique mesurable. La causalité et la finalité résultent du classement des relations d'interdépendance par rapport au facteur temps; ces notions n'ont subsisté que parce que les phénomènes du monde extérieur sont irréversibles.

Au contraire, quel critère possédons-nous pour décider si une relation est nécessaire ou contingente? Un seul : nous commencerons par l'énoncer, puis nous construirons une phrase avec « si... ne... pas » et nous rentrerons en nous-mêmes : l'émotion que nous ressentons est alors, suivant les cas, de la stupéfaction, de l'étonnement ou de la quiétude ; et voilà comment « A est A », « le frottement dégage de la chaleur », « mon ami est parti ce soir » sont des propositions qui se classeront d'après une contingence croissante. De fait, nous avons, dans tous les cas, affaire à des relations d'interdépendance plus ou moins complexes. La réalité est ce qu'elle est ; se demander ce qu'elle pourrait bien être s'il lui arrivait de ne pas être ce qu'elle est, c'est laisser l'imagination, — la folle du logis, — prédominer sur le bon sens, c'est poursuivre la solution d'un problème apparent ; c'est peut-être faire œuvre de poète ou de métaphysicien, ce n'est pas penser en savant ou en philosophe.

Cette découverte de la contingence — renouvelée de Berkeley — ne correspond donc à aucune signification objective, et on voit combien Boutroux a dénaturé la classification des sciences d'Auguste Comte, quand il affirme que les lois psychiques et sociales sont à la fois les plus « objectives » (1) et les plus contingentes (2). Le paralogisme inhérent à son système consiste à faire *a priori* une place prédominante à des éléments idéoaffectifs, tels que la nécessité et la contingence, et aussi la causalité et la finalité, qu'il ne reconnaît pas pour partiellement subjectifs ; il montre alors que la science ne contient pas ces éléments et il en conclut que la science est

(1) Lisez : « les plus concrètes » : tout le donné est en effet objectif, également objectif.

(2) Comprenant mal le concept général d'interdépendance, qui n'est que l'expression du déterminisme scientifique, Boutroux s'ingénie à trouver de la contingence et de la finalité là où il n'y a qu'interdépendance, qu'il décore du vocable de « cercle vicieux » : « La vie est essentiellement un cercle vicieux. L'organe rend possible la fonction, et la fonction est la condition de l'organe... Il y a donc dans l'être vivant une finalité interne. » (*Idee de loi naturelle*, p. 75.)

incapable d'épuiser le réel : on en vint à parler des « réalités que la science n'atteint pas », alors qu'il s'agit là de préjugés auxquels la science ne souscrit pas.

C'est dans ces dispositions d'esprit que Boutroux écrivit *Science et religion* (1), dont l'intérêt principal réside dans l'*exposé* des systèmes philosophiques contemporains ; Boutroux s'y révèle à nouveau comme un merveilleux professeur de philosophie ; il parvient à s'identifier si complètement avec les autres philosophes que la partie critique y est très faible. Quant aux conclusions que nous allons maintenant rappeler, si elles n'intéressent guère le philosophe au point de vue de la théorie de la connaissance, elles n'en fournissent pas moins au psychologue un curieux document sur le mysticisme contemporain.

COROLLAIRE

« La suprême contingence,.... c'est Dieu. »

Boutroux couronne son œuvre par l'adhésion au spiritualisme universitaire de son jeune temps, renouvelé de Victor Cousin et de Jouffroy. Point n'était besoin de consacrer tant de phrases à discuter les résultats de la science pour aboutir à cette affirmation purement subjective : « Sans doute, l'homme pourrait vivre sans se donner d'autre fin que la vie, mais il ne le *veut* pas. (2) » A quoi bon s'être efforcé d'introduire la *contingence* pour réclamer la *nécessité* du devoir, dans un sens voisin de l'impératif catégorique de Kant ? Là où l'on pourrait s'attendre à l'absolue contingence Boutroux acclame comme indiscutables, comme nécessaires, les dogmes de Dieu et de l'âme. Avec quelle complaisance ne décrit-il pas, dans ses *Etudes d'histoire de la philosophie* (3), le Dieu en trois personnes du chanoine Bœhm, « le Père ou conscience de la force, le Fils ou conscience du bien et l'Esprit ou cause de l'accord qui s'établit en Dieu entre la force et le bien » ! Et dans *Science et Religion* (4) : « Dieu, union de la perfection et de

(1) Ouvrage mal intitulé s'il en fut. Son vrai titre serait plutôt *Erudition et mysticisme*, car d'une part l'esprit de la méthode scientifique y est méconnu et, d'autre part, l'importance sociale du phénomène religieux est complètement laissée de côté dans les conclusions, qui se bornent à prôner de vagues épanchements solitaires.

(2) *Science et religion*, p. 363.

(3) Page 551.

(4) Page 388 et sqq.

l'existence, Dieu amour, Dieu père, Dieu créateur et providence, ce sont là des idées qui répondent aux aspirations de la raison... Et pourquoi ce Dieu ne serait-il pas une personne, quand ce sont des personnes que la philosophie nous montre au sommet de la hiérarchie des êtres visibles? » Oui, à propos, pourquoi pas? Toute cette phraséologie est accompagnée de couplets sur la foi, l'idéal, l'enthousiasme, l'amour ; — sur « la liberté, la patrie, la justice, Dieu le veut ! Dieu est avec nous ! »

Boutroux est passé, sans s'y arrêter, à côté des théories psychologiques et sociologiques des phénomènes religieux : « La psychologie explique, à l'aide des lois générales de l'âme humaine, le phénomène religieux pris dans son essence (1)... Le sentiment et la croyance sont, au point de vue sociologique, le retentissement, dans la conscience individuelle, de la contrainte exercée par la société sur ses membres (2)... L'homme religieux fait de ses facultés un usage qui ne répond plus au progrès de la culture humaine (3)... La persistance relative de la religion n'est qu'une survivance, destinée à disparaître devant l'expérience véritable, devant l'expérience impersonnelle et scientifique (4)... Il en est de la connaissance des phénomènes religieux comme de celle des phénomènes physiques : il y a pour nous de l'inconnu, non de l'inconnaissable ; de l'inexpliqué, non de l'inexplicable (5)... » Mais Boutroux réfute la psychologie par la sociologie (!) et la sociologie par je ne sais quel tréfond mystique de l'âme humaine. Caro, qui d'ailleurs était un spiritualiste convaincu, écrivait : « L'erreur du mysticisme, c'est d'avoir prétendu construire une doctrine avec de passagères aspirations, une philosophie avec de vagues instincts... On aura beau faire : le sentiment ne sera jamais la science. De l'un à l'autre, il y a l'infini comme

(1) *Science et religion*, p. 179.

(2) *Ibid.*, p. 190. — Des vues analogues viennent d'être reprises et précisées par Alfred Loisy dans son remarquable ouvrage sur *la Religion* (Paris, Emile Nourry, 1917) : « Ce qui apparaît d'abord à l'historien, qui ne s'est embarrassé d'aucune théorie préconçue, est l'indissoluble association, dans l'évolution humaine, de la religion et de la morale, de la foi mystique et du devoir, et le caractère essentiellement social de la morale et de la religion » (p. 159). Loisy aboutit à une religion de l'Humanité très voisine de celle de Comte, mais qu'il nous présente comme originale.

(3) *Science et religion*, p. 345.

(4) *Ibid.*, p. 319.

(5) *Science et religion*, p. 179.

de Descartes à Bœhm, ou de Leibniz à Saint-Martin (1). » Caro montre, par ce passage, qu'il savait distinguer les contradictoires (2).

Dans l'esprit de Boutroux, la religion n'a pas réussi à se libérer de l'emprise des idées scientifiques (3) comme en témoignent les phrases suivantes : « Ce qui pour la philosophie n'était qu'un idéal et un problème, la science l'a réalisé (4)... Nous remarquons l'extrême fécondité du mécanisme, lequel de proche en proche explique les phénomènes pour lesquels on supposait des qualités occultes ; et nous sommes portés à croire qu'avec le temps tout apparaîtra comme mécanique (5)... En attendant que la science ait ramené à des éléments purements mécaniques, et entièrement dissous, en tant que force efficace, tout ce qui est individualité, vie, fin, action, idée, amour et dévouement (6)... »

Appréhensions pleinement injustifiées à mon sens, comme le prouvent si fortement Delage et Goldsmith (7), en montrant que les doctrines transformistes sont le point de départ naturel d'une morale sociale, basée non seulement sur le bonheur individuel, mais surtout sur l'entr'aide, sur l'altruisme, sur la solidarité (8), qui se trouvent ainsi justifiés par la plus grande certitude que nous puissions avoir : l'expérience interprétée par des esprits vigoureux, aussi affranchis que possible des préjugés subjectifs.

La science n'a jamais pu établir que des relations entre les phénomènes, qui sont pour nous le donné dont il faut partir ; elle se propose de situer un fait quelconque au milieu de ses voisins, de rechercher les rapports d'interdépendance qui le relient aux autres : notre jugement n'a jamais pu concevoir qu'il puisse aller plus loin. De même qu'il y a dans nos perceptions un seuil au delà duquel nos sens ne sont plus excités, de même le rapport scientifique est un seuil d'intelligibilité

(1) Essai sur la vie et la doctrine de Saint-Martin, p. 307. Cité par J. Benda, *Les Sentiments de Critias*, Paris, 1917, p. 144.

(2) Brunetière aussi quand il affirme : « Jouir est une chose, mais juger en est une autre. » (*Evolution de la poésie lyrique*, I, p. 25).

(3) *Science et religion*, p. 358.

(4) *Idée de loi naturelle*, p. 9.

(5) *Idée de loi naturelle*, p. 86.

(6) Introduction *à l'Expérience religieuse* de James (conclusion).

(7) *Les Théories de l'Education* (conclusion).

(8) Tout comme la morale individuelle, la morale internationale sera sans doute altruiste plutôt que nietzschéenne : tel semble être le résultat philosophique qu'on peut tirer de l'issue de la guerre mondiale.

au delà duquel nous ne pouvons rien connaître. C'est en ce sens que les dogmes spiritualistes sont contraires à l'esprit scientifique : l'existence de Dieu, qui était une hypothèse compatible avec l'état des connaissances humaines au moment où elle fut émise, est devenue un problème qui ne se pose pas, un « problème apparent », suivant l'expression de Mach, car Dieu n'étant pas conçu comme un rapport, comme une relation de phénomènes, échappe par cela même à toute conception intellectuelle et n'est qu'un résidu du « préjugé de commencement absolu » (1) ; quant à la croyance en l'immortalité de l'âme, elle possède une partie vérifiable expérimentalement : c'est celle de la persistance indéfinie des phénomènes psychologiques après la mort, dans les cadavres ou ailleurs ; mais rien ne peut nous laisser supposer qu'il en est bien ainsi.

Boutroux s'est servi de sa trouvaille de la contingence pour échafauder des preuves pseudoscientifiques à ses besoins mystiques ; il a fait œuvre de croyant, d'artiste, de métaphysicien, mais il ne s'est nullement fondé sur la philosophie, qu'on peut dégager objectivement de la science contemporaine. Aussi la science interdit-elle à la métaphysique de la contingence de parler de certitude, de vérité, si toutefois on conserve à ces mots la signification intellectualiste qu'ils ont toujours eue. Mais, encore une fois, quel besoin de faire précéder ces épanchements irrésistibles de l'âme, ce besoin d'idéal, cette communion en Dieu de phrases contestables, de discours sans portée sur les limites de la science et sur sa valeur ? Le bon Dieu de Victor Hugo et de Béranger n'en demandait pas tant.

PARALLÈLE ENTRE LA « RAISON » ET L' « INTUITION »

Loin de se rendre compte de cette immixtion anthropomorphique qui lui fait méconnaître les résultats essentiels de la science moderne Boutroux s'imagine « élargir » l'intelligence en faisant appel au « cœur » et à la « volonté », et c'est par un véritable abus de terme qu'il qualifie de « raison » cette synthèse irrationnelle de la vie psychique. Sans doute, dans la « raison » boutrouxienne il y a une part notable d'éléments représentatifs, mais il est douteux que cette part soit prédo-

(1) *Contingence des lois de la nature*, p. 21.

minante, puisqu'il s'agit surtout d'utiliser « les facultés que la science n'emploie qu'à titre accessoire ou même qu'elle laisse plus ou moins inoccupées » (1). Aussi que de subjectivisme, que de paralogismes dans ce culte de la « raison » ! « L'essence de la raison est la recherche indéfinie du mieux (2)... La raison veut pouvoir faire le bien avec du bien et non avec du mal (3)... Croire, c'est-à-dire affirmer, non paresseusement, mais résolument, autre chose que ce qu'on voit et que ce qu'on sait, impose à la raison un effort ; cet effort veut un motif : la raison trouve ce motif dans l'idée de devoir (4). » On s'imagine mal cette « raison » à face humaine qui veut, qui peine et qui trouve ; ce qui se cache sous ce mot, c'est une suite de raisonnements de justification (5), dans le genre de ceux que Ribot décrit dans sa *Logique des Sentiments*. Une telle dialectique ne s'adresse qu'aux croyants qui se sont demandé avec angoisse : « Si tout de même la science allait saper les bases de la foi (6) ! » et qui sont partis à la recherche de la vérité avec l'intention inébranlable — encore que souvent inconsciente — d'éliminer ce qui serait contraire à ce qu'ils veulent croire.

La « raison » boutrouxienne est de fait le sentiment à « prétention cognitive (7) » ; le mot n'est pas nouveau, non plus que la chose : il y a plus d'un siècle que Jacobi prônait comme méthode un état de pur sentiment et qu'il appelait aussi « la raison ». De telles tendances sont réincarnées dans le mouvement affectiviste contemporain, affectiviste non pas parce qu'il constate que la vie humaine est beaucoup plus affective qu'intellectuelle (8), mais parce qu'il *croit bon* que l'affectivité reste une force autonome à côté — lisez : au-dessus — de l'intelligence, parce qu'il a foi en des puissances

(1) *Science et religion*, p. 357.
(2) *Science et religion*, p. 367.
(3) *Ibid.*, p. 386.
(4) *Ibid.*, p. 368. C'est là une idée que Boutroux emprunte à Kant et qui ne sert qu'à étayer des besoins affectifs (voir à ce sujet Félix Sartiaux, *Morale kantienne et morale humaine*, Paris, Hachette).
(5) Boutroux en est la première dupe, car il se classe évidemment lui-même parmi les intellectualistes.
(6) Voir notamment *Idée de loi naturelle*, p. 29.
(7) Ces mots ont été appliqués par Julien Benda au bergsonisme (*Le Bergsonisme*, p. 25).
(8) Il faudrait d'ailleurs ajouter qu'au point de vue affectif il ne semble y avoir aucune différence entre l'homme et les animaux supérieurs ; ce qui fait la richesse du cerveau humain c'est la vie intellectuelle qui, chez l'homme seul, atteint un tel développement.

informulables et inintelligibles. La « raison » boutrouxienne est proche parente de l' « intuition » bergsonienne (1).

Boutroux, comme Bergson, veulent partir de la science; mais ni l'un ni l'autre — quoi qu'ils en aient cru — ne l'ont suffisamment approfondie pour être à même de porter sur elle un jugement d'ensemble : ce n'est pas la première fois que la science laisse loin derrière elle les chétives trouvailles des métaphysiciens. L'un et l'autre préconisent un effort de sympathie personnelle et insistent à plusieurs reprises sur la parenté de la « philosophie » avec l'art et la religion. Nos deux métaphysiciens prennent soin de distinguer « une zone superficielle de la vie consciente »,« un côté mécanique de la vie», qui s'oppose au « moi fondamental », dont « l'évolution n'est pas une chose, mais un progrès ».

L'opposition que Boutroux présente entre l'esprit, qui, pour comprendre, a besoin d'unité, de nécessité, d'homogénéité et d'immutabilité, et le réel, impatient de variété, de contingence, de mouvement et de vie (2), rappelle les distinctions bergsoniennes entre le temps et la durée, entre le mécanisme et la vie, entre la matière et l'élan créateur; mais, dans ce problème du rapport entre nos abstractions et nos perceptions, Boutroux surtout ne se préoccupe pas de rechercher objectivement comment nos perceptions externes et internes, qui nous fournissent toute la réalité, se sont développées progressivement, par une lente évolution, jusqu'à nos actuelles abstractions, qui nous offrent l'apparence illusoire d'avoir été émises *a priori*.

Les affectivistes contemporains ont oscillé entre Nietzsche et Tolstoï, entre le mysticisme de l'individualisme et le mysticisme de l'altruisme, entre le surhomme qui a la volonté de dominer la société et le sous-homme qui accepte le renoncement de soi-même, sa propre résorption dans le milieu qui l'entoure. Comme René Berthelot l'a indiqué (3), l'hypertrophie bergsonienne du « moi fondamental » ne laisse pas de déceler certaines tendances nietzschéennes, alors que les conclusions de *Science et Religion*, l'apologie du devoir, la communion en Dieu, se rapprochent davantage de Tolstoï.

(1) Pour Jacobi, la « raison » était « l'instinct qui révèle l'absolu, » et l' « intuition », « le seul moyen d'arriver à la certitude » (Voir Lévy-Brühl, *la Philosophie de Jacobi*, p. 33 et p. 105).

(2) Voir le panégyrique de *Boutroux*, par Archambault, p. 21 (Paris, Michaud).

(3) *Un Romantisme utilitaire*, Paris, Alcan.

D'autre part, nos deux métaphysiciens diffèrent de procédés. Si Boutroux, dans un louable effort de conciliation, juxtapose parfois des concepts contradictoires, il arrive à Bergson d'affirmer des oppositions trop vives entre des idées au fond très voisines. Bergson affectionne les petites observations exceptionnelles, qu'il décrit avec brio et auxquelles il attribue une portée générale qu'elles n'ont pas ; Boutroux, plus érudit, énonce en termes excellents des solutions vraisemblables indiquées par autrui, mais il ne tarde pas à les abandonner pour des mobiles purement affectifs. Enfin Boutroux, beaucoup plus voisin du spiritualisme traditionnel dans son fidéisme éclectique, conserve un respect plus sincère (1) de la science et ne veut, à aucun titre, passer pour un anti-intellectualiste (2) ; la « raison » est un compromis entre le jugement et l' « intuition » et, de cet angle, Boutroux peut être classé parmi les bergsoniens timides et partiels.

Depuis quarante ans, Boutroux, puis Bergson se sont efforcés d'attirer à eux le public semi-intellectuel : ils ont joué un duo où chacun tenait sa partie sans s'occuper de l'autre :

Boutroux (1874) (3). — La contingence est notre loi ; le déterminisme n'est qu'une contingence régressive et morte.

Bergson (1889) (4). — Toute réalité est qualité ; la quantité n'est qu'un artifice sans valeur.

Boutroux (1892) (5). — La contingence laisse la porte ouverte à toutes les libertés.

Bergson (1899) (6). — La mémoire donne à la vie la suprématie sur la matière.

Boutroux. — .....

Bergson (1907) (7). — L'élan vital est l'élan vital, et l'intuition est son prophète.

(1) Si Bergson accorde à la science une grande attention, c'est principalement pour la limiter le plus possible, « pour l'empêcher de gêner et pour la réduire » (A. Rey, *La Philosophie moderne*, p. 42). En tout cas, il n'a jamais écrit que « les droits de la science sont imprescriptibles » (Boutroux, *Questions de Morale et d'Education*).

(2) « Bergson a tué l'intellectualisme, définitivement et sans retour », affirme W. James (*Philosophie de l'expérience*, p. 106).

(3) *Contingence des lois de la nature.*

(4) *Essai sur les données immédiates de la conscience.*

(5) *Idée de loi naturelle.*

(6) *Matière et Mémoire.*

(7) *L'Evolution créatrice.*

Boutroux (1909) (1). — La science ne s'oppose pas à la religion, tout en s'y opposant, sans s'y opposer.

Bergson (19..). — ?

Telles sont les péripéties de la joute oratoire, dénotant la même velléité de subordonner le monde objectif à la logique subjective et de défendre la religion menacée par les empiètements de la science.

Ces deux systèmes constituent des apologies de tous les paralogismes affectifs, de toutes les croyances enracinées qui se complaisent dans leur subjectivité et qui ne s'intéressent au monde extérieur que dans la mesure où elles y espèrent trouver une justification ; à ce titre, de telles métaphysiques ont un magnifique passé derrière elles. Il faut espérer que la France, patrie de Descartes, des Encyclopédistes et de Comte, verra s'éteindre ces générations, — inaugurées chez nous par Cousin (2), — de professeurs, qu'on a considérés comme des philosophes, sans qu'ils aient été, à proprement parler, des savants. Gardons-nous de prendre pour un progrès décisif les virevoltes étourdissantes d'un Bergson ou le piétinement consciencieux d'un Boutroux !

MARCEL BOLL.

(1) *Science et religion.*

(2) Déjà l'Allemagne avait eu Kant, que Cousin introduisit en France pour lutter contre les idées du XVIIIe siècle et pour sauver le trône et l'autel (voir Félix Sartiaux, *Revue positiviste internationale*, novembre 1918).

LA LIGUE DES NATIONS
LA SUISSE ET GENÈVE

—

Nul plus que nous ne se réjouira du choix de Genève pour siège de la Ligue des Nations. Genève mérite amplement cet honneur, aux différents titres de son histoire, de ses institutions, de son esprit public, de son rayonnement intellectuel et scientifique, sans parler de sa situation géographique, de sa commodité de vie et de l'attrait de son séjour. La ville d'Adhémar Fabri, de Philibert Berthelier, de Bonivard, de Calvin, de Pierre Fatio, de Jean-Jacques Rousseau, de Mallet-du-Pan, de Mme de Staël, d'Etienne Dumont, de James Fazy, du général Dufour, la ville qui fut le berceau de la Croix-Rouge et qui a vu le premier acte d'arbitrage international (1) semble toute désignée pour remplir cette grande mission de capitale morale et juridique des nations, que les siècles paraissent lui avoir spécialement destinée.

Aussi est-ce très justement qu'un professeur de l'Université de Genève pouvait écrire l'autre jour :

> Si le choix des nations tombait sur nous, quelle admirable rigueur s'attesterait dans la courbe de notre évolution ! Tout notre vieux passé, des Franchises à la Réforme, à l'Escalade et à Rousseau, se résumant dans le *Contrat Social* qui est la somme, la pure expression du génie politique de Genève ! Et ce livre faisant passer l'âme genevoise dans la Déclaration des droits de l'homme, laquelle nous reviendrait agrandie aux proportions d'une Déclaration des droits des peuples !

(1) Litige de l'Alabama, entre l'Angleterre et les Etats-Unis, soumis à l'arbitrage en 1871.

Ecoutez l'accent de notre république : « Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun, s'unissant à tous, reste aussi libre qu'auparavant... » Quel est le docteur qui dit cela ? Est-ce Wilson ? Non, c'est Rousseau. On pourra déposer dans sa ville natale la charte des nations ; elle s'y retrouvera dans ses meubles (1).

Que Genève ait successivement décapité Berthelier, embastillé Bonivard, banni Calvin, arquebusé Fatio, brûlé le *Contrat Social*, sans compter d'imprudents passants comme Servet, cela ne signifie pas grand chose : il y a des mamelucs et des réactionnaires partout. L'esprit finit toujours par triompher, là même où il est né et où ses premiers souffles ont fait scandale.

L'idée de la Ligue des Nations se présente sous de meilleurs auspices, et le choix de son siège ne semble devoir soulever, à Genève, aucune opposition.

Il est très important de remarquer que c'est Genève qui a été choisie et non la Suisse, auquel cas la Commission de la Ligue aurait dû préalablement faire son offre à la Confédération, qui eût désigné Berne.

Mais la Ligue ne peut pas siéger à Berne, et nous allons exposer pourquoi.

Certes, la Suisse, — la Suisse d'autrefois, — était animée, dans sa constitution et dans son pacte fédéral, de l'esprit même qui doit être celui de la Ligue des Nations. La Suisse était déjà une véritable Ligue des Nations en miniature. On l'a dit, on l'a répété à satiété depuis quelque temps, mais avec beaucoup de confusion, beaucoup d'erreur sous les paroles sonores et les phrases déclamatoires. Je crois avoir été le premier à le dire, et je suis resté le seul à l'avoir dit exactement et sans équivoque. Aussi me pardonnera-t-on de me citer, ne trouvant pas d'autre texte à produire pour éclairer la question.

La nationalité suisse, écrivais-je, s'est édifiée peu à peu et a longtemps subsisté sur l'idée de *contrat*. C'est sur un premier contrat entre trois petits peuples qu'en 1291 s'est fondée la Confédération helvétique.

Cette politique de contrats n'était d'ailleurs pas une politique de paix. Les Cantons ne renonçaient pas, en dépit de leur alliance, à entrer en compétition les uns contre les autres, quand leurs intérêts divergeaient

(1) *Tribune de Genève* du 9 avril.

et que surgissait entre eux un désaccord que ne prévoyait pas le contrat. C'est ce qui arriva lors de la querelle entre Schwytz et Zurich, à propos de la succession du Toggenbourg. Mais, en cas de menace de guerre entre Etats confédérés, les traités stipulaient le recours à l'arbitrage des autres Etats contractants. C'était déjà l'institution de l'arbitrage obligatoire. Les traités ajoutaient que si l'une ou l'autre des parties méprisait la sentence, les autres Confédérés lui en imposeraient le respect par la force. C'était déjà aussi, réalisée en plein moyen âge, par l'union contre le récalcitrant de tous les Etats contractants, la fameuse sanction de l'arbitrage, que nous n'entrevoyons que comme un idéal lointain et qui n'a même pu être envisagée aux Conférences de La Haye.

C'est ce qui se passa exactement lors de l'affaire du Toggenbourg. La Diète s'assembla : Schwytz et Zurich s'y injurièrent abondamment en présentant leurs thèses contradictoires. Injures et arguments ouïs, la Diète donna raison à Schwytz. Les Zurichois, furieux, refusèrent de se soumettre. Sur quoi l'ensemble des Cantons médiateurs, se joignant aux Schwytzois, leur tombèrent dessus d'un commun accord pour leur démontrer irréfutablement qu'au-dessus du droit de la force existait la force du droit.

L'histoire se compliqua du fait de Zurich, qui, battu, mais ayant la rancune tenace, après une apparente soumission, n'imagina rien de mieux que de considérer son traité avec les Suisses comme un simple chiffon de papier et de conclure alliance contre eux avec l'Autriche. La guerre reprit aussitôt. La France s'en mêla et dépêcha trente mille Armagnacs contre les Confédérés. Quinze cents de ceux-ci périrent glorieusement à Saint-Jacques pour l'honneur du contrat fédéral. Deux ans plus tard, la défaite des Autrichiens à Ragatz mettait terme à la guerre. L'alliance infâme était déclarée nulle, et Zurich, à jamais corrigé, reprenait sa place honorable dans la Confédération (1).

On voit en quoi et comment la Suisse réalisait, depuis le XIIIe siècle, le programme même de la future Ligue des Nations.

Mais, il y a un peu plus de cent ans, une autre idée vint se substituer, en Suisse à celle de contrat et la supplanter, jusqu'à créer un fondement nouveau, tout différent, souvent même contradictoire au premier, de la nationalité helvétique. C'est l'idée de neutralité. La Suisse décida ce changement, et, en 1815, le fit reconnaître par l'Europe. Désormais, la neutralité devint le grand principe suisse.

(1) *Les Deux Suisse*, 1re éd., p. 116.

On comprend dès lors l'erreur foncière où tombent les thuriféraires du statut helvétique, lorsqu'ils prétendent que la Suisse est une image anticipée de la Ligue ou de la Société des Nations, sur laquelle celle-ci n'a plus qu'à prendre modèle. Cela pouvait être vrai pour l'ancienne Suisse; ce ne l'est plus pour la Suisse moderne, qui en est même l'antipode, tout simplement.

C'est ce qu'a fort bien aperçu un écrivain genevois, également professeur à l'Université, qui écrivait récemment au sujet d'un memorandum du Conseil fédéral dont nous parlons plus loin :

La neutralité suisse y est présentée sous un faux jour, nécessaire apparemment pour lui rendre quelque lustre aux yeux du monde. On s'efforce de transformer en vertu nationale une maxime d'Etat qui n'est en réalité que le produit de circonstances entièrement indépendantes de notre volonté.

Son antiquité, qu'on proclame avec emphase, ne fait rien à l'affaire, d'autant qu'on sait fort bien que la neutralité suisse perpétuelle et garantie n'existe formellement que depuis 1815. Auparavant, elle n'empêchait pas les Suisses de former des alliances et de se battre en masse pour le tiers et le quart. Tout historien, tout citoyen doit savoir que la neutralité ne s'est imposée à la Confédération helvétique qu'à la suite de ses défaites militaires et de notre réduction fatale au rang de petite puissance. Cette déchéance a concordé avec le début des grandes luttes pour l'hégémonie européenne, qui ont mis aux prises depuis quatre siècles les grands Etats de notre continent et qui se sont finalement résolues dans le système d'équilibre cher au Congrès de Vienne. Les petits peuples n'y servent que de tampons ou de bouche-trous.

Voilà d'où découle réellement notre neutralité. Faire croire qu'elle est une vertu nationale correspondante à je ne sais quel sublime idéal imaginé prématurément par les Suisses et qui, dès lors, en a fait une nation au-dessus des autres, c'est tromper notre peuple, et aussi se moquer un peu du monde. Il n'y a nul rapport entre la neutralité d'une part, la démocratie et le fédéralisme d'autre part, qui sont les véritables enfants de nos entrailles, les fruits glorieux de notre conscience nationale. Les Suisses, encore que déguisés par l'idylle littéraire, ont été bien trop pratiques depuis le seizième siècle pour s'imposer une conduite internationale qui ne fût pas dictée par le plus parfait opportunisme. Neutres, il s'adaptaient sagement aux circonstances ; mais ils n'étaient point en cela les précurseurs d'un Evangile destiné à exalter le monde.

Le raisonnement du Conseil fédéral l'entraîne si loin, une fois lancé sur cette piste, qu'il en vient à s'imaginer que c'est la neutralité suisse qui va servir de point de départ à la Société des Nations : « Les Suisses, dit le *memorandum*, ont affirmé ainsi les premiers leur foi en un idéal supérieur, qui est appelé à triompher dans la vie des nations. »

Proposition véritablement énorme et qui fera sourire à l'étranger. Il était réservé à nos docteurs de découvrir que la Société des Nations n'est qu'un développement de la neutralité suisse. Le moindre clerc est cependant capable de comprendre que leurs principes sont diamétralement opposés. La Société des Nations, témoin de la solidarité internationale éveillée par la guerre, doit obliger tous les peuples à sortir de leur neutralité occasionnelle ou systématique pour voler au secours de la communauté menacée. C'est ainsi du moins que le président Wilson a montré, par ses paroles et par ses actes, qu'il entendait le rôle de l'institution nouvelle : sans quoi serait-il entré en guerre lui-même (1) ?

Le Conseil fédéral a, effectivement, adressé, le 8 février dernier, aux Puissances représentées à la Conférence de Paris un memorandum accompagné d'un projet de charte pour la Ligue des Nations, en conformité avec les idées qui règnent à Berne. Il est dit notamment dans ce document (nous soulignons, ainsi que dans les textes subséquents, les mots sur lesquels nous nous permettons d'attirer spécialement l'attention) :

Les institutions permanentes de la Ligue des Nations et celles de la Croix Rouge internationale ont leur siège sur le territoire de la Confédération suisse, *dont la neutralité perpétuelle est reconnue*, ainsi que sur le territoire des Etats ci-après énumérés qui, par leur histoire et leur politique de paix, offrent également des garanties durables d'impartialité.

. . . .

Le territoire de ces Etats est inviolable et restera toujours en dehors des opérations militaires, tant au cas de guerres auxquelles participeraient des États ne faisant pas partie de la Ligue des Nations, qu'au cas où des mesures d'ordre militaire devraient être prises par la Ligue elle-même, pour assurer le respect du droit ou le maintien de la paix.

. . . .

Si même, comme la Suisse le désire ardemment, la Ligue des Nations parvient à proscrire en droit et en fait la guerre, au sens actuel du terme, *le maintien de la neutralité traditionnelle se justifiera à l'égard des mesures d'exécution militaire que la Ligue pourrait être appelée à décréter*.

Ainsi la Suisse veut bien faire partie de la Ligue des Na-

(1) *Semaine Littéraire* du 15 mars.

tions ; elle demande même à être le siège de ses institutions permanentes ; mais en même temps elle ne veut assumer aucune des charges de la Ligue et entend maintenir sa « neutralité traditionnelle ».

Qu'on mette en regard de ces déclarations les clauses correspondantes du projet de pacte constitutif de la Ligue des Nations élaboré à Paris (1), et l'on se rendra compte de l'incompatibilité absolue qui existe entre la thèse suisse et le programme de la Ligue internationale :

Art. 7. — Aucune nation ne pourra être admise... si elle *ne se conforme pas aux principes que la Société pourra établir concernant les forces et armements militaires et navals.*

Art. 8. — Les parties contractantes reconnaissent que le maintien de la paix nécessite une réduction des armements nationaux au minimum compatible avec *l'exécution, par une action en commun, des obligations internationales* et avec la sécurité nationale, en tenant spécialement compte de la situation géographique de chaque pays et des circonstances. Le conseil exécutif chargé d'établir le plan de cette réduction devra également soumettre à l'examen de chaque gouvernement *une fixation juste et raisonnable des armements militaires* correspondant à l'échelle des forces établies par le programme de désarmement.

Art. 16. — Au cas où l'une des parties contractantes romprait les engagements pris par elle... les parties contractantes *accorderont le passage sur leur territoire des forces de toutes les parties contractantes dont la coopération protège les signataires du pacte.*

Or, en vertu de sa neutralité permanente, la Suisse, non seulement ne mettra pas un soldat à la disposition de la Ligue, mais encore interdira aux forces de la Ligue l'accès de son territoire.

Il semble donc que la Suisse, restant ce qu'elle est, ne puisse pas faire partie de la Société des Nations. Comment, à plus forte raison, pourrait-elle en être le siège?

§

Cette difficulté n'a pas échappé en Suisse, où l'on a fait d'incroyables efforts pour la résoudre. Nous croyons avoir lu la plupart des articles de presse publiés à ce sujet et qui se sont ingéniés à essayer de concilier la neutralité avec la participation à la Ligue. Ils n'y ont pas réussi et nous n'y avons rien trouvé de satisfaisant. La difficulté apparaît en effet comme insoluble.

(1) Ce projet n'est pas le texte définitif, encore en discussion au moment où nous écrivons.

Aussi, tandis qu'à Berne, où l'on tient surtout à la neutralité permanente, on sacrifierait plutôt la Ligue au principe de la neutralité, à Genève, où l'on tient à la Ligue, et surtout à en être le siège, on lui sacrifierait, s'il le fallait, la neutralité.

Il est curieux de confronter les opinions qui s'expriment à ce propos. C'est ainsi qu'un journal a interrogé trois personnalités sur cette question de la Ligue et de son siège : l'une fédérale et genevoise, l'autre exclusivement fédérale, la troisième exclusivement genevoise.

M. Ador, président de la Confédération, a répondu :

Je crois pouvoir dire que la Suisse envisage avec une joyeuse confiance la constitution d'une Société des Nations comprenant tous les peuples du monde et ayant pour mandat d'assurer une paix durable. La Suisse désirant en faire partie, le chef du département politique, M. Calonder, expose actuellement à Paris les modifications que la Suisse souhaite de voir apporter aux projets de la Conférence. Grâce à sa situation au centre de l'Europe, grâce à ses institutions démocratiques, à sa constitution intérieure qui lui permet de grouper autour d'un même idéal des populations de langues et de races diverses, *la Suisse réalise les conditions que la Société des Nations doit désirer pour la résidence de ses principaux organes permanents.*

Genève, bureau et siège de la Croix-Rouge internationale, pourrait assumer cette tâche dans des conditions particulièrement favorables. La Suisse aurait ainsi des devoirs spéciaux en corrélation avec ses traditions historiques *sans, pour cela, se soustraire aux charges imposées à tous les membres de la Société des Nations.*

M. Motta, membre du gouvernement fédéral, a dit :

La Suisse salue avec une foi ardente dans les destinées de l'humanité la constitution d'une société embrassant toutes les nations et garantissant la paix du monde d'une façon durable. Sa situation géographique, qui en fait la gardienne des Alpes, son amour de la liberté, des traditions fondées sur la démocratie la plus étendue, l'idéal de fraternité humaine et de collaboration des races que l'histoire suisse du passé portait déjà obscurément en elle, mais que les temps nouveaux ont mis en pleine lumière, *la volonté que la Suisse a toujours affirmée de rester perpétuellement neutre*, sauf dans les cas de légitime défense, le rôle charitable que, par un privilège inestimable, la Suisse a pu jouer pendant la guerre mondiale, *tout semble la désigner comme asile* INVIOLABLE *de la future Société des nations* libres et pacifiques.

M. Gignoux, membre du gouvernement genevois, a répondu :

Genève a appris avec une joyeuse fierté que son nom avait été prononcé à ce sujet. Il va sans dire que, dans le cas où elle serait désignée, le gouvernement de la plus vieille République du monde offrirait l'accueil le plus empressé aux organes chargés de gérer à l'avenir les intérêts supérieurs de l'humanité. Je n'ai pas à vous rappeler que tout le passé de Genève est là pour attester que son éducation politique est orientée non pas vers un internationalisme vague et supprimant le caractère des peuples, mais au contraire vers une diffusion de ce que la pensée humaine peut avoir de plus précis pour la réalisation des destinées politiques et économiques des pays *qui décident d'adhérer au pacte de Paris.* Berceau d'idées nobles et généreuses, Genève considérerait comme un privilège de pouvoir contribuer dans une faible mesure à leur avancement.

Ainsi, pour M. Ador, qui est tout ensemble conseiller fédéral et Genevois, ayant un pied à Berne, l'autre à Genève, la Suisse dès à présent « réalise les conditions de la Société des Nations » (ici c'est le conseiller fédéral qui parle), cependant que, contradictoirement (et ici c'est le Genevois qui s'exprime), elle ne doit pas « se soustraire aux charges imposées à tous les membres de la Société des Nations » (1). Pour M. Motta, qui est conseiller fédéral et qui n'est pas Genevois, ayant donc les deux pieds à Berne, « la volonté de la Suisse de rester neutre » en fait « l'asile *inviolable* (voir Belgique) de la future Société des Nations ». Et pour M. Gignoux, qui est Genevois et n'est pas conseiller fédéral, dont les deux pieds sont à Genève, « tout le passé de Genève atteste que sa politique s'oriente vers les destinées des pays qui décident d'adhérer au pacte de Paris ». Rien n'est plus significatif des tendances divergentes qui éloignent l'une de l'autre Berne et Genève.

Un autre homme politique genevois, M. Marcel Guinand, exprime plus catégoriquement encore cette divergence.

Il écrit :

(1) Dans un discours prononcé le 11 avril, à Lausanne, M. Ador a maintenu cette double position, toutefois avec un penchant marqué du côté de la suppression ou de la modification de la neutralité :

« Messieurs, je répète ici que mon plus ardent désir et la volonté bien arrêtée du Conseil fédéral sont que la Suisse fasse partie de la Société des Nations. Nous déposerons, je l'espère, au mois de juin, un message dans ce sens aux Chambres fédérales.

« Les Chambres auront alors à se prononcer ; on discutera librement et le peuple suisse et les Etats suisses seront appelés à dire leur volonté dans cette question, *car la constitution de la Ligue des Nations apportera de profondes modifi-*

Il ne faut plus prétendre que nous avons été sauvés par notre neutralité.

Mais, disent certains, notre neutralité a empêché nos autorités de nous jeter dans la mêlée. Voyons ce qu'il y a de vrai dans cette affirmation.

Il importe de se rappeler que l'autorité fédérale, en la personne de certains de ses représentants, n'a pas cessé de violer avec un cynisme tout particulier, pendant les premières années de la guerre, notre neutralité.

Le colonel Egli, sous-chef d'état-major de l'armée, et son complice, le colonel de Wattenwyl, livraient à l'état-major allemand, exclusivement, les renseignements récoltés chez les Alliés. M. Hoffmann, président du Conseil fédéral, cherchait à favoriser une paix séparée entre la Russie et l'Allemagne, contrairement à l'intérêt des Alliés. D'autre part, tous les ateliers de mécaniciens étaient transformés en fabriques de munitions et l'on envoyait des tonnes d'obus et de shrapnells à l'Entente, tandis que les denrées nécessaires à notre alimentation étaient expédiées aux empires centraux.

La neutralité devint une farce, une très mauvaise farce qui n'empêcha pas les accapareurs, les espions, les *tutti quanti* de la pègre dorée de s'enrichir en profitant de la couverture, de l'étiquette neutrale dont le principal mérite fut d'être un pavillon couvrant la marchandise, et quelle marchandise !

Le peuple suisse, lui, empêcha ses chefs de se livrer aux gambades dangereuses que lui suggéraient les voisins du nord. C'est grâce à lui que nous n'avons pas eu la guerre, parce qu'il a gardé héroïquement nos frontières et parce qu'il s'est fait craindre des politiciens en veine de compromettre notre réputation et notre sécurité.

Le principe de neutralité perpétuelle n'est pour rien dans le fait que nous sommes restés en dehors de la guerre. A l'intérieur comme à l'extérieur c'est la ferme volonté de la population, du citoyen, qui nous a protégés et non l'article de notre constitution cent fois violé par ceux mêmes qui devaient le faire respecter.

Mais des temps nouveaux sont venus. Allons-nous garder cette

cations à notre constitution actuelle. Seul le peuple suisse et les Etats ont le droit de se prononcer sur cette question. »

Et plus loin :

« Je considère pour ma part que l'attribution du siège de la Société des Nations à la Suisse résout pour ainsi dire *ipso facto* la question de notre neutralité. *Notre neutralité sera profondément modifiée* du fait que la Suisse deviendra le centre d'une institution qui voudra siéger dans un pays qui devra être à l'abri de toute agression et de toute invasion. »

Mais plus loin et contradictoirement :

«.... C'est un grand honneur de penser que peut-être cette question difficile entre toutes du *maintien de la neutralité* de la Suisse pourra être résolue du moment qu'elle deviendra le *territoire inviolable et sacré* de la Ligue des Nations. »

camisole de force de la neutralité qui nous oblige à être silencieux et impuissants dans l'avenir !

. . . .

Depuis que les traités se déchirent comme des morceaux de papier, la neutralité n'est plus qu'un mot. Il n'est pas possible de la maintenir, si l'on n'a pas la garantie absolue que l'étranger la respectera.

Cette garantie, la guerre nous l'a enlevée. La Société des Nations nous la rendra peut-être. En attendant, détachons les liens de cette camisole de force que nous avons volontairement endossée, dont l'étoffe a sauté à bien des endroits et qui paralyse nos bras (1).

C'est net. Genève ne veut plus de la neutralité. Aussi est-il parfaitement acceptable et tout à fait logique que la Société des Nations, qui ne peut pas siéger en Suisse, croie pouvoir le faire à Genève.

§

Mais si Genève n'est pas la Suisse, Genève est en Suisse. Il y a là une nouvelle difficulté qui a peut-être échappé à la haute perspicacité de la Commission de la Ligue des Nations.

Autrefois Etat absolument souverain, la République de Genève s'est agrégée en 1815 à la Confédération helvétique. Comme tous les Cantons suisses, Genève a conservé sa constitution, son gouvernement, son assemblée élue, son administration et, jusqu'à tout récemment encore, ses lois propres. Mais peu à peu, au cours du siècle, et sous l'effet de la centralisation progressive, les Cantons ont dû abandonner des portions toujours plus importantes de leur ancienne souveraineté. Si bien qu'aujourd'hui il ne leur en reste presque plus rien. Sous le régime du pacte de 1815, qui demeura en vigueur jusqu'en 1847, cette souveraineté présentait encore une certaine réalité. S'il était interdit aux Cantons de contracter des alliances politiques avec les Etats étrangers, ils restaient libres de conclure avec eux des conventions commerciales et des capitulations militaires. Avec la constitution de 1848, les mailles du réseau fédéral se resserrèrent sur les libertés et prérogatives cantonales, que la constitution de 1874 acheva de juguler. Un Canton n'a plus aucun pouvoir aujourd'hui de traiter quoi que ce soit avec l'étranger. Il n'a plus de milices et ses recrues ne sont qu'un contingent de l'armée fédérale. L'autorité centrale commande, dirige, impose ses conceptions,

(1) *Tribune de Genève* du 6 avril.

dicte sa politique et oblige tous les Cantons à se plier sans récalcitrer à ses décrets ou à ses votes majoritaires, dont dispose la Suisse allemande. Or, la neutralité étant un principe fondamental, inscrit au fronton de la Constitution fédérale, Genève, qu'elle le veuille ou non, restera neutre, et par suite inhabile à faire partie de la Société des Nations, tant que la Suisse restera neutre ou que Genève restera suisse.

Qu'on se représente maintenant la situation de la Ligue, qui aura sa capitale dans un pays non sociétaire, sans pouvoir y envoyer un seul soldat pour la protéger, sinon comme garde d'honneur ! Comment assurera-t-elle la sécurité de son siège ?

L'armée suisse, répondra-t-on, y pourvoira.

La petite armée suisse aurait-elle tenu, en 1914, devant la ruée allemande, sans artillerie moyenne ou lourde de campagne, sans fer, sans charbon, sans usines d'armement ? Sans vouloir sous-évaluer sa valeur de milices ou le sérieux de sa préparation, on peut bien affirmer qu'elle n'aurait pas tenu et que l'envahisseur l'eût aisément bousculée. On sait d'ailleurs que le plan défensif stratégique de l'état-major suisse consistait à se retirer derrière la ligne de la Limmat, sinon même dans le réduit des Alpes, abandonnant une partie du plateau, voire le plateau tout entier, y compris la Suisse romande et Genève, à l'assaillant d'outre-Rhin.

Se figure-t-on, d'autre part, que, devant la réduction générale des armements que comporte le programme de la Ligue, la Suisse consentira, pour la défense du siège de la Ligue en même temps que de sa neutralité, à supporter, seule d'entre les nations, la charge écrasante de la paix armée d'avant-guerre ? Croit-on qu'elle se résoudra de gaîté de cœur à se mettre ainsi, vis-à-vis des autres pays, en état permanent d'infériorité économique et financière ? Non. La Suisse voudra, à juste titre, réduire proportionnellement, elle aussi, ses dépenses militaires. Et elle n'aura plus dès lors qu'une armée minuscule.

Dans de pareilles conditions, que devra faire la Ligue ?

Il faut bien se rendre compte d'une chose. Que l'Allemagne demeure républicaine ou redevienne monarchique, qu'elle soit socialiste ou bourgeoise, qu'elle s'agrège ou non à la Société des Nations, elle restera l'adversaire de la Ligue qui l'a vaincue et contre laquelle elle mettra toute sa ruse, toute

sa puissance, toute sa méthode et toute sa haine irréconciliable à préparer sournoisement et minutieusement la guerre future, la guerre de revanche. L'Allemagne sera l'éternelle ennemie de la Ligue, la perpétuelle menace, l'épée de Damoclès continuellement suspendue sur la tête multiple, et par cela d'autant plus faible, de la Société des Nations coalisées. C'est contre elle que la plus grosse part des mesures de prudence et de sécurité devront être prises pour le maintien de la paix.

Parmi ces préparatifs allemands, les moins dangereux ne seront pas ce travail de dissolution intensif, cette propagande démoralisatrice effrénée qui ont valu à l'Empire d'effarants succès pendant la guerre et que la République reprend à son compte. La Suisse s'y est montrée particulièrement sensible et en a constitué le terrain d'élection. C'est de Zurich, c'est de Berne que sont partis, que partent toujours, dans un débordement diluvien qui tente de couvrir le monde entier, la corruption, la désorganisation, le mensonge, le sophisme, la folie, l'anarchie et le bolchévisme. Genève, jusqu'ici à peu près indemne, devenue le centre des nations, attirera fatalement sur elle l'effort le plus redoutable de cette activité pernicieuse.

Que les hostilités éclatent ensuite, soit par un enchaînement régulier de circonstances, soit par rupture de contrat et déchirement de ce nouveau chiffon de papier que sera la charte d'association à la Ligue, le plan de guerre allemand est écrit d'avance. L'Allemagne se jettera brusquement sur la Suisse neutre, insuffisamment défendue et abondamment travaillée, qui lui ouvrira une porte offensive sur deux des nations de la Ligue et lui offrira une base naturelle formidable pour le développement de ses opérations, tout en lui assurant le précieux avantage d'enlever du même coup la capitale de l'ennemi, prise comme dans une souricière. On peut même augurer que cette circonstance ne sera pas étrangère au choix de la Suisse par l'Allemagne comme théâtre offensif.

Ainsi, en même temps qu'un danger pour la Ligue, la présence du siège de la Ligue en Suisse créera un danger pour la Suisse. L'avantage que l'Allemagne a vu, en 1914, à passer sur le corps de la Belgique, elle le retrouvera, inévitablement, lors d'une nouvelle guerre, en tombant tout d'abord sur la Suisse, cœur de la Ligue ennemie. Elle évitera même la faute

qu'elle a commise en 1914, et elle marchera droit sur Paris, en l'espèce Genève.

Devant cette perspective redoutable la Ligue devra donc entretenir des forces armées, peut-être considérables, tout le long de la frontière du Jura, qu'elle devra fortifier puissamment, de façon à être prête à se porter au secours de la Suisse violée et de son siège de Genève en péril, ce qui ne lui sera d'ailleurs permis qu'une fois le viol bien effectué et dûment constaté.

Mais Genève, ainsi que toute la région romande, ne sont défendables que sur la ligne de la Sarine. Avec leur vingt-quatre ou quarante-huit heures d'avance et le bénéfice de la surprise d'une attaque brusquée, les armées germaniques seront sur la Sarine avant celles de la Ligue. La Suisse romande et Genève seront submergées, comme le fut la Belgique, bien avant que les forces internationales aient pu intervenir. La Ligue et son personnel de Genève n'auront alors qu'un parti à prendre, et cela sans perdre une minute: se sauver précipitamment. Ce sera la fuite à Bordeaux... Beau spectacle !

Nous ne continuerons pas cette anticipation... vraisemblable.

Nous tenons toutefois à ajouter que nous nous refusons à envisager le cas où cette belle conception de la Ligue des Nations sombrerait dans un simulacre lamentable. Nous ne voulons pas croire qu'une néfaste idéologie consentirait encore à duper les peuples de la vieille chimère d'une paix perpétuelle possible sans obligations ni sanctions et fondée sur la seule foi de traités illusoires. Nous repoussons la conjecture offensante qu'il ne puisse sortir de la Conférence de Paris qu'une création décevante et vide, comme le Tribunal de La Haye ou l'Institut de Droit international de Bruxelles, auquel cas, évidemment, le choix de son siège d'établissement n'aurait plus aucune importance et serait dénué d'intérêt. Nous voulons penser, au contraire, que la Ligue des Nations sera bien telle qu'on nous l'a fait espérer, qu'elle réalisera l'idéal pratique que nous a présenté le président des Etats-Unis ou, du moins, qu'elle ne s'en éloignera pas trop.

Dès lors, notre conclusion s'impose. Le choix de Genève comme siège de la Ligue des Nations, quoique inattaquable en

principe, se heurterait à des objections d'ordre politique, militaire et juridique, qui, en l'état actuel des choses, sont insurmontables. Elles se formulent dans ce trilemme impérieux, auquel, pensons-nous, il n'est personne, même en Suisse, qui puisse se dérober :

1° Ou la Suisse doit renoncer à sa neutralité ;

2° Ou Genève et avec elle toute la Suisse romande doivent renoncer à rester suisses ;

3° Ou Genève doit renoncer à être le siège de la Ligue des Nations.

15 avril.

LOUIS DUMUR.

POÈMES

—

A LA MÉMOIRE D'ALAIN-FOURNIER, « DISPARU »

Alain-Fournier, Alain-Fournier,
que vous êtes déjà lointain,
profil perdu au coin d'une fresque,
effacé dans la brume argentée du matin!
Et cependant et cependant
malgré l'espace, malgré le temps
tu t'attaches à moi, tu me restes
tout confondu à ton doux livre adolescent.

Alain-Fournier, Alain-Fournier,
je pense aux mots de Vauvenargues,
à ces premiers feux de la gloire;
j'ai vu sur vous ce rayonnement de victoire,
ce sourire à la vie, si confiant et pur,
ce calme, lumineux comme un corps nu d'enfant.

Je revois votre pâle et charmante figure
rêveuse, illuminée et grave et attendrie,
un jour de mai, rue de Médicis, à midi.
Puis un autre matin; nous étions toujours seuls
tous deux... et puis ce fut cette dernière fois,
nos deux autos se sont croisées... Je vous revois.
Vous ne m'avez pas vu, vous lisiez dans un livre...

C'est tout... si peu... Pourtant, je le sais maintenant,
nos deux âmes se sont parlé, à chaque instant ;
elles ont tout compris, tout su, tout pardonné.
Elles se reverront, ainsi qu'on se réveille,
et se reparleront, sous un autre soleil...

Alain-Fournier, peut-être étiez-vous le meilleur
de tous ceux-là que j'ai connus et qui sont morts.
Je laisse aux autres de pleurer sur votre sort ;
je vous aimais, je n'ai tristesse ni douleur,
je ne sais plus que me recueillir et me taire...
Mais vous ne me quitterez plus,
car je suis tout peuplé de vos ombres légères,
jeunes gens qui êtes tombés
encore intacts, encore entiers,
jeunes gens aimés des Dieux !

ASPIRATION

O mer, plaine sans cesse ouverte et déchirée
par les proues blanchissant d'écume, et toujours vierge ;
flux et reflux, jeunesse éternelle du monde,
frais bandeau toujours vert au dur front de la terre,
me lasserai-je un jour de chanter tes rumeurs?

Jamais, ô mer, mes yeux ne se sont rassasiés
du beau jeu balancé de tes vagues agiles;
jamais mon corps, jamais mes jambes ni mes bras
n'ont eu plus libre joie que sur ton cœur perfide.
L'odeur de ta marée, chère autant qu'un parfum,
me pénètre à la fois de plaisir et d'angoisse
et sans savoir pourquoi, j'ai envie de pleurer
lorsque je te reviens après de longs voyages...

Ton souvenir, en moi plus vivant qu'une femme,
veille auprès de mon lit quand je ne m'endors pas
et me prend dans ses bras au fond noir du sommeil...
Mer, tu es mon pays, mon antique horizon,

mon intime, tenace et tendre nostalgie,
et mon désir vers toi ne s'apaisera point.
Ah! je ne guérirai jamais de ce poison
que j'ai bu tant de fois à ta bouche vivante
quand, atôme bercé sur ton gouffre enchanteur,
tu me prenais entier et j'oubliais la terre!

Que le ciel est profond au-dessus de tes flots!
Le soleil moribond, qui descend au tombeau,
Océan, tu lui fais de vastes funérailles...
Et, par les nuits d'été, quand la lune d'argent
étend sur ton corps bleu sa cotte à mille mailles,
quand tu pâlis sous ce réseau étincelant,
mer meurtrie, murmurante, enchaînée, mer esclave,
ta beauté trop aiguë me perce comme un cri.

AS-TU DANS LE MONDE ?

As-tu dans le monde
un ami profond
qui comprend ton cœur
et qui t'aide à vivre
selon tes raisons ?

Entre tant de villes
et tant de demeures,
as-tu trouvé, frère,
la bonne maison
où le soir est clair
douce la lumière
et fraîche la bière
en chaque saison?

As-tu dans le monde
quelqu'un qui soit toi
et pourtant un autre ?

Au delà des deuils,
de toutes misères,

connais-tu l'accueil
des yeux fraternels
et des mains sincères ?

Connais-tu la joie
d'être deux ensemble,
d'oser, entre soi,
tous ces mots qui tremblent,
où notre pensée
comme un nouveau-né,
sourit, neuve et vague, à la lumière ?

LA PLUIE TOMBE...

La pluie tombe, une caresse, une musique,
une petite voix qui ne veut plus se taire ;
tu peux continuer ton rêve ou ta besogne,
tu peux veiller, cœur solitaire.

La pluie tombe, tantôt pressée, tantôt plus lente,
va, ne te quittera plus jusqu'au matin.
Tu peux fumer et méditer sous la lampe
et te redire encor ton cher chagrin.

La pluie tombe. — Tu veux dormir ? — Elle te berce,
te raconte en chuchotant sa vieille histoire ;
elle se fait tendre pour toi, pauvre âme lasse ;
tu peux dormir, puisque elle est là dans la nuit noire.

DES SIÈCLES ONT PASSÉ...

Des siècles ont passé.— Nous sommes dans la terre
aux ancêtres de Tyr et d'Egypte mêlés ;
l'oubli nous tient pressés de son poids millénaire.
Rien de nous ne demeure en l'obscure vallée.

Rien de nos durs travaux, rien de nos lourdes peines,
rien de nos joies, feux vifs en un moment éteints,
rien de ce qui fut nôtre ou ce qui fut nous-mêmes
ne sera parvenu à ces hommes lointains.

Ah ! même la bouée d'un nouvel évangile
n'aura pu nous sauver du naufrage profond.
Etre redevenus si pleinement argile !
Pas une œuvre, pas un souvenir, pas un nom...

Tout tombe sans répit dans des gouffres avides.
Recueille-toi, mon cœur, et pèse ce néant ;
les pauvres battements sont vains dans le temps vide,
vains comme la poussière et vains comme le vent !

Accepte et te résigne. Il n'est point de remède.
Bien mieux que de te plaindre, envie le saint repos
des peuples disparus, des Perses et des Mèdes
un peu plus tôt venus et morts un peu plus tôt.

GUY-CHARLES CROS.

LE
TOUR HINDOU DE LA CORDE RIGIDE

Des journaux quotidiens et des groupements scientifiques anglais se sont occupés de nouveau récemment d'un tour magique hindou connu depuis plusieurs siècles et dont l'explication n'a pas encore été trouvée, les uns regardant la « performance » comme réelle, d'autres l'interprétant par l'hallucination collective. Les arguments des deux camps opposés sont également valables : je veux dire qu'ils comportent une part également considérable d'hypothèse, et une part également minime de certitude scientifique.

Le renouveau de la discussion a eu pour point de départ une lettre adressée au *Daily Mail* (1) par un sergent du régiment anglais des East Surreys. Son bataillon avait été envoyé dans l'Inde et cantonné à Ferzapore :

Nous n'y étions pas depuis deux jours lorsqu'un vieil Hindou entra un matin dans le camp. Il portait un petit panier ; une longue corde assez épaisse était jetée sur son épaule ; deux petits garçons l'accompagnaient. Nous leur donnâmes des sous et l'exercice commença. Le vieillard jeta subitement, sans prononcer un mot, l'une des extrémités de la corde en l'air : la corde resta rigide, sortant de sa main, comme tirée vers le ciel par une autre main invisible. Nous pouvions voir distinctement l'extrémité immobile dans l'air. Puis un des garçons grimpa le long de cette corde, à la force des poignets, jusqu'à ce qu'il arrivât au bout. Je l'ai vu, je vous l'affirme. Puis le garçon se laissa glisser à terre. Le vieillard dit quelques mots en hindoustani et la corde retomba, redevenue souple. Comment cela

(1) Publiée dans le *Daily Mail* du 10 janvier 1919.

fut fait, je n'en sais rien. Un grand nombre d'hommes des East Surreys l'ont vu. Ce fut une merveille pour nous, et c'est toujours encore une merveille.

Au même type appartient la performance telle que l'a vue Mme L. Nicholl à Ceylan (1):

Un Hindou et un petit garçon arrivèrent devant l'hôtel Galle Face, à Colombo, et s'assirent au bord de la route. L'Hindou déroula une longue corde assez épaisse qu'il avait autour de la poitrine. Il en jeta une extrémité en l'air où, à notre grande stupéfaction, la corde resta rigide, avec à peine un petit crochet à l'extrémité supérieure. Je crois être véridique en disant qu'un tour et demi à peu près de la corde resta à plat sur le sol. Le petit garçon grimpa le long de la corde, et, quand il fut revenu à terre, la corde céda sur elle-même et retomba comme aurait fait une corde ordinaire. L'Hindou l'enroula de nouveau lentement autour de sa poitrine. Il ne nous demanda pas d'examiner la corde. L'homme sembla ne prêter aucune attention aux spectateurs. Nous étions huit, dont ma mère et mon frère.

Tel est le tour de la corde rigide sous sa forme relativement simple. Mais le plus souvent, on le rencontre en combinaison avec d'autres « trucs magiques », qui en augmentent le caractère étrange. Voici la description d'un exercice exécuté à Lahore en 1898 devant une nombreuse assemblée d'Européens et d'indigènes, au cours d'une fête donnée par un Rajah indien (2) :

Le magicien prit dans sa main une grosse balle formée d'une corde mince enroulée, et, après avoir attaché l'une des extrémités de la corde à son sac posé à terre, il jeta de toutes ses forces la balle vers le ciel. Au lieu de retomber à terre, la balle monta lentement dans l'air en se déroulant, jusqu'à ce qu'elle disparût dans les nuages. Il n'y avait aux environs nulle maison où elle aurait pu retomber ; en outre, la corde resta rigide sur une grande partie de sa longueur. Le magicien ordonna à son fils, qui lui servait d'aide, de grimper le long de la corde. Saisissant la corde de ses mains et de ses jambes le petit garçon grimpa avec l'agilité d'un singe. Il parut progressivement de plus en plus petit, jusqu'à ce qu'il disparût dans les nuages comme avait fait la balle.

Le magicien cessa alors de s'en occuper et accomplit plusieurs trucs magiques de moindre importance. Après quelque temps, il déclara qu'il avait besoin des services de son fils, et il lui cria de

(1) *Daily Mail* du 6 février 1919.
(2) D'après la *Lahore Civil and Military Gazette*, 1898, article reproduit dans le *Daily Mail* du 27 janvier 1919.

redescendre. La voix du petit garçon répondit d'en haut qu'il ne voulait pas venir. Après avoir essayé de la persuasion, le magicien se mit en colère et ordonna à son fils de descendre sous peine de mort. Ayant de nouveau reçu une réponse négative, l'homme, furieux, mit un grand couteau entre ses dents, grimpa le long de la corde à la force du poignet et disparut à son tour dans les nuages. Tout à coup un hurlement vibra dans l'air et, à l'horreur ineffable des spectateurs, des gouttes de sang commencèrent à tomber de l'endroit où le magicien avait disparu dans le ciel. Puis le petit garçon tomba à terre, coupé en morceaux : d'abord ses jambes, puis son tronc et après sa tête. Dès que la tête du garçon eut touché le sol, le magicien se laissa glisser le long de la corde rigide, ayant son couteau passé dans sa ceinture. Il ramassa sans se presser les membres de l'enfant, les plaça sous une étoffe, où il mit aussi la corde après l'avoir halée du ciel. Il rassembla ses divers ustensiles de jongleur, tira l'étoffe, et le petit garçon se releva de lui-même, parfaitement intact, sans qu'il restât à terre de traces de sang.

On voit que dans la performance telle que l'exécuta le jongleur de Lahore le thème de la corde rigide est plus complexe que dans le cas précédent : non seulement les personnages qui ont grimpé à la corde étaient au nombre de deux, dont un adulte, mais, de plus, l'extrémité de la corde et les grimpeurs avaient cessé d'être visibles pour les spectateurs. En outre, il y avait combinaison du thème magique de la corde et du thème magique de l'enfant coupé en morceaux et reconstitué, qui se rencontre par ailleurs comme thème autonome de jonglerie hindoue.

Une variante plus simple de cette combinaison est fournie par le témoignage d'un prince hindou, le Nawabzada Nusrat Ali Mirza, de Mourshidabad :

J'ai vu le tour de la corde rigide exécuté *maintes fois* à la Cour de mon père, tant à Bombay qu'à Mourshidabad. Il varie dans ses détails, mais je n'oublierai jamais le spectacle tel qu'il m'apparut la première fois. J'étais encore tout jeune et caché derrière les jalousies de l'appartement de ma grand'mère. Le petit garçon grimpa le long de la corde et puis —oh comble d'horreur ! —il retomba à terre coupé en morceaux. Je me cramponnai aux jambes de ma sœur ; nous comptâmes les morceaux ; le corps était complet. Le magicien les ramassa et les réunit sous sa robe. Peu de temps après, il souleva sa robe et le petit garçon en sortit intact, sous les yeux de tous (1).

(1) Lettre au *Daily Mail*, 19 février 1919.

Sous sa forme complexe, la jonglerie a certainement existé dans l'Inde depuis bon nombre de siècles. Cependant, M. S. W. Clarke, directeur de la revue *Magic Circular*, qui en a fait une étude littéraire approfondie, ne semble pas avoir trouvé de textes qui en localisent anciennement l'exécution dans l'Inde même. La description la plus ancienne qu'il ait trouvée, et qui se rapporte à l'année 1355, place la performance à Hang-Tchéou, en Chine. Elle est due à Ibn Batoutah, voyageur arabe originaire de Tanger, et dont les récits sont remarquables par leur exactitude et par leur précision. Se trouvant à Hang-Tchéou, le géographe marocain assista à une fête qu'offrait l'émir de la ville :

Au banquet parurent les jongleurs du Khan. Leur chef prit en mains une boule en bois percée d'un trou par lequel passait une longue lanière. Il jeta la boule en l'air et elle monta jusqu'à disparaître à nos regards, pendant qu'il tenait ferme à la main l'extrémité de la lanière. Il ordonna à un de ses disciples de grimper le long de cette lanière, ce qu'il fit jusqu'à ce qu'il disparût aussi. Son maître le rappela trois fois, mais ne reçut aucune réponse. Il se saisit alors d'un couteau, grimpa le long de la lanière et disparut à son tour. Puis il jeta d'en haut sur le sol la main du garçon, ensuite son pied, puis l'autre main, puis l'autre pied, puis le tronc, et enfin la tête. Alors il redescendit le long de la lanière, respirant avec peine, et ses vêtements tout maculés de sang... Il ramassa ensuite les membres du cadavre, les appliqua les uns aux autres, sauta dessus : et le garçon se releva intact et droit. Je fus tellement émerveillé que j'éprouvai une palpitation du cœur ; mais on me donna un cordial et je me remis. Le cadi des Musulmans était assis à mon côté : il me jura qu'il n'y avait eu ni ascension, ni descente, ni dépècement de corps humain, mais que le tout n'était qu'une jonglerie.

M. Clarke, qui rappelle ce passage d'Ibn Batoutah (1), pense que le voyageur marocain a arbitrairement lié dans son souvenir ou dans son texte deux tours magiques primitivement distincts et indépendants, celui de la corde et celui de la décapitation, qui, sous une forme ou une autre, se retrouve dans tout un cycle légendaire de l'Orient. Mais les descriptions modernes citées ci-dessus prouvent non seulement que le thème du dépeçage ne coïncide pas avec le thème de la décapitation, mais qu'en outre il fait réellement partie du scénario complet de la corde rigide. L'exacte concordance de la

(1) Voir le *Times* du 6 février 1919.

description d'Ibn Batoutah et de celles des observateurs modernes, à plus de cinq siècles et demi d'intervalle, constitue même l'un des éléments les plus curieux du problème.

Le thème sanglant a été remplacé en Chine par un autre plus poétique, qui semble être rituellement en relations avec la grande fête chinoise du Printemps. Voici un résumé du texte chinois, datant de 1630 environ, que communique M. Herbert A. Giles, l'éminent sinologue de Cambridge (1) :

Un jongleur, avec une longue tige de bambou sur l'épaule, portant une boîte et accompagné de son jeune fils, proposa, comme exemple de son habileté, de faire descendre sur terre des pêches du jardin de la Mère Royale Occidentale. Il prit une corde dans sa boîte, la jeta dans l'air et dit à son fils d'y grimper et d'aller chercher une pêche dans le jardin céleste. Le garçon grimpa, disparut dans le ciel, et peu après une énorme pêche tomba, suivie de la corde, puis de la tête, des bras, des jambes et du tronc du petit garçon. « Hélas, s'écria le père en pleurant amèrement, mon fils, mon fils unique, a été pris par le jardinier; il va falloir maintenant que je l'enterre. » Les spectateurs, saisis de pitié, firent entre eux une collecte et la lui remirent. Alors il frotta le dessus de la boîte et dit : « Pa-Par, pourquoi ne sors-tu pas pour remercier ces personnes? » Aussitôt le petit garçon sortit et fit comme son père lui ordonnait.

Le thème simple se rencontre ensuite dans l'Inde sous une forme modifiée, au surplus fort étrange, dans les *Mémoires* de l'empereur Mongol Jahangir (2), qui succéda à son père Akbar le Grand en 1605 :

Les jongleurs prirent une chaîne de 50 coudées de long et, en ma présence, en jetèrent l'une des extrémités vers le ciel, où elle resta comme attachée à quelque chose dans l'air. Ensuite ils amenèrent un chien et le placèrent près de l'extrémité inférieure de la chaîne. Aussitôt le chien courut le long de la chaîne jusqu'à l'autre bout, puis il disparut dans l'air. De la même manière, ils firent successivement courir sur la chaîne un sanglier, une panthère, un lion et un tigre, qui tous disparurent en arrivant à l'autre bout. Enfin ils tirèrent la chaîne en bas et la remirent dans un sac, sans que nul ne pût comprendre comment les animaux avaient été forcés de s'évanouir dans l'air de la mystérieuse manière qui vient d'être décrite.

(1) Voir le *Times* du 10 février 1919.
(2) Cités par M. Clarke dans le *Times* du 6 février 1919.

La forme tout à fait simple, mais qui comporte un élément de nature à modifier les données ordinaires du problème, se rencontre dans une lettre de M. W.-M. Hunter (1) :

Je me trouvais à bord du *Whitlieburn*, de Glasgow, en rade de Calcutta, quand, un dimanche de novembre 1917, un Hindou vint sur notre navire, accompagné de deux enfants, un garçon et une fille. Ils se placèrent sur le pont et les officiers et l'équipage firent cercle autour d'eux. Il demanda une pelote de coton, qu'il posa sur le pont ; puis il prit une extrémité du fil, le tira en l'air aussi haut qu'il put, et le lâcha : le fil de coton resta ainsi dans l'air parfaitement rigide jusqu'à ce qu'un membre de l'équipage le touchât ; alors le fil redevint souple et retomba sur le pont.

Enfin M. Christian van Bern vit à Liverpool un jongleur hindou jeter en l'air une corde qui resta rigide pendant tout le temps que le jongleur retint sa respiration (2). Et M. G. P. Curtis, autrefois sergent dans l'armée des Indes, affirme :

J'ai vu le tour de la corde exécuté par une troupe de jongleurs ambulants à Khandala, près de Bombay, en 1902. Le garçon grimpa le long de la corde et disparut. Il s'écoula bien cinq minutes avant qu'il ne reparût à l'extrémité de la corde et ne se laissât glisser jusqu'à terre. Le tour a été exécuté en plein air, vers midi ; j'ai examiné la corde, mais n'y ai rien discerné d'extraordinaire (3).

Aux témoins oculaires qui viennent d'être cités, maints fonctionnaires anglais et tout autant de voyageurs aux Indes ont objecté que ce n'étaient là que fantaisies littéraires, sinon supercheries, puisque eux-mêmes n'avaient jamais réussi à assister au spectacle: « J'ai habité dans l'Inde pendant seize ans, écrit le général Sir Arthur Lyttelton-Annesley (4) ; j'ai parcouru les trois présidences (du Bengale, de Madras et de Bombay) ainsi que le Punjab, le Nord-Ouest, le Cashmire, le Ladakh et le Gilgit. Partout où j'ai passé, j'ai fait des enquêtes au sujet du truc de la corde; personne ne le connaissait. J'ai aussi demandé à plusieurs princes indigènes de s'arranger pour me le faire voir ; mais tous me dirent que ce tour n'existait pas. C'est un fait curieux que des touristes qui ne visitent l'Inde que pendant quelques mois ou quelques semaines réussissent à le voir. »

(1) *Daily Mail* du 3 février 1919.
(2) *Times* du 6 février 1919.
(3) *Daily Mail* du 28 janvier 1919.
(4) *Daily Mail* du 6 février 1919.

De même, M. Sydney Arthur Vipan (1):

J'ai vécu dans l'Inde quatorze ans ; j'y ai voyagé de Quetta dans le Balouchistan jusqu'à Colombo et de Mussourie dans l'Himalaya jusqu'aux Nilgherries. Je parle couramment l'hindoustani. J'ai eu de longues conversations avec les magiciens de la cour des Maharajahs de Patiala, de Kapourtala et de Mysore, et *je n'ai jamais vu* le tour de la corde, et je *n'ai jamais* rencontré un Indo-Anglais qui l'eût vu.

De même encore le major Branson, qui servit vingt ans dans l'armée des Indes et offrit en vain 250 roupies à tout soldat qui lui indiquerait un jongleur capable d'exécuter le truc de la corde (2).

Feu Charles Bertram, le célèbre prestidigitateur, qui était allé dans l'Inde tout exprès pour y apprendre les tours de ses « confrères » hindous et qui les réussit tous aussi bien qu'eux ne put jamais assister à l'exécution du tour de la corde. Le colonel Thomas J. Long, qui rappelle ce fait (3), pense que les jongleurs hindous n'ont pas voulu courir le risque de voir leur secret pénétré par un maître de l'art comme Bertram. La même mésaventure advint à M. Stuart Cumberland, psychiatre connu et auteur d'un ouvrage sur l'Au-Delà (*That other World*) :

Je n'allai pas dans l'Inde en qualité de simple touriste, mais chargé d'une mission spéciale qui m'ouvrit accès des principales cours indigènes, me mit à même d'entrer personnellement en relations avec les magiciens les plus renommés, et, à quelque degré, de pénétrer dans l'atmosphère psychique et sociale associée à leurs opérations magiques... Parfois un fakir ambulant, rencontré par hasard, a, en plus de ses exercices ordinaires, jeté une corde en l'air, mais je n'ai jamais vu de garçon y grimper pour disparaître dans l'azur. Bien au contraire, l'aide du fakir resta toujours accroupi sur le sol et la corde retomba toujours à terre exactement comme le ferait une corde quelconque jetée en l'air par n'importe qui (4).

A ces négations s'opposent, non pas seulement les textes cités ci-dessus, dont la sincérité ne peut être mise en doute, mais un argument psychologique d'abord et, depuis peu un argument photographique.

(1) *Daily Mail* du 7 février 1919.
(2) *Times* du 6 février 1919.
(3) *Daily Mail* du 2 février 1919.
(4) *Daily Mail* du 29 janvier 1919.

Quiconque a entrepris des enquêtes de folklore, d'ethnographie et, davantage encore, quiconque a tenté de noter les pratiques des rebouteurs, des sorcières, des magiciens, des hors-caste de tout ordre, s'est heurté aux mêmes difficultés que les Anglais qui se sont systématiquement efforcés de découvrir le mécanisme du truc de la corde. En tous pays, les membres de la corporation sociale des sorciers, rebouteurs et jongleurs se tiennent entre eux et se transmettent leurs secrets : ce n'est certes pas contre de l'argent qu'ils les livreraient. Dans l'Inde, où ils forment une caste spéciale, celle des yoghis, à laquelle se relient diverses fractions d'autres castes de mendiants, d'acrobates, de serviteurs des temples, etc., cette solidarité est plus essentielle encore. Il suffit qu'un Anglais manifeste ouvertement son désir de pénétrer leur secret pour que s'établisse une entente générale de défense et de silence. Si quelqu'un pouvait être certain d'avance d'un échec total, c'était précisément le « confrère » européen Bertram, ou le psychologue spirite Stuart Cumberland.

Plus que d'autres aussi les officiers anglais sont communément tenus par les Hindous de toutes castes à l'écart de la vie vraiment indigène. Les difficultés qui se dressent sous les pas du folkloriste en France, quand il veut récolter des recettes de bonne femme et des pratiques de sorcellerie, sont multipliées dans l'Inde pour les officiers et les fonctionnaires, sinon pour des ethnographes de profession comme Rivers, Thurston et d'autres, dont les intentions désintéressées ne cessent que peu à peu d'être suspectées.

Aussi le témoignage d'Hindous comme celui du nawabzada Nusrat Ali Mirza, ou de M. C. C. Sen, du quartier général de la Section hindoue en France, a-t-il plus d'importance pour les savants d'Europe que les négations anglaises énumérées ci-dessus. « C'est en qualité d'Hindou, et non pas comme un étranger ni comme un touriste, écrit M. Sen (1), que j'affirme l'existence actuelle du tour de la corde ; je l'ai vu exécuter à Calcutta et en plein jour », conformément au scénario complet décrit par Ibn Batoutah ; M. Sen ajoute que « la corde était de la sorte la plus ordinaire ».

Cette observation conduit à poser les termes du problème

(1) *Daily Mail* du 13 février 1919.

avec plus d'exactitude que ne l'ont fait jusqu'ici les observateurs. L'analyse des documents permet de distinguer trois types fondamentaux du truc de la corde, auxquels s'ajoutent des types aberrants comme celui du Sultan Jahangir et celui de la fête chinoise.

Dans le type le plus simple le jongleur fait seulement tenir raide en l'air soit un fil de coton emprunté aux spectateurs, soit une corde qu'il portait sur lui, mais sans que personne n'y grimpe. Aucun des témoins, sauf M. Sen et M. Curtis, ne parle de la contexture de cette corde. On peut sans doute admettre que la pelote de coton empruntée aux marins a été remplacée par une pelote préparée d'avance : il ne reste donc qu'à se demander comment une corde, prétendue quelconque, peut se maintenir rigide.

Le hasard m'a fourni une explication, qu'aussi bien la réflexion pouvait suggérer : depuis la guerre, il y a partout des fils téléphoniques et des câbles plus ou moins gros dont l'armature métallique est enveloppée d'étoffe ou de chanvre. Avec un peu d'exercice on arrive facilement à faire tenir droit en l'air un morceau assez long de fil ou de câble de ce genre, pourvu qu'une quantité suffisante, représentant un certain poids, reste à terre. Pour commencer, le plus simple est de tirer en l'air l'une des extrémités du câble tout en maintenant le reste avec son pied. Rien n'empêche d'admettre :

1° Que les jongleurs de l'Inde fabriquent depuis des siècles des cordes métalliques dont le revêtement extérieur est tressé de manière à imiter exactement une corde ordinaire ;

2° Que le fil métallique intérieur est, non pas simple, mais lui-même câblé, afin d'assurer une rigidité meilleure ;

3° Que ce câble métallique intérieur peut glisser dans son revêtement en chanvre, en lin, etc., de sorte que, le moment venu, ce revêtement retombe à terre avec la souplesse d'une corde ordinaire ;

4° Que ce retrait du support métallique est exécuté à distance par un deuxième aide, dont, naturellement, personne ne s'occupe, tous les spectateurs ayant les yeux fixés sur la corde et sur le jongleur ;

5° Que la traction opérée de bas en haut n'est que le stade de début, et qu'à force d'entraînement le jongleur réussit à augmenter la longueur de corde rigide, à maintenir le tout

sur sa main, ou à compliquer l'exercice en jetant de telle manière une balle ou une pelote qui se déroule que l'ensemble du système se maintienne en équilibre.

De petits détails dans certaines des descriptions citées sont en faveur de cette interprétation : par exemple le fait que l'extrémité supérieure de la corde se recourbe légèrement, que la rigidité n'est pas absolue, mais ondulatoire, que le jongleur enroule ensuite sa corde lentement, comme une chose lourde et peu maniable, que cette corde est « assez grosse » ou « assez épaisse ».

Cependant, si cette explication vaut pour le type le plus simple du tour, il n'en va pas de même, aussi aisément, pour le second type, celui où un garçon grimpe le long de la corde. Même un câble comme ceux qui servent actuellement à remorquer les chalands sur la Seine ne supporterait pas, dressé librement à plusieurs mètres en l'air, le poids d'un jeune garçon, fût-il Hindou et nu. Il faut donc supposer, pour autant qu'on cherche une explication mécaniste, l'emploi d'une matière plus solide et qui cependant donne aux spectateurs l'impression de la flexibilité.

La solution semble avoir été trouvée par le lieutenant F.-W. Holmes, qui assista plusieurs fois à l'exécution du tour magique et réussit enfin à prendre une photographie instantanée du petit garçon au moment où il se tenait à l'extrémité de la « corde rigide ». L'agrandissement de cette photographie a permis de discerner l'existence à intervalles plus ou moins réguliers de sortes d'anneaux, ce qui suggère aussitôt l'hypothèse d'une canne télescopique en bambou, comme on en fait chez nous pour pêcher à la ligne dans certaines conditions. L'opinion du lieutenant Holmes (1) est que la canne télescopique en bambou a été substituée au moment voulu par le jongleur à la corde d'abord montrée aux spectateurs.

Si cette explication est exacte, on doit l'illustrer par le rappel des exercices impressionnants qui font la renommée de la caste des Dommara de l'Inde méridionale. L'une de leurs acrobaties les plus connues, et dont une photographie a été publiée par M. Thurston (2), consiste à se maintenir en équi-

(1) *Times* du 6 et du 10 février 1919.

(2) Edgar Thurston et K. Rangachari, *Castes and Tribes of Southern India*, Madras, 1909, t. II, pl. de la p. 185.

libre tout en haut d'un bambou très long et très souple autour de l'extrémité duquel le Dommara tourne comme un soleil d'artifice horizontal, en prenant son axe sur un godet en fer fixé à sa ceinture. L'ascension d'un bambou très flexible et les exercices d'équilibre à son sommet sont également une spécialité de la caste télougou des Pailmân (1).

Malgré la photographie, unique jusqu'ici, du lieutenant Holmes, l'assimilation de la corde rigide à un bambou télescopique reste hypothétique. Non qu'au dernier moment un jongleur hindou ne puisse remplacer une pelote, une balle, un cercle de fibres par cette sorte de petite boîte ronde, munie d'un ressort, qui est, une fois refermée, semblable à la canne à pêche perfectionnée. Mais c'est l'illusion générale des spectateurs qu'il me semble difficile de faire naître ainsi, à moins d'appliquer à ce stade de la performance l'interprétation jusqu'ici admise pour l'ensemble.

Si, en effet, on consulte les documents, on voit revenir comme un leit-motiv décisif la théorie de l'hallucination ou de la suggestion collectives : les spectateurs, quels qu'aient été leur origine, leur âge, leur nombre, auraient été le jouet d'une influence psychique exercée sur eux par l'un quelconque de ces jongleurs, de ces yoghis, auxquels on attribue en Europe, sur la foi des spiritistes naïfs du XIXe siècle, un pouvoir d'action nerveuse presque surhumaine.

Comme le remarque avec quelque ironie le noble Hindou de Murshidabad :

> Un fakir peut, sans doute, hypnotiser les spectateurs qui sont proches de lui, en plein air ; mais jamais son action hypnotique ne pourrait pénétrer dans toutes les chambres et galeries qui entourent la cour centrale d'un palais hindou, derrière les volets et les jalousies duquel se cachent une centaine de témoins, femmes, enfants, innombrables servantes, dont la présence ne saurait être devinée par le fakir.

Rebelles aussi à l'influence hypnotique ont certainement été les sept personnes qui accompagnaient Mme Nicholl, puisqu'elles ne s'attendaient nullement au spectacle que leur donna, devant leur hôtel, un fakir qui ne les regarda même pas.

C'est un fait admis des psychiâtres, et rappelé avec raison

(1) *Ibidem*, t. V, p. 459-460.

par MM. John Bond (1) et David Gow, le directeur de la Revue *Light* (2), qu'une foule ne peut être « hypnotisée » que si chacun de ses membres est plus ou moins prévenu du spectacle qui l'attend, c'est-à-dire s'il existe un lien préalable entre l'acteur et le spectateur. L'absence de ce lien psychique rend impossible une suggestion collective, même legère. En outre, la suggestion ne se produit entre deux individus, ou entre un individu et une foule, petite ou grande, que par l'intermédiaire d'un personnage spécial en état de transe, le medium. Or, dans les expériences citées des fakirs hindous, il n'y a ni medium, ni transe hypnotique des acteurs, ni prédisposition psychique des spectateurs. Il faut donc se résoudre à ne voir dans une partie au moins du tour de la corde rigide qu'un truc de prestidigitation.

Telle est au moins l'explication normale de la dernière phase, celle où des membres sectionnés se rejoignent pour reformer un enfant intact et vivant. Elle n'est qu'une variante spéciale, plus compliquée et plus dramatique, d'un exercice bien connu des jongleurs hindous. Il consiste à enfermer dans un sac un jeune garçon que le fakir transperce de coups de poignard ou de sabre; le sang coule de tous côtés; on entend des cris, des gémissements, des râles. Puis le jongleur fait sa collecte, dénoue le sac et l'enfant en sort sans blessures.

On connaît deux moyens d'exécuter ce tour. Le plus souvent, le petit garçon est un acrobate adroit, qui se contourne dans le sac, et guide la pointe du poignard de manière qu'elle perce de petites vessies remplies de sang de buffle, qui gicle à travers les déchirures du sac. Un autre moyen, plus rare, est signalé par M. Stuart Cumberland (3). comme il se méfiait, il marqua d'un signe dans le dos l'enfant qui se laissa enfermer dans un panier. La collecte terminée, on vit descendre d'un arbre peu éloigné un enfant en apparence identique au premier, mais qui n'avait pas de marque dans le dos; il y avait donc eu une substitution de personne, d'autant plus facile que, aux yeux d'un Européen nouvellement débarqué dans l'Inde, tous les petits garçons hindous se ressemblent. Comme de juste le panier avait un double fond.

(1) *Daily Mail* du 8 février 1919.
(2) *Daily Mail* du 10 février 1919.
(3) *Daily Mail* du 29 janvier 1919.

En laissant de côté ce dernier épisode, il reste dans la performance hindoue un assez grand nombre d'inconnues. L'interprétation que je propose d'une corde à moelle métallique doit être en tout cas plus proche de la vérité que celle qui est à la mode et selon laquelle la rigidité de la corde serait un cas de lévitation. Je ne nie pas la lévitation, ayant assisté en personne à quelques expériences de transfert ou de suspension d'objets à distance, toute précaution prise contre des supercheries possibles. Mais entre déplacer de quelques centimètres, sous l'action du « fluide » mediumique, un crayon, une table, etc., et maintenir rigide, sur une longueur de deux à dix, vingt mètres peut-être, une corde ordinaire, il y a une différence de qualité au moins autant que de quantité dynamiques.

Je regrette de ne pouvoir donner une solution plus satisfaisante ou plus complète du tour hindou de la corde rigide. Peut-être, puisque je leur soumets le texte des témoignages, mes lecteurs seront-ils plus adroits.

A. VAN GENNEP.

LES TROIS BATAILLES DE VERDUN ET LA VICTOIRE[1]

—

SECONDE PARTIE

La Victoire.

L'échec de l'offensive allemande devant Verdun eut un retentissement considérable, même à l'intérieur des lignes allemandes, et valut à la France un prestige nouveau. Pour ceux qui raisonnaient il a marqué le commencement de la fin (2), 750.000 Allemands tombèrent sur les deux rives de la Meuse, et avec eux la fortune de l'Allemagne.

De fait les Allemands restèrent deux ans, jusqu'au printemps de 1918, avant d'entreprendre d'offensive importante. Ce n'est qu'après la débâcle russe, et lorsqu'ils eurent ramené sur le front occidental les divisions du front russe que, forts de leur supériorité numérique, ils firent contre le front anglais, à son point de soudure avec le front français, vers Saint-Quentin et La Fère, leur grande offensive du 21 mars 1918.

Dans l'intervalle les Alliés, Français et Anglais, essayèrent à diverses reprises d'enfoncer le front adverse, après une énergique préparation par l'artillerie : offensive anglo-fran-

(1) Voy. *Mercure de France* n° 500.
(2) Les Alsaciens déclarèrent, après l'armistice, qu'ils avaient commencé à fabriquer des drapeaux français après la bataille de Verdun.
Des témoignages recueillis depuis l'armistice il résulte également que c'est dans le courant de l'année 1916 que l'armée allemande commença à douter de la victoire définitive.

çaise de la Somme en juillet 1916, offensives françaises d'avril à mai 1917 au Chemin-des-Dames et en Champagne, offensive anglo-française du 31 juillet 1917 dans les Flandres. Malgré les brillants résultats obtenus dans la plupart de ces offensives, aucune n'arriva à produire dans les lignes ennemies la brèche espérée; l'avance obtenue par un ou deux bonds successifs ne dépassa guère six kilomètres. C'est qu'en effet, avec la préparation par l'artillerie seule, la destruction des positions successives de l'ennemi décline en profondeur ; au delà de trois kilomètres l'organisation de l'ennemi est insuffisamment anéantie, et la résistance y est assez solide pour appuyer des réactions de contre-offensive. En pratique une avance de trois à quatre kilomètres pouvait être considérée comme mesurant l'amplitude des étapes d'une offensive.

Dans l'offensive de la Somme, la plus importante, et dans laquelle se révéla la puissance britannique, les Français et Anglais parvinrent à s'emparer des positions ennemies, fortement organisées, sur une profondeur atteignant 12 kilomètres. Les Allemands, qui étaient réduits à occuper des tranchées improvisées et n'avaient plus de réserves à nous opposer, prétendent que nous n'avons pas su à ce moment exploiter notre succès. Ils jugèrent prudent, à la suite de cette offensive, d'évacuer, au printemps de 1917, leurs positions de la Somme et de se retirer sur la ligne Hindenbourg passant par Saint-Quentin, La Fère, le massif de Saint-Gobain, abandonnant une large bande de terrain d'Arras à Soissons que nous occupâmes. C'est de cette position de repli qu'ils partirent pour leur offensive du 21 mars 1918.

On était arrivé à conclure de ces diverses offensives que l'artillerie seule, même du plus gros calibre, était impuissante à opérer la destruction des positions de l'ennemi sur une largeur et une profondeur suffisantes pour ouvrir une brèche par laquelle puisse passer une armée.

La théorie de l'inviolabilité réciproque des fronts commençait à avoir un assez grand nombre d'adeptes.

Cependant l'offensive que les Anglais exécutèrent, le 20 novembre 1917, dans la direction de Cambrai, en employant, sur une assez grande échelle, des tanks qui bouleversèrent les réseaux de fils de fer et ouvrirent, à travers la ligne Hindenbourg, qui resta en leur possession, des brèches praticables,

permit d'entrevoir le rôle important que pourraient jouer ces engins nouveaux dans l'attaque des positions fortifiées, bien que les Anglais n'aient pas su, faute surtout de réserves, exploiter leur succès incontestable du début.

Dans les grandes offensives qu'ils exécutèrent à partir du 21 mars 1918 les Allemands préparèrent l'attaque par un bombardement violent de quelques heures, avec des obus de tous calibres et surtout des obus à gaz toxiques, dont ils inondaient les premières lignes, les batteries lourdes en arrière et les communications, les rendant à peu près intenables. Ce système joint à leur supériorité numérique, leur donna, surtout au début, de bons résultats.

Dans l'offensive de Picardie (21 mars) qui se fit sur un front de près de 80 kilomètres, offensive appelée « bataille de l'empereur » par les Allemands, ceux-ci réussirent à avancer en direction d'Amiens de 58 kilomètres, de 17 dans l'offensive sur Hazebrouck, de 53 dans celle sur Château-Thierry et la Marne, et de 12 dans celle sur Compiègne.

Toutes ces offensives visaient soit Paris soit les côtes de la Manche. La tactique des Alliés, enfin réunis le 26 mars 1918 sous le commandement unique du général Foch, consista à les arrêter coûte que coûte, et ils y réussirent. Les plus importantes et les plus dures pour les Alliés furent les offensives sur Amiens et sur Château-Thierry ; les armées anglaises avaient particulièrement souffert.

Les troupes qui, malgré leurs fatigues, renfermaient encore des énergies incontestables, étaient à peu près refaites quand les Allemands, après un entr'acte d'un mois, déclenchèrent leur cinquième et dernière grande offensive, le 15 juillet, à l'ouest et à l'est de Reims, sur un front de 80 kilomètres. En Champagne, où ils se heurtèrent à une ligne ancienne, fortement organisée et habilement défendue par le général Gouraud, ils furent arrêtés net ; à l'ouest, ils réussirent à traverser la Marne sur un front de près de 20 kilomètres, et à s'avancer au sud de 4 à 5 kilomètres, et de 10 kilomètres environ dans la direction d'Epernay.

Ce fut le moment le plus critique de la guerre depuis la bataille de la Marne, en septembre 1914; les Allemands n'étaient plus qu'à 70 kilomètres de Paris, qu'ils commençaient à encercler. Attaquer de Château-Thierry à Reims, à la forêt

d'Argonne; s'avancer jusqu'à Bar-le-Duc, isoler la place de Verdun, se réunir aux troupes de Saint-Mihiel, et alors entreprendre une marche concentrique sur Paris par les deux rives de la Marne : telle semble avoir été la conception du grand état-major allemand.

Arrêtés en Champagne, les Allemands avaient à subir, dès le 18 juillet, une puissante contre-attaque exécutée dans leur flanc droit, de Soissons à Château-Thierry, par les armées Mangin et Degoutte, contre-attaque qui les obligeait à repasser la Marne dès le 20, à abandonner leur plan d'offensive, et à reculer jusqu'à la Vesle. La seconde bataille de la Marne était gagnée, et valait au général Foch son bâton de maréchal.

Cette contre-attaque, préparée derrière la forêt de Villers-Cotteret, et exécutée sur un front de 45 kilomètres, eut lieu sans préparation d'artillerie à l'aide de 800 chars d'assaut environ ; la surprise de l'ennemi, qui ne croyait plus les Français susceptibles d'attaquer, fut complète. Elle montra le parti qu'on pouvait tirer de ces nouveaux engins, dont l'emploi se généralisa dans les attaques qui suivirent. Elle eut pour résultat de dégager Château-Thierry et rétablir les communications entre Paris et Nancy.

Les communications avec le Nord étant toujours très précaires (1), on décida de dégager Amiens à tout prix. Ce fut le but de l'attaque du 8 août, faite par les Anglais et les Français (armée Debeney prolongée ensuite au sud, jusqu'à l'Oise, par l'armée Humbert), à l'est d'Amiens et vers Montdidier, à l'aide de tanks et de chars d'assaut, après une préparation d'artillerie de quelques heures. Comme dans l'offensive du 18 juillet la surprise de l'ennemi fut complète, et il dut se replier sur son ancien front de 1916, resté presque intact, passant par Roye et Lassigny, obstacle sérieux contre lequel nous dûmes refaire une bataille à l'ancienne mode, avec une longue préparation d'artillerie. Roye fut occupé le 21 août, Lassigny le 27, Noyon le 29. La menace sur Paris était définitivement conjurée. En même temps la bataille remonte au nord de la Somme, les armées anglaises attaquant successivement du sud au nord, les parties les plus fortes et les plus vitales du front ennemi,

(1) Les gares d'Amiens et de Longueau était bombardées journellement, la ligne de Paris à Boulogne et Calais par Amiens était devenue à peu près inutilisable. On faisait passer les trains par Beauvais et Le Tréport, d'où une ligne à voie unique rejoignait la ligne de Boulogne un peu avant Abbeville.

20 août sur l'Ancre en direction de Bapaume, le 1er septembre à l'est d'Arras en face de la barrière Drocourt-Quéant, barrage avant de Cambrai. Elles surprennent chaque fois les Allemands, qui reculent jusque sur la ligne Hindenbourg, qui est attaquée comme en 1917, et rompue même en la fameuse charnière de Quéant. Dès ce moment Ludendorff est convaincu que la partie est perdue pour l'Allemagne et est partisan de la paix. En même temps l'armée Mangin attaque de nouveau entre l'Aisne et l'Oise, vers Coucy et Soissons.

La bataille franco-anglaise, des deux côtés de l'Oise, suivant un cours favorable, une autre bataille s'allume, la bataille franco-américaine. Dans le courant d'août, l'armée autonome américaine a été constituée sous le commandement direct de son chef, le général Pershing. Le maréchal Foch a désormais sous ses ordres quatre armées : l'armée française, l'armée anglaise, l'armée belge et l'armée américaine.

L'armée américaine, qui ne comptait, au 11 mars 1918, que 300.000 hommes, était forte en octobre de 1.700.000 hommes. En mai, deux divisions coopéraient avec les Français dans la région de Montdidier, trois dans les Vosges. Le 18 juillet, cinq divisions américaines coopéraient à la contre-offensive des 10e et 6e armées.

Le 12 septembre, la 1re armée américaine (général Pershing) attaque à Saint-Mihiel avec 14 divisions, dont 8 en première ligne ; elle part du front de Saint-Mihiel-Pont-à-Mousson, que les Américains occupaient depuis près d'un an. Elle réduit le saillant du premier choc (1). Dans son avance, qui dépasse 20 kilomètres, elle atteint Thiaucourt, puis la station d'Arnaville, sur la ligne de Pagny-sur-Moselle à Conflans, à quelques kilomètres des forts de Metz, devant lesquels son aile droite est arrêtée, la gauche arrivant à proximité de Fresnes-en-Woevre. Cette offensive eut un résultat important, non seulement par la suppression d'un saillant toujours menaçant, mais surtout parce qu'elle permit de rétablir les communications directes entre Paris et Nancy par Lérouville, et de sup-

(1) Grâce au concours de l'artillerie française, les Américains étaient assurés d'avoir, dès le début, la supériorité sur l'ennemi en canons de tous calibres. Leurs canons lourds pouvaient atteindre Metz et troubler sérieusement le mouvement des chemins de fer allemands. Les forces aériennes françaises et britanniques, jointes aux escadrilles américaines, formaient le plus grand groupement d'aviation qui ait jamais été engagé sur le front occidental dans une opération.

primer le détour par Gondrecourt et Neufchâteau que devaient faire les trains depuis quatre ans.

Dans l'offensive de Saint-Mihiel, les Américains prirent 200 canons et firent 15.000 prisonniers.

Le 26 septembre commence une puissante attaque menée par l'armée Gouraud en Champagne, et 14 divisions de l'armée américaine entre Argonne et Meuse et sur les Hauts de Meuse avec le concours de l'artillerie française. Elle a pour objectif prochain la coupure Vouziers-Grand'pré, et doit saisir les passages de la Meuse jusqu'à Dun, en vue d'une action ultérieure vers Longwy-Thionville-Briey. En même temps, le 28 septembre, l'armée belge, renforcée par les Français et une armée britannique, attaquait au nord dans les Flandres.

Les armées française et américaine enlèvent la ligne allemande le 25. Les Américains, qui font un bond de 10 à 12 kilomètres, s'emparent de Vauquois, Varenne et du piton fortifié de Montfaucon (1). Le 30, le front de l'armée Gouraud va de la Suippe à Challerange, le front américain d'Apremont à Brieulles-sur-Meuse; Consenvoye, sur la rive droite, et une partie des hauteurs boisées, à l'est, sont occupés. La troisième bataille de Verdun débute ainsi par la reprise de presque tout le champ de bataille de 1916. Le 10 octobre, l'ennemi lâche pied en Champagne; Gouraud s'empare de Vouziers le 12 et borde l'Aisne jusqu'à Attigny et Rethel.

Une nouvelle bataille très dure s'engage pour déloger les Allemands de leur 2e position de repli (ligne Brunehild), constituée par l'Aisne depuis Château-Porcien et Rethel, puis par la partie nord de l'Argonne qui s'étend à l'est de Vouziers, de Voncy et du canal des Ardennes à Grand'pré, enfin par une ligne reliant Grand'pré à Brieulles, par Romagne-sous-Montfaucon et se prolongeant sur la rive droite de la Meuse, dans la direction de Metz, par les Hauts de Meuse, de Sivry à Damvillers, et Etain (ligne Kriemhilde) (2).

(1) Les Américains dépassèrent la position intermédiaire de Montfaucon à droite et à gauche; mais comme elle continuait à tirer avec des canons et des mitrailleuses, ils durent la réduire par l'artillerie.

(2) Les Allemands avaient, au moyen de barrages, provoqué une inondation de toute la vallée de l'Aisne de Rethel à Challerange, en avant de leur ligne de repli. Cette inondation qui avait 1 kilomètre de largeur au nord de Vouziers à Vrizy, où les Français passèrent l'Aisne, faillit mettre dans une position critique la division chargée d'attaquer les hauteurs de l'est de Vandy, attaque où se distinguèrent les Tchéco-Slovaques.

Les Américains en particulier éprouvent les plus grandes difficultés à avancer tant entre l'Argonne et la Meuse que sur les hauteurs de la rive droite où ils ne dépassent guère le bois de Consenvoye et le bois des Caures. Ils ont devant eux des lignes très fortes et les Allemands, qui sentent la menace directe sur Mézières et leurs communications par le chemin de fer Mézières-Longuyon-Thionville, contre-attaquent désespérément (1).

Le 1er novembre, les lignes allemandes de Rethel et Attigny à Grand'pré et Brieulles étant suffisamment ébranlées, une attaque générale a lieu. L'armée Gouraud s'empare du Chesne, l'armée américaine de Buzancy et Dun-sur-Meuse avec une avance de 11 kil. et 3.600 prisonniers ; le 4, elle est à Beaumont, le 6 devant Sedan, où elle rejoint l'armée Gouraud qui borde la Meuse jusqu'à Mézières. En même temps, les Américains, ayant franchi la Meuse de vive force entre Brieulles et Dun, font tomber les défenses des Hauts de Meuse qu'ils occupent successivement depuis Flabas, au nord de Verdun, jusqu'à la côte Saint-Germain, au nord de Dun. Ils s'emparent de Damvillers, Stenay, Jametz, à mi-chemin entre Damvillers et Montmédy, dont ils ne sont plus qu'à 6 kilomètres la veille de l'armistice, à Juvigny-sur-Loison, et dont ils commencent à bombarder la gare ainsi que le viaduc de Thonne-les-Prés avec des pièces à longue portée.

L'armée américaine, par sa jeune et irrésistible vaillance, a fortement contribué à « avancer l'aube de la victoire finale, coupant peut-être les ailes à sa propre victoire, comme l'a spirituellement observé le maire de Strasbourg dans son discours au Président de la République en présence du général Pershing, mais sauvant de la mort des milliers de nos frères et préservant de la destruction l'Alsace et la Lorraine ».

Cette troisième bataille de Verdun, ou bataille de Meuse-Argonne, restera l'œuvre maîtresse de l'armée américaine, qui, née dans l'été de 1917, rivalisait, dans la victoire, à l'automne de 1918, avec ses aînées européennes. Les Allemands avaient jeté dans cette bataille un grand nombre de divisions : 22 le 4 novembre. Le général Pershing, dont le quartier général était

(1) Ce sont les troupes rassemblées pour une de ces contre-attaques, près de Damvillers, que les Américains attaquèrent et dispersèrent avec une véritable armée de 300 avions répartis par groupes de 7.

à Souilly, comme dans les deux premières batailles de Verdun, y avait engagé 580.000 hommes, et avait eu 148.000 tués ou blessés.

En résumé, à partir du mois d'août, les attaques se succèdent, presque sans interruption, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, de manière à ne pas laisser de répit à l'adversaire, qui, ignorant le point d'attaque, ne peut y porter les réserves à temps. Petit à petit la bataille s'étend sur un front de 400 kilomètres, de la mer du Nord à la Moselle, bataille dans laquelle marche tout le monde, Français, Anglais, Belges, Américains.

Les offensives allemandes, y compris celle de Verdun, avaient toujours eu pour but d'enfoncer un point déterminé de notre front, sur une plus ou moins grande largeur. C'est ce qu'on a appelé le système des poches. Chaque fois, nous avions pu, au bout d'un temps plus ou moins long, les arrêter au moyen de nos réserves transportées rapidement. Avec la tactique inaugurée par le maréchal Foch, l'adversaire, réduit à la défensive sur tout le front, attaqué sans répit, ne peut utiliser ses réserves que pour des contre-attaques qui ralentiront les avances de l'assaillant mais ne les arrêteront pas.

Les lignes successives que les Allemands avaient mis quatre ans à organiser (1), et derrière lesquelles ils se croyaient à

(1) La fameuse ligne « Hindenburg », obstacle formidable, se composait d'un ensemble de positions fortifiées, naturelles ou artificielles, réunies entre elles par des tranchées, des boyaux, des tunnels, protégées par d'épais réseaux de fils de fer, abritant sous des carapaces bétonnées et blindées, mitrailleuses et mortiers ; ces positions, qui comportaient, par endroits, cinq lignes successives, s'étalaient sur une profondeur de 10 à 15 kilomètres. Les accidents de terrain, les rivières et canaux avaient été utilisés et aménagés. Les inondations avaient été tendues là où la chose était possible, comme dans la région de La Fère. Le travail avait été exécuté, en général, par des entrepreneurs qui avaient soumissionné.

Le tracé général de la ligne Hindenburg, ligne continue, courait à l'ouest de Lille, de Douai, de Cambrai, de Saint-Quentin, de La Fère, passait l'Oise, enveloppait la forêt de Saint-Gobain, passait au nord de l'Ailette et du Chemin-des-Dames, d'Anizy-le-Château à Craonne, suivait le canal de l'Aisne à partir de Berry-au-Bac jusqu'au nord de Reims, et se dirigeait à l'est à travers la Champagne et l'Argonne, en se confondant avec la ligne générale du front. Celui-ci était en réalité constitué par la zone de combat et la ligne Hindenburg formant première ligne de repli.

Entre la ligne Hindenburg et la deuxième ligne de repli étaient organisées, en certains points, des positions intermédiaires ; Montfaucon était le centre d'une de ces positions, dans la région de Verdun.

La deuxième ligne de repli, située à une distance variable de 5 à 30 kilomètres, suivant le terrain, de la ligne Hindenburg, n'était pas continue ; elle portait différents noms, suivant les régions. Entre La Fère et Château-Porcien elle s'appelait ligne Hunding : elle traversait d'abord la vallée de la Sarre, puis, par Sissonne, rejoignait l'Aisne vers Château-Porcien.

Là commençait la ligne Brunehild, qui suivait la rive droite de l'Aisne depuis

l'abri, furent successivement enlevées. Ils durent, devant les progrès de l'armée des Flandres, évacuer la côte belge qui abritait leurs torpilleurs et sous-marins. Nos villes du Nord furent successivement dégagées ; Saint-Quentin le 1er octobre, Cambrai le 8, Laon le 15, Lille le 18, Reims que les Allemands détruisirent, ne pouvant s'en emparer.

Au 20 octobre la grande bataille de France atteint tout son développement. Tandis qu'au sud l'ennemi, pressé, est rejeté sur la Meuse et la forêt des Ardennes, au centre la poussée générale des Alliés le refoule vers la Sambre. L'armée Guillaumat est sur la Sormonne, petit affluent de gauche de la Meuse, coulant de l'ouest à l'est, qui s'y jette vers Mézières. La division italienne est en pointe et occupe Rocroy le 10. Au nord les armées britanniques entament le 20 octobre leur marche à l'est de l'Escaut. Elles occupent Valenciennes le 2 novembre, Mons et Maubeuge les 10 et 8 novembre.

Les armées alliées ont, en trois mois et demi, capturé plusieurs centaines de mille de prisonniers et plusieurs milliers de canons et de mitrailleuses.

Ainsi, sur le front de la mer du Nord à la Meuse, la grande manœuvre napoléonienne s'est développée, acculant enfin l'ennemi aux défilés boisés du massif des Ardennes. L'ennemi, partout contenu et pressé sur son front, est menacé d'être tourné et encerclé par les ailes. Sous l'influence de cette

Château-Porcien et Rethel jusqu'au canal des Ardennes, au nord de Voncq, puis la forêt d'Argonne jusqu'à Grand'pré ; deux tronçons reliaient l'Argonne à la Meuse, par Romagne-sous-Montfaucon, vers Brieulles, au sud de Dun-sur-Meuse.

La ligne Kriemhilde suivait les crêtes des Hauts-de-Meuse, au nord de Sivry jusqu'à Damvillers, et se dirigeait de là par la forêt de Spincourt à l'est d'Etain.

La ligne Michel, se dirigeant d'Etain vers Pagny-sur-Moselle, servait de ligne de repli pour les troupes occupant le saillant de Saint-Mihiel. C'est sur cette ligne qu'elles arrêtèrent les Américains après leurs attaques heureuses sur Saint-Mihiel.

C'est sur les lignes Brunehild et Kriemhilde que les Allemands se replièrent après l'attaque combinée de l'armée Gouraud en Champagne et des Américains sur les deux rives de la Meuse, le 26 septembre, et qu'elles nous arrêtèrent jusqu'au 1er novembre.

Une 3e ligne de repli, discontinue, allait de l'est de Douai à Hirson et Mézières par la rive gauche de la Sormonne, suivait les hauteurs de la rive gauche de la Meuse et de la Chiers, jusqu'à Montmédy, puis courait sur la rive gauche de l'Othain, jusqu'à l'ouest de Spincourt ; de là elle se dirigeait sur Briey, Conflans pour finir au sud de Chambley, en arrière de la ligne Michel. Les armées allemandes en retraite traversèrent cette troisième ligne sans s'y arrêter, d'Hirson à Montmédy, dans les premiers jours de novembre.

Enfin une quatrième ligne avait été préparée entre l'est de Valenciennes et Givet, par Maubeuge et Philippeville.

Ces lignes de repli avaient été construites surtout en employant les prisonniers et la population civile.

menace il demande et accepte, le 11 novembre, un armistice dont le généralissime a fixé les conditions.

Il eût peut-être été préférable, étant donnée la mauvaise foi persistante des Allemands, qui, aujourd'hui encore, prétendent ne pas avoir été battus (1), d'exécuter l'attaque prévue pour le milieu de novembre, qui aurait transformé la retraite allemande en désastre et mis en évidence, pour le public et surtout pour les Allemands, que c'était bien par les armes que ceux-ci avaient été vaincus. C'était, paraît-il, l'avis du maréchal Foch.

Cette offensive nous eût permis aussi d'occuper les principales villes de l'Allemagne, et de reprendre immédiatement aux Allemands ce qu'ils avaient volé ou détruit systématiquement dans nord et le nord-est de la France : machines, outillage industriel et agricole, chevaux, bétail, mobilier, etc., et de leur imposer des contributions en espèces. On ne verrait pas actuellement toutes les usines chômer et les terres rester sans culture, faute d'outillage et de chevaux. Et cette situation menace de durer longtemps encore. Le malaise général que l'on constate en France, malgré la victoire, les réclamations indignées et justifiées des pays envahis, n'ont pas d'autre raison. Le même sentiment d'inquiétude et de colère règne en Belgique, où la détresse est angoissante, et où la ruine financière et économique est presque complète. Nous n'avons pas su exploiter notre victoire et faire rendre gorge aux Allemands, qui disent avec raison qu'ils ont perdu la guerre, mais gagné la victoire économique.

L'offensive du 14 novembre devait être faite sur le front de

(1) Le critique militaire de la *Gazette de Francfort* réfute, dans un numéro de janvier 1919, une idée répandue en Allemagne, à savoir que les armées allemandes n'ont pas été battues par l'ennemi, et que c'est l'effondrement intérieur seul qui a forcé Ludendorff à faire demander un armistice. En réalité, dit-il, Ludendorff avait été battu et bien battu. Un autre général aurait peut-être évité le désastre. Il y avait dans l'Est plus d'un million de soldats, qui n'ont servi qu'à réaliser des idées politiques en Russie et en Roumanie. Chez Ludendorff l'homme politique l'a emporté sur le général, qui n'a pas su utiliser l'unique occasion favorable que lui donnait la chute de la Russie. Sa stratégie était une stratégie de joueur. Ce n'est pas le peuple allemand, c'est le haut commandement seul qui a la responsabilité de la catastrophe.

Les Allemands estiment d'ailleurs que s'ils ont perdu la guerre militairement, ils l'ont gagnée économiquement, la Belgique, le nord de la France et la Pologne ayant été, déclarent-ils cyniquement, ruinés pour quinze ans, ce qui est malheureusement exact. La guerre n'était en somme, pour les Allemands, qu'une abominable entreprise de pillage, que nous avons fini par repousser, mais qui leur a laissé des bénéfices appréciables.

Lorraine, par un groupe d'armées comprenant une armée américaine et deux armées françaises (général Mangin et général Gérard), soit 600.000 hommes, avec 3. 000 pièces et un nombre important de tanks et d'avions, sous les ordres du général de Castelnau. Ces armées, concentrées sur un front de 70 kilomètres, entre Pont-à-Mousson et Lunéville, auraient encerclé la Place de Metz et pénétré en Lorraine annexée, dans la direction de Château-Salins, puis en Prusse rhénane, renouvelant la manœuvre que nous avions tentée au début de la guerre, en août 1914, mais qui se heurta aux défenses de Morhange.

Hindenbourg, dont les réserves étaient épuisées, et qui ne pouvait opposer à l'attaque de Lorraine que 160.000 fantassins avec un millier de canons, comprit qu'il avait irrémédiablement perdu la guerre, et demanda un armistice immédiat dont il accepta toutes les conditions, aussi dures qu'elles lui aient paru (1).

D'après une déclaration récente du Président actuel de l'Assemblée Nationale de Weimar, le Gouvernement avait reçu, en même temps que les conditions de l'armistice du 11 novembre, un télégramme de Hindenbourg, demandant l'acceptation immédiate : il ne pouvait plus tenir ses troupes, elles lui échappaient. S'il n'y avait pas d'armistice, il serait forcé de capituler avec l'armée entière.

Cet armistice a, dès maintenant, rendu à la France les deux provinces perdues en 1871, et restées si fidèlement attachées à le mère-patrie, l'Alsace et la Lorraine, et le bassin de la Sarre, qui nous avait été volé en 1815. Il nous a donné aussi la solide barrière stratégique du Rhin, avec les têtes de pont de Cologne, Coblentz, Mayence et Strasbourg (2). Cette barrière du

(1) Dans un entretien qu'il accorda à Trèves, en janvier 1919, aux correspondants anglais et américains, le maréchal Foch répondit à l'un d'eux qui lui demandait si l'armistice n'avait pas été conclu trop tôt : « Il était impossible de faire autrement parce que les Allemands accédaient à toutes nos conditions et qu'il était difficile de leur demander davantage. D'ailleurs une victoire, même facile, coûte, de nombreuses vies humaines. Le haut commandement allemand n'ignorait pas qu'il allait à un colossal désastre. Le 14 novembre nous devions attaquer en Lorraine avec vingt divisions françaises et six divisions américaines. Cette attaque aurait été soutenue par d'autres opérations dans les Flandres et au centre du front. Les Allemands se sentaient perdus, ils ont capitulé. »

(2) Le maréchal Foch leur dit aussi : « Le Rhin constitue la garantie de la paix pour toutes les nations qui ont versé leur sang pour la cause de la civilisation. En conséquence laissez-nous surveiller le Rhin. La Russie est hors de combat pour longtemps. L'Angleterre a la Manche à traverser ; l'Amérique est très loin. La

Rhin, limite pendant 2.000 ans de la Gaule, puis de la France et de la Germanie, qui nous fut ravie frauduleusement par Henri L'Oiseleur, roi des Saxons, en 923, et que les rois de France puis la Convention avaient mis tous leurs efforts à reconquérir, est indispensable à notre sécurité, dont dépend celle de l'Europe entière, comme nous venons d'en faire la cruelle expérience.

Il est de toute nécessité que nous conservions la rive gauche du Rhin, l'ancienne Austrasie ou France de l'est, dont la population est d'ailleurs celtique et franque dans son tréfonds, et a été simplement germanisée superficiellement, si nous ne voulons pas perdre tout le fruit de notre victoire, et voir une nouvelle invasion allemande avant cinquante ans, invasion à laquelle rêvent déjà les Allemands d'Allemagne et d'Autriche.

Le principe du Rhin séparant la Gaule de la Germanie est d'ailleurs un principe tout théorique et que les Romains eux-mêmes n'ont jamais cherché à appliquer. Dès le milieu du premier siècle ils avaient leurs avant-postes sur les crêtes de la rive droite du fleuve. Aujourd'hui le Rhin n'est plus qu'un moyen de transport, capable de lier et non de séparer ; les Etats rhénans ont d'ailleurs toujours été à cheval sur le Rhin. La province rhénane prussienne englobe toute la vallée jusqu'à une quarantaine de kilomètres à l'est du fleuve; la Hesse grand-ducale s'étend également sur les deux rives. Au lieu de dessiner des têtes de pont en arcs de cercle, il faudrait rejoindre les frontières politiques qui délimitent à peu près la région naturelle qu'est la vallée du Rhin, de sorte qu'il n'y ait plus de Prusse ni de Bavière sur le Rhin.

La solution qui paraît devoir être adoptée consisterait à

France doit donc toujours être prête à sauvegarder les intérêts généraux de l'humanité, ses intérêts sont en jeu sur le Rhin. »

C'est aussi l'opinion des Anglais. Le colonel Repington, discutant dans le *Morning Post* l'importance pour l'Angleterre des mesures qui devront être prises sur la rive gauche du Rhin, pour garantir la sécurité de l'Europe occidentale, dit avec justesse : « Les événements de cette guerre devraient avoir gravé dans l'esprit de tous les Anglais cette vérité que les frontières du nord et de l'est de la France sont les frontières elles-mêmes de l'Angleterre. Aussi nous nous attendons à ce que nos diplomates se montrent très fermes et résolus sur le règlement prochain de la frontière du Rhin. »

Les Anglais, qui ont senti le danger de près en 1914 et 1918, lorsque les Allemands se ruaient vers Dunkerque et Calais, ne retomberont pas dans l'erreur qu'ils ont commise en 1815 dans le règlement des frontières, où ils laissèrent donner à la Prusse les cantons français de la Sarre et les cantons belges des environs d'Aix-la-Chapelle, ainsi que la rive gauche de l'Escaut à la Hollande, facilitant une agression de la Prusse contre la France.

former de cette région un Etat indépendant de l'Allemagne, neutralisé militairement et économiquement, qui serait la marche frontière entre la Belgique, la France et « les Allemagnes », et servirait de gage entre les mains des Alliés, tant que l'Entente restera créancière de l'Allemagne.

Quant au bassin de la Sarre, il est entendu que la propriété des mines sera transférée à la France, et que la région recevra un statut autonome sous l'égide de la Société des Nations.

Plusieurs causes ont contribué aux succès si rapides qui, en moins de quatre mois, ont assuré la victoire aux Alliés. L'emploi des tanks ou chars d'assaut, notamment des chars d'assauts légers accompagnant l'infanterie, a permis, dans beaucoup de cas, de supprimer la préparation d'artillerie, toujours longue, tout en procurant un effet de surprise, et de diminuer les pertes de l'infanterie en facilitant considérablement sa marche.

L'arrivée en masse, à partir d'avril 1918, des Américains qui, depuis le mois d'octobre 1917, étaient employés à la garde des secteurs tranquilles, a permis d'utiliser pour les opérations actives un certain nombre de divisions, jusqu'à ce que l'armée autonome américaine puisse prendre part elle-même aux grandes attaques. C'est l'armée américaine comptant, au moment de l'armistice, près de deux millions d'hommes (1), qui a donné aux Alliés, sur le front occidental, ce qui leur manquait, depuis la défaillance russe surtout, le nombre, et avec le nombre la possibilité d'attaquer sur un front enveloppant.

Il faut noter aussi la supériorité du moral des soldats alliés, et notamment du soldat français, fait que nos ennemis eux-mêmes reconnaissent. Un lieutenant hollandais délégué de la « Relief commission » au front occidental, de juin 1917 à décembre 1918, et mis à la suite de l'armée von Bœhm, a donné, dans une conférence faite récemment à La Haye, d'intéressants renseignements sur cette question du moral du soldat allemand pendant la dernière année de la guerre. En juin 1917 le manque de vivres avait une grande influence sur l'armée. Lors de l'offensive de mars 1918, appelée « bataille de l'Empereur », chacun était sûr de la victoire. On fit de

(1) Quoique n'ayant pris part que pendant quatre mois environ aux grandes offensives, les Américains ont eu 60.000 hommes tués.

grandes provisions de butin, mais celles-ci furent rapidement consommées. Alors arrivèrent les circulaires lancées par l'Entente, qui montraient, par des statistiques, que ses forces augmentaient toujours par l'appui des Américains. Une démoralisation grandissante en fut la conséquence, d'où l'indiscipline, le vol et le pillage.

Le système des poches auquel les Allemands eurent recours dans leurs offensives leur devint fatal, par suite de l'organisation rapide des contre-offensives. Les soldats sentirent très vite qu'ils étaient battus et devinrent furieux ; cependant ils se battirent encore comme des lions : mais l'autorité des officiers était déjà fort ébranlée. Au surplus une déception suivait l'autre. Les lignes Brunehild et Hindenbourg, qu'on croyaient imprenables, furent prises successivement. Les positions de repli en Belgique n'existaient pas ; on n'avait plus de fil de fer, ni d'autres matériaux, et il fallut commencer la retraite complète, qui amena la révolution en Allemagne.

Mais, par-dessus tout, nous devons la victoire à l'énergie indomptable et au génie militaire du maréchal Foch (1). Ces qualités il les avait déjà montrées dans les différents commandements qu'il avait exercés depuis la guerre, pour la défense du grand couronné de Nancy, en août 1914, comme commandant du 20e corps, puis comme commandant de la 9e armée à la bataille de la Marne, où il fut un des principaux artisans de la victoire, enfin sur l'Yser, où, comme commandant en chef du groupe des armées du Nord, il arrêta la poussée allemande sur Calais et Dunkerque.

Son rôle ne fut pas moindre en Italie où il avait tout préparé, jusqu'à l'horaire des trains, pour l'envoi rapide d'une armée alliée de secours, dans l'hypothèse d'une attaque austro-allemande qu'on sentait proche.

M. Clemenceau rappelait dernièrement cette réponse du général Foch, à qui on rendait compte que ses troupes ne pouvaient plus tenir : « Alors nous allons attaquer. » Il attaqua et fut vainqueur. Cet épisode se rapporte à l'audacieuse

(1) La ville de Metz peut jusqu'à un certain point revendiquer le maréchal Foch comme un des siens. Fils d'un fonctionnaire de vieille souche pyrénéenne (le nom de Foch dériverait d'un mot celtique signifiant feu), le maréchal Foch vint préparer l'École Polytechnique au Collège des Jésuites de Saint-Clément à Metz, un peu avant 1870 (il passa ses examens à Nancy en juillet 1871). Le voisinage de l'École d'application de l'artillerie, qui était alors à Metz, ne fut pas étranger à sa vocation militaire et au choix de son arme.

attaque que le général Foch, mettant à profit un vide que laissaient sur leur front les deux armées allemandes de von Hausen et du prince de Wurtemberg, fit exécuter le 9 septembre 1914, à la bataille de la Marne, alors que son front reculait, par la fameuse 42e division (1), attaque qui dérouta les Allemands, qui se croyaient déjà vainqueurs, et les obligea à la retraite (2).

Dans la méthode allemande d'Hindenbourg et de Ludendorff l'ennemi cherche à enfoncer le front des Alliés en un seul point, choisi tantôt à gauche, tantôt à droite. Les débuts de l'offensive du 20 mars sont foudroyants, et cependant celle-ci est arrêtée. Les offensives suivantes dans le Nord et dans les Flandres, ou sur l'Oise, sont séparées par des temps d'arrêt, des entr'actes ; celui qui précède la grande offensive sur la Marne et en Champagne, le 15 juillet, est d'un mois.

A partir du moment où il possède tous ses moyens, dont il a attendu patiemment le renforcement, bravant l'émotion du pays, le maréchal Foch, resté jusque-là sur la défensive, oppose à son tour la surprise au commandement allemand. qui croyait en avoir le monopole. Surprise de la valeur américaine, surprise du renforcement de l'armée anglaise, surprise du matériel, surprise de la manœuvre, surprise d'un effort prodigieux qui dépasse tout ce que l'ennemi pouvait prévoir et même concevoir.

La bataille, commencée le 18 juillet, se caractérise par sa continuité, avec l'échelonnement des attaques s'enchaînant logiquement, au centre par la réduction des poches de Château-Thierry et de Montdidier, puis à l'aile gauche par l'entrée en action, bien ordonnée et opiniâtre, de l'armée anglaise, ensuite à l'aile droite par le déblaiement des deux rives de la Meuse autour de Verdun. Enfin l'extrême gauche s'ébranle à son tour dans les Flandres. C'est bien l'offensive générale sur le front de France et de Belgique. L'ennemi, à qui le maréchal ne veut pas laisser un instant de repos, et qui, sur

(1) La 42e division, de Verdun, qui s'était déjà couverte de gloire, la veille, en rejetant l'ennemi au nord des marais de Saint-Gond, devait s'illustrer à nouveau, peu de temps après, sur l'Yser.

(2) C'est le succès de cette attaque du général Foch au point de soudure de deux armées opposées qui a déterminé les Allemands à changer leur tactique d'enveloppement par les ailes, devenu impossible, et à porter leurs attaques sur les points de moindre résistance, et en particulier sur les points de soudure de deux armées, comme dans leur offensive du 21 mars.

tout son front, accuse une faiblesse persistante, est contraint de battre en retraite ; les premiers jours de novembre il est acculé aux massifs boisés de l'Ardenne, menacé d'être tourné et encerclé par les deux ailes. La nouvelle offensive qui se prépare en Lorraine le décide à demander un armistice immédiat pour sauver d'un désastre sans précédent dans l'histoire les débris de son armée à bout de résistance (1).

Cette offensive continue sur tout le front, suivant les grands principes de guerre de Napoléon, qu'il a enseignés à l'Ecole supérieure de guerre, caractérise la méthode personnelle du maréchal Foch, méthode qui le place bien au-dessus d'Hindenbourg et de Ludendorff. Nous n'aurons plus, comme avant 1914, à nous extasier sur la manœuvre allemande qu'on citait comme modèle aux officiers de l'Ecole de guerre ; on n'aura qu'à étudier la manœuvre du maréchal Foch dans la bataille de France de 1918.

Verdun, comme on le voit, a joué un rôle important dans cette guerre. Pendant la bataille de la Marne, la Place a servi de point d'appui à l'extrême droite française et a empêché celle-ci, avec les Forts de la Meuse, d'être tournée et même prise à revers. Attaquée furieusement en février 1916 par les Allemands qui avaient juré de s'en emparer, elle résista à tous les assauts, brisant une seconde fois la ruée allemande. En 1918, elle a servi de base offensive et de point de départ pour la magnifique attaque des Américains sur les deux rives de la Meuse, attaque qui a puissamment contribué à la retraite générale de l'ennemi et à la victoire définitive.

Verdun était enfin vengée. La France était sauvée, et avec elle la civilisation.

Maintenant la parole est à la Conférence de la Paix. La condition première, le fondement même de l'organisation nouvelle du monde, comme l'a dit éloquemment M. Paul Deschanel dans son discours au Président Wilson, lors de sa réception à la Chambre des Députés, le 3 février, « c'est une France mise définitivement à l'abri des provocations et des

(1) Dans son rapport sur les opérations de l'armée britannique depuis la fin d'avril 1918 jusqu'à la signature de l'armistice, le maréchal Haig dit : « A partir de la contre-attaque alliée du 18 juillet, l'initiative appartient aux Alliés et la supériorité croissante de leurs forces leur a permis de refouler l'envahisseur avec une rapidité sans cesse grandissante. Je voudrais, à cet égard, rendre un hommage personnel au don de vision et à l'esprit de résolution du maréchal français aux mains duquel fut confiée la tâche de coordonner l'action des armées alliées. »

attaques. L'univers ne sera pas tranquille tant que les Allemands pourront accumuler à nos portes les moyens d'agressions ». « Ce qui est péril pour la France est menace pour le monde », a dit le Président Wilson.

En quelques mots lucides M. Deschanel a défini les garanties dont notre pays et la paix du monde ont solidairement besoin. Elles sont de deux sortes :

Garanties territoriales, militaires, économiques, financières, protégeant les victimes de l'ambition allemande contre de perpétuelles alertes ; garanties supérieures par le concert des peuples libres, avec des sanctions efficaces pour châtier les crimes contre le repos du monde, et d'abord pour les prévenir.

Les garanties territoriales et militaires, en ce qui concerne la France, résident surtout dans l'occupation de la rive gauche du Rhin ; quant aux garanties internationales, il faut les rendre efficaces. Pendant vingt-trois mois, jusqu'à la bataille de la Somme, où la puissance britannique se révéla, il n'y eut en Europe qu'une grande armée qui coopérât avec nous contre l'Allemagne : l'armée du tsar Nicolas. La victoire est venue néanmoins ; mais au prix de quels sacrifices a-t-il fallu tenir jusque là ? Si la Société des Nations ne devait promettre à ses adhérents que des triomphes aussi chèrement payés, elle trouverait peu d'amateurs.

D'après le projet de convention présenté par le président Wilson, c'est le Conseil exécutif qui fixe les effectifs militaires et navals à fournir par les différents membres. Mais ce projet est insuffisant ; il y manque notamment un organisme central militaire interallié permanent chargé de prévoir et préparer les moyens militaires destinés à assurer l'exécution des obligations que la convention impose aux Etats et pour en assurer l'efficacité immédiate dans tous les cas d'urgence, et en particulier un noyau de forces internationales toujours prêtes à intervenir automatiquement en cas d'agression allemande, sans quoi la Ligue des nations ressemblerait à une société où il n'y aurait ni police ni gendarmerie. Il faut aussi que le commandement interallié ait le contrôle permanent des armements de l'Allemagne.

Mais, avant d'organiser la Société des Nations et de reconstruire toute l'Europe, on aurait mieux fait de régler rapide-

ment le compte de l'Allemagne, de la désarmer, et d'exiger la restitution immédiate et sans délai, en nature ou en argent, de tout ce qu'elle nous avait volé, outillage industriel et agricole, mobilier, et un versement de quelques milliards à titre de provision. Ces mesures auraient notamment facilité la reprise de la vie économique dans nos régions dévastées du Nord et du Nord-Est.

Grâce à nos hésitations, l'Allemagne organise sa défaite ; il faut que son échec lui coûte le minimum. Battue en 1870, la France, objet déjà d'une agression froidement préméditée, s'exécuta et tint ses engagements. Battue en 1918, l'Allemagne triche et se dérobe aux siens. Le 26 janvier 1871, la France signait l'armistice, qui expirait le 21 février. Nous demandons un renouvellement : cinq jours. Le 25 février, ultimatum brutal de Bismarck : il faut s'exécuter. Et le 25 février 1871, à Versailles, le couteau sous la gorge, la France ratifie les préliminaires de paix. La rançon est de 5 milliards, à payer en délais rapprochés : 500 millions dans les trois mois, 500 autres avant la fin de 1871 ; le reste avant le 2 mars 1874. La France, à qui la guerre a déjà coûté 10 milliards, n'a pas coutume, elle, de tricher ; le 27 septembre 1873, un an avant le dernier terme fixé, elle acquittait le reliquat de la rançon totale, 5 milliards 315 millions.

En 1919, près de six mois après l'armistice, les Alliés hésitants n'ont demandé à l'Allemagne défaite aucun payement, si léger soit-il. Elle ne nous a encore remboursé aucun centime.

« Pour le moment, comme a dit M. Deschanel si justement, la France, innocente, est ruinée ; l'Allemagne, criminelle, est intacte. »

Voilà ce que le pays, à défaut des gouvernements, constate. Il n'en est encore qu'à l'étonnement ; il en sera bientôt à l'indignation.

Quant à la politique à suivre vis-à-vis de l'Allemagne, les membres de la Conférence auraient pu prendre exemple sur les négociateurs des traités de Westphalie, dont Proudhon a pu dire qu'ils « existent à jamais » pour la société européenne.

Il avait fallu trente ans de guerre au XVIIe siècle pour ruiner la puissance impériale, c'est-à-dire pour battre l'Allemagne. Il est vrai qu'elle fut si complètement battue que les vainqueurs purent en disposer à leur gré. Et elle fut moins longue à se

remettre de ses ruines matérielles qu'à sortir de l'impuissance politique dans laquelle elle fut fixée.

Modèle de toute paix sérieuse et durable avec les pays germaniques, ces traités comprenaient quatre éléments essentiels, harmonieusement combinés à l'effet d'interdire à l'Allemagne de redevenir un grand Etat dangereux pour la France et pour l'Europe : le morcellement territorial et politique, l'élection, le régime parlementaire et la garantie des vainqueurs pour maintenir le système.

Le morcellement territorial, utilisation du particularisme germanique, fut poussé aux extrêmes limites. Il y eut désormais deux mille enclaves (principautés, républiques, évêchés, margraviats ou simples commanderies), parmi lesquelles plus de deux cents formaient des Etats souverains disposant des droits régaliens et capables, surtout, de contracter des alliances à leur gré. L'Allemagne était disloquée, décomposée.

Partagée d'abord avec la Suède, la garantie des traités de Westphalie ne tarda pas à appartenir à la France seule.

Le chef-d'œuvre de la paix de Westphalie ce fut peut-être que les Allemands s'en montrèrent les premiers satisfaits, tant elle répondait à leurs goûts et à leur nature. Les Allemands n'ont pas vu, au moment même, pourquoi la France montrait tant de sollicitude pour leur liberté, et ils n'ont compris la vérité que de nos jours. Même la perte des évêchés, hier, de l'Alsace aujourd'hui, de la Lorraine ou autre chose demain, les laissait insensibles.

Grâce au système européen fondé par le traité de Westphalie sur l'impuissance de l'Allemagne, l'ancien monde a connu cent cinquante ans de repos. Sommes-nous sûrs que la paix aetuelle durera aussi longtemps ?

En novembre 1918 les Allemands, sous l'impression de la défaite, auraient accepté toutes les demandes et exigences de l'Entente. Les Alliés auraient pu s'entendre séparément avec la Bavière, le Wurtemberg, qui ne demandaient qu'à s'affranchir du joug de la Prusse, même avec l'Autriche allemande, et arranger dans les provinces orientales de la Prusse un régime provisoire qui eût permis aux Allemands et aux Polonais de vivre pacifiquement côte à côte. Ils n'ont pratiqué qu'une politique d'abstention, sous le prétexte qu'il ne fallait pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Allemagne.

Cette politique négative a eu pour résultat la constitution d'une république allemande plus centralisée que l'ancien régime, et que la Prusse, Etat superficiel, produit de vols et de rapts successifs, continue à dominer. Le parti militaire prussien s'est ressaisi ; les Alliés ont poussé la condescendance, sur la demande personnelle de M. Lloyd George, et sans que la France proteste, jusqu'à lui donner une armée de métier, brisant ainsi de gaîeté de cœur les derniers vestiges de particularisme que la Bavière, la Saxe, etc... avaient réussi à conserver avec leurs armées autonomes.

Cette politique ne peut nous conduire qu'à deux solutions : la guerre ou l'anarchie, si le peuple allemand, ne trouvant pas la paix qu'il attend, pris de vertige, verse dans le bolchévisme, avec nos gages.

Notre tâche en face de l'Allemagne ne s'est pas terminée le jour de l'armistice et elle ne se terminera pas le jour où sera signé le traité de paix. L'Allemagne est vaincue, elle n'est pas convertie à notre mentalité, à notre civilisation. Ce n'est qu'en intervenant dans son évolution intérieure, en usant de tous les moyens pacifiques et légitimes que nous possédons, que nous arriverons à organiser une Allemagne, dans laquelle il n'y aura plus de Prusse, capable de prendre des engagements et résolue à les tenir.

La révolution allemande de 1918-1919 est un essai d'affranchissement dirigé à la fois contre deux mécanismes d'oppression : l'autocratie prussienne et celle des syndicats, représentée par la social-démocratie. Cette révolution n'a pas encore trouvé son expression définitive ; la tâche des Alliés doit consister à laisser ouverte la route par laquelle l'Allemagne arrivera à un état où l'ordre et la liberté pourront régner ensemble.

Il faut aider les Bavarois, les Rhénans, les Hanovriens, qui regimbent sous le joug prussien, auquel les Bavarois ont préféré le soviétisme. Les Wurtembergeois veulent s'allier aux Badois pour constituer un Etat plus fort dans le sud-ouest de l'Allemagne. Il faut favoriser ces essais spontanés d'organisation pour remplacer le gouvernement taré et centralisateur de Weimar par une République fédérale, démocratique et pacifique.

En résumé, tout le mal vient de ce que nous n'avons pas su exiger des réparations immédiates et que, n'ayant pas de poli-

tique vis-à-vis de l'Allemagne, nous nous sommes désintéressés de son organisation intérieure. La France, en raison de ses sacrifices, de ses pertes et des services rendus par elle à la cause commune, avait cependant le droit de parler haut. Dans le Conseil des Alliés, malheureusement, on a l'impression que ce n'est plus elle qui dirige, et que nous subissons l'influence trop exclusive des Anglais et des Américains, ceux-ci ne connaissant pas suffisamment les questions et ne tenant pas compte suffisamment des réalités; les Anglais peut-être moins désintéressés et peu désireux, au fond, comme il y a cent ans, de voir une France trop forte.

Un article du 10 mars de l'*Observer* de Londres, périodique des plus influents, jette un jour intéressant sur la manière de voir de nos alliés.

Pendant les quinze jours qui vont suivre, dit-il, c'est aux hommes d'Etat de langue anglaise qu'il appartient de sauver l'avenir, ou de céder aux appétits aveugles, ce qui aurait pour l'avenir des conséquences dont la France, l'Italie et la Pologne seraient les victimes certaines.

Nous demandons des indemnités dont le paiement peut être effectué dans une période ne dépassant pas cinq années. Des super-indemnités sont une chose différente. Un projet d'entier abaissement et de démenbrement, un tribut colossal à payer par l'esclavage économique de toute une génération précipiteraient l'Allemagne dans le bolchévisme, dont le microbe empoisonnerait la civilisation entière.

Dans un second article du 30 mars, l'*Observer*, reprenant la même thèse, veut que les Alliés ménagent l'Allemagne et lui offrent d'entrer immédiatement dans la Société des Nations ; en échange on lui demanderait de concourir énergiquement à la lutte contre le bolchevisme, aux côtés des Alliés. Le programme des Français, ajoute-t-il, se heurtera au refus inexorable de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Si des journaux radicaux, comme les *Daily News*, s'associent à la campagne de l'*Observer* et du *World*, que soutient la finance internationale, il est juste de reconnaître qu'une réaction énergique se dessine en Angleterre et en Amérique contre ces tendances, et que la plus grande partie de la presse anglaise, le *Times*, le *Globe*, le *Morning Post*, etc., reconnaît qu'on ne peut pas laisser la France dans sa situation

actuelle, mutilée et ruinée, et qu'on doit lui fournir les moyens de reconstituer son industrie et de développer ses ressources naturelles. Ces journaux reconnaissent aussi que les intérêts des deux pays sont solidaires.

Le mouvement d'opinion ainsi créé en Angleterre, a certainement facilité l'accord qui vient de s'établir entre nos alliés et nous sur la question des réparations et celle du bassin de la Sarre.

Un ancien ministre allemand, qui a signé le traité de Brest-Litovsk, appréciait ainsi récemment la politique des Alliés : « Foch seul, disait-il, avait fait trembler l'Allemagne ; seul il pouvait la désarmer ; mais la diplomatie de la paix est en train de détruire son œuvre, de saboter sa victoire ». Et il ajoutait qu'avant 1925 les Allemands seraient à Paris.

Les lenteurs et les hésitations, dont tout le monde se plaint, sont le fait surtout de nos alliés anglais et américains. La France, elle, a tenu toutes ses promesses. Dépassant la mesure de ses forces, elle s'est portée au secours de tous ses alliés dans le malheur, plus qu'elle ne pouvait, aux jours mêmes où elle combattait avec une énergie désespérée pour sa propre vie. On a vu et on voit ses intrépides soldats et ses glorieux officiers partout où il y a un peuple ami dans la détresse. Il n'a pas dépendu d'elle que les actes aient suivi de près les paroles. Et si lente qu'elle soit à administrer ses affaires intérieures, elle ne l'eût pas été, si elle avait été seule à décider, à faire de la victoire une réalité prompte et bienfaisante, bienfaisante pour tous, même pour l'Allemagne, qui, finalement, a tout à perdre à ne pas se résigner à être une nation vaincue.

La France, qui a la conscience d'être, malgré tout, la cheville ouvrière de la Société des Nations, comme elle l'a été de la défense, saura mettre encore au service de l'humanité, s'il le faut un jour, des chefs et des combattants dignes de ceux qui ont gagné les bataille de Verdun et de la Marne. Mais elle ne permettra pas qu'on sabote sa victoire. Elle attend avec impatience la reconnaissance de ses droits légitimes, les réparations et les garanties qui lui sont dues.

LIEUTENANT-COLONEL CHENET.

L'ENFANCE
DE GEORGES AYMERIS

(*Suite* [1])

—

Les premiers temps furent difficiles, mais l'intruse fit quelques progrès dans la langue française ; appliquée et studieuse, on la cita comme exemple à Georges, l'isolé jusqu'ici sans émulation. Mme Aymeris fit de son mieux pour s'attacher à la gamine ; trouverait-elle en Jessie Mac Farren « une sœur » pour son fils ? En dépit de leur égal mutisme, Georges et Jessie formèrent une sorte de camaraderie de sourds-muets ; d'apparentes affinités agrafaient l'un à l'autre ces enfants qui se sentaient perdus dans l'univers.

Ils marchaient bras dessus, bras dessous, sans causer. Ellen les apprivoisa petit à petit. Au parc, Jessie fut partenaire dans des jeux paisibles. L'Egyptologue enfouissait dans la terre des statuettes de cuivre, des bougeoirs, des médailles, des vases de verre, espérant les ternir, et qu'il y fleurît de ces irisations et paillettes métalliques, si chatoyantes dans les vitrines du Louvre. Des jupes claires, en jaconas, des tabliers à « frills » au milieu des massifs de lilas, égayèrent les allées ombreuses et le gazon où un croquet plantait ses arcs coiffés d'une fiche de couleur. Mme Aymeris chargeait Miss Ellen de répandre partout de la gaîté, de la jeunesse. Jessie essuya maintes fois la mauvaise humeur de Caroline et de Lili, qui l'appelaient « l'emplâtre », parce qu'aux leçons *modérées* de

(1) Voy. *Mercure de France*, n° 500.

gymnastique et de danse, où elle se rendait comme à la guillotine, Jessie, pétrifiée sous les vociférations de la monitrice, n'avançait que si Georges en faisait autant. Pareille à toutes ses compatriotes, elle avait de « bonnes manières ». Mrs Randall l'avait dit :

— Vous auriez pu croire, madame, que ma nièce ferait tache dans votre intérieur, mais vous verrez ce qu'elle est, malgré son humble condition. Chez nous, il n'y a qu'un modèle, pour les sujettes de notre reine Victoria, une seule chose compte : les manières. Il faut être une *lady*. La « school mistress », la mère, l'institutrice ou la nurse, nous donnent les mêmes habitudes, que nous soyons riches ou pauvres. Jessie est pauvre, mais *she has the manners of a perfect lady* (1).

Elle se rangeait bien à table, rangeait parallèlement sur l'assiette, quand elle avait fini d'un plat, sa fourchette et son couteau. Georges ne les posa plus sur la nappe, par peur des taches de graisse ; il ne « sauça » plus avec son pain ; il ne s'appuya plus au dossier de la chaise ; garda sa serviette pliée sur ses jambes, « affectations d'outre-Manche », auxquelles les tantes se seraient laissé prendre, si Jessie eût été « la fille d'une duchesse ». Mme Aymeris s'en amusa, mais n'attachait pas au protocole de la nursery autant d'importance que son époux qui, par profession, avait fréquenté le monde élégant et la Cour Impériale. M. et Mme Aymeris se congratulèrent d'avoir recueilli l'orpheline. Si elle n'est pas « une aigle », en voici une qui ne ferait de mal à personne ! — Il était agréable que les enfants eussent ces jolies façons que les Anglaises savent imposer aux bambins.

Mesdemoiselles Aymeris fulminaient.

— Rule Britannia ! On change les couverts à chaque service, maintenant, chez les Pierre ! C'est des bouffonneries du *Bourgeois gentilhomme*, les Pierre sont tout à fait fous ! Est-ce que leur Ellen et leur Jessie, dans leur taudis londonien avaient des cuillers et des fourchettes de rechange ? Je me demande un peu si elles oseraient faire leurs giries dans l'office ? Et ça veut donner des leçons à une famille Aymeris ! Pour Pierre, j'admets que ça l'amuse... Mais Alice ! L'Alice de

(1) Elle a les façons d'une parfaite femme du monde.

la rue d'Ulm ! Cela ne fera pas qu'elle n'appelle un Président : *M. le Conseiller*, et qu'elle ne coupe la parole à ses convives, pour lancer une opinion à briser la carrière de mon frère ! Aussi Pierre recommence-t-il à dîner dehors, il n'est plus jamais chez lui le soir.

Nou-Miette, par exception, prenait le parti des tantes :

— Je n'ai plus qu'à m'rentourner chez moi, Monsieur et Madame n'ont plus besoin de mes services, puisqu'il y a des Angliches chez eusses...

Elle prépara ses malles. Mme Aymeris, toujours dupe des singeries de la Nivernaise, augmenta les gages, lui offrit une vache et un âne pour « le pays », lui fit jurer que jamais elle ne quitterait Passy, la chère nounou, « de moitié dans le deuil des Aymeris », celle à qui Marie et Jacques avaient donné ce nom sacré de Nou-Miette !

La nourrice, entre deux sanglots, jura qu'elle fermerait les yeux à ses bons maîtres. Mais son mari la rappellerait un jour..., — pleurnichait-elle, — elle filerait au pays, quand Jojo serait au collège, Madame devait comprendre ; elle avait sa maisonnette, son champ, que Monsieur et Madame lui avaient achetés. Et le frère de lait de ce pauvre chéri de Jacques, son Jacquot à elle ?... Elle reviendrait quand Madame aurait besoin d'elle... par exemple à son *lit de mort*.

Lili et Caro « s'éclipsèrent ». Les Pierre étaient chambrés par leurs domestiques. Elles ne se mettraient certes pas entre l'arbre et l'écorce.

★

Les vacances de 1870 approchaient. M. Aymeris venait d'acquérir le domaine de Longrueil, près de Trouville ; la restauration du manoir était en cours, quand des rumeurs de guerre firent suspendre des travaux entrepris en vue de longues saisons à la campagne, où Georges devait trouver la santé. Miss Ellen n'était point étrangère à ces projets d'installation en Normandie, car le grand air est dans son pays un remède à tous les maux, la campagne indispensable à un enfant.

Longreuil étant inhabitable encore, et les événements se compliquant, dans la hâte de fuir Paris on pensa à Dieppe, aux cousins Voinchot. En cas de guerre, de désordres civi-

ques, l'enfant aurait eu en eux des parents à qui l'on pourrait s'en remettre, qui ne demanderaient pas mieux que de recevoir « Georges et sa Smala ».

M. et Mme Voinchot louèrent, à côté de leur maison, des chambres pour la « suite » de Georges, selon la formule de la *Gazette Rose*. Mme Aymeris, vers le 10 juillet, fit partir son fils ; plus nerveuse que de coutume, elle s'occupa des préparatifs, des provisions de vêtements et de médecines, rédigea une liste de livres, avec de minutieuses recommandations pour cette absence, peut-être de longue durée, puisque Alice pouvait être retenue auprès de son époux, qui avait ses devoirs à Paris. Les tantes admirèrent cette abnégation maternelle, mais n'offrirent point d'accompagner l'enfant : — En temps de trouble, on reste chez soi, pour défendre sa porte.

Les Voinchot chercheraient des professeurs : il fallait que Georges travaillât un peu. Les amis dirent : — Les Aymeris ont des idées comme personne ! La guerre ne sera pas en France, mais en Prusse, la paix se fera à Berlin.

A Dieppe, c'était la pleine saison des bains, la fête. La chaleur avait chassé vers les plages et les montagnes une foule de Parisiens. Les drapeaux claquaient au vent, l'orchestre de Musard donnait des concerts trois fois le jour dans les salles, des montgolfières étaient lâchées, des courses en sacs, des mâts de cocagne, des retraites aux flambeaux complétaient le programme. Les Français voulaient être gais, pour cette guerre, triomphe facile des Aigles Impériales, fanfares de victoire à travers les plaines du Rhin. Et commença la promenade militaire au son du tambour et des clairons joyeux. A la grille du Casino, à la sous-préfecture, les baigneurs faisaient la queue devant les télégrammes piqués sous le verre d'une boîte tricolore : *Guerre*, *Roi de Prusse*, *Bismarck*, *casques à pointe*, ces mots nouveaux vibrèrent dans les oreilles des petits enfants, qui faisaient des pâtés de sable et des forteresses de galets, tandis que le ciel de France s'assombrissait vers l'Est.

Les cousins Voinchot lisaient les journaux. Georges était-il présent ? on les repliait, on faisait *chut* ! en se mettant un doigt sur la bouche, et l'on changeait de conversation. Un jour, sur la place Duquesne, une bande d'hommes cria : A Berlin ! à bas Guillaume ! Et ils avaient l'air fort méchant. Maman ne venait toujours pas. Pourquoi ne venait-elle pas à

Dieppe ? Georges lui envoyait des lettres à lui dictées par Miss Ellen. Enfin, Mme Aymeris fit une apparition de deux jours, et, un soir, s'en retourna disant : — Mon adoré, nous sommes en guerre, je suis plus utile à Paris que je ne le serais ici ; nos bons cousins me remplaceront.

Georges avait eu peur, mais, de même qu'à la mort de Jacques il n'avait pas demandé : — Qu'est-ce que c'est que la mort? — plus qu'il ne demanda : — Qu'est-ce que la guerre ?

En août, la fête continue, les hôtels regorgent de monde, jamais Dieppe n'a été aussi brillant. Des voitures couvertes de malles viennent de la gare et y vont. Georges apprend que papa est promu dans la Légion d'Honneur, par M. Emile Ollivier, son ami. Georges voudrait voir la rosette rouge d'officier à la boutonnière de son père !

Les gardiennes éloignent l'*enfant-tunique* du Casino ; Jessie et Georges longent les talus de la route d'Arques, cueillent des scabieuses et des chandelles ; on écarte Georges de la foule des crieurs et des marchands de journaux. Les dépêches sont mauvaises, et encore une fois les visages rembrunis des grandes personnes s'efforcent de sourire en parlant à Georges.

En face des Voinchot demeurait un négociant en charbons, Gerbois, dont Georges connaissait les fils, depuis une de ses premières visites à Dieppe. On lui défend de saluer et même de regarder ces Gerbois, la honte du quartier, — des galopins impossibles, de la vermine. — Les Gerbois faisaient des pieds de nez à Georges, s'il s'appuyait au balcon en fer forgé des Voinchot. Le modeste hôtel des cousins, avec ses nobles proportions et son badigeon jaune et blanc, date de Vauban, comme la plupart des constructions dieppoises ; un palais, aurait-on cru, pour les Gerbois, dont le fils Auguste, ce voyou insolemment campé sur le trottoir, faisait signe à Georges de descendre dans la rue.

— Viens donc naviguer ton vapeur dans le ruisseau ! T'as peur de t'salir les mains? Ohé ! l'aristo !

Miss Ellen attire Georges vers elle :

— *Don't listen, dear, don't look at those ruffians* (1) !

Dans son premier sommeil, un soir, Georges est réveillé en sursaut ; il y a grand vacarme, le marché aux Veaux est plus éclairé que de coutume. Nou-Miette ouvre la croisée, écoute.

(1) N'écoutez pas, chéri, ne regardez pas ces grossiers !

C'est une chanson effrayante et magnifique : *Allons, enfants de la Patrie! Le jour de gloire est arrivé... Qu'un sang impure arrose nos sillons!*

— Qui est-ce qui crie si fort? Je ne veux pas entendre. Viens, Miette! — supplie Georges, à moitié endormi.

— Dors, ce n'est rien! Ces vilains Gerbois ne sont pas encore couchés. Ils font de la musique.

— C'est-il un feu d'artifice, comme au 15 août? la fête de l'Empereur, dis? Des feux de Bengale, dis? On va tirer le bouquet?

Il se bouche les oreilles, ayant horreur des détonations. Il veut voir Jessie. A-t-elle peur? Où est-elle? Les pavés résonnent sous les semelles à clous des enragés danseurs de ronde. — Vive la République! A bas les traîtres! — crient des voix avinées. On referme la fenêtre, les volets, les rideaux. Nou-Miette embrasse Georges et l'appelle « mon pauvre petit ».

C'est la nuit du 4 au 5 septembre. Georges n'y pensera jamais plus sans un frisson.

Deux jours après, l'enfant et ses femmes sont à bord de *l'Alexandra*, paquebot à destination de Newhaven. Le pont n'est qu'une masse de voyageurs, de malles, de ballots d'émigrants, en un mélange des trois classes de passagers, un amoncellement de bagages retenus par des cordes. Sur le quai, des bras agitent des mouchoirs, et c'est encore *la Marseillaise*, parmi les sifflets du départ, le clapotis des aubes, les adieux jetés du bateau à ceux qui restent.

L'Alexandra n'est pas à un mille en mer qu'il s'affaisse sur l'un de ses flancs, et des centaines de voyageurs, sacs et valises, roulent les uns sur les autres; les bagages avec Georges et Jessie, assis dessus, s'écroulent et sont précipités dans la cale aux marchandises, qui n'est pas encore close. Un affreux tumulte se produit; puis le navire exécute une manœuvre; la plage de Dieppe, la ligne des falaises apparaissent à l'avant, comme si l'on retournait en France : *l'Alexandra*, trop chargé, rentre au port.

De nouveau, c'est la rue d'Ecosse et la boutique des Gerbois. La ville de Dieppe est remplie de familles en fuite, de voitures, de malles. Les cousins Voinchot préviennent M. et Mme Aymeris. Quel parti prendre?

« Faites-les échapper coûte que coûte (télégraphie-t-on),

prenez la patache pour Boulogne ou le Havre, impossible quitter Paris. »

Mais *le Brighton* fera un voyage supplémentaire ce soir, et c'est la couchette d'une cabine où l'on borde Georges Aymeris à côté de Jessie. Miss Ellen et Nou-Miette sont étendues sur le plancher. Les scènes de la veille recommencent, plus impressionnantes dans le mystère de la nuit. La machine gronde, le vaisseau tremble, la sirène gémit, et, bientôt, ruisselle l'eau sur les vitres, un balancement vous berce, puis vous déchire les entrailles, la lampe oscille, des vaisselles se brisent, des commandements rauques s'entrecroisent sur le deck, le vent hurle, Georges s'engouffre dans la tempête. Est-ce cela aussi la guerre? La fatigue, plus forte que l'orage, dompte l'enfant. Il rêve, il a un cauchemar, les petits Gerbois lui font chanter la Marseillaise tandis que le steamer poursuit sa course vers la rive amie, où il déposera, au matin, sa cargaison de fugitifs.

Comme dans les images de Mrs Randall, voici une campagne que Georges regarde rouler par les portières d'un wagon; il grignote des sandwiches. Quelques heures après, un midi de dimanche à Londres, c'est une immense gare sans bruit ni mouvement, la rue aux boutiques fermées, des cloches d'église. La haridelle d'un *four wheater* (1) à galerie trotte le long des avenues désertes, contourne des squares, et s'arrête devant le jardinet d'une maisonnette, un cube en briques, pareil aux autres cubes voisins et que trouent des fenêtres à guillotine, comme des joujoux anglais. C'est ici la résidence de Georges, sur la terre d'exil, en ce pays des surprises, si loin, si loin de Paris, des marronniers de Passy, du Bois de Boulogne et des tantes! Georges est séparé de tout ce qu'il n'aime pas, de sa cage, des centenaires, de la Marseillaise! C'est délicieux ici!

Oh! le tapis cramoisi de l'escalier minuscule! La cheminée du salon, bourrée de papier rose, vert et argent, en papillottes! Et ces rideaux de dentelle blanche qui traînent sur le sol! Magnificence! Une glace avec un cadre aux épaisses volutes d'or reflète un berger et une bergère en biscuit de couleur, qui s'envoient des baisers; un guéridon noir, aux incrustations de nacre, est soutenu par un nègre, et des carrés de guipure

(1) Fiacre à quatre roues.

ornent le dossier des sièges, si hauts, qu'il ne pourrait s'agir, pour Georges, d'y grimper.

Est-ce là, *le Paradis?* Derrière le grand salon, un autre plus obscur donne sur des cours de briques, couleur de l'aubergine. La propriétaire porte un bonnet de veuve et un châle rouge : une Mrs Vivian, avec son fils Tom, de même âge que Georges. Cette dame, ne dirait-on pas une seconde Mrs Randall ? Elle fait visiter les appartements et sourit, engageante ; master Tom lève les stores, indique à Georges la rue qui mène aux bons coins de la grande métropole où tantôt ils se répandront. — La première à gauche, puis à droite, vous êtes à Hyde Park, qui est à deux pas d'ici. Là, les enfants se baignent dans un lac qui s'appelle la Serpentine, font rouler des cerceaux de fer qu'on pousse avec un crochet, les chevaux galopent sur la piste de Roten Row, en face de la caserne des Guards, dont leurs casques à crinière noire ou rouge, leur tunique écarlate ou bleue, les grandes bottes et le sabre au fourreau, sont un spectacle dont on ne se lasse jamais, assure master Tom.

Quels plaisirs en perspective !

Nou-Miette se mettra au niveau des circonstances. C'est elle qui fera la cuisine, en attendant que Mrs Vivian lui trouve une cuisinière. Il le faut bien ! — A la guerre comme à la guerre ! — Si elle trouve ces travaux trop humbles, d'autre part n'est-elle pas la gardienne d'un trésor, et *plus pour lui que Mme Aymeris* qui lui confie *l'enfant-tunique ?*

Miss Ellen devient Ellen tout court, n'étant plus que l'interprète de Nou-Miette. Les rôles sont renversés. La nourrice maugrée et se rengorge, elle est *chez elle*, n'a plus de patrons à ses trousses. Ici la liberté pour tous ! Georges est un prince qui se promène incognito.

Le matin, on va aux provisions chez les bouchers, les épiciers de Brompton Road ; on regarde les omnibus, les *hansoms* (1), les charrettes des maraîchers, qui portent à Covent Garden de quoi fleurir et alimenter l'immense cité ; nos Parisiens s'habituent vite à la circulation vertigineuse, qu'arrête, d'un signal bref, le policeman royal et paternel.

Il faut passer par Brompton Road pour aller au Civet Cat, le magasin des enfants, la *toy shop* (2), où, dit Tom Vivian,

(1) Fiacres à deux roues, que nous appelons « cabs ».
(2) Boutiques de jouets.

bientôt on verra l'étalage de Noël. Gourmand, Georges inspecte les gâteaux, les chocolats à la crème, les « allsorts » (1), que le marchand enveloppe dans un cornet de papier glacé enrichi d'une dentelle; on traverse Brompton Road, où que l'on aille: chez le tailleur qui habillera Georges comme Tom, d'un costume de velours; chez le chemisier, chez le chapelier Heath, où Georges achètera un melon de feutre, un « bowler » (2); à cent boutiques si différentes des nôtres, que l'on ne sait quelle est l'une et quelle est l'autre; on traverse Brompton Road pour aller chez le libraire où, quoique les leçons soient irrégulières, il y a toujours quelque emplette à faire. On traverse aussi l'incomparable Brompton Road, l'après-midi, pour se rendre chez les personnes inconnues, qui, pourquoi ? se demande Georges, viennent à Walton Place déposer des cartes.

Il se mit à faire des visites quotidiennes à des familles de la colonie française et à des Anglais. Il dut aller à l'ambassade, dont le chancelier était son « correspondant ». Nou-Miette avait des lettres à lui communiquer, elle devenait une sorte de courrier de cabinet.

Par économie, Georges et la nourrice marchaient des lieues et des lieues, parfois s'offraient le luxe du métropolitain ; mais l'odeur du charbon piquait Georges à la gorge, provoquant des crises d'asthme, et ils marchaient de nouveau, à travers les parcs, les squares, s'égaraient, même avec un plan de Londres que Georges déchiffrait assez adroitement, malgré l'extrême complication de cette toile d'araignée teintée de noir, de bleu et de rouge. Il avait « retrouvé ses jambes ». Du milieu des parcs, en hiver, il voyait le soleil rouge, dès trois heures, se cacher dans une brume bientôt répandue autour de lui en nappes âcres et glaciales ; Nou-Miette se hâtait vers un intérieur ami, où se réchauffer avec du bon thé bouillant, tout en apprenant des nouvelles de la guerre. Au retour, elle passait toujours par l'ambassade de France.

Au coin d'Albert Gate (3) et de Knights-bridge, des « placards » donnaient, en grosses lettres, des informations sensationnelles, la foule se battait pour obtenir les derniers journaux français parus, Georges manquait d'être écrasé, suppliait

(1) Boules de sucre d'orge variés de goût et de couleur.
(2) Melon.
(3) L'ambassade de France.

sa nourrice d'aller au Civet Cat contempler les poupées de cire et les boîtes de décalcomanie ; mais Nou-Miette rencontrait aux journaux des « payses » et elle n'eût renoncé à ces glorieuses fins de journée, ni pour le châle d'Ecosse qu'elle guignait depuis les froids, mais qui était trop cher, ni pour le chapeau de lady qu'on lui conseilla de substituer à son « too conspicuous » (1) bonnet blanc de Nivernaise.

Pour Georges, il n'y eut plus ni heures, ni jours, puisqu'il se réveillait, le matin, dans une chambre où le gaz était allumé ; on était oppressé par un brouillard si dense que, du lit, on ne distinguait pas la fenêtre. On déjeunait à la lumière, de même qu'on dînait ; il ne travaillait plus, car les professeurs étaient en retard ou faisaient faux bon.

Des amis de papa venaient s'informer de Georges et l'emmenaient dans d'étranges endroits. Un certain W. Shard, Esquire, lui fit visiter le *Crystal Palace*. Ce gentleman avait enlevé Georges de Walton Place, sans « ses femmes » ; un train était parti d'une gare où il y avait plus de wagons que l'enfant n'en avait jamais vu ; on descendit, puis on remonta dans une autre gare, plus grande encore, une serre où vingt Palais de l'Industrie auraient pu tenir aisément. Tout y était en glace et en métal. Il n'osait regarder les statues de plâtre, à droite et à gauche, le long des allées : ces corps de femmes et d'hommes étaient sans vêtements ! Il y avait des palmiers, des oriflammes, des aquariums, des cascades, des jets-d'eau, des machines comme à l'exposition universelle de 1867. Georges se rappelait cette foire du Champ-de-Mars, la Galerie des Machines les savons glissant tout moulés d'un tuyau, les brodeurs du Caire, accroupis sur des nattes, et les bijoutiers algériens, dont il portait à son doigt une petite bague en filigrane. Il retrouvait tout cela dans ce Crystal Palace ; des scènes de théâtres, des gradins où des choristes se tenaient debout et chantaient devant un orgue à flûtes d'argent ; plus loin, un cirque, un orchestre militaire... Et cela vous assourdissait et vous donnait la chair de poule...

La journée de Sydenham, en compagnie de W. Shard, Esquire, parut interminable à l'enfant. Mr Shard s'informait de temps en temps si Georges éprouvait un besoin, tel que de

(1) Trop voyant.

se *laver les mains*. « *Will you wash your hands, boy* (1) ? » répétait-il toutes les heures. Georges avait des gants, ses mains étaient propres. Le lunch et le souper, chez Mr et Mrs Shard, furent une torture, car jamais ne s'ouvrait le mystérieux huis par où l'on pût s'esquiver, puisque la pudeur faisait nier qu'on eût à *wash one's hands!* Enfin, l'on reprit un train dans la nuit, on croisa d'autres trains, qui filaient au-dessus, au-dessous de la ligne, sur des ponts, dans des remblais; des flammèches incandescentes jetaient une pluie d'or dans le compartiment. Il y eut des tunnels où l'on stoppa, et où l'on levait la vitre; des ronflements, des sifflets de détresse. Les approches de Londres étaient sinistres dans la ténèbre. Et ce fut Victoria Station. Enfin! Georges pensa qu'il allait crier de douleur pour avoir eu d'aussi « good manners » que Jessie ou Tom Vivian. Mais, dans le cab, il inonda sa culotte avant que l'heure sonnât où, Dieu soit loué ! il serait rendu à ses gardiennes.

Nou-Miette, Ellen et Jessie se précipitèrent à sa rencontre dans le jardin de Walton Place. Il fallut changer son linge trempé, il grelottait, on le coucha tout fiévreux ; Mrs Vivian fit venir son médecin.

Telles étaient les conséquences de la bonne éducation anglaise ! L'introductrice des ambassadeurs dit à ses sous-ordres :

— Voilà bien de vos coups, malheureuses ! C'est vous qui lui apprenez à mentir ! Si je n'étais pas maîtresse ici, Monsieur et Madame ne reverraient plus jamais leur enfant. Il aura au moins une fluxion de poitrine pour s'être retenu !

★

La guerre fut, pour Georges, une course de six mois sur les ailes de la chimère. Dans les brumes de novembre, il alla voir la procession du *Lord Mayor's Show* (2), les feux et les mascarades du *Guy Fox's day*. Georges avait peur des pétards que faisaient partir des gamins au masque hideux.

Mr. et Mrs Shard organisèrent, à leur villa de Sydenham, un arbre de Noël. Des enfants chantaient des *Christmas Carolls* sous les fenêtres que la neige ouatait de ses bourrelets,

(1) Voulez-vous vous laver les mains, garçon ?
(2) Procession à l'occasion de l'entrée annuelle en fonction d'un nouveau maire de la Cité.

pendant qu'au salon les cadeaux étaient étalés sur une table autour du sapin symbolique. Le plum-pudding flambait, bleu et rouge ; un jeu, *Snap dragon*, consistait à pêcher des prunes au fond d'un bol plein de rhum bouillant ; les têtes blondes des garçons et des filles se choquaient l'une contre l'autre et se gonflaient de bosses dans l'excitation de la mêlée. Georges s'écartait, tout hypnotisé par les boules de verre qui, du haut en bas de l'arbre, pendaient comme des lunes au milieu d'étoiles en papier d'or, de chaînes aux anneaux polychromes et de menus bibelots clinquants auxquels on n'avait pas le droit de toucher, car ils servaient tous les ans pour la célébration du solstice d'hiver.

Ce fut, ensuite, l'époque des étrennes, à la française. Triste jour de l'an, ce premier janvier 1871 !

— Qu'est-ce que je vais te donner? Choisis! avait dit un ami de M. Aymeris, le Dr Guéneau de Mussy, médecin des Princes d'Orléans, fixés à Richmond depuis l'Empire.

Georges réfléchit, estima qu'un exilé, même à l'âge de dix ans, doit être grave. Il répondit : Une traduction de Virgile en français. Ce livre fut, apparemment, introuvable, car, au lieu du Virgile, Georges reçut un paroissien en latin; mais ce latin-là n'était pas scolaire, et son professeur se moqua de Georges, comme l'enfant insistait pour faire des versions. Il avait promis à sa mère qu'il reviendrait sachant la grammaire latine. Allez donc travailler quand, transporté dans le pays des *Mille et une Nuits*, vous n'êtes plus un petit garçon et courez les théâtres comme une grande personne !

Etait-ce pour distraire la Smala de Georges ? Il se trouvait toujours quelqu'un pour proposer un billet de spectacle, une partie de plaisir, une excursion merveilleuse. Georges s'enthousiasma pour les *Pantomimes* de *Drury Lane : Harlequin*, *Colombine*, *Pantaloon* et le *Policeman*, dans les scènes de clowneries, succédaient aux fées, aux ondines, aux gnomes, qui apparaissaient avec des bêtes fantastiques comme *The Dragon of Wantley*, si populaire alors, dans l'imagerie anglaise. Les tableaux de la chambre d'Ellen, à Passy, prenaient vie. Cette existence était la réalisation magique des désirs de Georges. C'est ainsi qu'il eut l'occasion de voir Virginie Déjazet, pareillement en exil, une *centenaire* interprétant le rôle du Duc dans la *Jeunesse de Richelieu ;* et d'entendre la Patti

dans les *Huguenots*. La Princesse de Galles, Alexandra, future reine d'Angleterre, trônait dans une avant-scène de l'Opéra derrière un immense bouquet de fleurs. Le brouillard, s'infiltrant dans la salle, cacha les artistes dont on n'entendit plus que la voix ; et la représentation avait pris fin dans l'obscurité.

Walton Place est fort distante du quartier des théâtres ; la retraite dans la neige et le verglas était surtout périlleuse par ces nuits de « fog » (1) où les policemen portaient des torches dans les carrefours ; le « cabby » (2) se trompait de route, une fois on coucha à l'hôtel : le cheval était tombé et les brancards s'étaient rompus. Les gardiennes de Georges devenaient moins sages que l'enfant dont elles avaient la charge... La guerre dérangeait les esprits des réfugiées.

Des lettres, dont la pluie et l'eau de mer effaçaient l'écriture, parvenaient quelquefois de Paris assiégé en Angleterre, par ballon, ou sous l'aile de pigeons voyageurs ; elles contenaient de lamentables nouvelles : M. et Mme Aymeris étaient bien malheureux. Maman refusait de la viande de cheval, du rat, des chats ; elle souffrait du froid et de la faim. Georges crut que c'était encore de la « pantomime ».

Il y eut à Londres, pendant cette guerre, des aurores boréales et de fréquents incendies, par quoi s'exprimait, disait Mrs Vivian, la « colère de Dieu », pour tant de sang humain répandu par la malignité des hommes. Une sinistre réverbération de cuivre, sur les nuages bas, épouvantait Georges, à qui Nou-Miette faisait admirer ce phénomène. Implacable dans sa confiance en elle-même, elle discernait mal entre les plaisirs qui convenaient pour le petit nerveux ; très curieuse, elle le menait voir la *Chambre des horreurs* au musée des figures de cire, chez sa compatriote Mme Tussaud. Dans cette *Chambre des horreurs*, un échafaud se dressait, où montait l'assassin Troppmann. Au Lycéum, à l'Adelphi, Georges assista à des drames sanglants, comme à des comédies légères ; aux spectacles de l'Alhambra, Allemands et Français s'insultaient, tandis que des gens debout et tout excités entonnaient la *Wacht am Rhein* et la *Marseillaise*.

Le *British Museum*, les *Zoological Gardens*, *Kensington*

(1) Brouillard intense.
(2) Cocher.

Museum étaient aussi d'affriandants buts de promenade. Georges s'y instruisait en histoire avec un professeur, pendant qu'Ellen et Jessie reprisaient le linge à la maison et que la nourrice allait faire l'importante chez de notables réfugiés, à qui elle lisait les lettres de Mme Aymeris.

Elle conquit, par sa faconde, certain avocat normand d'origine, naturalisé anglais, un certain Mr Perrot de Tourville, duquel M. Aymeris avait acquis le domaine de Longreuil. Pourquoi ce Monsieur s'était-il expatrié ? Il habitait une maison de Baywater, quartier favori des Grecs et des Français, plus que ceux du Sud, qui passe pour être épargné du brouillard.

Les dîners de Mr Perrot étaient succulents. Au centre de la table fulgurait un surtout d'or, avec des fontaines d'essence de rose et des lacs d'argent où s'immobilisaient des cygnes en émail. Des hommes poudrés, en livrée à culotte courte, maniaient respectueusement des carafons ciselés, de la vaisselle plate, et se tenaient droits derrière chaque convive.

— Il y a d'quoi, là d'dans, — disait Nou-Miette, — ce sont des gens très bien, et ce Monsieur n'est pas plus fier pour ça !

Nou-Miette dînait à table ; les convives ne dépassaient pas le nombre de quatre : Georges, la nourrice, Mr. et la pâle Mrs Perrot de Tourville, qui « s'en allait d'une maladie de langueur ». Immobile comme une cire du musée Tussaud, elle ne parlait jamais. Décolletée, des perles et des diamants dans les cheveux, si Georges faisait mine de l'embrasser, elle se levait, reculait pudiquement :

— *Take him away. I don't allow a boy to kiss me!* (1) exigeait-elle de son mari.

Georges rêva de cette dame qui ne voulait pas qu'un petit garçon d'à peine dix ans l'embrassât ; il posa des questions auxquelles Nou-Miette répondit : — C'est une malade. — Ceci le ramenait à Passy. Une « *centenaire* », sans doute ?

★

Après le dîner, l'avocat faisait avec ses commensaux le tour d'une pièce dont les armoires regorgeaient d'argenterie, sur laquelle des fruits et des fleurs se relevaient en bosse, plateaux, aiguières, ustensiles bizarres et gigantesques, comme

(1) Emmenez-le, je ne permets pas à un garçon de m'embrasser.

à la vitrine de certain fameux orfèvre de Bond Street dont la devanture était sommée de l'écusson royal. Des tiroirs, Mr P. de Tourville extrayait des miniatures, des gemmes, des colliers, des bagues, des joyaux indiens. Georges redoutait ce sapeur dont le visage était rose, comme peint, et dont la barbe lui rappelait un géant des *Nursery Rhymes*.

On apprit, bien des années après la guerre, que l'homme à la barbe bleue était alors en train d'empoisonner sa quatrième femme, après s'être allégé de la troisième en la noyant lors d'une croisière en yacht dans l'Adriatique, et avoir précipité la seconde au fond d'un gouffre, au cours d'un voyage de noces dans le Tyrol. La première, la pudique, celle qui ne voulait pas embrasser Georges, avait été traitée à l'arsenic. En attendant d'être pendu à Vienne, cet étrange criminel faisait largesse de bonbons et de loges d'opéra au petit « refugee », pendant que M., Mme Aymeris et les tantes vivaient dans des caves, à Paris.

La santé de Georges s'était améliorée, mais en janvier il eut une grippe. Le docteur prescrivit le bord de la mer : Brighton.

Une ancienne cliente de Me Aymeris, la marquise douairière de Hintley, apprit par l'ambassade de France que le fils de M. Aymeris était seul en Angleterre ; elle invita l'enfant à Oxlip Hall où Georges ferait connaissance avec des enfants de son âge. Les grandeurs donnant, au lieu d'un vertige, de l'aplomb à Nou-Miette, elle laissa Miss Ellen et Jessie à Londres, et emmena « son garçon », habillé de neuf, chez la dowager (1) Marchioness of Hintley.

Ils arrivèrent en gare de Peterborough, où les attendaient une berline, un gros cocher rouge comme les citrouilles de Cendrillon, un valet de pied à lévite et poudré à frimas. Il était midi, il faisait un bon froid sec, quand la voiture entra dans le parc. Les arbres étaient comme en diamants. La féerie continuait à dérouler des *transformation-scenes* comme à Drury-Lane.

Lady Margaret, fille de l'hôtesse, et ses jeunes sœurs étaient sur le porche du château. Elles s'emparèrent de Georges, plus ébahi que sa nourrice... Ce séjour à Oxlip Hall fut un autre rêve !

(1) Douairière.

Le « french boy » dut paraître un stupide : — Tu ne desserres pas les dents, — lui disait Nou-Miette. Il fut accaparé par ses nouvelles camarades dans la salle d'études. La gouvernante, Mlle Dubois, mit la Bourguignonne au courant des usages; ils n'étaient pas ceux de la maison Perrot de Tourville. Nou-Miette mangerait avec les *upper-servants* (1).

Le château, du style Tudor, s'adossait à des ruines tapissées de lierre et de mousse. Jetés sur des douves, des ponts donnaient accès aux jardins. Aux écuries, aux chenils, un peuple de palefreniers, de piqueurs et leurs femmes rompaient de leurs voix le silence de la forêt; des faisans essoraient en poussant leur cri rauque, les chiens aboyaient, les corbeaux croassaient dans les sapins. Trois fois la semaine, c'était la chasse à courre, tout le pays était au rendez-vous, on se serait cru sur la pelouse de Longchamp, n'eussent été les habits rouges. Le marquis, frère aîné des camarades de Georges, était maître d'équipage. Si parfois il honorait Oxlip Hall de sa présence, botté, le fouet en main et la pipe à la bouche, les enfants ne déjeunaient point à table. Georges se serait volontiers enfui quand on lui disait que le marquis souhaitait de le voir, qu'il y aurait un poney pour lui, qu'il pourrait suivre la chasse, et Georges préférait les jours ordinaires, l'école, les cottages de paysans, « tenants (2) » d'Oxlip-Hall, le village, le fief de la douairière, qui en faisait le tour chaque matin. Il aimait la galerie de tableaux, les portraits d'ancêtres, la bibliothèque, les vitrines et les mappemondes sur leurs trépieds d'ébène; il se régalait au lunch intime de deux heures, avec les quatre entremets classiques, les gelées translucides, l'« apple tart », la crème de Devonshire qu'on mange avec la rhubarbe ou des pruneaux. Les enfants avaient avec la douairière une liberté respectueuse ; c'était charmant aussi d'aider la marquise à découper, puis à coller sur des paravents des vignettes dont on compose de savantes arabesques, — travail alors très à la mode en Angleterre, — ou de dévider les laines de la tapisserie, de s'asseoir, crayon en main, devant quelque trésor de la collection.

Au début, Lady Ethel et lady Margaret l'avaient choyé comme un toutou, disait Nou-Miette ; bientôt, l'apparence

(1) Maître d'hôtel, chef, intendants, serviteurs de haut grade.
(2) Les villageois qui habitent des maisons dont le seigneur est le propriétaire.

débile de Georges, cette timidité que les enfants d'Angleterre ignorent, sa maladresse aux jeux éveillèrent leur ironie, puis leur mépris. Georges leur avait, avec tendresse, parlé de Jessie, sur quoi lady Ethel l'avait traité d'*impertinent*. — Quoi ? la sœur de *votre governess* est comme une sœur à vous ? Mais est-elle donc une lady (1) ?

Enivré par les splendeurs de ce château, Georges ainsi reçut un nouveau choc, lui qui, trop tôt rebuté par les réponses faites à ses questions sur la vie, s'évadait depuis peu dans des régions où rien ne ressemblait à ce qu'il avait connu en France.

Il existe donc partout des cloisons qui nous séparent les uns des autres ? On ne peut donc pas aimer une Jessie ? Papa et maman la lui avaient pourtant permise, cette affection fraternelle ! Et lady Ethel et lady Margaret, dans ce domaine des Fées, parlaient comme tante Caro et tante Lili ! Georges s'écarta de ses camarades d'Oxlip Hall, comme d'un cheval qui se cabre. Ce château à créneaux qu'il avait d'abord cru ne plus vouloir quitter, combien avait-il déjà l'envie de n'y plus être ! Vues d'en bas, et telles qu'il les découvrait, ces choses majestueuses dominaient trop sa taille ; cet édifice social, cet appareil féodal, ces mœurs aristocratiques l'opprimaient à son insu, autant que le Passy des centenaires. Il se sentait trop loin de Nou-Miette et n'osait pas réclamer, parce qu'elle était à l'office, où il l'aurait voulu rejoindre à l'heure des repas. Il ne respira à son aise qu'en retrouvant Walton Place et sa Jessie, qui lui avait tant manqué à Oxlip Hall. Devant la grille noire de l'humble jardinet un facteur tirait de son sac de toile des feuilles légères pliées, sans enveloppe, et à l'adresse illisible, des lettres venues de Paris, à travers les nuages.

Le siège allait prendre fin, des émissaires de M. Aymeris apparurent à Walton Place ; l'organiste de l'église Saint-Roch, d'abord, puis l'abbé Gélines. Ces messieurs avaient pu, grâce à leur brassard d'ambulanciers, franchir la zone des armées, au delà des fortifications. Ils étaient chargés par les Aymeris du rapatriement des émigrés. M. Vervoitte, l'organiste, rapporterait des nouvelles de Georges ; l'abbé se reposerait à Londres jusqu'à ce que le retour fût sans péril. L'abbé Gélines, qui s'était, pendant la guerre, conduit en héros, atténuait ses descriptions autant par modestie que pour ménager

(1) Une personne bien née.

la sensibilité des enfants; mais ses récits étaient pathétiques, dans leur naturel, et faisaient pleurer les exilés.

Les chemins de fer redevenant praticables pour les civils la *Smala* allait rentrer dans Paris réouvert. On fit halte à Boulogne. Les rafales de mars balayaient les rues. Georges tomba malade, pour s'y être exposé en allant à la cathédrale, où l'abbé disait la messe.

Après cette longue séparation du fils « bien forci », écrivait Nou-Miette, allait-on, si près du poteau, manquer le but? La famille en fut quitte pour la peur.

George Aymeris m'a raconté très souvent la guerre de 70. J'avais même fait copier des fragments de ses souvenirs.

Il note :

Mon père entreprit le voyage, encore long et difficile, de Paris à Boulogne, dans sa hâte de revoir son « boy » de Londres. J'avais grandi, j'étais moins pâle, malgré mon dernier accroc, et je m'étais métamorphosé en un petit homme vêtu à l'anglaise, un travelling cap (1) *sur la tête, complètement méconnaissable, mais toujours grave et sans expansion.*

— Pourquoi maman n'est pas avec vous? demandai-je avant d'embrasser mon père. Ce « vous » *était une nouveauté britannique.*

— Je ne te suffis pas, mon Jojo? C'est maman que tu aurais voulu ici? Dis-moi tu, *mon chéri, comme avant...*

Ce revoir fut d'autant plus douloureux pour mon père et pour moi que nous en avions davantage escompté le plaisir. Je n'étais ni enfant, ni adolescent, mais un être singulier « venu trop tard au monde », comme mes tantes le disaient à papa : « Alice et toi ne serez jamais un père et une mère pour le tardillon. »

« Pourquoi maman n'est pas avec vous ? » J'essayai en vain de faire oublier cette malencontreuse interjection, maladroit et défiant, comme jadis vis-à-vis de mon père, à qui je devais reprocher quelque chose, mais quoi?... peut-être de l'avoir si peu vu à Passy, ses occupations le retenant dehors, au Palais de Justice, ou enfermé dans son cabinet avec sa clientèle. Je crois qu'avec « mes femmes » ou avec maman, je devais être un autre !

Nou-Miette était fière de ses succès mondains en Angleterre. Monsieur pouvait la remercier *comme un sauveteur*, elle

(1) Casquette de voyage.

acceptait tous les éloges, il n'y en aurait pas à la taille de ses mérites, de son zèle, de son dévouement. D'ailleurs, on avait dû, de là-bas, en écrire à Monsieur et à Madame. Miette avait été reçue et avait mieux réussi qu'un père et une mère, ayant en quelque sorte recréé l'enfant dont on devait à elle seule la belle mine, la chair ferme.

Ne fût-ce la confiance des Aymeris en Nou-Miette, Jojo serait resté à Paris, il serait mort pendant le siège.

Mais, au fond de son cœur, la Nivernaise se flattait de l'avoir détaché des Aymeris, soustrait à l'influence d'Ellen et de Jessie. Le retour s'effectuait trop tôt, son œuvre inachevée. Nou-Miette faisait trop bon marché de ce qu'est une vraie mère. Si Georges parlait peu, son instinct l'avertissait de sa situation périlleuse entre ces deux femmes presque également chéries. Il n'eût pas voulu faire de la peine, ni à l'une ni à l'autre : il avait besoin des deux.... et d'une troisième personne encore. Il dissimula ses préférences, se tut.

Si l'on pouvait étudier la vie d'un homme à tous ses âges, on s'apercevrait que nos mobiles sont toujours à peu près les mêmes et, quelle que soit l'expérience acquise pour lui, ses actions.

Les souvenirs de cette époque n'étaient pas, chez Georges, seulement de l'ordre visuel ; il a dû comprendre dès lors un peu de la psychologie de ses parents.

Après quelques jours d'excursions autour de Boulogne-sur-Mer on se remit en route. Une fille de Prussiens bordait la route ; les casques à pointe, des baïonnettes hérissaient l'abord des gares. On quitta le wagon pour traverser une rivière sur des planches, les ponts de l'Oise étant démolis vers Creil. En se rapprochant de Paris, la locomotive se ralentit en son progrès. Les passeports furent visés ; des soldats barbus, une pipe de porcelaine à la bouche, baragouinaient un langage dur ; ils sentaient le fauve. Dans la banlieue, à Saint-Denis, des murs étaient criblés de trous et Georges songea : — Ne pourrait-on pas repartir avec maman pour Londres ? — Il ne désirait plus aller à Passy, puisque les choses étaient ainsi depuis la guerre, et qu'il connaissait maintenant un *ailleurs* d'où les petits enfants reviennent sains et saufs, malgré tant d'aventures.

Mais maman ?...

*

Passy n'avait pas trop souffert du siège; pourtant, dans la chambre de Georges, un obus s'était fiché entre le lit et le lavabo, la glace était fendue. Et Georges entendait, enfin, la voix, la chère bonne voix claire de Maman! Maman contait des choses vilaines, et elles devenaient belles dans sa bouche; il était si bon d'être sur ses genoux, de toucher sa chaîne de montre, ses bagues et son alliance, devenue trop large pour son doigt!

Le précoce printemps fut tiède, les bourgeons d'un vert-jaune pointaient aux branches de lilas; les allées où jadis il avait appris la mort de son frère Jacques, les plates-bandes du parc fleuraient la giroflée et la violette. Les véhicules roulaient avec leur bruit familier sur le quai, le long de la Seine. Georges regretta déjà moins son affranchissement d'outre-Manche. Lili et Caro, fières de sa bonne mine, étaient « aux petits soins » pour lui. A Paris, on ne parlait plus des leçons comme avant la guerre, peut-être n'en prendrait-il plus du tout.

Le troisième matin, Octave attelle la voiture à âne pour une promenade. Les chevaux du break ont été sacrifiés à la boucherie; le siège eût-il duré, que l'âne de Jacques aurait subi le même sort que les chevaux. Georges attend sur le perron. Mme Aymeris l'écarte comme dans les grandes occasions, elle cause avec Octave et la voiture reprend le chemin de la remise. De loin, on entend une canonnade. Mme Aymeris « revient de Paris », comme l'on disait alors. Ecoutons! Le canon à Montmartre? C'est la Garde Nationale. Encore du grabuge... la guerre qui recommence? Et l'on dit, tout bas encore, des choses qui ne sont pas pour les enfants. Georges est donc, malgré ses voyages instructifs, *un petit garçon?* Le jardinier plante sa bêche dans un parterre, écoute, la main en cornet à son oreille.

— C'est la révolution qui gronde, — dit-il. Ah! les mâtins! Pauvre pays! Comme s'il n'y avait pas eu assez des Prussiens! C'est donc les nôtres qui vont mettre tout à feu et à sang?

Comme à la mort de Jacques, un immense mystère plane sur Passy, il y a du noir sur la terre.

Tiens ? Aujourd'hui 18 mars de cette année terrible, maman se costume ! Vers le soir, voilà qu'elle endosse une des camisoles de la cuisinière, attache à sa ceinture un tablier bleu! Miss Ellen bourre de vêtements, de linge, d'objets disparates un carré de lustrine qu'elle noue par les quatre coins. Nou-Miette couche Georges de bonne heure. Son père le réveille après minuit : — Viens! tu retournes à Londres, ou peut-être à Dieppe, lève-toi, habille-toi. Vite ! vite !

Ce n'est pas fini? On part, et sans bagages, on s'en va comme des déguisés. Mme Aymeris semble toute drôle, avec sa fanchon et une camisole de couleur...

Un fiacre cahote, sonnant la ferraille; six personnes y sont coincées entre leurs baluchons ; Miss Ellen, Jessie et Nou-Miette sont « en cheveux », et maman a l'air d'une pauvresse. A la gare Saint-Lazare, une foule de femmes avec des enfants se battent aux guichets, courent puis escaladent les marchepieds des wagons; dix voyageurs s'empilent dans un compartiment de troisième classe. Aux Batignolles, des hommes armés, des soldats en vareuses rouges fouillent sous les banquettes, crient, bousculent tout le monde. Georges entend : « Il y a des curés en jupes, qu'ils se déclarent,ou on vous met tout nus! On est sûr au moins d'un : s'il ne se livre pas, on fusille toute la bande avec les gosses! Au mur! »

Personne ne répond, maman cache son enfant sous son tablier de cuisinière. Ces minutes sont des heures... Les « fédérés », derechef, braquent une lanterne sur les coins obscurs du compartiment; le cœur de Georges bat, la poitrine de sa mère se soulève et retombe, elle suffoque.

Un coup de sifflet! Les chaînes grincent, le train s'ébranle sous un tunnel :

— Sauvés ! — s'écrie Mme Aymeris.

A Rouen, c'est presque un soulagement que d'être reçu par des Prussiens ; à Malaunay, à Clères, partout, des uniformes gris, orangés, verts, des officiers magnifiques, à moustache blonde. Deux voyageurs montent dans le compartiment. Ils se tiennent debout, faute de place, devant Mme Aymeris; un cavalier accroche ses éperons dans la jupe de Miss Ellen. Ces hommes fument de grosses pipes de porcelaine, où Georges remarque des sujets peints, ce qui l'amuse...

Ce soir-là, il retrouva l'alcôve des Voinchot, dans la rue

provinciale où, six mois plus tôt, il avait entendu, pour la première fois, le chant de *la Marseillaise*. Chez les Voinchot loge aujourd'hui un colonel de cavalerie, dont l'ordonnance, un Bavarois, père de famille, s'extasie devant Georges.

A l'intention du petit *Herrchen Georg* il fait avec des boîtes à sardines un moulin à vent, pareil aux jouets qu'il fabriquait pour son petit Fritz, à Kirschenlosen. Quand Georges croise dans l'escalier ce grand roux, un balai sur l'épaule, ou l'aperçoit en bas, brossant, cirant des harnachements, Schafft sourit, esquisse le geste d'une poignée de main. Georges chérit son moulin à vent ; mais Miss Ellen le dénichera dans un placard, Mme Aymeris fera reporter ce joujou au soldat paysan, et Georges pleurera en voyant Schafft essuyer, de son mouchoir à légendes patriotiques, un gros nez violet, tout bossué de verrues. Trop aimable avec les « miss », Schafft, ligotté à la roue d'une charrette dans la cour des Voinchot, est cravaché par « l'infâme colonel von Kramer », qui répond par des injures aux gémissements de l'ordonnance.

Ces Prussiens, était-ce donc les mêmes que ceux de la « parade » sur la plage, paisibles auditeurs de la musique devant l'Hôtel des Bains ? Voilà ce qu'ils font, quand ils se croient *chez eux*, ces officiers à sabretache et à galons dorés, eux qui, dans les pâtisseries, offrent des gâteaux à des dames anglaises ! Oui, ces beaux seigneurs à casques, chamarrés de décorations, frappent les simples troupiers qui n'en ont pas sur leur poitrine. Il existe donc, partout, deux classes d'hommes : *ceux* qui commandent et *ceux* qui obéissent, ceux qui flanquent des coups et ceux qui les reçoivent ? Georges confia à Jessie que le colonel ressemblait à tante Caro, et Jessie s'esclaffa en mettant sa main devant sa bouche, par convenance. — *Yes, just as haughty the one as the other !* dit-elle (1).

Les deux enfants s'embrassèrent. Mme Aymeris les aperçut et les gronda.

Après la Commune, Mme Aymeris fit un court séjour à Paris, seule avec son fils. M. Aymeris ne s'était plus rasé depuis le 21 mars. Mme Aymeris, malgré l'émotion du revoir, ne put se tenir de rire. — Mon bon Pierre, non ! Tu aurais dû faire couper cela !... Tu as l'air d'un fédéré !

(1) Oui, tout aussi arrogants les uns que les autres.

A la guerre, dont on touchait encore les plaies, la révolution avait ajouté les siennes et de l'incendie persistait l'odeur. Dans Auteuil, le vide et la dévastation ; des villas sans toit, sans fenêtres, les marronniers et les acacias sont abattus. La colonne de la place Vendôme gît brisée sur le sol ; Napoléon, l'Empereur, près d'une bouche d'égout ! Le château des Tuileries profile ses corniches calcinées sur l'azur de juin. Au lieu des parterres, où Georges et Jacques avaient naguère vu jouer le Prince Impérial avec le jeune Conneau, bée un cloaque d'où les moineaux se sont enfuis.

Georges se fit tout montrer par le bon Octave et ses tantes, il visita les ruines du Grenier d'abondance, le Conseil d'Etat, le Bois de Boulogne et la mare d'Auteuil, méconnaissables sans leurs arbres ; il alla jusqu'aux ruines de Saint-Cloud, à la villa de Gounod, où Octave avait conduit si souvent les Aymeris, et dont il ne subsistait plus rien. Georges perdit le sommeil, sa curiosité maladive se surexcitant à ces spectacles dont il ne détachait plus ses yeux.

Alors Mme Aymeris aménage en hâte le manoir de Longreuil. On tâchera d'oublier, dans les herbages du Calvados, les ruines de la Commune, Paris, le jardin de Passy, lieux trop pleins de souvenirs détestables. On eût dit qu'un verre fumé s'interposait entre le soleil et la terre de France, comme en une éclipse totale, quand les animaux se pressent l'un contre l'autre, tels des moutons que harcèle le chien du berger. Au moindre bruit Mme Aymeris s'agite ; une grosse mouche qui se cogne au mur la fait tressaillir. Les mois de la guerre et de la Commune avaient été un long tunnel, avec des prises de jour par où Georges Aymeris aperçut un autre monde ; il ne fallait pas qu'il retombât dans le noir où il semblait qu'il fût né. Mais si ses parents s'imposèrent devant lui de ne plus faire d'allusions à la guerre, Octave, le cocher, lui racontait des batailles, Octave n'étant point d'avis qu'un garçon de onze ans dût en ignorer. C'est lui qui avait instruit Jacques et Georges de l'affaire Troppmann, l'assassin du musée Tussaud, leur avait parlé du champ de navets, à Pantin, leur montrant la famille Kinck, en une image d'Epinal dont il fredonna la complainte populaire. — Le pouce de Troppmann était d'une forme anormale, dit-il, Mme Aymeris en possédait une photographie. Qu'était-elle devenue ? Mais Octave est maintenant

tout à la guerre ; il annonce le service obligatoire pour tous.

— Monsieur Georges, vous partirez comme les autres ! On ne se laissera pas toujours insulter par ces cochons de Prussiens ! Ah ! si vous les aviez vus, comme moi qui suis là, ces sacrés voleurs de pendules ! On leur flanquera tout l'argent de nos poches pour qu'ils f... le camp loin de notre territoire ! Monsieur Georges, quand vous serez grand, écoutez-moi bien, c'est vous qui leur cracherez au nez, à ces Kaput, et de ma part, encore ! Nous aurons notre revanche !

Bien plus qu'avant la Commune les dames Aymeris avaient un air de deuil. L'ouragan déchaîné sur la patrie avait déposé sur les gens et les choses comme une lave de volcan.

En août, le manoir de Longreuil fut prêt. Le pays alentour disposait de peu de ressources, sauf le marché du vendredi à Pont-l'Evêque : pauvres étalages de poterie, de faïences grossières, de cotonnades, avec les légumes et les fromages de la région, maigres attraits pour Georges, auprès des bric-à-brac du Bazar du Casino et de la Grande rue de Dieppe. Ses tantes lui enseigneraient les devoirs d'un futur propriétaire, les bienfaits de l'agriculture, l'amour de la Terre, commençant par jouer, avec leur neveu, au châtelain, à surveiller les ouvriers de la ferme ; personne ne travaillait assez la belle terre de France, qui suffirait à tout, si l'on s'y prenait bien !

— Elles ont un génie pour faire trimer les autres, — disait Mme Aymeris. Nous ne conserverons jamais nos domestiques de ferme, à cause des exigences de Caro et Lili, aussi tâtillonnes et sévères que si Longreuil leur appartenait.

Ces demoiselles eussent volontiers vécu toute l'année « en pleine nature », mais, dans le Midi, ne fût-ce que pour les moustisques, la menace d'une disette d'eau, la jalousie et le mauvais esprit des méridionaux.

— Tous *démagogues*, les paysans, même en Calvados ! Ils en veulent au château ! Et quel château ! Les Pierre ont acheté le seul domaine, en Normandie où il n'y ait ni rivière, ni source. Une bicoque plantée entre une gare et un tas de fumier !... On brûlerait là-dedans comme une boîte d'allumettes, il n'y a ni pompiers dans le bourg, ni eau dans la mare. La gendarmerie est à trois lieues d'ici !

« *Tes sœurs ont trouvé à Longreuil leur affaire* », écrivait cependant la bonne Mme Aymeris à son mari ; « *tant que cela*

durera, profitons-en. Au moins veilleront-elles à ce que le beurre soit proprement fait, et les blés rentrés à temps. Elles lisent des ouvrages sur l'agriculture, ce qui vaut mieux que le journal de guerre de la Générale. Je leur défends d'agiter notre chéri avec ces abominations. »

Mlles Aymeris dévoraient ces cahiers, à elles prêtés par la comtesse de Mongéroux, seule voisine de campagne qu'elles fréquentassent, à cause de ses opinions et de son patriotisme, mais qu'Alice avait prise en grippe, un soir qu'elle avait amené dans le salon de Longreuil ses nièces, une bossue, une bancale et la troisième obèse, quêteuses pour des œuvres d'entraînement militaire. Ces vierges avaient rongé leur frein, pendant le siège, au lieu d'être aux avant-postes avec leurs frères ; elles avaient noté les moindres fautes des chefs, conseillaient les membres de la Défense Nationale, feraient fusiller des traîtres, des misérables pour lesquels elles imaginaient des supplices, des raffinements de torture, et qu'il serait bon de tenir entre deux fers rouges ; leur enfonceraient des épingles dans les prunelles, leur verseraient dans la gorge des bidons de pétrole bouillant ; les assiéraient sur une plaque de tôle, avec un brasier en dessous !...

Georges, qui modelait silencieusement dans la salle à manger, avait écouté ces paroles valeureuses avec stupeur, comme les allégros du vieil Octave, cette musique inédite et si différente des anciens refrains des centenaires de Passy avant la guerre.

Il entendait ses tantes parler politique, elles lui expliquèrent le sens révolutionnaire de *la Marseillaise* des petits Gerbois. Quoiqu'elles niassent que l'Empire fût responsable du désastre, elles se ralliaient à Henri V, souhaitaient de mettre bientôt des gants blancs pour applaudir le Roi sur le parvis de Notre-Dame.

Etait-ce un cauchemar, cette République, ou la réalité? M. Thiers, en tant que Président, verrait son nom dans le Gotha, imprimé comme celui d'un monarque? Elles riaient, plaisantaient, en reconnaissant que le petit Monsieur à toupet et à lunettes avait été un ami des Princes, « quelqu'un de la Société ». La devise : *Liberté, Egalité, Fraternité*, leur semblait une provocation « aux classes dirigeantes » et « tout à fait comique ».

— Lili, tu sais que nous devenons tous frères! Frères du serrurier, du jardinier, de la fermière, de la cuisinière! la Jessie est l'égale de Georges... Pourquoi ne l'épouserait-il pas, plus tard ? Tiens, Georges, un parti pour toi, mon chou! C'est à mourir de rire ! — déclara Caroline, pendant un déjeuner où n'assistaient pas les Anglaises.

Georges plia sa serviette, chercha Jessie à travers le jardin, l'appela : —*Come on, Jessie, come! Let us go and sit out in the garden? I want you so badly! do come at once* (1).....— et passa son bras autour de la ceinture de son amie, en un irrésistible besoin de lui dire des choses, qui, sans doute, lui resteraient dans la gorge ; mais il lui ferait cadeau de sa montre, de son mouchoir, d'une plume avec laquelle il écrivait mieux qu'avec les autres ; il lui donnerait des cahiers, sa statuette de la reine Victoria, ou même le fameux magot chinois que Nou-Miette lui avait permis d'acheter à l'exposition universelle de 1867 : sa première extravagance de collectionneur!

La nuit suivante il rêva du Sacre du Roi et de *la Marseillaise*, de Troppmann, des demoiselles quêteuses et du train où les communards chassaient les prêtres vêtus en femme ; ses notions en histoire de France, en histoire sainte, qu'il s'était remis à étudier, se confondirent, dans le jour, avec la politique, la guerre, les classes dirigeantes. Il retenait un seul fait de ce fouillis : Jessie irritait ses tantes, comme la devise : Liberté, Egalité, Fraternité, qui était celle de la République.

JACQUES-ÉMILE BLANCHE.

(A suivre.)

(1) Venez, Jessie, venez, allons nous asseoir dans le jardin, j'ai si grand besoin de vous ! vite !

REVUE DE LA QUINZAINE

—

LES POÈMES

Pierre Clerc : *Primevères et Coquelicots;* Figuière, Paris, 3 fr. 50. — Lieutenant Lucien Bazin : *Le Sang des gloires ;* Tequi, Paris. — Emilien Roumégous : *Les Batailles*; Sansot, Paris, 2 fr. 50. — Pierre Baudry : *Visions ;* Les Œuvres nouvelles, Paris, 3 fr. 50. — Lucien Hess : *Poèmes ;* La Maison française d'art et édition, Paris.

Des livres ! Des livres ! Je rencontre des visages connus et toutes sortes de visages nouveaux. La quinzaine apporte une grosse brassée de volumes. A cela près qu'il n'y a rien là de vraiment excellent, ces échantillons permettent de prévoir ce que sera la poésie dans les temps qui vont suivre la guerre.

Que la guerre doive fournir un aliment inépuisable à tous les genres de poésie, cela ne fait plus doute. Autant vaut donc, dès aujourd'hui, que je me remets à la besogne, faire un certain nombre de remarques qu'il faudra nécessairement, vingt fois dans l'année, répéter sous des formes diverses. Ce n'est pas gai, mais ce sera comme ça !

Les petits livres publiés par M. Pierre Clerc et par le lieutenant Lucien Bazin montrent que des hommes peuvent avoir été mêlés à des événements énormes et en avoir ressenti les plus cruelles atteintes sans parvenir à nous communiquer leurs impressions qui, pourtant, furent, nous le devinons bien, profondes et durables.

Hélas, ce sont des millions de malheureux qui ont souffert et il n'y aura peut-être pas dix voix harmonieuses et fortes pour composer, avec toute cette souffrance, un chant pur, inouï, immortel. Cela donne à mesurer l'impuissance de l'âme, qui ne connaît que sa détresse et ne parvient pas à la dire. Il faudrait des mots simples, et comme dépouillés de tout autre souvenir, pour exprimer les années indicibles. L'injustice souveraine qui régit nos destinées est telle qu'un grand poète nous émeut plus en nous confiant la mélancolie de la pluie que ne savent le faire des gens qui ont gémi dans l'abîme des plus grandes détresses humaines.

M. Pierre Clerc a connu la captivité en pays ennemi. Il nous conte sa campagne et brode de petits couplets, touchants à force d'être naïfs, sur les misères de la geôle :

L'espérance est une hirondelle
Née un clair matin de printemps,
Eclose en un cœur de vingt ans,
Elle s'élance à tire d'aile...

A lire ces essais qui témoignent de beaucoup de jeunesse et de timidité, on se demande si la poésie, avec ses jeux, ses contraintes, ses surprises, ne fut pas, pour M. Pierre Clerc, une sorte de divertissement. Je le crois volontiers : le petit bouquin de M. Clerc s'appelle **Primevères et Coquelicots**, et c'est bien là le titre badin qu'un homme accablé de tristesse peut donner, pour se distraire, à ses petits amusements.

Quant au lieutenant Lucien Bazin, son livre, qui s'appelle **le Sang des gloires**, trahit plus d'ambition. Dès le seuil, il précise qu'il s'agit de *poèmes de guerre et de captivité*. En outre M. Bazin n'est pas à ses débuts, il a déjà donné plusieurs recueils de poèmes. Je crois pourtant que, pour lui aussi, la poésie est beaucoup moins une impérieuse mission qu'un passe-temps délicat et aristocratique. Et cependant M. Lucien Bazin pourrait nous émouvoir : il nous parle de sa mère, de ses enfants, des lettres reçues dans l'exil; nous sommes émus, mais c'est par la situation, non par la magie du poème. A la vérité, la pièce intitulée *Une larme* éveille en nous une impression à laquelle l'art n'est peut-être pas étranger, mais, le plus souvent, M. Bazin trahit son propre tourment en l'exprimant dans une forme que les poètes romantiques ont usée à raconter d'autres histoires moins vraies.

Quand il s'échappe du mode lyrique pour aborder l'épopée, M. Lucien Bazin nous donne des échantillons de la poésie impersonnelle et grandiloquente, qu'il faut nous résigner, dès maintenant, à entendre pendant toute la fin de notre vie :

Les peuples bouillonnant comme une ardente lave
Dans le creuset en feu du Monde épouvanté...

Et cette rhétorique nous amène à parler du livre de M. Emilien Roumégous.

§

Ce livre s'appelle **les Batailles** (1914-1918). C'est un ouvrage plein de témérité, mais si franchement médiocre qu'on peut le considérer comme le prototype des livres qui vont désormais nous raconter la guerre en style de livret d'opéra.

M. Roumégous ne respecte rien : il aborde audacieusement, dans une série d'hymnes et de poèmes épiques, la grande désolation des temps modernes, et il l'arrange à sa manière qui est déclamatoire et romantique — encore ! — et intolérable, et atrocement fausse et bouffie.

Debout ! l'heure est suprême !
Punissons l'anathème,
Sans craindre la mort même.
Suivons tous le drapeau...
Allons vers la victoire, ou bien vers le tombeau.

Vraiment, est-il possible qu'une éloquence aussi bouffonne survive à cinq années d'expérience féroce et de rude vérité? Hélas ! oui, c'est possible ! M. Roumégous, dont l'ardeur ne semble connaître ni la fatigue ni le ridicule, entreprend de nous conter *la Marne*, *la Course à la mer*, et le reste...

Oh ! la Marne ! oh ! Verdun ! et pataboum et pataboum ! Ce n'est pas fini, grand Dieu ! Que de poètes vont vous aborder, thèmes illustres ! Sous quel flot d'alexandrins serez-vous submergés, grands phénomènes mystérieux, inexprimables, presque inconnus.

La Russie désarmée a perdu sa puissance :
L'audace des Germains redouble d'insolence.

Comme c'est triste !

Jusqu'aux bords de la Marne il livre des combats,
Mais ce fleuve, témoin des exploits héroïques,
Arrête l'assaillant de ses flots fatidiques.

Ne riez pas ! Ecoutez une fois pour toutes. Je ne vous signalerai plus à l'avenir les innombrables livres qui vont répéter :

De la mer à Verdun la bataille fait rage...

ou traiter Guillaume II de « monarque infernal ». Je ne vous les signalerai plus, tous ces livres, mais vous pouvez être sûrs qu'ils seront innombrables et que M. Roumégous est, sans le vouloir, une manière de précurseur.

§

Puisque je suis sur ce triste sujet, je veux, je dois signaler le recueil de poèmes que M. Paul Baudry appelle : **Visions**.

M. Paul Baudry nous fait savoir qu'il est membre adhérent de la Société des « Poètes français »... Soit ! et officier d'administration du génie. — Ah ! Ah ! Je n'y vois pas d'inconvénient, mais je sens que tous les poètes de la guerre vont désormais se présenter à nous avec des titres militaires. J'ai même eu l'aimable surprise de trouver dans une petite brochure (dont je ne dirai pas un mot) une lettre précédée de la suscription fameuse : Monsieur le Capitaine X... à Monsieur le critique... Vraiment ! C'est assez drôle. Et nous qui pensions que c'était fini ! Je tremble un peu : je ne suis pas sûr de ne pas recevoir quinze jours d'arrêts si je fais, du prochain ouvrage de M. le colonel Barnabiche, un compte rendu défavorable.

Ce qui est grave, d'ailleurs, c'est que certains de ces titres militaires seront inquiétants, touchants. J'ai reçu un ouvrage où il était mentionné que l'auteur, officier combattant, était décoré de la Légion d'honneur pour fait de guerre.

Franchement, il faut dire que de telles indications placent la critique dans une situation fausse, intenable. Nous sommes encore trop près de la grande épreuve. Je suis extrêmement troublé à l'idée qu'un homme peut me présenter son ouvrage en spécifiant qu'il a dû subir une grave mutilation. Pour laisser au jugement littéraire toute sa liberté, il faut se tenir équitablement sur le terrain littéraire. Et qui veut un avis tout net ne doit pas le soumettre par avance à des considérations qui, pour émouvantes qu'elles soient, n'en demeurent pas moins étrangères à l'art poétique.

Passons donc ! M. Paul Baudry est officier d'administration du génie, cela ne saurait m'empêcher de dire que son livre, dédié à une respectable théorie de supérieurs hiérarchiques, est une chose délicieusement comique dont voici les premiers vers :

Les choses de ce monde
Sont souvent visions.
Leur empreinte est profonde
Et vifs sont leurs rayons.

Ah bah ! qui s'en douterait ?

§

Le tout petit livre de M. Lucien Hess me permet de terminer ma chronique avec un peu moins de découragement que je ne le pressentais. M. Hess a seize ans. Il a déjà beaucoup de lecture et un réel talent. M. Normandy, qui le présente aux lecteurs en une préface alerte, le compare un peu à Verhaeren et à Rimbaud, ce qui est excessif, mais flatteur quand même.

Les Poèmes de M. Lucien Hess témoignent à coup sûr d'une précoce assurance et de beaucoup d'adresse. En entendant cet heureux enfant murmurer :

Tu ne m'as pas aimé jadis, quand je t'aimais...

on est tenté de croire qu'il confond *jadis* avec *naguère*, malgré Verlaine, dont il goûte l'enseignement, il n'en faut pas douter.

C'est dire que, quand M. Hess pourra prononcer *jadis* avec autorité, il nous donnera probablement de beaux poèmes dans lesquels le gai savoir et la mélancolique intuition se mêleront à merveille.

M. Lucien Hess, qui a la chance de n'avoir que seize ans, a fait aussi des *poèmes de guerre*... mais tant pis ! nous n'avons aujourd'hui que trop parlé déjà de la muse guerrière.

GEORGES DUHAMEL.

ARCHÉOLOGIE, VOYAGES

Félix Sartiaux : *L'Archéologie française en Asie-Mineure et l'expansion allemande*, Hachette, 2 fr. — Jacques Meurgey : *Etude sur les armoiries de l'abbaye de Tournus*, Champion, 4 fr. — Jacques Meurgey : *Les Armoiries du pays Basque*, Champion, 4 fr. — Comte F. U. Wrangel : *La vie rustique en Alsace*, Plon, 3fr. — Memento.

M. Félix Sartiaux, dont nous avons eu déjà un intéressant volume sur *Troie et la guerre de Troie, les origines préhistoriques de la Question d'Orient*, puis un recueil de conférences sur *les Villes Mortes d'Asie-Mineure*, vient de publier une curieuse brochure à propos de **l'Archéologie française en Asie-Mineure et l'expansion allemande.** C'est encore une conférence, mais qui apporte nombre d'indications curieuses sur les fouilles en pays turc et les résultats donnés par un siècle de grattages sur les vieilles terres d'Asie que baigne la Méditerranée. Les faits sont connus en grande partie déjà, mais peuvent toujours être résumés. En Asie-Mineure, les Allemands ont surtout repris et continué des travaux dont les nôtres avaient été les précurseurs ; car si l'Allemagne invente rarement, elle aime beaucoup prendre la chaise du voisin, en suite de quoi elle déclare que c'est la sienne propre. Les premières recherches archéologiques en Orient datent du reste de François 1er et se poursuivirent depuis ; aux XVIIe et XVIIIe siècles se multiplièrent les voyages en Grèce, en Asie-Mineure, en Arménie et jusqu'aux frontières de la Perse. Il y eut également des travaux anglais. Les recherches au XIXe siècle sont mieux connues ; M. Félix Sartiaux en donne une abondante nomenclature, avec des détails souvent précieux. Mais l'activité, l'enthousiasme furent moindres à partir de 1885 et finirent pas cesser à peu près complètement, si l'Ecole Française d'Athènes exécuta de remarquables travaux, spécialement avec les fouilles de Delphes. La besogne fut cependant reprise par les Allemands au pays des Hittites, peuple dont l'histoire commence à peine, mais dont on a pu identifier nombre de monuments ainsi que de curieuses sculptures rupestres. Le Louvre, toutefois, possède à peine deux ou trois pièces qui leur sont attribuées, alors que des salles en sont pleines au musée de Berlin. C'est, toujours est-il, un peuple de race indo-européenne et dont les inscriptions ont été déchiffrées par un professeur autrichien. Il y eut encore des découvertes pré-hellénistiques en Crète ; en Troade également, les travaux qu'avait entrepris Schliemann et que continua l'architecte Dorpfeld. Du même côté, ce furent les fouilles d'Assos, — encore en Troade, — et où les Américains nous ont succédé, tant que les découvertes qui y ont été faites sont venues enrichir, à côté de Constantinople, les musées de Boston et de Berlin. De même, à Pergame, les fouilles que conseillait autrefois Choiseul-Gouffier ont été réalisées par les Allemands.

Mytilène, étudiée d'abord par les Français, a été encore fouillée par les Allemands ; Sardes par les Américains ; Ephèse par l'Angleterre et l'Autriche. Dans la vallée du Méandre, cependant, les relevés et fouilles sont dus à la France ; de même les recherches à Samos, tandis que toute la région de l'Ionie et de la Carie devenait comme un fief, une province de la science d'outre-Rhin. De ce côté, l'Allemagne a travaillé à Magnésie, à Priène, à Milet, à Didymes, — et gagné même la sauvage Héraclée dont a été donné le plan des fortifications. Bien d'autres fouilles en Asie-Mineure ont été entreprises par les Allemands, — l'exploration ainsi de la Phrygie et de la Paphlagonie, — mais qu'il serait fastidieux d'énumérer. Il faut rappeler, d'ailleurs, que pour la cartographie, l'Allemagne nous a été longtemps très supérieure, et constater en même temps que l'entreprise archéologique allemande avait pour corollaire, — sinon pour raison principale, — la conquête économique, militaire et politique du pays. En 1914, la France avait enfin décidé de reprendre les travaux interrompus et l'on décida les fouilles à Sidon, à Konia, à Aphrodisias, dans la vallée du Méandre ; à Notium, près de Colophon, sur le golfe d'Ephèse ; enfin à Phocée, où les travaux se trouvèrent dirigés par l'auteur. C'est une occasion pour lui de donner quelques renseignements sur la ville, — dans l'antiquité comme au moyen-âge — et sur les sondages qu'il y fit effectuer, ainsi que sur l'emplacement de l'ancienne Cyme et de la nouvelle Phocée, — remontant cette fois au XIIIe. Avec l'entrée de la Turquie dans le conflit, ce furent des massacres, pillages, incendies comme en Arménie ; l'Allemagne, qui dirigeait « les opérations », peut-on dire avec les militaires, voulait « vider l'empire ottoman de tous les éléments qui pouvaient arrêter son expansion ou contrecarrer sa route » (12 juin 1914). Il fallut évacuer les survivants dépouillés de leur maigre avoir et n'ayant guère que les guenilles qu'ils portaient sur le dos. « Des faits identiques se sont produits dans toute la région, depuis Brousse jusqu'au sud de Smyrne, ajoute l'auteur. En juillet, quand j'ai quitté l'Orient, le nombre des expulsés s'élevait à environ cent vingt mille. » On peut convenir que c'est un des plus beaux résultats obtenus par la civilisation germanique. Mais il ne semble pas que ce soit demain qu'on pourra reprendre les travaux arrêtés.

§

De M. Jacques Meurgey on peut signaler une curieuse publication héraldique : **Etude sur les Armoiries de Tournus**, qui traite de plusieurs questions intéressantes se rapportant à l'abbaye. Après quelques mots sur ses origines qui remontent au moins à Charles-le-Chauve (875), on suit sa transformation en collégiale au XVIIe siècle, puis en simple paroisse à l'époque actuelle. M. Jacques Meurgey parle surtout de ses armoiries. La Révolution, on peut s'en

souvenir, fit des feux de joie avec les blasons des ci-devant ; on les brûlait « au roulement continuel des tambours et parmi des acclamations répétées ». Les propriétaires de l'époque durent même « faire retourner jusqu'aux plaques de cheminées portant des écussons ». — L'église Saint-Philibert de Tournus fut alors transformée en « temple de la raison et de la philosophie », à l'occasion de quoi on cria : « Vivent la Convention montagnarde et tous les sans-culottes ! »

Les monuments héraldiques recherchés par M. Jacques Meurgey sont aujourd'hui assez rares, on peut le penser. Les armoiries de Tournus portent la crosse et l'épée, emblèmes de la double puissance, spirituelle et temporelle ; on y ajouta ensuite la fleur de lys des abbayes royales. Il est resté du premier état le témoignage de quelques bornes-limites que conserve le musée local, — l'une, croit-on, du XIIe, l'autre du XVe siècle, portant d'un côté les armoiries du chapitre, et du côté opposé celles de l'abbaye. Une autre borne se trouve encore à demi immergée, par suite d'un éboulement, dans le ruisseau di Bief de Pilon ou Bief de Loire, et peut-être du même âge que la première. On parle ensuite du sceau de l'abbaye en 1343 et d'une clef de voûte du XVe siècle, où se retrouve l'écu, mais très abîmé, — dans une salle des bâtiments claustraux. Viennent ensuite un certain nombre de représentations du blason de l'abbaye, mais accompagné d'une fleur de lys qui tient le milieu de l'écu : méreaux constatant la pré sence aux offices ; carreaux de pierre taillée aux armes de la collégiale, et provenant d'une maison sise dans l'enclos du monastère (XVIIe siècle). Il y a ensuite les ex-libris de la bibliothèque qui se retrouvent sur des volumes entrés dans les collections de la ville (1) ; puis des boiseries portant les armes du cardinal Fleury et qui furent confectionnées pour le Nouveau Chapitre. On en a décoré une salle de la bibliothèque municipale, au premier étage de l'Hôtel de Ville. Il reste enfin le sceau de la collégiale, — devenu sceau paroissial, — et celui du bailliage, déposé au Musée.

L'auteur ajoute, que selon certains témoignages, l'Abbaye (mense abbatiale) et le Chapitre (mense capitulaire) auraient formé autrefois deux patrimoines, deux institutions séparées (XVIIe siècle). La fleur de lys aurait été introduite dans le blason du Chapitre pour rappeler que Tournus était de fondation royale. — Il discute d'ailleurs longuement sur ces données. — L'*Etude sur les armoiries de l'abbaye de Tournus* est illustrée d'un plan du XVIIe siècle, de reproduction photographiques et de dessins héraldiques qui en font un document d'intérêt.

§

A la même librairie Champion, M. Jacques Meurgey publie encore

(1) La bibliothèque de Tournus comprendrait 18.000 vol., imprimés et manuscrits, certains précieux pour l'étude de l'abbaye et de la région.

un travail étendu sur **les Armoiries du pays basque**, étude historique, critique et anecdotique sur les différents écus qui ont formé le blason du pays, les particularités et les analogies qu'ils présentent, les légendes et les traditions qu'ils évoquent. — Les armoiries du pays basque sont anciennes, dit M. Jacques Maurgey, si le fanion où ils se trouvent réunis date à peine d'hier. Aucun de leurs éléments n'a été imaginé; chacun avait depuis longtemps son existence propre. C'est l'assemblage des écus particuliers des sept provinces qui ont formé le pays: Navarre et Basse-Navarre, Guipuzcoa, Biscaye, Alava, Labourd et Soule. — Il raconte ensuite les diverses légendes qui se rapportent à ces blasons, ainsi que les modifications successives qui y furent apportées au cours des temps et les différentes traditions, souvent héroïques, qui s'y rattachent ou les expliquent. Quelquefois, comme sur les armes de Guipuzcoa, — d'ailleurs plutôt compliquées — il y a des versions diverses. — Des explications curieuses sont encore données à propos des arbres qui figurent dans le blason de Biscaye, — par exemple sur l'arbre de Guernica, — ou sur le blason d'Alava et les souvenirs divers qu'évoquent ses figures. — Après l'explication de l'écu basque il disserte également sur la devise qui souligne l'union des sept provinces, ainsi que sur l'origine du *labarum* des légions romaines. — Cette seconde publication de M. Jacques Meurgey est en somme une contribution précieuse à l'histoire du pays, et une étude, — sans doute sur un sujet spécial, — mais qui mérite toute confiance.

§

J'ai encore à présenter le récit de M. le comte F.-U. Wrangel, un Suédois qui s'est établi depuis longtemps en France, sur **la Vie rustique en Alsace** (*territoire de Belfort*), qui nous donne les aspects du pays et la physionomie des habitants à la veille de la guerre. L'auteur fréquenta ce coin préservé des provinces perdues en 1870, peu d'années avant le conflit actuel, et il y passa de longs mois de repos, de vacances, se mêlant à la vie de ses hôtes, heureux d'observer les coutumes et habitudes locales. C'est le tableau qu'il donne: l'existence des paysans du village; les idées, les croyances, parfois millénaires, mais à présent fort atténuées sans doute, et à propos desquelles — et de saint Antoine de Padoue qui en fait les frais — il conte une histoire plutôt malicieuse. — Un moment, il se trouve emmené par la famille en tournée chez des parents, des amis des environs et note précieusement ses impressions. Le dernier de ceux chez lesquels il se trouve en visite est un cabaretier qui donne même un bal — au gramophone! — et, très éméché au soir de la fête, trouve le moyen de faire payer les dépenses de la journée à ses visiteurs, — tant il est juste de dire que le petit commerce ne perd jamais ses droits. — Un chapitre encore parle de la politique au

village, — que le paysan met à la portée de ses intérêts ; puis il y a des histoires typiques comme « la chèvre et le quetsch », — le quetsch qu'on a voulu passer en fraudant le fisc, et qui se répand sournoisement, par malechance, dans la voiture où l'on ramène la chèvre, — tant que le poil de la bête s'en trouve imprégné et que son lait en a le goût. — Le comte F.-U. Wrangel revient plus tard dans le pays, en hiver ; traverse Belfort et gagne hâtivement le village. Mais les vieilles gens ont encore vieilli ; les jeunes se sont mariés ou sont au régiment. Le livre se ferme à la veille de la guerre, — quand la ruée allemande va commencer, — avec ses tristesses, ses héroïsmes, ses ravages et ses deuils.

Memento. — Parmi les dernières publications j'ai encore à signaler une petite brochure de M. A. Trevis : *En Auvergne et Gévaudan* (imprimée à Tananarive !) Ce sont des contes, paysages, scènes villageoises, essais, — dit la suite du titre, — et une production de jeunesse, des notes au jour le jour, pendant la période des vacances mais où l'on trouve de curieux tableaux, comme celui du *Foiral* d'Aumont ou *le marché aux veaux de Saint-Chely d'Apcher* du côté de Marvejols...

Le dernier fascicule publié par la Société du *Vieux Montmartre* contient avec les nouvelles locales (nécrologie, centenaire 1814-1914), des articles de M. Edg. Mareuse sur *le jardin Boutin* (*contribution à l'histoire de Tivoli*) ; Gaston Capon, *la grande-duchesse de Toscane et l'origine de la rue Ravignan* ; Léonce Grasilier, l'*Incendie de l'hôtel de l'ambassade d'Autriche, rue du Mont-Blanc* (maintenant Chaussée d'Antin, le 1er juillet 1810). Il y a enfin de M. Paul Jarry une étude curieuse sur *la maison de campagne de Chartraire, de Montigny* (XVIIIe s.), qui devait se trouver avec ses jardins entre la place des Abbesses, la rue Houdon et la place Pigalle, — soit dans ce curieux quartier que traverse le passage de l'Elysée-des-Beaux-Arts. Il reste d'ailleurs de ce côté une porte grillée et de curieux débris d'architecture, comme d'une clôture de parc, à l'entrée, je crois, d'un atelier de moulage, et sur lesquels j'ai entendu des histoires plutôt singulières. — Les recherches de M. Paul Jarry pourraient se porter de ce côté, — où la chronique mentionne la chute d'un des obus de la grosse Bertha, qui démolit une partie du mur, devant l'école, mais par chance ne toucha pas aux parties ouvragées.

Aux derniers numéros de l'*Intermédiaire* on trouvera des communications sur *la tombe et la momie de Cléopâtre* ; *le feu grégeois* ; *l'assassinat du duc d'Orléans en 1406* ; *la nationalité de Jeanne d'Arc* ; *le château de Beauté ; les stalles de Port-Royal* ; *les Allemands et la basilique de Saint-Denis en 1870-1871* ; *le cimetière du mont Valérien ; la rue de l'Arbre-Sec à Lyon et à Paris* ; *la rue de la Bucaille ;* — derechef sur *les cages de fer*, et enfin *les origines du cardinal La Balue*.

CHARLES MERKI.

QUESTIONS MILITAIRES ET MARITIMES

La Société des Nations, du point de vue militaire. — Général*** : *L'Organisation*

militaire de la Société des Nations (Information Universelle, 24 janvier). — Général Percin : *Guerre et Société des Nations*, Lib. du Parti socialiste, 0,60.

Le problème de l'organisation de la **Société des Nations**, écrit le Général***, dans l'*Information Universelle* du 24 janvier, est avant tout un problème militaire. Ce point de vue me paraît exact ; on ne l'a pas toujours considéré ainsi. Un membre du Tribunal International de la Paix, M. A.-H. Fried, écrivait à la veille de la seconde Conférence de la Haye :

« Il faudrait éviter l'impardonnable faute, commise en 1899, où seuls des militaires furent désignés pour discuter le problème du désarmement, comme si cette affaire était uniquement militaire et technique et ne formait pas à un plus haut degré une matière sociologique et économique. » Sans doute, elle comporte un élément « sociologique et économique » ; elle n'en est pas moins, en premier lieu, d'ordre militaire et technique.

C'est pour ne pas l'avoir considéré sous cet angle que la seconde Conférence de La Haye n'a pas abouti à des résultats plus positifs et a même marqué un recul sur la première. En effet, l'opinion a toujours été acquise à la procédure de l'arbitrage pour régler les litiges entre les nations. Tout le monde est d'accord pour en reconnaître l'excellence, dans le domaine théorique. Mais la difficulté commence dès qu'on considère la question d'un point de vue pratique et qu'on examine les moyens de rendre l'arbitrage obligatoire. Or, sans ce rouage essentiel, l'œuvre ne reste qu'à l'état d'ébauche.

Il est indispensable, pour que celle-ci soit achevée et stable, que le Tribunal prononçant en dernier appel ait à sa disposition les moyens de coercition capables de forcer la partie condamnée à s'incliner devant sa sentence. Nous sommes donc ramenés à une question d'ordre militaire : il s'agit de la mise en œuvre d'une force organisée. On verra, en terminant, la solution que nous apportons nous-mêmes.

§

Il faut bien reconnaître, avant tout, que l'on n'aperçoit pas les moyens de tourner la difficulté, si l'on accepte que les nations conserveront leurs armements militaires sur le pied où on l'a vu avant la guerre. Il est évident, dans cette hypothèse, que la force armée à la disposition de la Cour d'arbitrage devrait atteindre un effectif considérable. Il y aurait toutes chances, en effet, pour que la nation récalcitrante fût un des grands groupements européens. On est ainsi ramené au *statu quo ante*, à maintenir dans le même état d'armement intensif les armées permanentes, avec leur formidable matériel, sans cesse en transformation. Pour tout homme de bon sens, une question préalable se pose donc avec une nécessité impérieuse : la limitation des armements, ce qui veut dire pour nous :

une Réglementation Internationale modérant la course des armements, sans détruire les institutions militaires qui répondent au génie particulier de chaque nation et aux devoirs que la géographie politique leur impose. Il ne nous faut pas sortir du domaine des réalités. Mais tout progrès de l'intelligence, dans ce domaine, ne doit pas nous effrayer.

Les délégués militaires de la Première Conférence de La Haye, en 1899, avaient parfaitement compris les données du problème. Ils avaient apporté des suggestions, des idées concrètes, des principes, qui méritaient d'être retenus et qui ne réclamaient qu'une mise au point pour leur application dans le domaine de la pratique. Nous avons apporté, nous-même, en 1907, une formule concrète, au sujet de cette limitation, formule basée sur l'adoption universelle de calibres et de tonnages maxima. Si cette formule ne répondait pas immédiatement à tous les besoins, elle constituait au moins un point de départ pour aboutir dans l'avenir à des solutions plus complètes. C'est un axiome de la sagesse des nations, que le premier pas est toujours le plus difficile à franchir. Il était permis, en supposant l'adoption de cette formule et son application sincère, de compter rapidement sur un apaisement de la fièvre des armements, sans interrompre l'évolution des progrès mécaniques, qui sont à la base de la richesse légitime de la grande industrie. Seulement cette évolution se serait continuée dans le domaine des recherches savantes et de l'ingéniosité, au lieu de se développer dans celui, plus simpliste, de l'énorme, du monstrueux, du colossal. Ce n'est pas une solution élégante que d'imposer un canon plus gros, parce qu'il est plus puissant que le canon de calibre inférieur et d'un modèle le précédant immédiatement ; elle n'a rien de scientifique. Ce qu'il est intéressant de savoir est si un canon de même calibre que le premier, ou d'un modèle inférieur, ne peut pas, dans certaines conditions de perfectionnement, remplir le même objet que le canon plus gros. Là est toute la question. Nous en connaissons tous aujourd'hui un exemple saisissant. Notre canon de 75 mm., dont la portée était notoirement insuffisante au début de la guerre, en raison de la nombreuse artillerie de calibre supérieur qui lui était opposée, a vu cette portée atteindre 11 kilomètres grâce à d'ingénieuses modifications.

En réalité, les gouvernements, qui étaient unanimes, en 1907, à diriger vers la Haye, en grande solennité, leurs diplomates accompagnés de quelques figurants militaires, triés sur le volet, étaient simplement désireux, au fond, de voir la conférence rester dans le domaine des discussions académiques. Il était entendu qu'on s'en tiendrait aux premières fondations d'une Institution, en quelque sorte inoffensive, qui ne rendrait des arbitrages que lorsque la clientèle déciderait elle-même de s'adresser à sa juridiction, et dont

les sentences ne pouvaient être appliquées qu'avec le consentement de la partie condamnée. La conséquence qui devait résulter de la fragilité d'une pareille institution était dans l'extrême indulgence, dont témoignent les pénalités, qu'elle eut à prononcer dans certaines circonstances. Evidemment, il y avait intérêt, pour que l'Institution pût continuer sa croissance, à ce qu'elle fit tout d'abord figure de « Bon Juge ».

Cette répugnance des gouvernements, disons le mot, ce parti-pris de ne pas aborder le vif de la question était la conséquence du développement extraordinaire, pris par les grandes industries de guerre. Celles-ci, alliées aux banques et au monde politique, exerçaient une sorte de pouvoir souverain occulte, tenant les fils de toutes les hautes administrations. L'histoire du bassin de Briey, pendant la guerre, n'est qu'un épisode des agissements de ce pouvoir occulte, dont les besoins et les aspirations dépassent tout sentiment de nationalisme. A la première conférence de la Haye, le problème de la limitation des armements avait été abordé, sans arrière-pensée, avec le sincère désir d'aboutir, au moins de la part des hommes qui apportèrent des suggestions à ce sujet. A la seconde conférence, sept ans plus tard, alors qu'on aurait pu penser que l'idée s'était frayé sa voie, nous n'assistons plus qu'à une manifestation platonique, qui reste sans lendemain. Sir Fry, le délégué anglais, présente un vœu sur la limitation des armements. Celui-ci est voté par acclamations. Et on s'en tient à cette manifestation. C'est que, dans l'intervalle des deux Conférences, le tout-puissant consortium des Industries de guerre avait déployé une fiévreuse activité : campagnes de presse, pression sur les Parlements, corruption de fonctionnaires et d'officiers, fondation de nouvelles usines de guerre. Cette activité s'est continuée en faussant, à son profit, toutes les notions, en renversant toutes les valeurs, jusqu'à l'instant le plus dramatique de cette guerre. A la veille même du grand conflit, une doctrine économique avait fait son apparition en Allemagne affirmant que les industries de guerre étaient en réalité une source de richesses pour les nations. Cette doctrine voyait le jour sous l'estampille officielle et ses manifestes recevaient vite un accueil libéral dans les Revues techniques de l'étranger (1).

D'autre part, il était aisé de présenter la question de la limitation des armements comme une manifestation de l'esprit antimilitariste. Dans les milieux militaires, l'idée était mal accueillie, mal vue ; ils restaient en défiance devant cette nouveauté, dont ils connaissaient mal l'origine et les tendances. On ne peut leur reprocher cette défiance. Il faut, d'ailleurs, une forte dose d'idéalisme et un rare esprit

(1) Consulter en particulier l'art. paru dans le *Nauticus* de 1912 : Die befruchtende Wirkung der Flottengesetze auf die deutsche Industrie.

de désintéressement pour s'élever au-dessus de ses intérêts corporatifs. En tout cas, c'est dans les milieux militaires qu'il fallait faire germer l'idée. On ne découvre nulle part trace d'un souci de ce genre.

§

Aujourd'hui, la Société des Nations veut vivre. Se présente-t-elle dans des conditions de viabilité meilleures qu'en 1907 et 1899? Il est difficile de répondre en l'absence de toute communication officielle des gouvernements. Mais on sait que l'Angleterre prétend conserver intacte sa flotte, sous le prétexte qu'elle a été, assure-t-elle, le facteur principal de la victoire. Les Etats-Unis, de leur côté, se retranchent derrière la raison que leur rôle mondial leur impose désormais d'avoir une flotte aussi conséquente que celle de leurs bons cousins. De limitation des armements il n'a été question, sous couleur de libéralisme transcendant, que d'affranchir les nations qui comptaient la conscription parmi leurs institutions nationales et d'extirper parmi toutes ce vestige de l'ancienne barbarie. Le bon billet! Insincérité, hypocrisie, égoïsme national, vues mesquines de cerveaux que la Victoire, inespérée par eux, a grisés et étourdis, et qui peuvent, une fois de plus, nous conduire à l'avortement.

La Société des Nations, pour vivre, doit pouvoir imposer son arbitrage à tous les gouvernements, séparés par des litiges. Le général X..., dans un exposé, malheureusement très schématique, de **l'Organisation militaire de la Société des Nations**, présenté, sous les auspices de M. V. Margueritte, dans *l'Information Universelle* du 24 janvier, reconnaît l'obligation pour la dite Société d'avoir à sa disposition, en permanence, une Force internationale de police, capable de faire procéder à l'exécution de ses sentences. Nous ne voyons aucune difficulté réelle à la constitution de cette Force de police ; cependant son existence ne nous paraît pas nécessaire, comme nous allons l'indiquer.

De son côté, le général Percin, dans une brochure intitulée : **Guerre et Société des Nations**, se range nettement du côté de la Société des Nations. « Il est fini, dit-il, le temps où il était admis que la guerre fût le seul moyen de régler le sort des peuples. » Dieu l'entende ! Il ajoute presque aussitôt : « La force armee n'aura à intervenir que pour faire respecter, s'il y a lieu, la décision du tribunal d'arbitrage. » Ainsi, il vitupère la guerre ; il entrevoit cependant la possibilité de la recommencer dans l'avenir. A ce sujet, il néglige de nous dire comment, selon lui, serait organisée la force armée, chargée de faire respecter les discussions du Tribunal d'arbitrage. « C'est une question, dit-il, qui demanderait une étude spéciale. » Précisément, là est toute la question. Il est regrettable qu'un spécialiste comme le général G. Percin ait éludé de nous montrer

comment le Tribunal d'arbitrage imposerait sa sentence à une nation telle que l'Allemagne ou l'Angleterre.

§

Ainsi, on est toujours ramené à la question préalable de la limitation des armements. A ce propos, il nous paraît essentiel, pour nous qui avons toujours été partisan de cette limitation, de dire aujourd'hui clairement toute notre pensée. Certes, s'il est un temps où la limitation des armements ne se pose pas avec les caractères de l'opportunité, c'est bien la période incertaine profondément troublée que nous traversons en ce moment. Il serait peut-être prudent d'attendre des temps plus favorables. D'autre part, ce n'est pas sans tristesse que l'on entend parler au lendemain même de la victoire d'amoindrir l'instrument qui nous l'a donnée. Il y a là, au moins en apparence, une sorte d'ingratitude, dont les hommes, pressés de réaliser leurs rêves plus ou moins chimériques, semblent ne pas s'apercevoir. Cela est assez déconcertant. En tout cas, nous n'acceptons pas pour notre pays cette sorte de désarmement, qu'une certaine opinion voudrait lui imposer et qui aboutirait à déviriliser nos jeunes générations. Qu'on réduise le temps des obligations militaires, qu'on diminue progressivement le nombre des hommes présents sous les drapeaux, nous l'acceptons bien volontiers. Mais il nous apparaît comme une nécessité vitale pour notre pays de conserver dans nos institutions, comme leur pierre angulaire, le service militaire obligatoire pour tous. Il y a une question de durée et une question de contingent qui resteront à fixer. Aujourd'hui, il faut sauver le principe, en dépit des suggestions qui nous sont présentées. Chacun est maître de se mouvoir à son gré dans son champ d'expériences ; nous n'allons pas, nous, recommencer nos bévues du passé. Nous les avons assez chèrement payées. Tout Français doit être préparé, dressé, assoupli au métier des armes, dans la mesure de ses forces. C'est aujourd'hui une tradition chez nous. La jeunesse de demain doit être l'héritière des vertus des générations qui l'ont précédée. Elle sera réaliste, vivante et pas seulement imbue d'idéologie ni éprise du seul désir de s'enrichir. Je rêve cela pour mon pays ; je suis cependant l'adversaire résolu de toute force de parade inutile, telle que me paraît devoir l'être la Force de police internationale, qu'on estime nécessaire auprès de la Cour d'arbitrage. Cette Force de police, par son amalgame, n'aurait aucune sorte d'esprit national ; elle aurait l'esprit d'une gendarmerie. Est-il nécessaire d'insister ?

Pour nous, nous ne croyons pas que l'organisation d'une telle force soit indispensable pour assurer l'exécution des sentences du Tribunal International. Il nous paraîtrait suffisant pour amener à résipiscence une nation récalcitrante d'édicter contre elle, unanimement, les mesures suivantes :

a) Interrompre tout trafic avec la dite nation, en fermant ses frontières ; suspension de tous les traités de commerce, de toutes les conventions, etc... ;

b) Mettre l'embargo sur tous les navires de la dite nation, en relâche, dans les ports des autres nations. Fermer l'accès de ces ports aux autres navires et interdire toute importation dans les ports de la nation récalcitrante.

En résumé, cette dernière serait instantanément soumise, sans déploiement de forces, au blocus le plus effectif.

Je crois qu'aucune nation ne résisterait longtemps devant un pareil préjudice. Il est vrai que les nations chargées de la répression subiraient elles-mêmes des pertes dans le chiffre de leurs affaires. Mais il est possible de concevoir une réglementation qui les indemniserait aux dépens de la nation rebelle.

JEAN NOREL.

ÉDUCATION PHYSIQUE

Il n'y a pas de pays, la Suède à part, où l'on s'est plus occupé de l'Education Physique, au point de vue théorique, qu'en France. Les ouvrages de nos maîtres actuels : Demeny, Philippe, Lagrange, Tissié, Hébert, sont dans les bibliothèques de tous ceux qui s'intéressent à la question. Et pourtant, au point de vue pratique, nous pouvons dire que tout ou presque tout est encore à créer.

Sur 100 conscrits, à peine 10 ont fait de l'Education Physique, et encore peut-on vraiment qualifier d'Education Physique la spécialité qu'ils ont pratiquée plus ou moins régulièrement dans les sociétés de gymnastique, de sports, de préparation militaire ou les patronages qui les ont comptés au nombre de leurs adhérents ? 20 o/o de nos jeunes gens savent nager, et pourtant la natation est le sport complet par excellence. Il est vrai que nous n'avions en France, avant la guerre, que cinq piscines d'eau chaude... Ces quelques chiffres pour montrer combien nous avons négligé, en France, les questions d'éducation physique et d'hygiène, problèmes pourtant essentiels et intimement liés l'un à l'autre.

Il y a donc là tout un programme qu'il est urgent de réaliser et pour ce faire, le premier but à atteindre est de persuader la masse que la formation physique de nos enfants doit nous intéresser au même titre que leur formation intellectuelle ou morale.

Précisément, le moment semble tout à fait favorable pour procéder à la divulgation des méthodes d'éducation physique. Est-ce parce qu'après l'hécatombe de nos jeunes hommes chacun sent que l'amélioration de la race doit passer au premier plan ? Est-ce parce que la résistance physique, dont ont fait montre nos poilus, a prouvé

que nous étions loin d'être des dégénérés, et qu'avec un peu plus d'hygiène et de pratique des exercices du corps nous arriverions à rester une race forte? Dragomiroff a écrit dans sa critique de *la Guerre et la Paix* de Tolstoï : « La guerre et rien que la guerre, permet à l'homme de mesurer la limite de ses forces. » Il est hors de doute que la guerre a permis à beaucoup de Français de se découvrir une résistance physique bien supérieure à celle dont ils se supposaient les détenteurs. Ils se sont donc familiarisés avec l'effort et ne peuvent manquer maintenant de chercher à se maintenir dans cet état de robusticité. Toujours est-il qu'on observe une curiosité naissante pour tout ce qui touche à la gymnastique et au sport.

Il ne faut pas non plus passer sous silence la propagande faite sous l'influence du Comité National d'Education Physique et des Fédérations de Sports. Il faut signaler aussi la création, pendant la guerre, de deux organismes nouveaux : les Directions régionales et subdivisionnaires d'Instruction Physique, dont les fonctions des titulaires ne peuvent être mieux définies que par le terme de « commis voyageurs en éducation physique », et les Centres régionaux d'Instruction Physique sur le modèle de Joinville, pour le dressage des instructeurs de tout rang. Non seulement ces deux institutions nouvelles ont permis de faire vite et bien en ce qui concerne l'entraînement des jeunes classes, mais elles ont permis également à des officiers et à des moniteurs de faire pénétrer dans les sociétés sportives existantes, dans les écoles, dans les patronages, les idées actuelles en ce qui concerne l'instruction physique et de faire exécuter un stage, avant leur renvoi dans leurs foyers, à tous les instituteurs et professeurs d'éducation physique qui avaient été mobilisés.

Les Officiers régionaux et subdivisionnaires se sont trouvés en contact avec les autorités civiles de toutes sortes, avec les Directeurs des grandes entreprises commerciales et industrielles, avec les Présidents des divers groupements sportifs et de préparation militaire. Ils ont poussé à la création de nouvelles sociétés. Ils ont organisé des concours, des réunions, des conférences. Ils ont trouvé de sérieux appuis moraux et matériels. Leur effort a été vraiment fructueux et c'est une institution qu'il faut encourager et développer, mais en ne négligeant pas de ne laisser dans ces fonctions que des gens entendus ayant suivi depuis longtemps, avec une attention soutenue, le mouvement relatif à l'éducation physique, la préparation militaire et les sports.

En somme, le cadre nécessaire à la divulgation d'une méthode nationale d'éducation physique est déjà créé et dans de bonnes conditions, semble-t-il. Il ne manque à la tête qu'un Sous-Secrétaire d'Etat à l'hygiène et l'instruction physique. Dans les milieux généralement bien informés on chuchote que cette création ne saurait

tarder et le nom du titulaire est déjà sur toutes les lèvres. Patience !

Reste à savoir maintenant si la méthode nationale existe ou tout au moins si elle est au point.

J'ai déjà dit que sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, il fallait faire l'union sacrée. Beaucoup de méthodes existent en France. Toutes sont bonnes et donnent des résultats satisfaisants dans le milieu où elles sont appliquées. Il suffit de prendre dans ces méthodes ce qui convient le mieux à l'esprit français.

L'école française a pour devise : santé, beauté (conséquence naturelle du travail équilibré), adresse, virilité. C'est avec les yeux fixés sur cette devise qu'il faut travailler. Ce que nous recherchons, c'est le mouvement, sans aucune limite, sans aucune restriction. Chantecler, qui était un coq bien français, aspirait à toujours plus de lumière. Nous, nous aspirons à toujours plus de mouvement. Il faut laisser nos enfants s'ébrouer, il faut les laisser emmagasiner toujours plus d'air, il faut les laisser être audacieux. Il ne s'agit pas seulement de faire du muscle, il faut faire donner à tous les organes leur plein rendement tout en conservant l'équilibre et la parfaite coordination des diverses fonctions.

Il est également un point sur lequel il faut insister, car il est, à mon avis, la pierre d'achoppement de tout l'édifice. L'éducation physique doit surtout s'adresser aux faibles. L'homme faible a une répulsion toute particulière pour l'effort, surtout quand il craint de montrer sa faiblesse. Il faut trouver le moyen de vaincre cette répulsion. Les forts feront toujours de la gymnastique et des sports, quelquefois même plus qu'il n'est souhaitable, tellement ils sont encouragés par les résultats obtenus et par la louange qui en est la conséquence naturelle. Donc, ce sont les faibles qui nous intéressent le plus, car nous savons par expérience que si nous ne pouvons pas en faire des grands sportifs ou des athlètes, nous pouvons tout au moins augmenter leur résistance et améliorer l'équilibre dans le fonctionnement des divers organes. Il faut donc une gymnastique attrayante, à la portée des faibles et qui, tout en préparant directement aux sports et à l'athlétisme, n'en soit pas moins corrective.

Joinville qui, en dépit du peu de moyens mis à sa disposition, reste, malgré tout, notre académie d'éducation physique, a fait depuis 1916 de louables efforts pour créer une méthode nationale répondant à ces desiderata.

Elle a mis sur pied une méthode qui comprend 3 degrés : un degré élémentaire qui s'adresse aux enfants jusqu'au seuil de l'adolescence, aux faibles et aux malades de tout âge, un degré secondaire s'adressant aux adolescents et aux moyens de tout âge, un degré supérieur ou athlétisme pour les adolescents et les adultes de 18 à 35 ans admis à ce degré.

Le premier degré est présenté à l'instruction publique sous forme de projet de règlement d'éducation physique de l'enfance et il semble bien que l'enseignement et l'armée sont prêts de se mettre d'accord sur ce projet.

Le 2e degré sera particulièrement utilisé dans les sociétés de préparation militaire et dans les œuvres post-scolaires.

En ce qui concerne le 3e degré, comme je le disais tout à l'heure, la question est plus complexe et mérite d'être traitée avec le concours des spécialistes des divers sports.

Cette méthode à trois degrés est, au dire même de ses plus fervents adeptes, loin d'être parfaite, car, créée en pleine guerre, elle a été dominée par les deux besoins suivants : aller vite et être utilitaire, autrement dit, préparer rapidement les soldats.

Elle a adopté comme cadre de la leçon la suite des exercices naturels qui sont : 1° marcher ; 2° lever et porter ; 3° courir ; 4° sauter ; 5° grimper ; 6° lancer ; 7° combattre ; 8° nager.

C'est là une concession à l'œuvre d'Hébert qui est très encourageante quand on se place sur le terrain de l'union sacrée. D'ailleurs la suite de ces exercices permet de faire travailler successivement toutes les parties du corps et, en dosant et alternant les efforts, on peut très bien obtenir les mêmes effets que dans une leçon très étudiée de gymnastique analytique. Chaque exercice est représenté dans la leçon par un ou plusieurs mouvement éducatifs, puis par un jeu. Les mouvements éducatifs sont la préparation directe au jeu qui les suivra ; ils ne diffèrent pas notablement de ceux de notre règlement de 1910 qui, lui-même, avait emprunté beaucoup à la Suédoise. Il faut simplement remarquer que l'on évite la contraction statique, que l'on donne une plus grande importance aux mouvements arrondis et à ceux qui ont pour but de maintenir la souplesse des articulations.

Ce sont les jeux qui constituent l'ossature du système et il faut bien reconnaître que la grande place qui leur a été faite dans la leçon rend cette dernière extrêmement variée et attrayante. Le nombre des jeux enseignés aux classes de tous âges est considérable. Ceux empruntés aux Américains et aux Anglais sont extrêmement originaux, préparent directement aux sports et, comme le souhaitait Roger Maurice, développent chez les élèves le goût de l'action énergique et disciplinée, éducatrice des muscles et des volontés. Il a fallu, bien entendu, opérer une classification de tous ces jeux d'après leur rôle éducatif et d'après l'effort qu'ils demandent pour être joués avec toute l'ardeur que peuvent y mettre les petits Français.

C'était là, à mon avis, la grosse difficulté. Elle est surmontée partiellement et il faut espérer qu'avec les moyens d'analyse des mouvements qui se perfectionnent de plus en plus il sera possible

d'arriver bientôt à une classification très rigoureuse d'après l'effet sur les muscles et sur les diverses fonctions. Ajoutons que la leçon est précédée d'une mise en train et se termine par des mouvements d'ordre. Elle est donc complète, alternée, continue, graduée, et, en ce qui touche les enfants, éminemment respiratoire.

En somme, tout cela est très sagement et très habilement combiné. Il resterait à voir l'importance du rôle du médecin et de la valeur de l'instructeur ; mais cela dépasse le cadre de cet article.

Pour ce qui est de la méthode des adolescents il ne faut pas oublier que ce n'est pas un défaut qu'elle prépare directement au métier de soldat. Au contraire. Actuellement il faut envisager l'établissement du service à court terme, à très court terme. Cela ne sera possible que si l'on présente à l'arrivée au régiment des jeunes gens débrouillés au point de vue physique et, par conséquent, aptes à réussir rapidement dans toutes les spécialités. Et je me rallie complètement à l'avis de Roger Maurice, quand il dit combien peut être fructueuse la collaboration de l'instituteur et des Officiers spécialistes dans les œuvres scolaires.

En ce qui concerne le degré supérieur, les méthodes d'entraînement et de dressage sont aussi nombreuses, sinon plus, que le nombre des spécialités elles-mêmes. Il y a à faire une codification qui est travail de longue haleine...

« La force nous vient sans la chercher », disent les Suédois et il faut bien constater qu'ils enlevèrent beaucoup des premières places aux concours des jeux olympiques internationaux. Il est hors de doute que l'éducation physique générale, rationnellement conduite, met nos jeunes gens, de 20 à 25 ans, à même d'exceller dans n'importe quelle spécialité.

Je crois qu'il est inutile et peut-être même dangereux d'orienter trop tôt, vers tel ou tel autre sport, « nos jeunes poulains », sous prétexte qu'ils ont des aptitudes particulières. Il faut d'abord viser à devenir un athlète complet et par la suite on arrivera très vite à faire du record dans la spécialité pour laquelle on est le mieux doué ou vers laquelle nous entraîne un penchant naturel.

Il m'a été donné de voir, il y a peu, un champion du lever qui avait pu arriver à battre facilement son record après un entraînement général dans lequel la course et le saut avaient joué le plus grand rôle. J'ai pu également, à la même époque, assister à la visite des missions étrangères dans nos Centres régionaux d'instruction physique, et j'ai pu constater que ce qui frappait le plus l'esprit des visiteurs, c'était de voir, au cours des démonstrations par les moniteurs, les mêmes équipiers qui venaient de se révéler comme des champions de la lutte et du lever, prouver qu'ils étaient également de redoutables concurrents pour le 110 mètres haie ou le saut en

hauteur. En particulier, les Américains, qui ont poussé très loin, trop loin même, avouent-ils, le culte des spécialités, semblent avoir une profonde admiration pour nos athlètes complets.

Le but que nous poursuivons doit donc rester : santé, beauté, adresse et virilité, et c'est pour cela que c'est surtout l'éducation physique pour l'enfant et l'adolescent qui nous intéresse.

Une fois nos jeunes gens développés normalement, nous laisserons à l'armée et aux diverses sociétés de sports, dont le rôle grandit chaque jour, le soin d'entraîner des spécialistes capables de rivaliser avec les champions des diverses nations. Si autrefois l'effort intellectuel a pu faire négliger et délaisser l'effort physique, nous ne voulons pas, par représailles, tomber dans l'excès inverse. Ce que nous voulons, c'est l'effort équilibré, c'est-à-dire une juste moyenne entre l'effort physique et l'effort intellectuel de façon à arriver à l'effort productif, le seul qui nous intéresse.

COMMANDANT R. B.
Directeur régional d'I. P.

LES REVUES

Littérature : M. André Gide et ses conseils aux adolescents ; un poème de M. Léon-Paul Fargue. — *Les Lettres :* contre le sport ; anticipations sur « la guerre prochaine » (déjà) ; le « parchemin moisi » devancier du « chiffon de papier ». — *Le Monde nouveau :* programme; fragment d'un essai de M. Maurice Maeterlinck « L'hérédité et la Préexistence ». — Memento.

MM. Louis Aragon, André Breton et Philippe Soupault publient **Littérature**, « revue mensuelle », 9, place du Panthéon. Le 1er numéro, daté du 1er mars, contient des fragments des « Nouvelles Nourritures Terrestres », de M. André Gide.

« Je ne saisirai plus les mots que par les ailes », y déclare le rêveur de *Paludes*. Il a toujours agi de la sorte et c'est pourquoi ses livres gardent l'air de se débattre contre une violence de leur auteur. Le charme qu'ils exercent sur les jeunes gens vient beaucoup de ce qu'ils sont pareillement, les uns et les autres, en état de formation. « Ne laisse plus le poids du plus léger passé t'asservir », conseille M. Gide à l'« enfant » d'aujourd'hui.

On a beau savoir que l'ironie a souvent nuancé les méditations de M. André Gide et qu'il exerce, avec élégance, la maîtrise que ses premiers amis lui décernèrent avant sa vingt-cinquième année, on est inquiet de ne pouvoir prendre tout à fait au sérieux, ni à la légère les lignes que voici :

J'écris pour qu'un adolescent, plus tard, pareil à celui que j'étais à seize ans, mais plus libre, plus hardi, plus accompli, trouve ici réponse à son interrogation palpitante. Mais quelle sera sa question ?

Je n'ai pas grand contact avec l'époque et les jeux de mes contemporains ne m'ont jamais beaucoup diverti. Je me penche par delà le présent. Je

passe outre. Je pressens un temps où l'on ne comprendra plus qu'à peine ce qui nous paraît vital aujourd'hui.

Comme le futurisme paraîtra vieux dès que la convention d'hier sera brisée ! Je rêve à de nouvelles harmonies. Un art des mots, plus subtil et plus franc ; sans rhétorique ; et qui ne cherche à rien prouver.

Ah ! qui délivrera notre esprit des lourdes chaînes de la logique ? Ma plus sincère émotion, dès que je l'exprime, est faussée.

Dans ce même numéro M. Paul Valéry publie un poème : « Cantique des Colonnes », et M. L.-P. Fargue : « Ecrits dans une cuisine », deux pièces dont une « chanson » et une « danse ». Telle est la seconde de ces pièces :

Les salades d'escarole
Dansent en robe à paniers
Sous la lune blonde et molle
Qui se lève pour souper...

Un couple d'amants s'isole
Gracieux comme un huilier
Et va sous un mouflier
Voir pousser les croquignoles....

Les salades d'escarole
Demain elles danseront
Dans leur urne funéraire
Entre les faces lunaires
Qui dînent d'un œil vairon
Et feront sur leurs frisons
L'escalade des paroles
Et le pas des postillons....

Cependant la Terre gronde,
Et dans cette dame blonde,
Et dans ce monsieur qui ment,
La Mort, lampe d'ossements,
Consume l'huile qui tombe...

§

Les Lettres, « fondées en 1913 », reprennent leur publication le 1er mars. « Les lettres, oui, mais d'abord la France ! » lisons-nous. C'est le titre d'un avertissement au public et qui porte en épigraphe : « Ici, nous avons été Français, nous le serons encore davantage. »

Dès ce numéro, M. Gaëtan Bernoville dénonce le Sport comme : « Un facteur de Décadence française ». Il conseille d'abandonner les jeux pour la marche. « Fais ta promenade en paix », dit-il à son lecteur. « Qu'on lise du Racine et qu'on fasse des promenades à pied. Voilà à mon sens l'avenir français. » Déjà, M. Bernoville prévoit la nécessité de « mater l'Allemagne future ». Il y a des gens qui

lisent Racine et pratiquent la boxe, le tennis, l'épée ou le foot-ball. Il y a des gens aussi pour espérer que nous n'aurons plus à « mater l'Allemagne future ».

M. René Johannet n'est pas de ces gens optimistes. La paix n'est point signée qu'il doute qu'elle soit respectée. Il se met en observation « Au Seuil de l'Europe nouvelle » et traite tout bonnement de « La guerre prochaine considérée du point de vue de Sirius ». L'observatoire est haut et loin, sans doute.

L'ordre des facteurs est modifié aujourd'hui. *On croit tellement peu à la possibilité de paix fragmentaires qu'on en subordonne l'exercice, et même l'existence à une organisation mondiale de paix perpétuelle et universelle.* Cet aveu d'impuissance, paradoxal mais suggestif, résume la tragédie dont nous sommes les déplorables héros.

M. Johannet a quelque sujet d'accuser les hommes. Il prend dans l'histoire des repères qu'on avait un peu négligés ou oubliés, ces temps-ci.

« L'avenir est inconnaissable », admet M. Johannet et il en donne d'excellentes raisons toutes contenues, en somme, dans « l'apparent désaccord entre la petitesse de la cause et l'immensité du résultat ». Néanmoins, M. Johannet cherche à prévoir :

Il y aura une guerre de demain, plus proche peut-être qu'on ne l'imagine. D'abord *il y aura une guerre,* parce qu'il y a toujours eu des guerres. On peut ensuite l'appeler *la guerre de demain,* parce que la plupart des hommes vivants aujourd'hui en contempleront l'horreur ou en ressentiront les approches. Cela s'est toujours passé ainsi. Il n'y a pas de raison pour que cela se passe autrement au xxe siècle, — au xxe siècle *surtout.*

Nous pouvons maintenant gravir un degré supérieur d'approximation : « De même que la guerre qui vient de finir est sortie des guerres et des pacifications antérieures, de même *la guerre qui n'est pas éclatée encore sortira des conditions de la guerre actuelle et de la paix qui va la conclure.* »

Un effort de plus : « De même que la guerre actuelle est née des efforts tentés jadis et des mesures prises autrefois pour empêcher l'explosion d'une autre guerre, de même *la guerre de demain jaillira, au moins pour partie, des soupapes que l'on va poser un peu partout afin de contenir sa violence* (1).

On peut aller plus loin : « De même que la guerre actuelle a été causée par le peuple que les pacifications précédentes avaient fortifié, de même *la guerre de demain sera causée par le peuple qui sortira le plus fort de la crise non encore dénouée.* »

Impitoyablement M. Johannet envisage les causes, les occasions, les prétextes de la guerre prochaine. Cette « guerre de demain », il peut la décrire « à très grands, à très larges traits ». Elle naîtra

(1) On ne se trompera pas en m'accusant de penser ici à la *Société des Nations.* — Note de M. René Johannet.

de « la rivalité des Etats que cette guerre-ci aura fortifiés ou contribué àfortifier ». Qui en est déjà responsable ?

Disons-le tout de suite, car cette révélation ne fera de tort à personne. L'auteur responsable du prochain conflit figure au cahier d'honneur de nos plus grands hommes et il est mort en 1714, un an avant le Grand Roi. Les gens qui s'imaginent que la guerre, en tant que guerre, comporte des responsables, feront bien d'en prendre d'avance leur parti. Toute action contre lui est bien prescrite. Nous allons pourtant instruire son procès.

Cette instruction est remise au prochain numéro de la revue *Les Lettres*, comme un bon feuilleton, sur une devinette. Nous en donnerons, d'après son auteur, la solution.

§

Le Monde Nouveau, the New World, a commencé sa vie le 20 mars. C'est une belle revue « mensuelle interalliée et internationale ». On la sent établie sur des bases solides. Son « directeur littéraire et rédacteur en chef pour la Francee » est M. Paul Fort, ce qui est une garantie incontestable de haute ténue. Siège de la rédaction à Paris : 26, rue Lemercier ; de l'Administration : 25, rue Boislevent.

Après quatre années d'une guerre effroyable, durant laquelle auront été scellées dans la souffrance et dans le sang, entre les soldats de l'Entente, des amitiés qui ne peuvent plus finir, avant qu'ait sonné l'heure du retour de chacun à son foyer, il nous paraît indispensable de fonder une œuvre de solidarité intellectuelle et morale, qui, issue des événements que nous traversons, leur survive.

Le *Monde Nouveau* sera cet organe de liaison, ce trait d'union vivant et permanent entre les Alliés. Il a pour but de resserrer, entre les peuples qui furent unis dans la guerre, les liens d'une *compréhension*, d'une amitié durable et permanente.

Il entend perpétuer, dans tous les domaines du sentiment et de l'intelligence, l'union pathétique des nations groupées aujourd'hui autour de la France protagoniste d'un idéal de civilisation qui exalte la noblesse, le Droit, la Justice et la Liberté.

Il entend continuer et affermir, entre ceux que les circonstances ont amenés à mieux se connaître, les bienfaits de cette vigoureuse amitié et des qualités et vertus ethniques témoignées fraternellement au milieu des risques partagés et au contact de la mort.

. . . .

Cette revue est une œuvre d'expansion. Elle ambitionne de devenir, dans le grand mouvement des relations internationales, le centre d'activité où se poseront, par des voix autorisées et par l'intermédiaire de personnalités compétentes, les problèmes qui passionnent l'opinion universelle. Elle sera une *tribune* internationale, véritablement *indépendante* et *libre*, où, sans partialité, mais avec loyauté et franchise, seront abordées (en *français* et *anglais*) les discussions les plus graves et les questions les plus hautes de la vie des nationalités. Elle sera le témoin vigilant des manifestations

et des initiatives propres à constituer l'ample trésor spirituel et la réserve d'idées avantageuses à la civilisation.

Le sommaire du numéro 1 est des plus riches que l'on puisse concevoir. Il révèle le généreux éclectisme de M. Paul Fort. On y lira un éloge du maréchal Foch par M. Sidebotham ; une pièce en un acte : *La Poupée transparente*, de Mme Rachilde ; un beau poème de M. Henri de Régnier : *l'Ombre;* de belles pages de Paul Margueritte, de M. Viviani, de M. Ed. Gosse, de M. J.-M. Baldwin, etc., et une revue du mouvement des idées dans les pays de l'Entente, pleine de renseignements précieux et de critiques expertes.

M. Maurice Maeterlinck a donné au *Monde nouveau* un de ses derniers essais les plus substantiels et les plus excitateurs de la pensée : « L'hérédité et la Préexitence ».

Nous ignorons de quelle façon ceux qui, jusqu'aux dernières générations, naîtront de nous, vivent déjà en nous ; mais il est certain qu'ils y vivent. Quel que soit, dans la suite des âges, le nombre de nos descendants, quelles que soient les transformations que leur fassent subir les éléments, les climats, les territoires et les siècles, ils garderont intacts, à travers toutes les vicissitudes, le principe de vie qu'ils ont tiré de nous. Ils ne l'ont pas pris ailleurs ou ne seraient pas ce qu'ils sont. Ils sont réellement sortis de nous ; et s'ils en sont sortis, c'est que d'abord ils s'y trouvaient. Que faisaient donc en nous ces innombrables vies accumulées? Est-il permis de prétendre qu'elles y demeuraient absolument inactives? Quelles étaient leurs fonctions, leur puissance ? Qu'est-ce qui les séparait de nous? Où commencions-nous, où finissaient-elles ? A quel point se mêlaient aux nôtres leurs instincts et leurs volontés ?

Elles n'avaient pas encore de cerveau, direz-vous, comment pouvaient-elles penser et agir en nous ? Il est vrai, mais elles avaient le nôtre. Les morts sont également privés de cerveau ; néanmoins personne ne conteste qu'ils continuent de penser et d'agir en nous. Ce cerveau, dont nous sommes si fiers, n'est pas la source mais le condensateur de la pensée et de la volonté. Comme la bouteille de Leyde ou la bobine de Rhumkorff, il n'existe et ne s'anime que durant le temps qu'y passe ou qu'y réside le fluide électrique de la vie. Il ne produit pas ce fluide, il le recueille ; ce qui importe, ce qui pense en lui, ce n'est point ses circonvolutions, comparables aux fils d'une bobine d'induction, mais la vie qui le parcourt ; et que peut être cette vie, sinon le total de toutes les existences que nous accumulons en nous, qui ne s'éteignent pas à notre mort, commencent avant notre naissance et nous prolongent, en avant et en arrière, dans l'infini du temps ?

Cela, c'est du meilleur Maeterlinck. Ce philosophe choisit des matériaux éprouvés pour construire. Son génie d'inventeur est dans ce choix et dans une architecture dont les lignes et les volumes harmonieux lui sont personnels. Il est le modèle même de l'idéalisme, en ce qu'il part toujours de la réalité. Ses plus lointains élans, il les obtient d'un appel du pied à la terre. La plus belle de toutes les légendes : celle d'Antée, on l'appliquerait le mieux à ce robuste

ouvrier de la pensée. Il la traite en poète, qu'il demeure, quoi qu'il écrive, comme les peintres de sa forte race flamande ont traité la peinture. Il aime la « matière métaphysique » ainsi qu'ils aimaient la couleur : pour elle-même. De là, la saveur de ses découvertes et la prodigieuse qualité qu'il a de prolonger sa connaissance dans l'avenir.

L'hérédité est un fait acquis, une vérité expérimentale ; la préexistence est une nécessité logique. On ne saurait en effet concevoir que ce qui naîtra de nous déjà n'existe pas en nous en fait, en principe, en germe, en essence ou en puissance ; et dès lors qu'il existe d'une façon probablement plus spirituelle que matérielle, il est bien moins surprenant qu'il porte plus ou moins la responsabilité de pensées et d'actes auxquels il ne saurait être entièrement étranger.

En tout cas, l'hérédité incontestable et la préexistence nécessaire nous rappellent une fois de plus que chacun de nous n'est pas un être unique, isolé, permanent, hermétiquement clos, indépendant des autres et séparé de tout dans l'espace et le temps ; mais un vase poreux plongé dans l'infini, une sorte de carrefour où se croisent toutes les routes du passé, du présent et de l'avenir, une auberge au bord des chemins éternels, où se réunissent, pour y passer quelques jours, toutes les vies qui forment notre vie. Nous nous croyons morts quand elles quittent l'auberge, et nous nous imaginons qu'elles périssent aussi. Il est plus vraisemblable qu'il n'en est rien. Elles abandonnent simplement l'hôtellerie délabrée pour s'installer dans une maison neuve et plus habitable. Elles y emportent leurs créances et leurs dettes, y emménagent leurs habitudes, leurs instincts, leurs idées, leurs passions, leurs mérites, leurs fautes, leurs acquisitions et leurs souvenirs. La maison est changée, mais les hôtes sont les mêmes ; et l'existence d'autrefois reprendra son cours dans la demeure nouvelle, peut-être un peu plus belle, peut-être un peu plus claire...

MEMENTO. — *La Revue de Paris* (15 mars) : suite du très remarquable roman de M. Guido da Verona : « La vie commence demain ». — Un Sculpteur : « A propos des Faux Rodin ». — M. D. Sylvaire : « Son ombre », poèmes. — M. le Ct Weil : « L'Attentat de Fieschi ». — Le brillant courrier de M. F. Vandérem, cette fois consacré aux derniers livres de Romain Rolland, Julien Benda et Georges Duhamel.

L'Opinion (15 mars) : Rentrée d'Agathon : « Les jeunes hommes et la guerre ». — Cet écho :

Dans le journal même où Maurice Barrès a si souvent glorifié le désintéressement admirable de nos soldats, nous avons cueilli cette annonce :

DOUAUMONT, *près du fort*
A vendre grand terrain pour hôtel.
Jeanpierre, 144, boulevard Voltaire, Paris

Bien des Français s'étonneront peut-être — les combattants surtout — de voir s'élever sur la terre par exellence des morts, des morts sacrés, un Palace « muni du confort moderne ». Ils avaient souhaité pour cet ossuaire plus de respect, de silence et de recueillement.

La Forge (mars) rend un juste hommage à la mémoire de Jean de Saint-Prix, libertaire, petit-fils de M. le Président Loubet. — Réponses à l'enquête ouverte par M. Arnyvelde sur « l'Homme de Demain ».

Le Peuple Juif (14 mars) : Quelques opinions sur le « Sionisme », par M. Maurice Vernes.

L'Europe Nouvelle (15 mars) : « La structure des Etats après la guerre mondiale », par M. Victor Basch. — « La Charte internationale du travail », par M. Léon Jouhaux. — « Les Salons politiques », par M. A. Germain. — « Eloge de la vulgarité », par M. A. Salmon.

Sic (nos 37, 38, 39) : Numéro composé en mémoire de Guillaume Apollinaire.

La Revue hebdomadaire (15 mars) : M. le général Cherfils y donne. Il voisine avec M. l'abbé Wetterlé.

Les Essaims Nouveaux (février) : « La Race des Enfants de Dieu », par M. André de Poncheville. — M. R. Groos : « Vers l'ordre classique ». — M. G. Clopeau : « Les Labours ».

Laudes (mars-avril) paraît sous les auspices de saint François d'Assise. Cette parole du délicieux saint : « L'Amour n'est pas aimé », sert d'épigraphe à cette revue. La rédaction déclare : « Nous voulons aimer ». Elle se recommande, en outre, de M. Francis Jammes. La Revue doit paraître 6 fois l'an. Son adresse est chez M. Louis Dejean : 40, Boulevard du Nord, à Béziers.

Revue des Deux Mondes (15 mars) : « Comment il faut lire Pétrarque », par M. Henry Cochin.

Le Correspondant (10 mars) : « La musique anglaise actuelle », par M. G. Jean-Aubry.

La Femme et l'Enfant (1er mars) : D'un article de M. le Dr Jacques Bertillon, cette effroyable statistique :

France *moins les 10 départements envahis* (*77 départements*).

Les décès survenus sur le champ de bataille ou dans les ambulances et hôpitaux situés près du front n'y sont pas comptés, mais on y compte les militaires morts dans les hôpitaux de l'intérieur.

	Naissances Vivantes	Décès		Différence
1913 (année normale)	604.811	587.445	+	17.366
1914	594.222	647.549	—	53.327
1915	387.806	655.146	—	267.340
1916	315.087	607.742	—	292.655
1917	343.310	613.148	—	269.838
Total des 4 ans (1914-17)	1.640.425	2.523.585	—	883.160

Ce seraient donc 883.160 habitants que la France aurait perdus en 4 ans de guerre, indépendamment des morts sur le champ de bataille.

CHARLES-HENRY HIRSCH.

ART

Exposition de tableaux : Galerie Georges Petit. — *Exposition du Cercle Volney*. — *Expositions de peintures et dessins* : MM. *Feder, Favory, Ramey, Chavenon etc.*. (Galerie Branger). — Exposition *Félix Vallotton :* Exposition du 1er groupe (Galerie Druet). — Exposition *Foujita* (galerie Chéron). — Exposition *Sarluis* (galerie Bernheim jeune). — Exposition *Henri Lejeune* (galerie Henri-Manuel). — Le *Salon des Jeunes* (Ecole des Beaux-Arts). — Exposition *Benito* (galerie Sauvage). — Exposition *Georges Gobo, J. Zingg, André des Fontaines, Paul de Castro* (galerie Marcel Bernheim). — Exposition *Fuss-Amoré :* Exposition

Alfred Lop (galerie Sauvage). — Exposition *Van Maldère* (galerie Boutet de Monvel).

Les expositions de groupes ont été assez nombreuses. Galerie Georges Petit, **Exposition de tableaux**, titre simple, adopté par quelques triomphateurs habituels des Salons et surtout de la Société Nationale. Raffaelli y est représenté par huit toiles d'une parfaite maîtrise, douées de cette transcription simple et lumineuse de la vie, d'une facture si parfaite qu'aucun procédé n'apparaît, d'une individualité absolue dans leur beauté sereine. De beaux paysages d'Henri Martin entourent une Couseuse, d'une vie tranquille et noble dans un décor très harmonieux. Parmi les Le Sidaner, l'éveil charmant d'une petite ville de province dans une brume claire et nuancée, avec de jolies hésitations de la lumière.

Si le parti pris habituel reste très apparent, au moins cette tendresse éparse, qui est sa note, est-elle cette fois en harmonie complète avec son thème. Le grand portrait de Besnard : *Le roi et la reine des Belges*, en son curieux mélange de vérité et de convention, ne laissepoint d'être caractéristique; les physionomies sont expressives. M. Prinet traduit toujours avec une émotion concentrée la vie contenue de la province et dépeint avec relief des passages de troupes dans des villes endommagées. Cela ne manque point de carrure.

Voici des toiles de M. René Ménard avec leur émotion correcte et leur noblesse de lignes, un fauve coin d'Espagne de Cottet, puis Lucien Simon, Dauchez, Maurice Lobre, Aman-Jean, Ullmann, avec de bonnes œuvres dans la moyenne de leur talent. Sculptures de Fix-Masseau, Segoffin, Madame Bernières Hernaux, sans surprises.

§

L'Exposition du Cercle Volney est plus que médiocre : à part quelques paysages de MM. Foreau, Cadel, Gilsoul et des sculptures de MM. Sicard et Maillard, rien n'y arrête le regard.

§

Galerie Druet, une exposition de **Félix Vallotton** a dénoté chez cet artiste de réels progrès et un élargissement de sa manière presque imprévu. A côté d'études de femmes bien campées et bien drapées, poussées résolument dans le sens de la couleur, Félix Vallotton nous a montré trois toiles sur les horreurs de la guerre, où le paysage sinistre s'harmonise avec l'incendie, avec les pyrotechnies des projectiles ; cieux embrasés sur un sol martyrisé, feux rouges dans l'atmosphère fuligineuse ; l'effet est grand, plus grand d'être obtenu sans la moindre sentimentalité, en montrant simplement le paysage torturé, les frimas et les feux de guerre.

Même galerie, exposition du **premier groupe**, Laprade, d'Espagnat, Maurice Denis, Valtat, avec un beau paysage d'été, Serusier, avec des panneaux décoratifs : comme nouveauté à cette expo-

sition régulière, des panneaux de Madame Claude S. (c'est Madame Serusier qui adopte cette simple initiale), œuvres d'un coloris somptueux d'une très belle tenue ornementale, avec des détails ingénieux, des reliures d'André Mare, du goût le plus pur, voisinant avec des dessins cubistes du même artiste, empreints d'un très intéressant souci de clarté et ne déformant, ou s'il le préfère, ne synthétisant qu'avec un certain respect de la lisibilité, soit de l'aspect réel des choses.

§

Galerie Chéron, des peintures et des aquarelles de **Foujita**. Ce peintre japonais suscite des visions de Paris qu'il recherche dans le carrefour tragique et quasi solitaire des confins de la ville. Par son dessin et par une coloration extrêmement sobre il en rend à merveille la désolation. C'est d'un art très sensible. Son goût d'imagier somptueux le porte par ailleurs à des aquarelles à sujets liturgiques, sujets chrétiens ou bouddhiques. Une *mort du Bouddha*, parmi les fleurs et les créatures de douleur, est une fort belle évocation, d'une harmonie quasi musicale et d'une distinction rare. Ses transcriptions de légendes chrétiennes sont très pittoresques, et si la curiosité de voir un artiste d'Extrême-Orient toucher à ces sujets est la première des curiosités qu'on éprouve devant ces épisodes, on est frappé aussi de la technique curieuse avec laquelle M. Foujita traduit, dans sa langue picturale, des impressions littéraires et des impressions de musée. Quelques portraits d'une savante synthèse sont très attachants.

§

M. Léonard Sarluis expose, chez Bernheim jeune, un ensemble de grandes toiles, légendes et symboles. C'est d'une belle ambition et c'est d'une bonne tenue. L'influence du musée est considérable. Le peintre trouve de belles attitudes et d'heureuses dispositions. Il atteint l'impression esthétique par l'imagination. Il est souvent desservi par une certaine monotonie dans la couleur. Les dessins, très poussés, sont curieux.

§

M. Henri Lejeune a réuni chez Henri-Manuel une cinquantaine de bons paysages peints sous des latitudes très diverses. Parmi ceux qui joignent au mérite d'une bonne transcription celui d'un pittoresque peu connu, on peut citer des impressions du Canada, maisons rouges dans des prairies plantées de pommiers, corps de ferme, larges étendues herbeuses. Une vue de Tunis est abondamment ensoleillée. M. Lejeune a juxtaposé à ses peintures des esquisses décoratives, d'un goût très moderne. On peut trouver des rapports entre ses deux ordres de recherches : goût du pittoresque, de la bonne mise en place et de l'ingéniosité dans l'arrangement. Un *intérieur*

baigné d'une lumière chaude et douce est une toile fort agréable.

§

Le Salon des Jeunes (à l'Ecole des Beaux-Arts) nous offre un ensemble de sculptures et de dessins d'André Abbal. Le nom d'Abbal commençait à se répandre avant la guerre ; il est un des fermes espoirs de la jeune sculpture. Il procède des gothiques, mais librement ; il a comme eux la force et le sens de la grâce. Il taille la pierre et la dote de polychromie. C'est le premier effort sérieux, fait dans ce sens, depuis Henry Cros, et c'est une des plus intéressantes directions de la sculpture. Les effigies de femmes d'André Abbal sont d'une grande douceur, d'une joliesse charmante sans aucune mièvrerie ; on y sent la main d'un artiste aussi capable de donner la grâce d'un sourire que de sculpter une robuste cariatide. Les dessins sont très sobres, très établis, très complets ; c'est évidemment un maître qui s'affirme.

Au même Salon de bons tableaux de M. Domergue-Lagarde, robuste et spacieux, de belles promesses de M. Bloc, Pavis, Germain Delatousche, de Marboré, Barbey, Marchex, Gapon, etc.., une fort jolie statuette de M. Bacqué, qui expose aussi des peintures de bel aspect.

§

M. **Benito** (Galerie Sauvage) a de la verve, de l'adresse, de la fougue ; c'est un peintre qui sait faire chanter la couleur. Il présente de bons portraits, bien synthétiques et des arrangements décoratifs d'un beau luxe et d'une ingénieuse fantaisie, d'aspect gracieux. C'est un très bon graveur sur bois, et s'il laisse trop voir les préparations de son métier, au moins en tire-t-il des effets d'art incontestable.

§

Galerie Marcel Bernheim, exposition de M. **Georges Gobo**. Un carton d'eaux-fortes résume son travail antérieur. C'est un robuste artiste, expert à buriner un mouvement de foule, à détacher un geste de travail, à caractériser une vieille architecture. Peintre, il abonde en jolies notations. Il apporte au pastel une note curieuse. avec des harmonies brillantes ; c'est solide et d'un beau mouvement.

A la même galerie de M. **Zingg**, de beaux paysages. M. Zingg est hanté du plus louable esprit de synthèse ; il est maître d'une technique curieuse. Il a du style. Un paysage de lui, une silhouette campée dans son décor saisissent par la souplesse de leur exécution, par leur carrure. Il a le don de dire brièvement et complètement. Un paysage d'hiver en Auvergne, superbe de clarté sourde, d'horizon lourd, de souffrance du sol, est de premier ordre. Auprès de lui, M. **André des Fontaines** expose des paysages dont certains sont bien vivants et traduits avec émotion, et M. **Paul de Castro**, encore que parfois confus, donne d'agréables harmonies coloriées.

§

A la galerie Branger on a pu voir de bons tableaux de M. **Favory**, de M. **Lhote**, de M. **Dufy** (de belles régates où l'on sent le souffle du vent), des formes un peu rigides, mais nobles de M. **Bissière**, des toiles harmonieuses et d'une curieuse recherche de M. **Ramey**, de bonnes études de M. **Feder**, des portraits prestes et rapides de M. **Morgan Russell**, des paysages de M. **Roland Chavenon**, doués d'une agréable impression d'espace et d'air libre, avec une jolie finesse de tons, des natures-mortes et des fleurs très étudiées de Mme **Crissay**, et de belles études de M. **Zingg**, des portraits sérieux de M. **Ortiz de Zarate**, des harmonies bien détaillées de M. **Trochain**, et des bois sculptés avec hardiesse par M. **Zadkine**.

§

A la galerie Sauvage, de Mme **Fuss-Amoré**, des impressions de fêtes foraines, très vivement traduites, avec l'allure des gigolettes, des hercules, le trémoussement des pîtres, notés avec prestesse.

Même galerie, M. **Alfred Lop** expose des aspects du Midi, bien vus, bien construits, parés de lumière chaude et diaprée. Des jardins s'alanguissent sous l'ardeur du soleil, des mas offrent leurs carrures lourdes, où les reflets solaires inscrivent des émaux légers, près du rideau traditionnel des cyprès presque noirs ; des eaux frissonnent près des parterres de fleurs. Une grande figure de femme nue, dans un décor empourpré, démontre les aptitudes décoratives de M. Alfred Lop. Le nom de ce jeune peintre est à retenir.

§

Galerie Boutet de Monvel paysages d'Alsace et surtout paysages de Provence de M. **Van Maldère**, peintre d'une technique curieuse, et vigoureux interprète de la lumière ; un arbre de M. van Maldère est doué de sa vie propre et pittoresque ; c'est un très curieux artiste.

GUSTAVE KAHN.

L'ART A L'ÉTRANGER

Exposition futuriste à Milan. — Les jeunes futuristes italiens viennent de tenir avec éclat, dans les galeries du Cova, à Milan, leur première exposition d'après-guerre. Presque tous reviennent du front d'où ils rapportent de glorieuses blessures, et il en est, comme le sculpteur Boccioni, que nous ne reverrons plus. Nous adressons un souvenir de reconnaissance à leur mémoire ; car ce groupe de jeunes artistes fut toujours ardemment francophile, et il le demeure après avoir servi de toutes ses forces la cause de la France,

de l'Italie et de l'Entente. A ce titre, il a droit à toute notre sympathie.

Un étranger qui serait peu initié à la vie italienne aurait quelque peine à comprendre les multiples faces du futurisme, et s'expliquerait mal pourquoi il est social et politique aussi bien que littéraire et plastique. Marinetti, en parcourant les salles avec sa canne qui se promène sur les toiles en de grands gestes de démonstration, expose avec entrain l'esthétique futuriste à des philistins égarés.

— Mais oui, mais oui : vous trouverez tout cela ridicule, risible même. Eh bien, c'est exprès ! Les futuristes ne veulent plus que les Italiens pleurent ; on les a trop ennuyés pendant des siècles ; il faut donner à ce peuple de la santé, de la confiance en ses propres forces, par conséquent de la gaîté. Vous pouvez concevoir notre art comme un vaste carnaval. Les futuristes sont des gens joyeux : ils l'étaient jusque dans les tranchées, ils le resteront la guerre terminée.

Marinetti reconnaît que le problème ne se pose pas en France comme il se pose en Italie, car, en France, dit-il, nous avons une intarissable source de gaîté : c'est Paris ; et il n'y met aucune intention satirique, il parle en convaincu.

De toutes ces toiles, entre lesquelles il nous promène, pas très nombreuses, mais choisies, se dégage d'abord l'impression que les artistes ont du métier et que, s'ils le voulaient, ils feraient tout comme les autres une académie Bonnat ou un paysage à la Rousseau.

L'exposition d'aujourd'hui est assez éclectique. Nous nous bornerons à indiquer les éléments principaux. Certains peintres, comme M. Sironi, s'en tiennent encore à la technique traditionnelle. D'autres, comme M. Ferrazzi, construisent les grandes lignes de leurs paysages comme aurait pu le faire Cézanne ou Sisley. Ce n'est, au fond, que du synthétisme où la manière proprement futuriste n'apparaît qu'avec timidité. Nous la voyons déjà plus libre dans les toiles de M. Dudreville qui a fait un envoi important. M. Dudreville, quoique d'origine française, est très italien, très vénitien. Il semble répugner à l'idéalisme pur et, quelle que soit la liberté de son interprétation, il part toujours de la réalité : un bois, dont on reconnaît la végétation, des maisons au-dessus desquelles s'élève son *aspiration*, enfin, chose exceptionnelle parmi les futuristes, un nu, un vrai nu de femme ; mais il bouge, et il projette dans l'espace, comme il convient à l'endroit, le dynamisme de ses formes.

A côté de ces œuvres s'en trouvent d'autres d'un idéalisme plus poussé. D'abord, avec M. Evola, les traductions plastiques de sensations, devenues aujourd'hui sinon banales, du moins fort répandues. L'artiste essaie de donner une interprétation personnelle de la perception qu'il a eue des choses. Il nous montre une bataille, avec

armes et terrain évoqués par des rappels de formes, et, par-dessus, le bruit noir des obus ou le tac tac des mitrailleuses en lignes rouges brisées qui zigzaguent en tous sens.

Nous touchons à la pure abstraction avec les compositions de M. Balla. Elles pourraient avoir en elles-mêmes une valeur décorative appréciable. Mais, pour les comprendre pleinement, il faut aller chercher fort loin des interprétations littéraires impossibles à deviner pour qui n'est pas au fait. Nous voyons ainsi les sombres journées de mai 1915, ou le joli *chant tricolore*, ou bien encore la veuve d'un marin qui passe dans un jardin de Rome, et la scène est rendue par des masses vertes, noires, et par des lignes sévères en éperon de cuirassé.

Le même M. Balla a fait, en ronde bosse, le portrait de la Marquise Casati, une des marraines du modernisme, et actuellement grande protectrice du futurisme. Le buste est de carton et de bois blanc. Des paupières partent des espèces de volutes, énormes, pour indiquer les cernes caractéristiques de la personne, et les yeux en verre sont manœuvrés par une poignée. Il paraît que les amis de la marquise la reconnaissent.

D'ailleurs, l'inédit de l'exposition n'est pas là. Sans parler de l'amusant guignol découpé en étoffe par M. Depero, nous avons deux innovations : d'abord les panneaux de *parolibere*. Ce sont les paroles en liberté des poètes futuristes composées en affiches murales, dont plusieurs sont assez drôles, instructives même, comme cette belle marine envoyée par le général Cappello, vivement défendu dans le monde futuriste. Sur un motif central de grenade qui explose, ce général, avec des combinaisons de couleurs et de lettres propres aux sentiments des mots, a dessiné la maxime suivante :

On fait la guerre comme on doit et non comme on peut. Pour vaincre, on doit mettre de côté le sentimentalisme et la prudence, et avoir seulement de la volonté et du cœur au ventre.

Enfin, nous avons l'*alphabet à surprises*, presque des rébus, mais toujours amusants. Ainsi Cangiullo nous montre un golfe de Naples formé d'un G renversé, avec, dessus, des voiles qui se reflètent en O lorsqu'elles sont ouvertes et en F lorsqu'elles sont pliées. M. De Nardis, sous le titre de *Curieuse*, nous dessine un T tombant dans le sein d'un A, pendant qu'un B, derrière un mur, montre le coin de sa boucle.

Comme on voit, l'exposition de Milan ne contredit pas à son intention d'être amusante. Resterait à en juger la valeur esthétique pure. Mais ce serait une tâche longue et lourde. Aussi bien, serait-il injuste de méconnaître le tempérament de certains de ces artistes, et peu intelligent de crier contre l'audace de leurs nouveautés. Tout au plus peut-on faire quelques réserves sur l'exclusivisme de l'école.

Il est évident que celui qui n'apporte rien de nouveau n'est pas un artiste; et cette nouveauté se manifeste surtout par la lutte de l'expression contre la matière formelle, paroles, couleurs ou bloc. Mais la manière nouvelle n'est valable que pour l'artiste qui la crée. Une fois trouvée, elle devient pour les imitateurs une convention toute comme les autres, et l'académisme des galeries du Cova peut devenir aussi tyrannique que celui de la Brera ou de la rue Bonaparte. Pendant la fin du XIXe siècle, et encore aujourd'hui, les artistes se sont moins préoccupés de ce qu'ils avaient à nous dire que de la façon dont ils le diraient. Ils sacrifiaient ainsi la plupart du temps l'important à l'accessoire. Or le génie des grands créateurs a toujours dépassé ces questions de procédé. Si on avait enfermé Rembrandt ou Delacroix avec du cirage et une bande de calicot, ils eussent trouvé le moyen de faire un tableau, et un beau tableau. Evidemment je préfère qu'ils aient employé de la couleur ; mais la puissance de leurs conceptions n'était point l'esclave d'une recette.

Ceci, d'ailleurs, ne saurait être qu'une critique bien légère et tout à fait indirecte aux futuristes italiens, dont nous ne pouvons qu'admirer l'entrain et la conviction.

PAUL D'OLAN.

LETTRES AMÉRICAINES

Amy Lowell : *Can Grande's Castle* ; New York, Macmillan, 1 dollar 75. — Amy Lowell : *Tendencies in Modern American Poetry;* New-York, Macmillan, 2 dollars 50. — Robert Cortes Holliday : *Joyce Kilmer* ; New-York, Doran, 2 volumes, 5 dollars. — Joyce Kilmer : *The Circus ;* New-York, Gomme, 1 dollar. — Hilaire Belloc : *Verses ;* New-York, Gommé, 1 dollar 25. — Harriet Monroe et Alice C. Henderson : *The New Poetry* ; New-York, Macmillan, 1 dollar 75. — Edgar Lee Masters : *The Great Valley* ; New-York, Macmillan, 1 dollar 50. — Conrad Aiken : *The Jig of Forslin* ; Boston, Four Seas Company, 1 dollar 25. — Nelson Gardner : *The Rejected Voice ;* New-York, illustré et publié par l'auteur, 41 West 12 th. Street, 1 dollar. — Clement Wood : *Glad of Earth ;* New-York, Gomme, 1 dollar. — Archibald Mac Leish : *Tower of Ivory;* New Haven, Yale University Press, 1 dollar. — *A Book of « Yale Review » Verse* ; New Haven, Yale University Press, 75 cents. — Alfred Kreymborg : *Mushrooms ;* New-York, Marshall, 1 dollar 25. — Memento.

Can Grande's Castle est le titre que Miss Amy Lowell a choisi pour son dernier volume. Elle l'a trouvé dans une poésie, *At the British Museum*, du poète anglais Richard Aldington. Mais ce n'est pas seulement le nom de son livre que Miss Lowell doit à une source étrangère. Elle nous dit dans sa Préface que ses poèmes sont écrits en « prose polyphonique » (« *many voiced prose* ») dont elle « a trouvé l'idée dans les œuvres du poète français, M. Paul Fort ». Dans cette même Préface se trouve aussi une autre explication qui, bien que n'étant pas d'ordre poétique, n'en est pas moins intéressante. On se plaint dans certains milieux que, dans le poème *Guns as Keys*, « il y a un manque de courtoisie envers le Japon » ; c'est là un

exemple, un peu piquant, de cet état de méfiance qui semble exister entre les Etats-Unis et « l'Allemagne de l'Orient ». Mais Miss Lowell se défend contre cette accusation et déclare qu'en parlant du Japon elle a tout simplement tâché de « juxtaposer la clarté délicate et artistique du Japon et l'ignorance artistique et la confiance excessive en soi-même des Etats-Unis ». Mais si ce volume est pacificateur du côté politique, il ne peut qu'aggraver le tumulte qui, en Amérique, gronde autour de Miss Lowell et de sa « poésie nouvelle ».

Cet ouvrage a été précédé par un autre moins provocateur, une étude critique en prose parue l'an dernier, de la poésie trans-Atlantique, **Tendencies in Modern American Poetry**. Dans ce volume, Miss Lowell analyse brillamment le nouveau mouvement de l'art poétique aux Etats-Unis. Prenant une demi-douzaine de poètes américains, — Robinson, Frost, Masters, Carl Sandburg et Letcher, — « chacun d'eux représentant une tendance différente dans la poésie contemporaine », elle montre comment chacun d'eux contribue au mouvement actuel. Plus d'une fois dans ce volume, comme dans son *Six French Poets*, dont j'ai parlé ici il y a quelques mois, Miss Lowell fait honneur aux poètes modernes français et à « l'esprit large de la France qui prend plaisir à analyser l'art d'aujourd'hui ».

Dans une lettre écrite en juin dernier du front français, Sergent Joyce Kilmer, de l'armée Américaine, dit à un ami aux Etats-Unis : « Quand nous, soldats, nous rentrerons chez nous et quand nous aurons le loisir de lire des poèmes, ce ne seront pas les œuvres d'Amy Lowell et d'Edgard Masters que nous lirons ; nous lirons de la poésie. » Cette lettre, qui peint assez bien le sentiment régnant en Amérique à propos de la nouvelle école, se trouve dans un des deux volumes de poésie et de prose de ce jeune Joyce Kilmer, écrivain tué le 30 juillet dernier près de l'Ourcq et dont son ami, Robert Holliday, nous donne une intéressante notice biographique en tête du premier de ces volumes. Plusieurs des vers de Kilmer présentent de grandes qualités, « Trees », par exemple, étant un vrai bijou. Les courts essais et les lettres, écrites pour la plupart du nord de la France, seront lues avec une certaine tristesse, surtout par un Français qui y verra un de ces Américains, admirateurs passionnés de ce pays. Dans ce même volume je trouve la préface que M. Kilmer a mise en tête de l'édition américaine des **Verses** du brillant littérateur franco-britannique, Hilaire Belloc, préface qui est une des meilleures études que j'aie lues sur cet écrivain.

Il y a un autre livre de Kilmer, **The Circus**, où sont réunis des essais. Je le mentionne ici à cause d'une chronique humoristique, *The Abolition of Poets*, où il est question de Verlaine, dont Kilmer a beaucoup admiré le génie poétique.

Naturellement Miss Lowell a sa place, et une bonne place, dans

The New Poetry, l'anthologie de Miss Monroe et de Miss Henderson, redactrices de *Poetry*, l'organe attitré de la nouvelle école américaine. Dans ce volume se trouvent aussi les meilleurs morceaux de Masters, Aiken et autres novateurs anglais et américains, poètes qui rejettent la théorie, l'abstraction et l'éloignement caractéristiques de tous les classiques qui ne sont pas de premier ordre. La collection embrasse un choix puisé parmi les œuvres de plus d'une centaine d'écrivains.

The Great Valley est le troisième volume de M. Masters et il montre un progrès. Le poète y parle plus profondément que dans son *Spoon River Anthology*, qui a fait une telle sensation dans les milieux poétiques transatlantiques et dont j'ai donné un écho ici même. Dans ce nouvel ouvrage le point de vue est plus étendu ; il y a une puissance intellectuelle plus concentrée. Ses qualités sont même, par moment, fortement scientifiques. M. Masters amène Gobineau sur la scène et le fait parler assez longuement ; on voit qu'il connaît bien les œuvres de ce polémiste si discuté actuellement.

The Jig of Forslin, par Conrad Aiken, est également le troisième volume de cet écrivain. L'auteur appelle son poème « une symphonie ». Une partie n'est autre chose qu'une adaptation libre de *la Morte amoureuse* de Théophile Gautier. « Ce poème, dit M. Aiken, est nouveau en méthode et en construction... Il est possible d'y trouver des exemples de toutes les méthodes et nuances poétiques... Des cacophonies et irrégularités ont été employées intentionnellement pour produire des contrastes », avec résultat que M. Aiken nous offre un tout d'ensemble aussi varié qu'original et hardi. En effet, il y a, dans ce livre, des passages si libres que les lecteurs anglo-saxons doivent les trouver assez shoking.

M. Nelson Gardner est aussi une manière de brebis galeuse errant sur les côtes du Parnasse américain, ou peut-être n'est-il que le mari de la femme incomprise. Le sous-titre. — « A Song of Genius Slain » — de son très solide poème, **The Rejected Voice**, montre qu'il n'est pas consacré poète par les critiques des Etats-Unis. On en trouve l'affirmation à plusieurs endroits de son volume.

> Derided will this song be and denied
> As long as lives the singer,

quoique, comme il l'indique dans une note, au bas d'une page, il ait « mis vingt ans à faire ce livre ». Dans une lettre particulière que j'ai reçue de l'auteur, il m'écrit : « Je n'appartiens à aucune société, à aucun groupe littéraire. Bien que cette existence à l'écart me paraisse être la raison du refus des poètes contemporains de me reconnaître pour un des leurs, j'ose espérer néanmoins qu'elle

pourrait bien être aussi le motif de ma consécration future. » Le poème contient beaucoup de belles pensées, d'expressions très originales et gracieuses et d'idées élevées. Etant donné la poésie admise, je ne vois pas de bonnes raisons pour récuser les vers de M. Gardner.

Glad of Earth, par Clement Wood, est un volume de début, bien que l'auteur collabore depuis assez longtemps à diverses revues américaines où il publie des vers. C'est lui qui a lancé l'expression « vers polyrythmique », dont ce livre contient de nombreux exemples.

Pendant que le jeune auteur était avec l'armée américaine en France, M. Lawrence Masson, professeur de littérature anglaise à l'Université de Yale, fait paraître **Tower of Ivory**, par Archibald Mac Leish, son « ami et ancien élève ». Il y a de beaux poèmes de guerre dans ce petit volume dont la pensée est fort élevée et qui est d'une remarquable exécution.

A book of « Yale Review » verse est une anthologie des meilleurs vers publiés, depuis sa fondation, par cet excellent recueil trimestriel. Certains des poètes anglais et américains, parmi les plus connus, sont ici représentés.

M. Alfred Kreymborg appelle son volume : **Mushrooms** (champignons), « un livre de rythmes ». L'auteur fut le fondateur de cette revue de poésie très avancée *Others, a Magazine of the New Verse*, qui eut une carrière accidentée et disparut finalement. Mais il est peut-être plus connu pour ses « mushrooms » qui parurent tout d'abord dans les coins obscurs des journaux, puis dans des revues et maintenant sont enfin réunis dans ce charmant petit volume. Rappelons en passant que ce fut à propos de la poésie de M. Kreymborg que M. Robert J. Shores, le spirituel éditeur new-yorkais, donna cette définition humoristique du vers libre : « Ce sont des vers impossibles à vendre ; ils sont par conséquent donnés, ce qui les rend en effet des vers libres. »

MEMENTO. — *Sewanee Review*, octobre-décembre, 1918, « The Comedie-Vaudeville of Scribe », par Neil C. Arvin, de l'Institut Rice, Texas. Il n'était ni réformateur ni agitateur, mais tout simplement un aimable « écrivain qui a essayé d'amuser son auditoire ». — *North American Review*, novembre 1918, « A Note on Maeterlinck », par Arthur Symons, l'écrivain anglais. « *Le Trésor des Humbles* est, sous plusieurs rapports, la plus importante, comme elle est certainement la plus belle de toutes les œuvres de Maeterlinck. » — « Swinburne as a Poet of Enthusiasm », par Miss Marietta Neff. « Il est plus connu pour son enthousiasme exalté que pour sa pensée profonde. » — *Little Review*, janvier 1919. William Butler Yeats, l'écrivain irlandais-anglais, est le principal sujet de ce numéro de cette revue avancée new-yorkaise. On y donne son « The Dreaming of the Bones », « poème touchant, plein d'émotion vraie, et fait de tristesse tragique, de

solitude et de désolation », comme dit un critique américain dans ce même numéro de la revue. — *Current Opinion*, février : « Passing of Guillaume Apollinaire », « explorateur des esthétiques nouvelles ». — *Scribner*, mars, donne une demi-douzaine de dessins faits par des artistes officiels du Ministère de la Guerre de Washington. Parmi ces dessins, tous inspirés par les scènes du front français, s'en trouve un charmant qui représente Neuf Maisons, « village type de Lorraine ». Son auteur, M. Ernest Peixotto, a souvent trouvé son inspiration artistique dans les provinces de France.

THÉODORE STANTON.

LETTRES BRÉSILIENNES

Je parlerai du Ménestrel. Car nous en avons un authentique. Il a nom Catullo Cearense. Tout le monde le connaît, mais ne l'a pas entendu qui veut. Dans sa maison de banlieue, où il cache sa muse et élève des oiseaux domestiques, il a reçu maint visiteur considérable, à qui il n'a pas manqué de promettre une audition. Mais la plupart du temps il ne tient pas ses promesses. Il les oublie. C'est-à-dire qu'il finit par les tenir d'une façon détournée. Et quand vous vous y attendez le moins, vous le voyez surgir devant vous qui vient vous dédommager, avec largesse. Car il est capricieux et fantasque, comme ce Gestas de l'*Étui de nacre*. Et, comme lui, il compose les plus douces chansons qui soient. Et quand le démon du chant le tient, il chante sans avoir promis. Feu mon ami Affonso Arinos, qui était très fort, avait réussi à dompter son humeur et à l'emmener dans des maisons amies. Et c'est précisément chez son frère, resté homme de goût dans la chose publique, que je viens de passer, par surprise, une soirée inoubliable, à entendre Catullo Cearense réciter et chanter, comme lui sait le faire, des vers que lui seul sait écrire.

Il est unique en son genre, et il nous a donné le frisson nouveau. En lui la poésie populaire a trouvé son poète, et le folklore un état civil. Avant, ce trésor poétique était anonyme et fragmentaire. Des quatrains, de courtes pièces, dont nul ne savait l'auteur. Voici des poèmes complets, une œuvre suivie et logique. Il nous apporte de vrais diamants, non pas deux ou trois, mais à la douzaine, et il en fait des colliers. Quand on aura imprimé son livre, bientôt, ce sera un beau jour pour nos lettres.

La matière de ses poèmes est simple, vaste et riche. C'est en somme la vie, la vie profonde et naturelle, celle qui ne sait pas la civilisation, mais qui connaît encore les voix de la terre. Elle est l'amour, le regret, le rêve et le mouvement. Elle est la contemplation du monde, et contemporaine de tous les âges.

Celle que chante Catullo Cearense se passe dans le *sertao*, l'immense solitude pastorale qui est au nord-est du Brésil. Là sont les vachers et les *condottieri*, gens vêtus de cuir, vivant de peu de cho-

se, dormant dans des chaumières proprettes, et courant tout le jour à cheval, chassant le bétail et parfois l'homme. Ils portent pour tout bagage une carabine et une guitare. Et ils pincent aussi bien l'une que l'autre. Leurs mœurs sont bibliques, dures et vertueuses. Quiconque voudra être des leurs devra être capable de tuer et de se faire tuer. Mais il est des choses qu'il se gardera bien de commettre, sous peine d'être assommé par les siens, savoir voler ou attenter à la pudeur. On vit en pleine chevalerie. Le respect de la propriété et de la femme est sacré. En général, à moins d'entreprise politique, ils ne tuent que voleurs et séducteurs.

Leurs femmes sont belles et douces, et ont la peau dorée, comme en Orient. Elles portent, comme en Orient, des babouches mignonnes et des fleurs dans les cheveux. Elles se baignent dans les cascades, toutes nues, mais on ne le voit pas. On les nomme Annita Bouche-de-Rose, Serafina Colibri. Le soir les cavaliers s'arrêtent, demandent l'hospitalité et chantent. Ils chantent la chasse, l'amour, le clair de lune, les voix mystérieuses et divines de la forêt. Le lendemain ils repartent, laissant parfois leur cœur. Ils sont rustiques et simples, mais jamais miséreux. Ils ont peu de besoins, une fierté digne. Leur vie est un poème antique.

Voilà pour les thèmes. Les compositions qu'en a tirées le poète sont admirables. C'est de la vie fixée. Et c'est de la grande poésie. Elle a l'image, forte, profonde, cosmique. Le poète est en communion plénière avec les choses de la terre et de l'air. Son âme est au centre de la forêt comme un écho sonore, telle l'âme de Victor Hugo au centre de tout, selon le vers célèbre.

Il vous dira l'histoire du *Bûcheron*, lequel « *abattait les arbres sans nul besoin* », par pure méchanceté, et ce malgré les avis de sa mère grand, lui enjoignant la pitié, « *car les arbres ont un cœur* ». Il est sur le point de mal finir, quand la grâce le touche et il se fait jardinier. Après avoir détruit, il élève les plantes. Il reste souvent éveillé la nuit, « *à écouter le rêve des fleurs* ». Ce petit poème est parfait, aussi bien pour la forme que pour l'inspiration toute franciscaine. Un panthéisme exquis le remplit, qui va du tragique à l'idylle la plus tendre et la plus fraîche.

Il vous dira le *Vœu*, où il nous montre des amoureux qui avaient promis au petit saint Jean d'aller entendre la messe première dans son sanctuaire, s'il veut bien fléchir un père bourru. Ils cheminent ensemble et chastement jusqu'au jour, avec un « *petit vent mignon qui joue avec les feuilles et a l'air d'aller lui aussi voir le saint* », et ils arrivent en retard, pour s'être arrêtés trop souvent dans la nuit divine à regarder les feux de joie ou à écouter les chansons des hommes et la musique des ombres. Vous y apprendrez que « *toute guitare ayant été arbre, c'est pourquoi elle vous chante si bien*

ce que les oiseaux lui ont chanté ». Le chant est chose sacrée ; celui qui sait chanter exerce une sorte de sacerdoce. Voilà pourquoi un vacher, à qui on a volé son bon cheval se demande plein d'horreur comment son voleur pouvait voler, « lui qui chantait si bien ».

Vous saurez aussi que la danse est absolument sacrée. « *Notre vie est une danse, le cœur le grand danseur ; car devant notre naissance, et jusques à notre mort, le cœur ne fait que danser.* »

On sent toujours dans la poésie de Catullo Cearense cette correspondance essentielle entre les rythmes profonds de la vie et l'art des hommes. Or, c'est la conscience spectaculaire et musicale de la beauté naturelle qui nous console, le reste n'étant que souffrance. Dans le poème de la *Terre qui tombe*, où il évoque en symbole les éboulements produits par le fleuve, et emportant maisons, bêtes et champs, il vous avertira philosophiquement que « *Dieu défait le lendemain ce que l'homme a fait la veille* », donnant un sens plus précis et plus dur à un vieux dicton. Mais surtout il y a les ravages de l'amour, l'illogisme de la femme. Celle-ci, dit le poète, — s'en vient dans la forêt vierge qu'est « *un cœur d'homme où n'a jamais pénétré le soleil de l'Amour* », abat les arbres, chasse les ombres ; puis elle plante un jardin, « *où il y a toutes les fleurs* ». Et puis un jour, en une minute et d'un geste simple, sans raison et sans pitié, elle détruit tout cela, comme le fleuve la terre qui tombe. « *La seule fleur vivante, c'est le regret.* »

Partout dans ces poèmes on trouve des images naïves et fortes, de cette force exacte qui fait songer à *l'Iliade*. En disant comment, après deux jours de galop, il a vu dans le lointain le taureau fameux dont la capture vaudra au vainqueur la main de la vierge disputée, le jeune vacher de s'exclamer : « *Ma joie fut telle que si je n'avais fermé la bouche, mon cœur en serait tombé.* »

D'autres ont une sensualité éperdue et douce qui vous ramène à la Bible :

« *Les deux brunes colombes qu'elle avait sous le corsage sentaient l'eau fraîche dans le désert.* »

« *Sa bouche était une cage de sang où sanglotait l'oiseau de sa voix.* »

« *La sueur brune de son corps avait le parfum de la terre chaude quand il commence à pleuvoir.* »

Il y a de la chevalerie héroïque dans le poème où le chasseur d'hommes nous dit avoir « *souffert plus que Jésus* » pour être resté couché toute la nuit à côté de sa bien-aimée sans y toucher le moins du monde. Pour ce il a dû placer entre eux deux une image de Notre Seigneur.

Mais il sait aussi être moderne et galant :

« *Ses yeux étaient comme l'abeille, ils avaient le miel et le dard.* »

« *Sa bouche n'était point petite, elle avait la grandeur d'un baiser.* »

Le style de ces poèmes est d'une précision et d'une sobriété peu communes dans notre littérature, encore entachée du verbalisme romantique. Ce chanteur de chansons est un grand poète, et aussi un artiste. Il possède son métier et domine son sujet. Dans la naïveté de l'inspiration, il a une façon aisée et sûre d'entrer en matière, un parler net, une grâce savante et spontanée à la fois, une familiarité jamais vulgaire, qui me font penser à l'incomparable La Fontaine.

Il sait jouer avec les mots et les images. Il transpose les vieilles idées. Au sortir d'une nuit merveilleuse il dira que le soleil est « *beau comme une lune de feu* et que « *l'aurore ressemble à sa bien aimée* », rendant par là une force plus humaine à ces rapprochements.

Son langage est le dialecte pastoral, c'est-à-dire la langue portugaise déformée par la prosodie locale, dans un sens musical et énergique (quelque chose comme le napolitain), et à laquelle s'ajoutent des mots indigènes, des expressions d'argot populaire, et aussi des formes classiques tombées en désuétude dans le parler ordinaire. C'est un fond très riche, dont le poète a tiré des effets exquis, imprévus et amusants.

Mais ce qui, à mon avis, vaut tout autant que la poésie de Catullo Cearense, c'est sa façon de l'interpréter.

Il ne dit point ses vers ni ne les déclame. Il les vit. La voix, le geste, le masque et les mouvements, tout a cette vérité, cette force spontanée et juste d'un art qui rejoint la vie. Il a l'air non-appris et il n'a rien à apprendre. Il est simple, naturel et exact comme un chant d'oiseau.

TRISTAO DA CUNHA.

BIBLIOGRAPHIE POLITIQUE

Charles Dumas : *La Vérité sur les Bolcheviki*, Edition franco-slave, 3,50. — Etienne Antonelli : *La Russie bolcheviste*, Bernard Grasset, 3,50. — Natalie Wintsch-Maléeff : *Que font les Bolcheviks ?* Lausanne, Association A. Herzen, 0,50. — L. Launat : *Lettre d'un socialiste français au président Wilson sur les conditions de la juste paix*, Picart, 0 fr. 75. — Dr M. Tourtoulis : *Conditions essentielles d'une paix durable dans les Balkans*, Lausanne, Impr. réunies, s. p. — H. A. Gibbons : *Le Sionisme et la paix mondiale*, les Amis de la Terre Sainte, s. p. — Ayn-lam-ber : *La Perse et la Grande-Bretagne*, Genève, impr. du Commerce, s. p. — Ligue pour la défense de la République portugaise à l'étranger : *La Vérité sur le Portugal*, l'Emancipatrice, s. p.

Les livres et les documents sur la révolution russe et le régime bolchéviste abondent. Il ne se passe pas de semaine sans que paraissent quelques volumes ou brochures s'y rapportant. Ce sont

tantôt les impressions de témoins oculaires, tantôt des considérations déduites de renseignements puisés à la source même. Aux livres de documentation s'ajoutent des études sur la genèse de la révolution russe ou sur sa psychologie. Tels sont le livre d'Abraham Spilberg : *Prodromes de la révolution russe*, édité à Bruxelles, en 1918, et la très curieuse étude du Dr Bajenoff : *Enseignement psychologique et psychiatrique de la révolution russe.* Claude Anet, l'infatigable correspondant du « Petit Parisien », publie le troisième volume des intéressantes observations qu'il a faites sur place, et M. Domergue, le correspondant du « Petit Journal », nous donne également ses impressions personnelles dans un volume qu'il intitule *La Russie rouge.*

Parmi la longue liste des ouvrages sur la Russie révolutionnaire trois retiendront notre attention.

La Vérité sur les Bolcheviki. L'auteur, M. Charles Dumas, ancien député socialiste de l'Allier, a passé près de quinze mois en Russie. Il s'y trouvait au moment du coup d'état bolchéviste et a pu suivre au jour le jour le développement de cette crise formidable qui menace de s'étendre au delà des frontières russes. Cependant M. Charles Dumas ne s'est pas proposé d'écrire l'histoire du régime bolchéviste. Comme il le dit lui-même, il a voulu présenter aux apologistes de ce régime, qui se trouvent un peu partout, un tableau véridique de la situation résultant de l'activité gouvernementale des bolchéviks. Et pour cela il n'a fait usage que des documents officiels des bolchéviks eux-mêmes.

Voulant mettre en garde le public contre l'identification, faite parfois, du socialisme avec le bolchévisme, l'auteur démontre que dans leur politique extérieure comme dans leur politique intérieure, dans leurs rapports envers les ouvriers et les paysans comme dans leur attitude envers la presse, en un mot dans toutes les manifestations de leur activité gouvernementale, les bolchéviks ont toujours agi contrairement à tous les principes socialistes, qu'ils foulent aux pieds ou violentent, et que leurs procédés de gouverner ne se distinguent en rien des pires de ceux qui caractérisèrent le tzarisme. Par exemple, en ce qui concerne la presse, un décret des bolchéviks stipule que « les abonnements aux journaux bourgeois et pseudo-socialistes sont supprimés. On ne les acceptera plus à la poste. Les numéros qui seraient expédiés ne seront pas délivrés aux destinataires.... Les journaux bourgeois seront soumis à un impôt pouvant aller à trois roubles par numéro, et les journaux pseudo-socialistes, tels que *Vperiod*, *Troud*, *VlastNaroda* (organes des mencheviks et des socialistes révolutionnaires) seront également taxés d'un impôt pouvant aller jusqu'à trois roubles. »

Le gouvernement bolchéviste ne pouvait s'arrêter en si beau che-

min, et comme toutes ces mesures nécessitaient un travail assez considérable, il publia un nouveau décret, toujours en vigueur, supprimant purement et simplement tous les journaux antibolchévistes. Si cette odieuse violation de la liberté de la presse n'a pas suffi pour détourner des bolchéviks toutes les fractions du parti socialiste, et s'il existe encore des groupements socialistes qui glorifient « l'œuvre admirable des soviets », il faut dire pour l'honneur de la classe ouvrière russe qu'elle n'a pas accepté sans protester l'étouffement de la presse, et une assemblée des représentants des travailleurs de Pétrograd, au nom de plus de cent mille ouvriers, a voté à l'unanimité une véhémente protestation contre un pareil arbitraire. Si, à l'atteinte portée à la liberté de la presse, on ajoute la suppression presque totale du droit de réunion, la répression des grèves ouvrières, à l'aide des fusils et des mitrailleuses, on voit ce que sont « les conquêtes de la révolution » faites par les bolchéviks.

Après avoir lu le livre de M. Charles Dumas, on reste un peu sceptique, en lisant dans celui de M. E. Antonelli, **La Russie bolchéviste**, que les bolchéviks sont très respectueux de l'opinion d'autrui. Cependant, malgré quelques petites réserves, le livre de M. Antonelli présente indiscutablement un très grand intérêt. Ecrit avec le plus grand souci d'impartialité, il sera consulté avec fruit par le futur historien de la révolution russe. Très remarquable surtout le premier chapitre, dans lequel, en un raccourci saisissant, M. Antonelli résume l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et examine les différents courants de la révolution de 1917. L'auteur a donné dans son livre beaucoup de chiffres très intéressants, qu'il est très difficile de trouver en ce moment, et qu'il a pu, étant en Russie, puiser à la source, et, en général, il a su profiter des nombreux documents qu'il avait à sa disposition.

Toutefois la complexité de la situation russe est telle qu'il est impossible qu'il ne se glisse quelque erreur dans une étude forcément écourtée. C'est ainsi que, parlant du Congrès pan-russe des paysans, qui eut lieu le 30 novembre 1917, M. Antonelli écrit :

« Le Congrès se sépare ; le procès des bolchéviks est gagné. A partir de ce moment l'hostilité des paysans n'existe plus. Ils ont compris que les bolchéviks les laisseront régler directement sur place la question agraire. Les paysans n'en demandent pas davantage. » Ecrite un an plus tôt, cette affirmation serait tout à fait exacte. Les bolchéviks ont pu accaparer le pouvoir parce qu'ils s'appuyaient et sur les baïonnettes des soldats en débandade qui ne demandaient qu'à piller ou à se mettre au service de qui paierait le mieux, et sur les masses paysannes auxquelles ils promettaient la terre, adoptant en cela le programme socialiste révolutionnaire.

Le gouvernement Kerensky avait fait également cette promesse

aux paysans, mais, toujours louvoyant et temporisant, il n'avait rien tenu. Alors les paysans, qui voyaient dans les bolchéviks des hommes résolus, capables de tout, crurent qu'avec eux ils allaient obtenir la terre convoitée, et, à ce moment, ils furent avec les bolchéviks. Mais dès le début de mars 1918, quand commencèrent à fonctionner les Comités agraires et que les bolchéviks, avec leur absence totale de sens gouvernemental, voulurent appliquer des décrets pratiquement irréalisables, les paysans se détournèrent d'eux. En effet, les bolchéviks ne leur apportaient ni une équitable répartition des terres, ni la possibilité de se procurer les instruments aratoires; les semences, ni, en général, aucune des choses de première nécessité ; et, dès ce moment, ils refusèrent de leur remettre leurs céréales en échange de papier-monnaie avec lequel ils ne pouvaient se procurer rien de ce qui leur était nécessaire. Alors des rixes sanglantes se sont multipliées sur tout le territoire russe, et ce n'est qu'à l'aide des canons, des mitrailleuses et des gaz asphyxiants que les bandes bolchévistes ont pu, en certains endroits, arracher le blé aux paysans.

Voilà donc près d'un an que la masse paysanne est violemment hostile au bolchévisme, et elle est prête à accepter n'importe quel régime qui l'en débarrassera.

M. Antonelli dit ailleurs qu'il pense que « le bolchévisme répond parfaitement aux conditions historiques du moment révolutionnaire russe ». Pour lui le bolchévisme n'est pas uniquement « un régime importé par quelques individus et imposé par quelques baïonnettes. Il a dans la mentalité sociale du peuple russe des causes plus profondes et dans les faits de l'histoire russe des raisons beaucoup plus lointaines ».

Que le bolchévisme ait des raisons très lointaines dans l'histoire russe, nous y souscrivons, mais qu'il corresponde aux conditions historiques du moment révolutionnaire russe, cela nous semble un paradoxe sans plus. Le bolchévisme a été imposé en Russie non par « quelques » baïonnettes, mais par des millions de baïonnettes ; ce n'est qu'un mouvement purement démagogique qui fait appel aux instincts les plus bas du peuple, il n'y a là rien de spécifiquement russe et avec de pareils procédés on peut introduire le bolchévisme dans n'importe quel pays.

Que font les Bolchéviks? Cette petite brochure devrait bien être répandue en millions d'exemplaires dans les milieux où sévit la propagande bolchéviste. Dans cette brochure, éditée par la section suisse de la Ligue pour la régénération de la Russie, l'auteur, Mme Nathalie Wintsch-Maléeff, n'a fait que reproduire des extraits des journaux bolchévistes, d'après lesquels est ainsi tracé le tableau de la vie actuelle dans la Russie des Soviets. Nous voyons que la plupart des usines sont fermées faute de matières premières, ou par

suite de la ruine complète des entreprises. Par exemple « dans le gouvernement de Riazan il existe une centaine d'usines. Ces usines ne travaillent pas actuellement, car une partie en est pillée, une partie abandonnée par ses propriétaires saboteurs et une partie arrêtée parce que le travail ne peut pas se mettre en train. » Ceci est extrait de l'un des journaux officiels des bolchéviks : *Biednota*.

Voici un extrait du *Pravda*, qui donne une idée de ce qu'est devenue l'instruction publique en Russie : « Voronèje, 19 septembre. Le rapport concernant l'instruction publique a montré qu'elle est dans une situation critique à cause du manque de manuels et de fournitures scolaires. La rentrée des classes a dû être renvoyée pour cette raison. » Du même journal, la note suivante concernant la doctrine pédagogique : « Le système des classes sera aboli, et les enfants seront répartis par groupes selon leurs goûts et leurs aptitudes... Les questions à l'improviste des maîtres aux élèves sont interdites. Le professeur qui désire interroger un élève doit le prévenir la veille de la question qu'il lui posera le lendemain. »

Toute cette brochure est pleine d'extraits savoureux, quelques-uns excessivement pittoresques. Ainsi, dans le journal *Biednota* du 27 décembre 1918 on trouve ceci : « Perm, 23 septembre. Dans un des districts du gouvernement de Perm, le soviet a décidé d'appliquer le principe suivant : qui ne travaille pas ne mange pas. Il a décidé de ne fournir aucun produit alimentaire à ceux qui ne travaillent pas. » Du même journal : « Les avocats de Saratov demandent au soviet local l'autorisation de fonder une savonnerie, pour gagner leur vie. Le soviet a refusé l'autorisation par ce motif qu'il n'est pas admissible que les bourgeois fassent concurrence aux ouvriers. »

On a beaucoup discuté dans la presse s'il est vrai que les bolchéviks aient décrété la « socialisation » des femmes. Nous ne savons pas s'il existe un pareil décret, mais voici le document que cite Mme Vintsch-Maléeff dans son intéressante brochure (page 10), document qu'elle emprunte au journal *Kievskaja Mysl*, du 28 septembre 1918.

Soviet ouvrier de Mourzilovka, 16 septembre 1918... Mandat au camarade Grigori Savéliev. Le soviet donne par la présente pleins pouvoirs au camarade Grigori Saveliev de réquisitionner, d'après son choix et sur ses indications, pour les besoins de la division d'artillerie, cantonnée à Mourzilovka, district de Briansk, soixante femmes et jeunes filles de la classe bourgeoise et de celle des spéculateurs, et de les livrer à la caserne.

Signé : le président du Soviet : Skaméikine.
Le secrétaire : Sabelnikov.

Comme le dit avec juste raison l'auteur de la brochure, les mots manquent pour commenter un pareil décret.

J.-W. BIENSTOC.

§

La période de négociations où nous sommes entrés a donné naissance à toute une floraison de publications qui correspondent à cette littérature de pamphlets, qui avait tant d'importance autrefois et qui en a si peu aujourd'hui, maintenant que la presse quotidienne est souveraine maîtresse de l'opinion.

Dans une Lettre au président Wilson **sur les conditions de la juste paix**, un socialiste français, M. L. Launat, « critique, du point de vue philosophique, politique et économique, la doctrine wilsonienne ». Tout socialiste qu'il est, M. Launat est encore trop nationaliste et trop français pour ne pas avoir quelques-uns des préjugés si dominants dans notre pays au sujet de la Société des Nations. Il croit qu' « il n'y a de progrès et même de vie possibles, pour les nations comme pour les individus, qu'au prix de heurts, d'écrasements et d'éliminations partielles ou totales ». Tout en reconnaissant que l'évolution mondiale tend à « la réduction des antagonismes, au progrès de l'unité de la vie universelle », il croit qu'« aussi longtemps qu'il y aura sur la terre des races, des nations et des langues distinctes, le travail d'unification du genre humain comportera des retards générateurs de crises et des explosions de violence aboutissant à des dénouements subits ». D'après lui, ce n'est que si « l'intelligence commune des hommes et des peuples s'élève à un assez haut degré pour comprendre le besoin impérieux d'ordre qui est au fond tout le mécanisme de la vie universelle », que l'on pourra arrêter cette « évolution naturelle » de l'humanité vers l'unification par la destruction. M. Launat mêle à ces conceptions philosophiques par trop optimistes l'expression de revendications peut-être exagérées pour la France et des cris de vengeance contre l'Allemagne. C'est au contraire la conviction du président Wilson (et rien n'est plus juste) que la Société des Nations ne peut s'établir que si chacun est modeste dans ses revendications et renonce à toute vengeance. Mais l'opinion a encore du chemin à faire en France avant de reconnaître que c'est l'intérêt de tous (et particulièrement le nôtre) de sacrifier les objets des passions qui ont inspiré les luttes acharnées de la veille, afin d'éviter aux générations qui vont suivre le retour de catastrophes comme celle que nous venons de subir.

Dans une brochure sur les **Conditions essentielles d'une paix durable dans les Balkans**, le Dr M. Tourtoulis montre qu'un tracé équitable des frontières des peuples qui les habitent est la première précaution pour éviter de nouvelles crises. « Sous aucun prétexte (droit de conquête, souvenirs historiques), un territoire ne doit appartenir à un Etat étranger aux habitants de ce territoire. » De plus, la liberté de langue et de religion devra être garantie

aux minorités. — Nous irons plus loin que le Dr M. Tourtoulis : ces principes devraient être imposés partout.

Dans **Le Sionisme et la paix mondiale**, un généreux Américain, Herbert Adams Gibbons, s'élève contre l'idée de créer un Etat juif en Palestine, sous le protectorat de l'Angleterre. Il y voit une manœuvre de celle-ci. M. Balfour, dans une lettre du 2 novembre 1917 à Lord Rothschild, ayant déclaré « les sympathies » du cabinet britannique « pour les aspirations sionistes », Mr. Gibbons proteste au nom des 630.000 non Juifs de la Palestine, dont 550.000 forment un solide bloc musulman de langue arabe : ils voient avec indignation cette tentative de les subordonner aux 100.000 représentants palestiniens d'une race détestée et méprisée par eux, et leurs sentiments trouvent un écho dans leurs coreligionnaires du monde entier. La brochure est imprimée aux frais des Amis de la Terre Sainte, preuve de l'intérêt passionné que les catholiques français portent à cette question. Les vœux de nombre d'entre eux ont trouvé une expression dans une autre brochure de M. Jules Bernex sur **La Grande Peine de la Palestine**. Il demande : « Ou la Syrie intégrale sous l'égide de la France, ou la Palestine indépendante avec la Belgique pour gardienne de la Charte de la Ligue des Nations. » Il faut espérer que le gouvernement français ne sera pas assez imprudent pour soutenir un pareil programme. Soutenir les Juifs et les Chrétiens en Palestine et en Syrie demande des forces et des sacrifices pécuniaires que nous sommes hors d'état de faire. Seule l'Angleterre le peut. Elle y a, par suite de l'occupation de l'Egypte, un intérêt puissant. En cherchant à résoudre la question de la Palestine et de la Syrie, il faut s'appliquer avant tout à ne pas inquiéter les intérêts anglais et à ne pas imposer de nouvelles charges à notre malheureuse patrie qui fléchit sous celles que le passé et la guerre lui ont léguées.

Dans **La Perse et la Grande-Bretagne**, Ayn-lam-Ber fait connaître les aspirations de la Perse. Elles sentent fort le bolchévisme, dont la caractéristique est le vol du créancier par le débiteur.

Qu'on en juge :

> Il existe, dit-il, un grand nombre de traités et de concessions absolument incompatibles avec notre indépendance, notre liberté économique et nos intérêts vitaux. Les uns doivent être annulés, les autres révisés.

L'auteur étaie ses desiderata sur un récit tendancieux des complots russes et anglais contre la Perse. En particulier, ce qu'il dit des convoitises russes sur sa patrie, est complètement faux. Certes, on peut trouver quelques écrivains russes ayant demandé la conquête de la Perse en totalité et en partie, mais le gouvernement russe depuis 1812 n'a jamais poursuivi une politique de ce genre. En par-

ticulier, le tsar Nicolas Ier (le pangermaniste Schiemann, qui a eu tous les documents russes à sa diposition, a dû le reconnaître) s'est toujours anxieusement abstenu de tout engagement avec la Perse et l'Afghanistan de crainte d'inquiéter l'Angleterre. La politique anglaise, moins timide, n'a pas été en somme fort différente. La Perse a emprunté contre garanties : elle doit faire honneur à ses engagements. Quant aux privilèges spéciaux concédés aux étrangers, ils sont la conséquence de la légitime méfiance qu'inspire à ceux-ci la mauvaise administration du pays. Que les Persans l'améliorent, et les étrangers renonceront à leurs privilèges en Perse comme ils y ont renoncé au Japon.

Ayn-lam-Ber demande aussi la « neutralisation » de la Caspienne.

Dans **La Vérité sur le Portugal**, la Ligue pour la défense de la République portugaise à l'étranger nous fait connaître les manœuvres du Dr Sidonio Paes pour réduire peu à peu et faire finalement cesser l'appui prêté aux Alliés par la République portugaise. Ayant discontinué l'envoi de renforts au corps expéditionnaire portugais, il arriva à ses fins. En avril 1918, ce corps était incomplet de 139 officiers et 5.702 soldats. Attaqué par les Allemands, il éprouva un désastre, et cessa de compter, faute de renforts. Le germanophile Sidonio Paes, devenu dictateur grâce à l'appui de troupes qui l'avaient aidé à son pronunciamento pour ne point aller en France, avait réussi la première partie de sa tâche. La seconde partie semble avoir été le rétablissement de la monarchie. La victoire des Alliés et la mort de Paes empêchèrent celui-ci de l'accomplir.

Nourrie de faits et de documents, cette brochure est elle-même un document historique important.

E. LALOY.

OUVRAGES SUR LA GUERRE ACTUELLE

J. Aulneau : *Au front britannique*, la Renaissance du livre, 3 fr. 50. — Pierre Nothomb : *Etapes du nationalisme belge*, Van Oest, 3 fr. 50. — J.-H. Rosny : *Confidences sur l'amitié des Tranchées*, Flammarion, 3 fr. 50. — Lieutenant Marc : *Notes d'un pilote disparu*, Hachette, 3 fr. 50.

A « la Renaissance du livre » M. J. Aulneau vient de publier un curieux volume : **Au front britannique**, qui est à la fois un tableau et un récit, — le tableau de la France dans la région du nord où l'on s'est battu, l'organisation des troupes, les incidents de la vie sur le front que se disputent les adversaires. On voit au cantonnement les troupes anglo-australiennes dont il est plutôt curieux en somme d'étudier le tempérament et le caractère, et l'auteur note des choses qui tiennent à la race. L'Australien, comme l'Anglais en général, donne le maximum de travail en un temps donné, pour obtenir ensuite la plus grande somme de repos possible. C'est le contraire

du Français qui musarde facilement et trouve que c'est toujours « autant de pris ». L'auteur décrit l'organisation du contingent, — aux détails curieusement pratiques, — et se trouve comparer le caractère anglais en général avec celui des officiers australiens. Certains, d'ailleurs, voyaient clair à ce moment dans la conduite des opérations, car M. J. Aulneau donne la conversation pleine de bons sens où se trouve mêlé un des chefs de troupes, et qui déplore le manque d'unité chez les Alliés, — travers qui fut bien une des causes de la prolongation de la guerre. On parle ensuite des jeux, — courses, sports, amusements divers, — dont certains, comme le cricket et le foot-ball, passionnent surtout les Australiens. L'offensive anglaise cependant se prépare, alors que les Allemands ramènent des confins de la Russie toutes les forces disponibles. Bientôt les troupes montent vers les Flandres, et l'on nous décrit curieusement le pays qui s'étend vers la Lys, l'Escaut, vers Furnes, Nieuport et Dixmude, — étendue plane où se lèvent quelques clochers, de grandes fermes, des arbres rares. Mais le pays, dès qu'on y pénètre, et à mesure qu'on s'éloigne de la côte, apparaît boisé, parsemé de collines, — et l'auteur en donne une description qui se trouve d'ailleurs une des bonnes pages du livre. Il parle encore du mont Cassel, d'où l'on a une vue admirable sur toute cette région, — puis de la grande offensive anglaise, que contraria un temps si désastreux qu'on put en accuser le bon vieux Dieu des Boches. Plus loin le volume décrit encore l'aspect des Flandres du côté de Cassel, d'Hazebrouck, de Bailleul, d'Estaires, divers endroits où l'on continuait à traiter le lin, malgré la proximité de l'ennemi. La vie en définitive ne cessait pas dans la région ; on s'y occupait encore de la fabrication de la bière, des filatures et tissages — et les habitants refusaient de partir. Entre temps sont donnés quelques détails sur les gaz envoyés par les Allemands, — le gaz moutarde, entre autres, — qui fit d'odieux ravages dans nos lignes et parmi les agglomérations du pays. Mais quand même la culture se poursuivit, — jusqu'à quelques centaines de mètres des lignes allemandes. On peut dire cependant que toute cette région du nord a souffert dans ses industries vitales, — et le récit de M. J. Aulneau indique bien que ce résultat fut véritablement cherché par les Allemands. Armentières, où semblent se passer divers épisodes du récit, fut ruiné au moment de la grande offensive anglaise en 1917, — qui se porta du côté d'Ypres. On suit un moment les troupes qui pénètrent en Belgique en passant sur des routes de boue. Le campement établi, il y a encore là de curieuses conversations au dîner des officiers, — au moment de l'avance sur Paschendaele, — mais où l'auteur, je crois, prête une bonne partie de ses idées aux interlocuteurs. Ensuite il y a même une discussion à propos de la Société des Nations et ses déboires probables. Le soleil enfin se lève sur

les ruines d'Ypres. Le bombardement continue et les pièces anglaises répondent aux pièces allemandes. On nous parle cependant de la vie dans les abris et des délicieuses tonalités que prend le ciel de Flandre, — pour en venir aux paysages et cités d'Australie, lorsque les combattants ont le regret de leur terre natale, et le récit s'achève lorsque deux des officiers sont tués sur leurs pièces par l'artillerie de l'ennemi. La dernière partie du volume nous transporte aux mines de charbon, — entre Béthune et Arras, — et, comme dans les vieilles histoires, tout finit par un mariage.

Il est difficile toutefois de rendre l'impression de ce livre, qui est « à côté de la guerre », bien que la bataille demeure toujours voisine. Mais il mérite d'être lu s'il s'analyse difficilement, et vaut par l'abondance des faits, des observations, des tableaux, des récits qu'il consigne. Comme un roman il présente un personnage, — dont on ne connaît pas le nom et qui peut être l'auteur lui-même, — et qui se retrouve de divers côtés. C'est l'attaché français, qui se mêle ou assiste aux conversations, observe, note. — Les événements actuels nous auront du reste permis d'étudier, avec bien d'autres choses, la mentalité des Australiens, — ailleurs qu'en des livres de voyage, toujours un peu superficiels par l'abondance même de ce qu'ils ont à rapporter, — et le rapprochement des races ne sera peut-être pas un des bénéfices les moins curieux que nous devrons à la grande guerre allemande.

Le volume de M. Pierre Nothomb : **Etapes du Nationalisme belge**, est un recueil d'articles publiés dans *le Correspondant*, *la Revue Hebdomadaire*, *le XXe siècle*, etc., et dont on peut dire qu'ils nous montrent la Belgique, qui existait comme Etat, se formant comme peuple et acquérant son unité du fait de la guerre qui devait la réduire à l'état de province allemande. — Lorsque parvint l'ultimatum de l'Empire et qu'on sut la réponse du gouvernement royal, dit M. Pierre Nothomb, ce fut l'ivresse de crier notre délivrance ; on savait enfin qu'on avait l'Allemand pour ennemi, dont on sentait depuis longtemps la menace sourde à travers les témoignages d'hypocrite amitié. La guerre fut de suite populaire, — malgré l'extrême disproportion des forces, — et tout ce qui était jeune accourut pour prendre les armes. En une heure, aussi bien, Bruxelles fut pavoisé. — Puis ce fut la résistance de Liége, qui enthousiasma le pays, — et, à côté, les méfaits de l'invasion, dont il est resté un document inattaquable, les *Rapports de la Commission d'enquête*, — analogues à des publications françaises que nous avons analysées précédemment, et qui témoignent toutes de la sauvagerie des agresseurs. M. Pierre Nothomb établit ensuite dans quelles conditions fut formé le royaume de Belgique et le rôle que lui fit jouer autrefois la jalousie de l'Europe contre la France. Le malheur du pays

avait été complété par une diminution de son territoire. Pour l'empêcher, le cas échéant, de se retourner contre la Prusse, on lui enleva le Luxembourg avec la Moselle et Maëstricht sur la Meuse. Les traités de 1839 fermèrent par un arrangement avec l'Europe, et spécialement la paix avec la Hollande le cercle étouffant de la neutralité. — La Belgique s'occupa dès lors de progrès industriel et se perdit en querelles intestines, tant qu'elle en vint à regarder son armée comme un organisme inutile. Mais des changements s'opérèrent enfin, à l'époque contemporaine, dans les idées de la masse et poussèrent le pays à revendiquer la place à laquelle il a droit, — à se déclarer contre l'Internationale, que M. Pierre Nothomb appelle « un mouvement artificiel et monstrueux ». L'attaque allemande, en somme, fut pour le peuple belge la libération. Dès lors il devait faire table rase de toutes les conventions, de tous les traités, et le pays pouvait être. Le pacte du Havre, après la résistance de 1914, fut la consécration de l'indépendance belge.

Je donne le sens de quelques-uns des articles qui composent ce recueil, — qui pourront sans doute être discutés, qui raisonnent avec le résultat obtenu, mais indiquent les aspirations de la Belgique de récupérer maintenant les provinces perdues, tandis qu'on indemniserait la Hollande des territoires pseudo-allemands de la Frise orientale, de l'Ems et du duché de Clèves. Ce recueil d'articles, repris et constitués en corps de doctrine, est suivi d'une suite de portraits : le roi Albert, la reine Elisabeth, l'historien Pirenne, le cardinal Mercier, — qui demeurent les grandes figures de l'épopée actuelle, — et pour finir il est parlé du Congo belge.

De M. J.-H. Rosny on peut indiquer encore une curieuse publication : **Confidences sur l'amitié des tranchées**, — amitiés souvent précaires, ébauchées parfois seulement et que viennent interrompre le départ, les changements de lieu, et sinon la mort, du moins la grave blessure qui retient loin du front. L'enquête entreprise par M. J.-H. Rosny et qui devait paraître dans le *Bulletin des Armées* (déc. 1917) dut être ajournée avec la fin de cette publication. Les lettres reçues, après un premier choix, ont été réunies en un volume et simplement précédées de quelques lignes de présentation. L'amitié, ou plutôt la camaraderie des tranchées, c'est un peu ce qu'on appelait autrefois la « fraternité d'armes », car le fait ne date pas de la guerre présente. M. J.-H. Rosny a donné dans ce volume une quarantaine de lettres se rapportant au sujet, la plupart curieuses et qui constituent une première publication. Mais on est bien forcé de convenir que la plupart ne dépassent pas une honnête médiocrité. Elles émanent, en effet, de gens qui savent difficilement s'exprimer pour la plupart, et surtout en un cas de psychologie. Il en est pourtant qui analysent assez finement les sentiments éprouvés,

— l'attirance de deux êtres qui vont se confier l'un à l'autre, espoirs, chagrins, enthousiasmes, deuils. Certaines sont édifiantes ; d'autres parlent de dévouement, d'une affection brusquement éprouvée, — si l'on peut mettre à part l'aventure de ce pauvre diable de réserviste, retrouvant un fils que, par suite de circonstances bizarres, il n'a jamais vu depuis sa naissance. Une lettre indique encore que des dangers communs dans lesquels on s'est trouvé sont souvent à la base d'une amitié durable. « L'amitié des tranchées, dit l'auteur, n'est pas égoïste ; c'est le don de soi à l'autre, à l'ami ; ce n'est pas le don de l'autre à soi-même qu'on récompense. » Un autre rapporte qu'à l'origine d'une amitié de ce genre il y a souvent le plaisir de parler du pays avec un compatriote. Certains encore font brusquement des confidences par besoin de s'épancher, de s'ouvrir, de raconter leurs affections ou leurs peines. Il en est qui ont le pressentiment de leur fin et se désignent un successeur, — celui qui les remplacera près de l'ami qui va les perdre. Une des meilleures pages du livre est une dissertation d'un M. Henri W... sur le sentiment en cause. Beaucoup de lettres à côté de cela disent des banalités, ressassent des lieux communs. L'un pourtant fait observer non que la guerre ait augmenté ou diminué l'amitié, mais surtout lui a donné un cadre. Il y a aussi une curieuse lettre venue du corps expéditionnaire d'Orient et qui parle du rôle du général Bailloud et de l'affection réelle et bien méritée que lui vouèrent ses troupes. Mais en fait toute cette correspondance est assez difficile à classer et l'on s'explique qu'elle soit, en somme, donnée pêle-mêle. Certains, d'ailleurs, ont fait observer assez justement que l'amitié sur le front était plus vive au début de la guerre, en 1914, qu'elle ne le devint par la suite. C'est que les sentiments humains ne sont pas éternels, et l'on peut dire qu'en bonne psychologie c'est surtout le contraire qui devrait surprendre.

La librairie Hachette publie encore des **Notes d'un pilote disparu** (1916-1917) par le lieutenant Marc, qui donne le carnet — expurgé — du lieutenant X..., dont le témoignage indique que tout n'était pas pour le mieux dans le monde de l'aviation et que l'Allemagne, bien qu'on n'ait jamais voulu en convenir, avait sur nous, — à ce moment du moins, — une véritable supériorité. La F. oo, c'est l'escadrille appelée de Champagne à Verdun (mai 1916), et l'auteur décrit l'organisation, — ou plutôt le manque d'organisation du camp ; le personnel, — où se trouvaient trois chiens, une petite chouette et une pie, — et enfin le caractère de chacun des membres de la troupe. L'installation faite, il est envoyé en reconnaissance sur Verdun et il décrit l'aspect du champ de bataille, vu de son bord, — la terre grêlée de trous d'obus, d'abord espacés et qui finissent par se recouvrir et se confondre ; le sol formant une plaie ouverte sur

vingt kilomètres de large et dix de profondeur, couleur de glaise et de terre fraîche. Sur cela, les villages étaient détruits et effondrés ; les forts apparaissant comme des fantômes géométriques rongés par les entonnoirs ; l'étang de Vaux semblant comme une flaque indécise et bourbeuse ; les ruisseaux se perdant sur le sol et les bois hachés, coupés, détruits ombrant à peine la terre de leurs troncs lamentables. Les deux infanteries, ajoute-il, sont perdues dans ce décor lunaire. Sans abris, sans tranchées, coupés pendant le jour de toute liaison avec l'arrière, les fantassins sont couchés dans les trous des marmites suivant une ligne indécise que les combats déplacent chaque jour. — Le lieutenant X... raconte ensuite des histoires de bombardement, parle du travail habituel de l'arme, de ses opérations journalières ; des combats acharnés qui se trouvent livrés sous la ville et du rôle des saucisses, — le tout avec des chances et des alternatives diverses. La seconde partie du volume parle de la N. 705, escadrille de chasse. Il se trouve dans l'Aisne, en Champagne, — puis finit par passer dans le Nord et opérait du côté de Dunkerque, sur le front de Flandre, lorsqu'il fut tué le 6 août 1917, — tout au moins porté disparu, — son appareil étant tombé en flammes dans la forêt d'Houthulst. Mais on sait que les aviateurs finissent assez rarement dans leur lit. Ses notes retrouvées, — journal de route, impressions hâtives, — feuilles éparses sur sa table, — ont servi à constituer ce volume, mais d'où l'on a retiré les choses relatives à la vie privée de l'auteur ou des critiques qui semblaient trop acerbes, — car le lieutenant X... avait son franc-parler, ne marchandait pas la critique, et nous sommes dans une période où l'on ne peut encore tout dire, — surtout, comme dit l'avertissement, ce qui pourrait choquer « des personnes ou des institutions ».

CHARLES MERKI.

A L'ÉTRANGER

Allemagne.

POUR L'UNITÉ NATIONALE. — La *Gazette de Cologne*, dans un article de fond publié le 28 mars, a appelé M. Scheidemann « le fossoyeur de l'unité allemande ». C'était le lendemain du jour où le premier ministre de la République impériale, parlant à l'Assemblée nationale de Weimar, annonçait le dépôt d'un projet de loi, en vue de l'institution d'un tribunal d'Etat, devant lequel seraient appelés à comparaître les chefs militaires responsables de la défaite. Le dimanche précédent, au cours des manifestations contre le morcellement de l'Allemagne, le général Ludendorff avait été acclamé dans les rues de Berlin et c'est l'ancien quartier-maître que M. Scheidemann prétend surtout atteindre. L'idée d'une Haute Cour

qui instruirait le procès de la guerre a soulevé les protestations unanimes des organes de droite et la *Gazette de Cologne* n'a pas manqué de joindre sa voix à celle de ses confrères berlinois. Elle s'indigne de voir un représentant de la nouvelle Allemagne s'en prendre au chef militaire qui, naguère encore, était l'idole du peuple. Aux heures tragiques qu'ils vivent en ce moment « les Allemands doivent d'être un peuple de frères » ; leur premier devoir est de faire cause commune. « M. Scheidemann a péché contre ce devoir imposé par le danger et il n'y a pas de plus grand sacrilège que celui dont il s'est rendu coupable en prononçant son discours d'hier. » Si l'on s'en prend aux généraux, il faut aussi amener les politiciens à la barre, ceux qui, par leur politique à l'intérieur, ont contribué à amener la catastrophe. « Alors l'action judiciaire contre Scheidemann et ses compagnons ne pourra pas se faire attendre longtemps. » Mais, après avoir proféré cette menace, la *Gazette* tient à montrer qu'elle ne veut à aucun prix de la Haute Cour :

Nous considérons, et nous l'avons souvent répété, *cette rage de chercher des coupables, dans ce moment de calamité nationale, comme un dangereux ravage qui atteint notre propre santé nationale.* L'organisme populaire ne peut pas guérir, si l'on fouette sans cesse ses nerfs par une agitation continue. C'est pourquoi des discours comme celui que M. Scheidemann a prononcé hier empoisonnent la santé populaire, ils brisent la concorde du peuple allemand, cette concorde qu'il faut maintenir vis-à-vis de l'étranger.

Il convient donc de passer l'éponge sur les responsabilités pour ne pas troubler la conscience du peuple allemand ! De pareilles énormités s'impriment sur les bords du Rhin, « sous le contrôle des autorités britanniques », ainsi qu'il est spécifié en manchette de la *Gazette de Cologne.* Mais la feuille rhénane a poursuivi sa campagne pendant tout le mois, accusant le gouvernement d'avoir rompu l'unité nationale en accaparant la révolution au bénéfice d'une classe. Le 4 avril elle a dressé le « bilan des fautes », dont elle rend responsable à la fois le groupe Ebert-Scheidemann et ses collaborateurs du centre et du parti démocratique.

L'accusation doit prendre pour base le fait que les potentats socialistes, bien qu'ils aient toujours prétendu qu'ils gouvernent au nom du peuple allemand, n'ont pas craint, aux heures les plus difficiles, de faire dévier la Révolution qui avait, avant tout, un caractère politique, en une victoire de classe qu'ils veulent exploiter économiquement. Les chefs des socialistes majoritaires, en rivalisant avec les indépendants, pour aviver, dans les masses, la conscience et la haine des classes, ont ébranlé, de la façon la plus grave, le sentiment de la communauté entre les membres d'un même peuple.

Par sa faiblesse et sa complaisance vis-à-vis des éléments de désordre, le gouvernement a ébranlé l'autorité de l'Etat et de la conscience de la solidarité nationale.

Depuis l'ouverture de l'Assemblée nationale et la formation du cabinet Scheidemann, poursuit la *Gazette*, on a tenu à Weimar beaucoup de discours pour la galerie, tandis que dans le district de la Ruhr, à Dusseldorf, dans l'Allemagne moyenne, à Berlin et dans la Silésie supérieure, les spartaciens pouvaient continuer, sans encourir presque aucune pénalité, à détruire, par les grèves et la terreur, les nécessités vitales du peuple allemand. Dans cet état de danger extrême, le gouvernement et les socialistes majoritaires ne veulent toujours pas prendre pleinement conscience de leur devoir...

Ainsi, tout en prêchant l'union, l'ancien organe national-libéral s'efforce d'affaiblir la position des gens de Weimar. Fait-elle le jeu des spartaciens en minant les derniers vestiges d'autorité qui subsistent en Allemagne, avec le dessein caché de projeter du désordre pour contribuer à la restauration de la monarchie ? A lire certains journaux pangermanistes de Berlin on pourrait croire qu'il s'agit d'une campagne concertée, dont le but est trop visible pour qu'on puisse s'y tromper. Mais les attaques qui viennent de gauche ne sont pas moins violentes. Le ministère Scheidemann ne se maintient que grâce à l'appui du militarisme, déclare tous les jours la *Freiheit*, et le gouvernement s'appuie exclusivement sur les troupes disciplinées de Noske. La poigne de fer du ministre de la défense devient un objet d'horreur pour les libertaires des faubourgs de Berlin.

L'Allemagne, abandonnée à elle-même, en proie à tous les déchirements, est dévorée de rancœur. Elle ne veut pas avouer ses fautes, alors qu'en s'humiliant elle trouverait la voie qui conduit au relèvement. Des responsabilités de la guerre il convient de ne pas parler. C'est un mauvais cauchemar qui aurait dû finir beaucoup plus tôt. Mais comme la situation du pays est abominable, il faut bien qu'il y ait des causes à cette terrible situation. Est-ce Scheidemann qui est le coupable ? Sont-ce les spartaciens qui sèment partout le désordre et la terreur ? Au lieu de récriminer sans cesse contre les hommes qui portent le poids des misères du temps ne serait-il pas plus sage de reconnaître que l'Allemagne a été battue, à la suite d'une longue guerre déchaînée par elle, et qu'il s'agit maintenant de s'arranger à liquider la guerre sans trop de dommages ?

La *Gazette de Cologne* prédit les pires catastrophes. Le 1er avril, dans un article intitulé « Sombres nuages », elle annonçait que l'Allemagne est plus près du bolchévisme qu'on le croit généralement. L'Assemblée nationale venait de s'ajourner, et, comme on annonçait pour le 8 avril la convocation du 2e Congrès des Conseils d'ouvriers et de soldats, l'organe rhénan se demandait si la possibilité existerait encore, après cette date, de jamais réunir cette Assemblée à Weimar. Or, des Conseils se sont réunis à Berlin le 8, ainsi qu'il avait été prévu, et ils ont siégé toute la semaine, sans que les désor-

dres annoncés par les pessimistes se fussent produits. Noske veillait et des précautions militaires extraordinaires avaient été prises, de telle sorte que tout mouvement d'insubordination eût été impitoyablement étouffé dans le sang. Et, à Weimar aussi, dès le surlendemain, on a pu recommencer à travailler et à prononcer, pour la galerie, une série de nouveaux discours.

Il est vrai que, dans l'intervalle, la République des Conseils avait été proclamée à Munich. Situation compliquée et dont les éléments se modifient tous les jours. A Berlin on a affecté de rire de cette nouvelle révolution, conçue et exécutée par des « révolutionnaires de brasseries », qui prennent au sérieux les maximes de la « dictature du prolétariat ». Mais l'embarras n'en a pas été moins grand dans les milieux gouvernementaux, car il est impossible de faire intervenir les troupes de l'Allemagne du Nord dans les affaires de Bavière et il n'existe aucun moyen de contrainte pour ramener les bolchevistes de Munich au respect du suffrage universel. Provisoirement le gouvernement régulier de la Bavière que dirige M. Hoffmann, socialiste majoritaire, s'est réfugié à Bamberg, où sa position est assez solide, car il maintient sous son autorité la Franconie et la Souabe bavaroise. En Wurtemberg et dans l'Etat de Bade l'opinion est fortement opposée à la dictature des Conseils, et il n'est pas impossible qu'une entente entre les deux gouvernements n'aboutisse à une action commune contre les trouble-fêtes à Munich.

Mais, étouffé dans le sud, le mouvement ne tardera pas à reprendre dans un centre quelconque du territoire allemand. Le « poison corrosif qui ronge l'unité », et dont parlait récemment la *Gazette de Francfort* poursuivra ses ravages, tant qu'une barrière solide n'empêchera pas les idées russes d'exercer leurs dangereuses suggestions sur les masses allemandes. Tous les jours, les quotidiens apportent des renseignements sur des coups de mains qui, à Dusseldorf ou à Essen, à Hanovre ou à Magdebourg, troublent l'ordre public. A Leipzig, on compte maintenant une moyenne de 108 vols avec effraction, par jour. A Francfort, les spartaciens ont failli se rendre maîtres de la ville. La *Gazette* nous a fourni les détails les plus horrifiants sur les excès qui se sont produits le 31 mars. Des bandes armées ont pillé le palais de justice, détruit et incendié les dossiers de nombreuses affaires en cours. Des magasins de vivres et d'habillements ont été vidés de tout leur contenu, et chez certains particuliers les pillards ont trouvé d'énormes quantités de provisions de bouche dont ils se sont aussitôt emparés. Le lendemain les magistrats ont siégé en civil, parce que leurs robes avaient été volées. Le propriétaire d'une importante maison de confection, juif considérable et considéré, s'est donné la mort, parce qu'il se savait irrémédiablement ruiné par les pillages. La répression a été sanglante. Les vêtements et les denrées

ont été amenées à la présidence de police ; ce sont des monceaux de boîtes de conserves, des articles de bijouterie, de la literie, des objets de toilette. Chez une femme on a trouvé toute une collection de chapeaux. Trois cent cinquante parmi les « principaux pillards » ont été mis sous les verrous. Certains fonctionnaires ont dû écrire aux journaux des lettres embarrassées pour expliquer par suite de quelles circonstances on a pu voler à leur domicile tant de mangeaille. L'Allemagne meurt de faim, soyez-en convaincu.

Le récit détaillé de ces petites émeutes, avec abondance de détails pittoresques, ne tranquillise pas le philistin allemand qui chaque jour peut s'attendre à voir se répéter chez lui les scènes qu'il trouve retracées dans son journal. Il n'en continue pas moins à philosopher sur la révolution, à émettre des hypothèses sur l'organisation future de l'Allemagne. « Bolchévisme contre particularisme », voilà l'un des termes du problème. L'autre s'appellera : « bolchévisme contre démocratie ». La *Gazette de Francfort* du 8 avril, à propos du deuxième Congrès des Conseils, se demande s'il sera possible d'enfermer les vastes aspirations du prolétariat organisé dans les limites d'une « Chambre de travail » qui n'exercera sa compétence que dans des questions de production et de législation du travail, en laissant aux élus du suffrage universel le soin de légiférer en matière de politique générale, ou si le pays se soumettra à la tyrannie d'une classe qui veut détourner à son avantage les bénéfices de la Révolution :

Dictature ou démocratie, gouvernement des conseils ou Assemblée nationale issue du suffrage égal, c'est la question importante qui se pose. Il faudrait, à vrai dire, la formuler plutôt autrement. Car la décision dont il s'agit est la suivante : Après la victoire de la première Révolution, nous pouvons réaliser les buts qu'elle nous propose en développant d'une façon pacifique et législative les nouveaux droits politiques que nous avons acquis. C'est une tâche qui pourra occuper des dizaines d'années... Ou bien la haine, le désespoir, les déceptions et les espoirs chimériques, excités par des fanatiques et des bienfaiteurs qui offrent des formules de bonheur universel, peuvent pousser les plus décidés à une nouvelle, à une seconde révolution, qui sera d'autant plus dictatoriale qu'elle saura qu'elle n'a qu'un temps...

On sait déjà, en Allemagne, quels ravages accomplira cette révolution. « Le bolchévisme, c'est l'*Ersatz* de la démocratie », comme le dit, sans aucune arrière-pensée ironique, le *Vorwaerts*, dans un article sur les affaires de Russie. La substitution à un régime relativement stable d'un régime de terreur, dont on peut tout craindre, inquiète à la fois les théoriciens de la démocratie, épris des formules qui tendent à une socialisation par étapes, et les bénéficiaires des événements du 9 novembre qui comptent bien tirer profit du

coup de surprise dont ils ont eu jusqu'à présent tous les avantages. Nous aurions tort, cependant, de nous imaginer que le spartacisme, en désorganisant l'Allemagne, développerait les idées séparatistes. L'installation d'un gouvernement fort, dans chacune des anciennes capitales des Etats confédérée, est pour nous la plus sûre garantie pour le maintien du particularisme allemand. Il suffit de rappeler l'opposition des Etats du Sud aux tendances unitaires de l'Assemblée de Weimar. Les représentants des gouvernements de Bavière, de Wurtemberg, de Bade et de Hesse, dans une conférence tenue à Stuttgart le 29 mars dernier, ont protesté contre les dispositions du projet de Constitution actuellement à l'étude, lesquelles « affaibliraient la force des Etats qui composent l'Empire ».

La « seconde Révolution », la révolution des Conseils, si elle se produisait dans toute l'Allemagne, balayerait les derniers vestiges de particularisme. Gardons-nous donc de chercher dans l'aventure bolchéviste de Munich des traces d'aspirations séparatistes. La République bavaroise des Conseils ne se met en opposition avec Berlin que parce qu'elle défend d'autres conceptions politiques et sociales. Elle tend à propager ses doctrines dans l'Allemagne tout entière et ses doctrines n'ont rien de particulièrement bavarois. Si le spartacisme prenait pied au Nord comme au Sud, à l'Est et à l'Ouest, c'est alors que les dernières barrières du particularisme seraient renversées et que nous nous trouverions en présence d'un Etat vraiment « unitaire ».

HENRI ALBERT.

§

Belgique.

Notre situation économique est extrêmement difficile. Peut-être nos Alliés et notre « associée », l'Amérique, pourraient-ils nous aider davantage, non pas seulement d'une manière directe, mais aussi en faisant pression sur l'Allemagne pour qu'elle nous indemnise, sans retard, des dégâts qu'elle a commis chez nous et que nous puissions récupérer tout de suite l'outillage, les matières premières, le cheptel qu'elle nous a volés ou, tout au moins, en reprendre l'équivalent.

Pendant près de cinq ans, la Belgique a été coupée de l'Europe civilisée.

Une foi ardente dans la victoire, malgré l'atmosphère empestée par l'occupation, une confiance absolue dans nos Alliés et dans notre « associée », un sentiment presque mystique de la justice internationale, un souffle irrésistible qui balayait tous les souvenirs et toutes les notions de l'ingratitude des puissants enregistrés par notre longue histoire, tels furent les facteurs moraux de notre résistance nationale.

Vint l'armistice.

La réalité crue succéda à l'héroïque cauchemar.

Nos grands Alliés et notre grande « associée » perdirent beaucoup de temps. Du moins, depuis, à partir de fin novembre 1918, les Belges en jugèrent-ils ainsi. Notre pays avait tant et si longtemps donné de lui-même dans un élan de désintéressement total et, par suite de son long arrachement des Nations libres, possédait si peu d'éléments pour apprécier la situation complexe où se débat le Monde, qu'il ne comprit pas que le premier souci de nos Alliés et de notre « associée » n'eût pas été de panser les plaies, qui avaient si généreusement saigné pour le salut commun.

Peut-être fûmes-nous injustes ; mais, en bon droit concret, n'étions-nous pas fondés, après le 11 novembre 1918, à penser enfin un peu à nous-mêmes ?

La guerre eût duré plus longtemps que le moral belge eût tenu. Cependant, la guerre finie, notre Nation de Wallons et de Flamands, nation à la fois mystique et réaliste, comprenant que l'ère des sacrifices était close, des réalités réparatrices devaient intervenir.

Nos compatriotes attendaient donc, sans retards inutiles, matières premières et ravitaillement. Ils les espéraient aussi spontanés qu'avaient été spontanée leur intervention d'août 1914, quand ils bondirent sous l'outrage que le Boche infligeait à la Belgique et à la civilisation occidentale dont nous fûmes le bastion.

Nous restons trop près du cœur de nos Alliés et de notre « associée » pour qu'il soit interdit à une plume libre d'écrire que notre déception, raisonnable ou non, fut une déception très forte et que notre ministre des affaires économiques, M. Henri Jaspar, exprima notre pensée nationale sous une forme à la fois loyale, précise et mesurée lorsqu'il déclara : « Nous adressons à nos puissants Alliés l'expression de notre gratitude et nous les prions *de ne plus nous envoyer de produits manufacturés.* »

Nous envoyer des produits manufacturés, c'est, en effet, glaner chez nous les disponibilités financières qui nous restent. Mais ce que nous demandons, nous qui fûmes, avant la guerre, la cinquième puissance productrice du Monde, c'est de pouvoir recommencer à travailler et à produire.

Travailler et produire, tout est là, pour la Belgique ; il n'y a pas, devant cette nécessité vitale, de noble idéologie wilsonienne qui tienne contre la simplicité de notre cas.

J'écris ces lignes sans l'ombre d'une pensée de récrimination, tout simplement parce que je sais qu'elles sont l'écho de la pensée de mon pays et que mon simple rôle, dans cette revue, est d'exprimer fidèlement cet écho.

Le malheur est que ces déceptions produisirent leur répercussion

sur notre vie publique. Un malaise politique s'ajoute au malaise économique.

Nous possédons heureusement un bon sens foncier et un Roi compréhensif de nos nécessités nationales, un Roi qui n'est pas un simple symbole, mais un chef d'Etat, très près et même tout à fait de son petit peuple, le sentant, l'aimant, l'ayant auréolé, et désireux de le servir par-dessus ses divisions intestines, ses petites divisions de partis.

Un des meilleurs inspirateurs de la pensée de notre roi fut Fernand Neuray, *un homme*, dont j'ai déjà écrit le nom ici et son rôle bienfaisant sur lequel je reviendrai.

Le Roi, dès sa rentrée en Belgique, constitua un gouvernement d'union nationale dans lequel l'opposition libérale et socialiste obtenait une représentation égale à celle du parti clérical qui détient le pouvoir depuis plus de vingt-cinq ans.

Cependant, d'anciennes aigreurs se réveillèrent. Les déclarations contenues dans le discours du Trône parurent trop libérales aux membres du vieux parti clérical.

Charles Woeste, qui en est le chef, ressaisit une influence que son attitude au moment de l'invasion allemande avait fortement ébranlée. Ce vieil ultramontain, d'origine sémite, incarne en quelque sorte le fanatisme et le dogmatisme d'autrefois. Il place au-dessus de tout le triomphe de ses préférences confessionnelles ; il n'a jamais dissimulé que le but principal de sa politique était le succès de la cause catholique en Belgique. Son étroitesse d'idées a causé les plus graves maux en Belgique.

C'est à cause de M. Charles Woeste et de ses amis que nous sommes sous le rapport de l'instruction publique un des pays les plus arriérés d'Europe ; c'est à cause d'eux également que, nonobstant les dangers internationaux, notre préparation militaire a toujours été insuffisante.

Or, au milieu de la grande détresse dans laquelle la Belgique se débat M. Woeste a cru pouvoir relever la tête et reprendre son rôle funeste. La guerre n'a rien appris à ce vieillard plein de fiel pour toutes les idées nouvelles auxquelles sa petite tête de juif converti est trop vieille pour s'adapter. « Ce n'est qu'une parenthèse qui se ferme », a-t-il osé déclarer à la Chambre.

On sait que des élections générales vont avoir prochainement lieu, notre Parlement étant périmé. Il n'aurait pu être sérieusement question d'organiser ces élections selon l'ancien scrutin qui établissait des inégalités entre les électeurs. Le peuple, notre vaillant peuple qui s'est conduit si admirablement pendant la guerre, ne l'aurait pas admis. A tort ou à raison, il croit en la vertu du suffrage universel ; les souffrances qu'il a endurées, sa participation à la défense nationale donnent un poids moral considérable à ses revendications ;

et du reste le discours du Trône ne lui a-t-il pas solennellement promis l'égalité du droit de vote?

Il se dressait toutefois une grosse difficulté constitutionnelle. Le mode de scrutin électoral fait l'objet d'un article de notre Constitution qui ne peut être révisée qu'après une dissolution des Chambres et une nouvelle consultation des électeurs.

En d'autres termes, notre Constitution nous imposait un véritable cercle vicieux, puisque, pour l'observer rigoureusement, notre gouvernement se trouvait dans l'obligation, tout en ayant promis le suffrage universel aux Belges de la grande guerre,de leur appliquer un mode de consultation tout à fait impopulaire et de nature à provoquer l'émeute dans le pays. Il fallait donc passer outre, sacrifier les formes à la réalité pressante et obtenir de l'unanimité ou de la quasi-unanimité des Chambres qu'elle acceptât de couvrir cette violation nécessaire de notre pacte fondamental.

M. Woeste et son parti s'efforcèrent d'entraver cet accord. S'ils y étaient parvenus, les libéraux et les socialistes abandonnaient le gouvernement, tout gage de concorde politique ce de paix sociale disparaissait.

La Belgique, du fait de ces incorrigibles réacteurs que l'histoire jugera sévèrement, se fût trouvée à deux doigts de la guerre civile, dans un moment où les pires difficultés économiques et internationales nous étreignent.

Pour arriver à ses fins, le parti de M. Woeste faisait de la surenchère et proposait d'octroyer le droit de suffrage aux femmes. Ils savaient bien que ni les libéraux ni les socialistes n'accepteraient cette extension, car, dans notre Belgique imprégnée de catholicisme et sans obligation scolaire, les femmes sont l'appui le plus certain et le plus durable d'un clergé dont ce fut trop souvent le tort de mêler la religion à la politique.

Au dernier moment, une heureuse transaction est intervenue, grâce à une entrevue du Roi et des chefs de la droite. Les cléricaux se sont contentés d'une concession platonique : le vote des veuves des morts au champ d'honneur et des civils fusillés par les Boches, celui des femmes condamnées à la prison par les Allemands pour des motifs politiques.

On dira, et non sans raison,que le deuil et l'héroïsme n'ont rien à voir avec la sagesse politique et qu'une pauvre blanchisseuse dont le mari est tombé sur l'Yser ne sera pas forcément plus clairvoyante qu'une doctoresse; ce qui n'empêchera pas la première de voter, cependant que la seconde sera frappée d'incapacité. C'est, somme toute, ridicule; mais l'important est que notre union nationale ne soit pas brisée.

Suffira-t-elle à sauver la Belgique? En ce moment, écrit M. Fer-

nand Neuray, « nous nous trouvons coincés entre la rancune de l'Allemagne et l'oubli ou l'ignorance des vainqueurs que notre sacrifice a sauvés ». « On ne nous a accordé ni l'indemnité financière ni le ravitaillement que nous demandions. »

Et plus loin le même publiciste ajoute : « Le franc de France coûte plus de vingt et un sou en Belgique et la livre anglaise vaut 29 fr. 50. C'est-à-dire que c'est nous qui payons une indemnité de guerre pendant que nos amis et nos alliés nous prennent, en tout bien tout honneur, notre clientèle et jusqu'à notre marché intérieur.

Enfin, récompense suprême de notre holocauste, on nous refuse l'honneur d'être le Siège de la Ligue des Nations ; on ne nous accorde pas la garantie de sécurité que cet honneur eût signifié, on nous préfère une nation dont la neutralité a prêté à bien des critiques quand les plateaux de la balance ne penchaient pas encore du côté de l'Entente.

C'est plus que jamais le moment pour les Belges infortunés et abandonnés de se serrer les coudes. Si c'était à refaire, nous recommencerions, mais peut-être exigerions-nous des garanties...

Mais, en me relisant, je m'aperçois que je n'ai mis en cause que le vieux parti clérical. Il n'est pas seul fautif des menaces de désarroi, momentanément conjurées : il se trouve aussi chez nous des encroûtés de l'anticléricalisme, de « vieux » libres penseurs qui, au même degré que les autres, sont atteints d'un raccornissement du cœur et de l'intelligence.

Contre ces atroces maniaques, le bon sens national est en train de reprendre ses droits. La difficulté est que les uns et les autres maniaques sont exploités par leurs interprétateurs, des professionnels du barreau, qui se sont constitué des chicanes d'opinion ou de religion une spécialité à laquelle ils tiennent jalousement, soit qu'elle leur permette de faire facilement figure de « grand homme », soit qu'elle leur procure une réclame professionnelle.

Cléricaux et anticléricaux du barreau se chamaillent, pour la galerie, mais s'entendent entre eux dans l'exploitation d'une politique, qui n'est pas intimement liée à l'intérêt national.

GUSTAVE FUSS-AMORÉ.

Hollande

LE PROBLÈME HOLLANDO-BELGE DU POINT DE VUE HOLLANDAIS. — Peu de situations sont aussi intéressantes, sous le rapport de la politique européenne, que celle des relations entre la Hollande et la Belgique. De leur nature les Pays-Bas du Nord et du Sud forment une *unité*, comprenant ce coin important de l'Europe où quatre grandes rivières internationales ont trouvé leurs deltas et leurs embouchures dans la mer. La Grande-Bretagne, la France et la Germanie s'y

effleurent. Les voies maritimes de l'Atlantique, de la Baltique et des mers du Nord s'y croisent. La civilisation romane et la civilisation germanique y sont enlacées. Base de richesse économique aussi bien que de puissance stratégique, ce domaine a toujours été un des éléments indispensables tant à l'hégémonie du continent qu'à la suprématie des mers.

Tout cela a donné aux Provinces des Pays-Bas leur indépendance et leur liberté. Se refusant à chacun, elles sont restées elles-mêmes. Elles ont constitué en même temps un des soutiens les plus solides pour le repos et l'équilibre de l'Europe.

Aussi l'Europe a toujours voulu les considérer comme une unité. Elle a réclamé dans les plaines de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, aux bords de la Mer du Nord une formation politique concentrée et stable. La formation de l'Etat des Pays-Bas unifiés a été l'ambition des Ducs de Bourgogne et, au temps de la Réforme, celle de Guillaume le Taciturne, de Marnix, d'Henri IV. Elle a été envisagée dans un certain sens par les pacificateurs de Westphalie en 1648 et d'Utrecht en 1713. A Vienne, en 1815, les Alliés l'avaient enfin réalisée.

Caduque depuis 1830, bien des gens soucieux des bases de la sûreté européenne ont de nouveau préconisé l'entente hollando-belge dès 1900.

C'est, en effet, une conception de logique européenne.

En même temps les populations l'ont constamment rejetée ! Inutile de signaler les différentes causes qui ont empêché les dix-sept provinces des Pays-Bas de se maintenir unifiées. C'est en premier lieu leur esprit de séparatisme et de discorde, excès du besoin d'indépendance, qui leur a fait méconnaître trop souvent l'intérêt collectif, pour mettre en relief les intérêts d'ordre spécial et secondaire, causes de tant de querelles de voisin.

Heureusement, quoique demandant encore à être multipliées, les relations entre les deux pays étaient des meilleures dans les derniers temps avant la guerre. Il faudra à plus forte raison les resserrer dorénavant. Toute politique sage et générale mène dans cette direction.

C'est dans ce cadre que se trouvera aussi la solution du problème qui agite actuellement la Belgique et la Hollande, à savoir : la question des traités de 1839.

Le royaume néerlandais unifié avait été créé en 1815 sur le principe exprimé par les Puissances du Congrès de Vienne : « que la Hollande recevrait comme accroissement de territoire les provinces belges, connues jusque-là comme Pays-Bas autrichiens ». Les traités de 1839 ont sanctionné sa dissolution et reconnu finalement l'Etat indépendant belge. Ces traités, conclus sous les auspices et la ga-

rantie des Grandes Puissances, ont dû, en même temps, mettre au point les obligations mutuelles entre l'ancienne Hollande et la Belgique nouvelle.

Aujourd'hui les Belges s'en plaignent et ont proposé la révision des traités, rendue du reste inévitable par l'abandon de leur neutralité. La Hollande ne se refusera pas à cette négociation, mais il n'est que juste de faire valoir ses points de vue. En les examinant, on s'apercevra, dès le premier abord, que les objets des traités de 1839 n'ont pas été arbitrairement créés en ce temps-là, mais qu'ils sont enracinés dans une longue tradition historique de plusieurs siècles.

Ce sont encore les grandes rivières : l'embouchure de l'Escaut et le cours de la Meuse, qui donnent lieu aux différends d'opinion.

Pour l'Escaut, les Belges se plaignent surtout de ce que l'entrée du port d'Anvers soit entre des mains non belges. Or les Hollandais, quoique désireux de respecter les intérêts actuels de la Belgique, n'admettent pas que la situation actuelle, qui reconnaît comme territoire hollandais les deux rives de l'embouchure de l'Escaut, soit anormale. La révision des traités devra être possible sans l'altérer.

La Flandre Zélandaise est une partie intégrale et importante de la Hollande. Elle l'a été depuis des siècles. C'est depuis le commencement de leur guerre d'indépendance contre l'Espagne (de 1568-1648) que les Hollandais ont compris dans le territoire de leur République nouvelle-née la rive gauche de l'embouchure de l'Escaut. Ils devaient considérer comme des éléments essentiels de l'intégrité nationale et de la sûreté stratégique de leur pays ces villes de Hulst, Sas et d'Axel, d'Ardenburg, Gostburg et l'Écluse avec leur entourage, bref toute la Flandre Zélandaise. Aussitôt après la chute d'Anvers entre les mains de l'Espagnol en 1585, événement qui amena la perte des provinces méridionales pour la cause de l'indépendance, les indépendants prirent soin de se maintenir sur cette bande de territoire continental, dont la perte aurait mis la Hollande dans un état tout à fait périlleux. Nul ne le dira mieux que le Français Mirabeau, quand, en 1784, il publie ses *Doutes sur la liberté de l'Escaut ;* Si elle n'est pas la maîtresse de l'entrée de l'Escaut, s'écria-t-il, la Hollande est ouverte jusque dans le cœur même de son pays. Toutes les voies d'eau conduisant dans l'intérieur peuvent être dominées par là. Et il n'y a de sûreté de l'embouchure de l'Escaut que par la possession de la rive gauche. Les guerres des XVIIe et XVIIIe siècles ont démontré la théorie par les faits.

Il est possible que ces raisons politiques ne soient plus si pressantes pour notre temps. Mais elles expliquent pourquoi la Flandre Zélandaise a été soudée à la Hollande comme le pays de Calais l'est à la France. Les populations qui y vivent ont encore dernièrement manifesté leurs mêmes sentiments. Ils les ont toujours nourris, de sorte

qu'aussitôt avec la renaissance de l'indépendance nationale en 1814, leur pays s'est rejoint à la province de Zélande et non à la Flandre belge.

Le même raisonnement explique pourquoi les Hollandais ont tenu et tiendront toujours à leur souveraineté sur la voie d'eau formée par la bouche de l'Escaut. Ils en ont conservé la maîtrise depuis leur guerre d'indépendance comme une nécessité de défense nationale. On notera qu'encore de nos jours l'ouverture de l'entrée de l'Escaut en temps de guerre aux forces navales étrangères jetterait invariablement le pays dans les entreprises guerrières.

J'attire l'attention sur ce point, parce qu'en général on parle trop légèrement d'une modification dans le système de neutralité de la Hollande qui permettrait à des forces navales venant au secours d'une Belgique envahie le passage par les eaux de l'Escaut. Actuellement cette modification enlèverait à la Hollande la possibilité de préserver sa neutralité, car il est certain que l'envahisseur de son côté chercherait à placer ses batteries sur les îles Zélandaises de la rive droite du fleuve. Pour ma part j'accepterais cette modification, la neutralité hollandaise en face d'une Belgique menacée ne me paraissant pas de bonne politique. Mais il faut convenir que les conséquences sont dignes d'être pesées !

Parlons maintenant du Limbourg néerlandais, que les Belges accusent de les gêner tant dans leur système stratégique que dans leur mouvement commercial. La formation de cette province hollandaise s'explique par des raisons analogues. Elle aussi est devenue une partie du corps néerlandais. C'est une erreur de croire que les attaches de cette province aux Pays-Bas du Nord ne dateraient que de 1839 et d'un décret arbitraire pris par les Puissances. La connexion est plus compliquée, et ceci expliquera pourquoi les sentiments de la population se sont encore manifestés clairement pour l'attachement à la Hollande.

La formation du Limbourg néerlandais s'est faite par degrés. Pays émietté depuis le moyen âge, composé de différentes enclaves, abbayes et principautés souveraines, de territoires belges (espagnols, autrichiens), hollandais, prussiens, liégeois, etc., il a obtenu son unité territoriale dans le royaume néerlandais de 1815. Mais c'est encore dès le XVIIe et XVIIIe siècles que des parties importantes du pays ont été considérées comme formant un élément essentiel pour l'intégrité et la sûreté hollandaises. La partie méridionale, Maestricht avec son enclave ainsi que Fauquemont, était liée à la République depuis 1630. Le Stadhouder Frédéric-Henri et tous les hommes d'Etat venant après lui ont regardé Maestricht « comme *un verrou* de la Hollande ». Elle est entrée finalement dans l'administration néerlandaise.

A partir de Maestricht, la politique naturelle du XVIIe et XVIIIe siècle a poussé les « pays d'outre-Meuse » de la République dans la direction du nord, pour les joindre enfin à la province de Gueldre. En vérité la partie septentrionale de ce qu'on appelle maintenant le Limbourg néerlandais n'est pas pays limbourgeois du tout, mais une partie de la Gueldre qui fut séparée en 1713 des possessions espagnoles pour être offerte par les alliés à.... la Prusse ! Graduellement le *système des verrous* a été élargi pour la Hollande, en y comprenant Venlo depuis 1713 et en établissant l'unité du territoire de la rive droite de la Meuse avec Maestricht en 1815. En 1839, le Congrès de Londres a reconnu l'attache naturelle et traditionnelle liant cette ville à la Hollande. Refusant de restaurer l'ancien système des enclaves, on a encore accordé à la Hollande l'unité des pays mosains en aval de Maestricht. Cette décision n'a rien eu d'arbitraire de la part de la Hollande. Elle est le résultat des considérations du Concert européen et a été ratifiée par l'Assemblée nationale de la Belgique. Afin d'assurer en même temps les intérêts économiques de celle-ci, le traité de 1839 a obligé la Hollande d'accorder la construction à travers son territoire des voies de trafic allant en Allemagne.

Le point de vue hollandais sera donc que la souveraineté territoriale des pays mis aujourd'hui en question par les affirmations belges est intégrante au domaine de la Hollande et ne pourra lui être soustraite.

D'autre part, la Hollande sera tout à fait prête à faire valoir les intérêts stratégiques et économiques de la Belgique. Quant à la question stratégique, on pense en Hollande que le régime actuel de l'Escaut et du Limbourg a aussi rendu pendant la dernière guerre des services à la Belgique en empêchant les Allemands de se servir de ces entrées. Et il doit être bien entendu que pendant toute la guerre, le passage par l'Escaut ainsi que l'entrée par le Limbourg a toujours été strictement défendu à l'envahisseur. Toute insinuation du contraire repose sur des mensonges répandus probablement par.... des militaires allemands, désireux de provoquer un conflit entre la Belgique et la Hollande.

Mais si les préoccupations militaires d'après guerre rendaient encore désirable un arrangement pour empêcher que les territoires hollandais ne puissent être regardés comme des entraves à la sûreté de la Belgique, la Hollande le prendrait en considération. Les principes de la Société des Nations impliquent une entente hollando-belge sur ce sujet.

Il en est de même pour les intérêts économiques. Au XVIIe et XVIIIe siècles, les Hollandais se sont certainement servis de leur puissance territoriale pour opprimer le développement de la Belgique. Mais avec les conceptions d'économie politique tout cela a disparu dans

le XIXe siècle. Le trafic marchand sur l'Escaut est parfaitement libre depuis 1815. 1863 a vu l'abolition du péage. Les voies d'eau du Limbourg sont aussi librement disponibles. En tout cas, si la Belgique pouvait encore indiquer des désiderata pour faciliter son mouvement économique, les solutions ne manqueraient pas d'être trouvées.

La Hollande ne refusera pas la réfection des traités pour assurer les intérêts de la Belgique. Elle tient cependant à ce que son intégrité nationale ne soit pas discutée.

Pour le reste, l'arrangement devra se faire dans un désir d'harmonie et de collaboration entre les deux pays. Ne pouvant plus former une unité, qu'elles se comportent au moins comme un *ensemble*.

Paris, avril 1919.

J.-A. VAN HAMEL

Docteur en Droit, ancien membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux et professeur de Droit à l'Université d'Amsterdam.

SUÈDE ET FINLANDE

Les Questions d'Aland. — Elles sont au nombre de deux, comme il arrive pour la plupart de ces problèmes territoriaux qui nous font apprendre aujourd'hui notre géographie. La question nationale se double d'une question de puissance économique ou militaire. C'est ainsi que, pour l'autre problème territorial scandinave, il y a la question du droit des Slesvigois de nationalité danoise, et il y a la question du canal de Kiel. Mais comme celui-ci est fort éloigné de la partie danoise du Slesvig, les velléités de confondre les deux questions ont été abandonnées, et les heureux Slesvigois danois vont récupérer leur droit national sans apporter au Danemark la charge inquiétante de la garde du canal. Il n'en est pas de même aux îles Aland, dont l'importance stratégique réside dans le territoire même dont la nationalité est à déterminer. A quelle solution se résoudre, en ce cas, si l'on estimait qu'un intérêt politique essentiel devrait faire attribuer ces îles à la Suède, tandis que la population voudrait, sans aucun doute, être rattachée à la Finlande, — ou inversement?

Géographiquement, les îles appartiennent plutôt à la Finlande, car leur extrémité occidentale et la Suède sont séparés par une largeur de mer relativement profonde qui n'existe pas entre les îles, ni entre l'archipel et la Finlande. L'hiver, la glace unit l'archipel à la Finlande. Mais la plus grande des îles, et même les trois seules grandes sont un peu plus rapprochées de la côte suédoise que de la côte finlandaise, et, de là, on pourrait bombarder Stockholm, à 75 kilomètres, avec des canons à longue portée. De plus, barrant le golfe de Bothnie, les îles Aland, occupées par un ennemi de la Suède,

interdiraient tout trafic maritime avec ses provinces du nord, si riches en mines et en bois. Aussi le droit de fortifier les îles d'Aland a-t-il été fort discuté par les diplomates. « N'oubliez pas la clef de la malle », disait Napoléon Ier au tsar Alexandre Ier, en 1809, lors du traité de Fredrikshamn, qui lui donna la Finlande, et Alexandre eut en effet la Finlande, avec les îles d'Aland, en toute souveraineté. Mais, par la convention de Paris de 1856 toute fortification fut interdite. Depuis lors, la Russie a guetté l'occasion de supprimer cette limitation de sa souveraineté, qu'elle considérait comme humiliante.

M. Erik Sjœstedt, dans sa brochure sur *La Question des îles d'Aland*, mentionne à ce propos le traité secret du 31 octobre 1907, par lequel l'Allemagne reconnaissait à la Russie le droit de fortifier les îles, et il observe que ce traité n'a pas été publié par Trotsky, à la fin de 1917, alors qu'il faisait tant de bruit autour de la publication de ce qui pouvait nuire aux Alliés. Il ne l'a publié que plus tard, à un moment de brouille — passagère — avec l'Allemagne. Et cela n'a fait de bruit qu'en Suède. Mais ceci est une autre affaire.

Pendant la guerre, la Russie a établi des fortifications dans les îles, et la Suède a laissé faire, à condition que ce fût temporaire, mais l'opinion suédoise fut naturellement très nerveuse, comme elle l'avait été précédemment, lorsque s'était répandu, en 1908, le bruit que la Russie voulait demander l'abrogation de la convention. M. Branting disait alors qu'en ce cas « la parole du ministre de Russie à Stockholm aurait le même poids qu'un avis donné à un Etat vassal ». Le chef socialiste n'est pas un chauvin et n'a pas coutume d'exprimer sa pensée par des formules excessives. On peut juger par là de quelle importance capitale est pour la Suède l'assurance que les îles d'Aland ne puissent pas être employées militairement contre elle, et la meilleure assurance serait évidemment que l'archipel devînt possession suédoise.

Tel est le problème finlandais, envisagé sous l'aspect d'une question de puissance. Mais M. Erik Sjœstedt néglige de dire que, la Russie ayant cessé d'être unie à la Finlande, la possession d'Aland ne se trouve plus disputée que par deux petites puissances. Elle ne cesse pas pour cela, il est vrai, d'intéresser la politique internationale, mais l'intérêt général n'est plus du tout le même. Il s'agit maintenant de prévoir les alliances possibles, qu'elles soient imposées ou librement consenties, et c'est contre l'Allemagne qu'il faut désormais garantir l'archipel.

Continuant son exposé suivant l'ordre chronologique M. Sjœstedt arrive à la fin de 1917, et constate que « le droit des nationalités passe au premier plan ». Il y passait, en effet, dans l'esprit de tout le monde, mais particulièrement pour la Finlande, qui se proclamait

indépendante au nom de ce droit. Or, un plébiscite fut organisé dans les îles d'Aland, et une pétition demanda au roi de Suède l'incorporation des îles à son royaume. La pétition était signée de 8.000 Alandais, 98 % de la population mâle majeure, ce qui n'a pas empêché le gouvernement finlandais de maintenir sa souveraineté sur les îles. M. Sjœstedt de protester :

L'archipel d'Aland, en effet, cédé par la Suède à la Russie par une cession distincte de celle de la Finlande, n'avait plus rien de commun avec cette dernière, une fois le lien russe coupé, et ce n'était que par une véritable usurpation que le nouveau gouvernement finlandais, démentant le principe qui faisait son propre droit à l'existence, prétendait retenir ces îles suédoises sous sa domination.

La suite de l'histoire de l'archipel est curieuse et mouvementée. On y a vu des Finlandais rouges, des Russes, des Suédois, et, finalement, des Allemands, dont le ministre à Stockholm déclara brusquement, le 2 mars 1918, que des troupes allaient être envoyées, avec le consentement de la Finlande, et se serviraient des îles d'Aland comme base d'opérations, — alors que les troupes suédoises occupaient pacifiquement l'archipel. Il paraît que rien jusqu'alors n'avait encore fait ressentir aussi vivement, en Suède, la menace de la domination allemande dans la Baltique. Mais ceci appartient plutôt à une histoire plus générale. En ce qui concerne la nationalité des Alandais, un plébiscite spontané, sous la forme de pétition, fait à un moment où les Suédois de Suède n'étaient pas dans les îles, et qui a réuni presque l'unanimité des habitants, paraît bien un fait décisif, contre lequel aucune objection ne peut être valable.

Cependant les Finlandais sont actuellement en campagne pour soutenir la cause du maintien des îles d'Aland dans la dépendance de la Finlande devant la Conférence des Alliés. M. Schybergson, dans une brochure sur *La position d'Aland pendant l'âge historique*, montre que l'Archipel a, de tous temps, fait partie de la Finlande. Il est obligé pour cela d'entrer dans beaucoup de détails, puisque la Finlande faisait elle-même partie de la Suède. Mais il paraît évident que l'Archipel était administrativement rattaché à la Finlande et non à aucune partie de la Suède actuelle. Qu'importe, dira-t-on ? Il faut songer que la nationalité finlandaise est composée de Finnois et d'une minorité de Suédois. Ces Suédois finlandais sont, en partie, habitants de régions mixtes, et en partie groupés dans des districts presque purement suédois. Les Alandais sont incontestablement suédois de race et de langue, mais cela ne les distingue pas des Suédois de certains districts de la terre ferme. Aussi la question est-elle celle-ci : Les Alandais sont-ils Suédois de Suède ou Suédois de Finlande ? C'est à quoi M. Schybergson répond : Historiquement,

par la tradition, par la communauté de vie administrative ancienne et continue, ils sont Suédois de Finlande.

C'est pourquoi le traité de Fredrikshamn, dans son article IV, donne à la Russie « les gouvernements... d'Abo et Bjœrneborg avec les îles d'Aland... ». Abo et Bjœrneborg forment un gouvernement dont les îles dépendent. Ce texte est donné par M. John Uggla dans sa brochure sur *la Question d'Aland*, où il se propose de répondre à l'argumentation suédoise, après avoir observé qu'elle n'a guère été formulée qu'après la déclaration d'indépendance de la Finlande. Il reconnaît le fait du séparatisme alandais, mais il essaye de persuader aux Alandais qu'ils ont mal apprécié la valeur des motifs qui les ont guidés, que, par exemple, ils se trompent s'ils croient avoir un intérêt économique à devenir Suédois, et qu'ils peuvent être rassurés quant au respect de la culture suédoise en Finlande, malgré la grande majorité finnoise. Et il réserve pour les dernières pages le fait essentiel. Les Alandais, habitués à une existence paisible, ont été fort dérangés par la guerre. Il y eut d'abord la présence de nombreux soldats russes et les travaux de fortification. Avec la révolution russe, les excès de la garnison russe rendirent la situation encore plus pénible. Un peu plus tard, ce fut la Finlande elle-même qui fit sa révolution, et le bolchévisme finlandais sévit. Que les Alandais aient été amenés par ces circonstances à regarder du côté de la Suède, parce qu'ils désespéraient du rétablissement d'une vie normale en Finlande, M. Uggla estime que c'est tout naturel. « C'est ainsi, dit-il, qu'apparurent, à l'arrière saison de 1917, les premiers symptômes de l'irrédentisme alandais. » Les événements qui se sont passés ensuite n'ont pu que confirmer les Alandais dans leur résolution de se séparer d'une Finlande trop troublée, et c'est seulement depuis quelques mois qu'elle peut les rassurer de nouveau, et ils ne savent encore quel sera son régime définitif. M. Uggla conclut donc que le séparatisme alandais n'est pas l'expression d'un véritable sentiment national suédois dans la population des îles, mais seulement l'effet de sentiments tout passagers, naturellement produits par des circonstances exceptionnelles.

Je me garderai bien de prendre parti pour la thèse de MM. Schybergson et Uggla. Si excellentes que puissent être leurs raisons, ils peuvent difficilement atténuer l'effet que produira sur tout le monde le plébiscite par pétition de décembre 1917, et ils reconnaissent eux mêmes l'existence du séparatisme alandais. Toutefois, il faut avouer que le dernier argument de M. Uggla, s'il est vraiment justifié en fait, serait une réponse directe au plébiscite et en diminuerait singulièrement la valeur. S'il n'a existé aucun symptôme d'irrédentisme dans les îles avant la fin de 1917, si les dirigeants du mouvement séparatiste s'étaient jusqu'alors affirmés bons Finlandais, si l'on peut

ainsi prouver que la volonté actuelle des Finlandais, qui peut s'expliquer, en effet, par les conditions tout à fait anormales et temporaires de leur vie présente, n'exprime pas leur véritable sentiment national durable et profond, il deviendrait peu raisonnable de tenir grand compte d'un plébiscite, même presque unanime. Ce serait prendre au mot les Alandais, au moment précis où leur vote aurait été contraire à celui qu'ils auraient émis à tout autre moment de leur histoire.

Le vote presque unanime subsiste, et il faudrait contre un tel fait palpable une accumulation de preuves bien établies pour faire accepter la thèse de M. Uggla. Mais cette thèse est plausible et montre avec quelle prudence il convient d'envisager les plébiscites nationaux. Des raisons momentanées peuvent entraîner des votes contraires au sentiment national. Les Rhénans, autrefois, étaient conscients de leur nationalité allemande, lorsque Forster les a fait voter pour le rattachement à la France, parce qu'elle était démocratique. Or, aujourd'hui, en pleine période de crise et d'incertitude au sujet de ce que sera le monde par la suite, les raisons momentanées risquent partout d'exercer une influence décisive et de fausser l'expression du sentiment national. Le plébiscite est une méthode d'une simplicité brutale et grossière à laquelle, dans la plupart des cas, on ne peut pas se fier, surtout en ce moment. La conférence socialiste internationale de Berne en demandait l'application généralisée. Elle a montré ainsi, comme elle avait déjà montré, hélas, par d'autres exemples, avec quel esprit superficiel les chefs des partis socialistes étudient les grands problèmes politiques. Le plébiscite est un mécanisme et l'on n'y procède qu'une fois. La nationalité est durable, et ne se laisse pas constater mécaniquement, à la première demande.

P.-G. LA CHESNAIS.

§

A travers la Presse.

LA PRESSE ALLIÉE. — Il est un nouveau parti en Belgique, et ce parti, M. Maurice Wilmotte, dans la *Patrie Belge*, le dénomme : Quart-parti. On en a publié le manifeste dont les signataires appartiennent à tous les partis anciens. Il s'intitule « national », et nationaliste serait peut-être plus exact. Mais laissons parler M. Wilmotte :

Soyons juste et ajoutons que leur manifestation n'est pas aussi imprévue qu'on voudrait le dire. Déjà, avant la guerre, une même lassitude avait, dans la jeune génération, détourné de nos querelles de partis beaucoup d'hommes, qui pourtant ne se résignaient pas à ne « faire que des affaires ». Gagner de l'argent, ils le voulaient bien ; mais ils estimaient que d'autres aspirations leur étaient permises que d'avoir un homme cossu, une femme agréable et une bibliothèque ; que, citoyens d'un pays contraints au vote,

ils avaient une sorte de devoir civique à remplir, qui consistait à s'enquérir de la meilleure façon d'être gouvernés.

Aimable candeur de cette jeunesse ! Quand elle osait manifester ainsi un désir de se singulariser, et qu'elle se refusait à chausser le brodequin catholique, la botte libérale ou le... sabot socialiste, il faisait beau voir la vertueuse indignation que provoquait son attitude. Chacun trouvait qu'en brisant les vieux cadres elle compromettait l'ordre politique tout entier, et l'on passait un doigt humide sur des programmes tout poudreux, pour lui montrer, à cette jeunesse téméraire, qu'il se trouvait là — sinon dans les actes parlementaires — tout ce qu'elle pouvait désirer.

Et de fait, chaque parti, comme il convient, mettait à profit telle ou telle occasion annuelle pour corser encore le menu de ses « revendications » ; mais il se gardait bien de confesser que ces dernières étaient condamnées à la stérilité des vestales.

Est-ce la raison qui a, cette fois-ci, triomphé des scrupules de nombreux Belges, se décidant enfin à n'être plus simplement catholiques, libéraux ou socialistes ? Se sont-ils, enfin, aperçus du jeu un peu puéril où leurs pères avaient fait tant de mises superflues ?

Je voudrais bien le croire. Et pourtant...

Pourtant, je lis la flamboyante proclamation que vient de publier le Comité de politique nationale. Si je dégage de l'ordinaire phraséologie de ces sortes de papiers ce qu'elle contient d'essentiel, je ne trouve guère que des revendications territoriales masquées derrière le respectable objet de notre future prospérité.

Il est question là-dedans de nous attirer de fâcheuses affaires avec nos voisins hollandais, de décupler — je n'exagère point — les populations de langue allemande qui constituent maintenant de faibles enclaves chez nous ; de forcer les Luxembourgeois grands-ducaux à un régime qui, un vote récent le prouve, n'est nullement selon leurs vœux (car ce qu'ils réclament, c'est qu'on s'occupe un peu moins de leurs intérêts, dont ils ont jusqu'ici une notion fort juste).

En somme, on note dans ce programme du quart-parti belge, à côté de justes revendications, les marques d'un irrédentisme qui n'a ni racines historiques, ni sens actuel. A un pays qui est encore à demi abattu sous les lourds poids de la conquête et de la guerre, qui n'a ni ses finances rétablies, ni ses usines rouvertes, on demande un nouvel effort d'énergie, peut-être de nouveaux sacrifices. Car, en admettant que l'Allemagne désarmée abandonne en rechignant quelques bribes de ce qui fut l'Empire intangible et redouté (et il resterait à s'assurer, selon les préceptes wilsoniens, du sentiment des annexés involontaires), peut-on s'illusionner jusqu'à croire que la Hollande, d'une âme stoïque et résignée, sentira sans frémir les ciseaux diplomatiques l'entailler à plusieurs bouts ?

Sur tout cela le manifeste bruxellois est peu clair et d'une sobriété de détails exagérée. Ce que j'ai lu des discours et des déclarations de quelques-uns de ses dirigeants ne m'a ni contenté, ni tranquillisé. Et je ne puis croire que nos délégués à Paris acceptent un mandat aussi redoutable que celui impliqué dans le programme du quart-parti. La vague nationaliste et militariste de 1914-1919 ne peut mordre sur nos paisibles rivages, sans provoquer les pires perturbations.

Il y a dans le malaise qu'on ressent chez nous des éléments fort discernables, qui tiennent à des causes politiques. L'égalité du suffrage suffira-t-elle à les annihiler ? J'en doute un peu, et comme, en ce bas monde, tout se ramène à des fins matérielles, les nécessités économiques du pays demandent autre chose qu'une refonte de l'électorat. Elles demandent un gouvernement stable et compétent. Elles demandent pour les patrons et les ouvriers, solidarisés d'intérêts, quoi qu'ils pensent, l'assurance d'une activité industrielle et commerciale, que la promesse des Alliés — s'ils la tiennent — nous permet de croire moins éloignée que l'apparence des choses ne l'enseigne. Pour cela, il nous faut : 1º des matières premières (on ne met guère d'empressement à nous les fournir) ; 2º des machines (elles sont en Allemagne et m'ont tout l'air de s'y trouver bien) ; 3º des débouchés, libres et variés. Anvers réoutillé et débarrassé de toute ingérence étrangère : un canal à grandes sections Rhin-Escaut, avec neutralisation rigoureuse de son parcours ; doublement des voies Bruxelles-Strasbourg, ou du moins Bruxelles-Metz, à la façon américaine qui préfère la rapidité ferroviaire à la lenteur fluviale, pour la marchandise comme pour l'homme : voilà un programme moins ambitieux que celui placardé sur nos murs, mais très suffisant pour occuper nos diplomates et pour apaiser la fringale, un peu fiévreuse, de notre peuple.

LA PRESSE ENNEMIE. — La division est, en Allemagne, au camp des pacifistes. Voici le Dr Alfred H. Fried, de la « Friedens-Warte », pris à partie par un de ses disciples, le Dr Hermann M. Popert, dans une lettre ouverte intitulée « Fond marécageux », parue dans le *Vortrupp*, de Hambourg. Pour le Dr Popert, le D. Fried est inféodé à la politique de l'Entente et, que ce soit sur le terrain de l'Alsace-Lorraine, des responsabilités de la guerre, des cruautés reprochées aux Allemands, de la violation de la Belgique, du bombardement de Paris ou de la guerre sous-marine et aérienne, il lui reproche un jugement trop semblable à celui porté par la presse intéressée de Paris. Voici une défense de Guillaume II présentée par le pacifiste Popert :

D'après vous, Guillaume II « se trouvait au berceau de ce malheur mondial » et porte la responsabilité de « l'horreur de cette guerre ». D'après vous, le monde s'est vu » inquiété, menacé, abaissé par le souverain de l'Allemagne ». D'après vous, l'existence de l'empereur est « liée au meurtre de millions d'hommes », il est le « premier coupable de la guerre, lui qui avait en mains le pouvoir de l'éviter, lui qui, légèrement et sans conscience, laissa à l'heure critique les choses suivre leurs cours, sur les épaules de qui pèse la responsabilité pour la mort de tant d'espérances, au nom de qui le crime de cette guerre est uni à jamais ». D'après vous, c'est le « trouble-paix du monde, un fanatique de la guerre, l'empereur des soldats, à qui pendant un certain temps le monde dut se soumettre, et qui a jeté sur l'humanité l'épouvante et le trouble ». Ce qui a apporté ces « horribles souffrances » aux démocraties occidentales, ç'a été, d'après vous, le Guillaumisme. D'après vous, l'empereur Guillaume II appartenait aux « fabriqueurs de guerre », aux « cosmophages », aux « perpétreurs

de forfaits », aux « étudiants bellicistes de Vienne et de Berlin »,que seuls faisaient agir « l'ambition, l'espoir de la célébrité et des honneurs et les plus basses spéculations » ; il était de ces « gredins qui mettent le monde entier à feu et à sang » et auprès de qui « les meurtriers de Serajevo » sont des « gentilshommes ». « C'est une chance, dites-vous, que les criminels de 1914 n'aient pas gagné, sans quoi ils eussent pu durablement couvrir leurs mensonges. » A un homme de votre rang intellectuel et de votre mérite je ne veux pas répondre d'une façon aussi aiguë que j'eusse employée vis-à-vis d'un autre : je ne veux montrer que les faits. Comme il a été reconnu, le 21 février 1914 le tzar et son entourage avaient déjà arrêté de déchaîner une guerre mondiale pour la conquête de Constantinople et des détroits, c'est-à-dire à la première occasion, ce dont s'acquitta la dynastie des Habsbourg par son ultimatum stupide à la Serbie. Depuis 1871, la France avait parcouru toute l'Europe à la recherche d'un allié contre nous, qu'elle trouva finalement dans la Russie. C'est ainsi que la France et la Russie, volontairement, et la Dynastie des Habsbourg, négligemment, ont provoqué la guerre mondiale (je ne parle pas de « culpabilité »). Mais l'Allemagne, comme l'Angleterre, ont freiné selon leurs forces; ce fait historique n'est nullement modifié au détriment de l'Allemagne par le cancan (colporté par un jeune secrétaire de légation qui mésusa des noms de Jagow et de Zimmermann) où s'est pris Kurt Eisner dans ses « Révélations » du 23 novembre 1918. Par conséquent il ne peut pas être question d'une culpabilité de l'Allemagne, pas plus que d'une culpabilité de l'empereur. — Dans vos accusations foncièrement fausses contre l'empereur Guillaume II, je trouve encore ces absurdités que controuvent les faits. Vous prétendez qu'il aurait « fait enfermer dans les prisons et les maisons de force les social-démocrates pour crime de lèse-majesté ». Eh bien, indépendamment que, dans les cas dont il s'agit, la loi ignore la maison de force et ne connaît que la prison ou la forteresse, l'empereur n'eut rien à faire avec tout cela, — qui marcha selon les prescription du Code de procédure criminelle dont il n'est pas plus l'auteur que des articles concernant le crime de lèse-majesté, qui relève du procureur. Personne plus que moi n'est convaincu de l'injustice desdits paragraphes, mais l'empereur n'en saurait être rendu responsable. — Vous appelez l'empereur le « contempteur des Conférences de La Haye », mais il ressort de la brochure du Professeur Zorn : « L'Arbitrage international » que l'empereur, à l'une de ces conférences, prit parti directement pour les idées pacifiques. — Et finalement vous parlez de « son fils antipathique,le boucher de Verdun ». Certes le Kronprinz ne m'est guère sympathique à moi non plus, mais pourquoi en faites-vous un « boucher », alors qu'il a rempli sa mission de chef d'armée? Ce n'est pas lui qui a créé cette anarchie entre les Etats d'où sont sorties — suivant votre judicieux enseignement — la guerre et les hécatombes, dont celle de Verdun,qui s'en suivirent nécessairement. Si vous abandonnez subitement le fondement de votre propre doctrine, pourquoi n'appelez-vous pas Foch également un boucher? Pourquoi toujours cette partialité incompréhensible et instinctive contre votre propre peuple?

LA PRESSE NEUTRE. — Sous la signature estimée de Ed. Ch., le

Journal de Genève expose la situation politique actuelle de la Finlande, dont les partis bourgeois étaient accusés récemment d'user de « terreur blanche » à l'endroit des socialistes.

Du fait des questions si complexes qui se débattent aujourd'hui dans l'Europe centrale, les difficultés de la Finlande avaient passé à l'arrière-plan des préoccupations. Il n'est ni sans intérêt, ni sans importance de remémorer ses angoisses et ses souffrances. Sous le tsarisme, l'Europe avait vibré avec les Finlandais aspirant à se libérer d'un joug contraire à leurs traditions, à leur culture nationale, au développement de leurs activités intellectuelles, économiques et politiques. On sait trop ce que fut, pour la Finlande, la domination russe.

Avec le nouveau régime, il sembla, tout d'abord, qu'une transformation immédiate et complète se produirait. De fait, la Finlande put proclamer son indépendance et ceux qui, depuis tant d'années, avaient assisté de leur sympathie ce peuple intelligent et instruit, soumis à une dictature indigne de son passé, s'associèrent à sa joie.

Mais cette joie fut de courte durée. Le bolchévisme avait insinué ses hommes de confiance dans les coulisses de la politique finlandaise. Ils tentèrent de faire tourner la révolution au profit de l'anarchie. Sans reconnaître ce que la constitution démocratique de la Finlande offrait au peuple, ils s'efforcèrent d'entraîner dans leur sillon la parti socialiste, représenté à la Chambre par 92 députés sur 200 membres. Bientôt, les éléments d'extrême gauche furent soutenus par des bandes bolchevistes russes. Au mois de janvier 1918, le gouvernement finlandais fut renversé, la dictature du prolétariat fut proclamée. Dès lors, la terreur régna.

Le peuple finlandais réagit avec vigueur contre les fauteurs de désordre. Mais Lénine et Trotzky veillaient. Les troupes qu'ils avaient envoyées faillirent faire disparaître la Finlande dans le sang. Celles de l'Entente, trop éloignées, ne pouvaient intervenir. L'Allemagne, qui ne connaissait pas encore le doux régime imaginé plus tard par ses spartaciens, l'Allemagne, qui rêvait encore d'assurer son hégémonie, se présenta en libératrice : elle prétendit « sauver la Finlande » et ne pas négliger la possibilité de s'assurer quelque part dans le monde, ce monde qui la haïssait, un cœur reconnaissant.

Sous le regard attentif des Allemands, les Finlandais sévirent avec rigueur contre les révolutionnaires. Puis, débarrassés d'agitateurs notoires, ils commirent l'erreur de marquer leur gratitude aux gendarmes germains en offrant la couronne à un prince allemand. Cette offre ne devait pas avoir de suite. Le premier moment d'émotion passé, les Finlandais reprirent eux-mêmes les rênes du gouvernement.

Aujourd'hui les Allemands ont disparu du vieux sol finnois et ce sont bien les Finlandais seuls qui réorganisent leur Etat. La répression très sévère, constatée par le *Times*, contre les adeptes du bolchévisme a fait place à des mesures que la situation plus calme du pays permettait de prendre ; mais le peuple, ami de l'ordre, désireux de retourner au travail productif et aux relations suivies avec les autres pays, surveille étroitement les anarchistes. Il sait trop que l'ouvrier ne retrouvera son salaire que lorsque le fabricant aura retrouvé son usine.

Le peuple finlandais a fait l'expérience du bolchévisme : elle lui a paru désastreuse. Cette nation démocratique n'a pas entendu le laisser s'implanter chez elle. Le bolchévisme lui est apparu comme une vague rouge : or, les raz de marée peuvent inonder momentanément les terres, détruire des plantations, submerger des hameaux : l'heure arrive où le flot se retire, où les terres redeviennent arables, où les plantations surgissent de nouveau sur le sol naguère dévasté, où des hameaux se dressent sur l'emplacement même de ceux que l'on avait crus définitivement balayés par la tempête.

PAUL MORISSE.

PUBLICATIONS RÉCENTES

[Les ouvrages doivent être adressés *impersonnellement* à la revue. Les envois portant le nom d'un rédacteur, considérés comme des hommages *personnels* et remis intacts à leurs destinataires, sont ignorés de la rédaction et par suite ne peuvent être ni annoncés, ni distribués en vue de comptes rendus.]

Histoire

Colonel Jean Cavalier : *Mémoires sur la guerre des Cévennes.* Traduction et notes par Frank Puaux. Avec une carte; Payot. 8 »

Jacques de Morgan : *Histoire du peuple arménien depuis les temps les plus reculés de ses annales jusqu'à nos jours.* Avec cartes, plans et dessins documentaires de l'auteur; Berger-Levrault. 25 »

C.-G. Picavet : *Les dernières années de Turenne, 1660-1675*; Calmann-Lévy. 7 50

Jules Véran : *Et il ne devait plus y avoir de guerre*; Fayard. 3 50

Littérature

Divers : *Charles Maurras.* Poèmes, portraits, jugements et opinions. Avec un portrait et deux facsimilé d'écriture et d'épreuve; Nouv. Libr. Nat. 3 50

Jean-Bernard : *La Vie de Paris, 1918*; Lemerre, 2 vol. chaque. 3 50

Georgette Leblanc : *Nos chiens.* Illust. par l'auteur; Fasquelle. 5 »

Antoine Redier : *Le Capitaine*; Payot. 4 50

Ouvrages sur la guerre actuelle

Mad. Adam : *La Vie des âmes*; Grasset. 3 50

Rudyard Kipling : *La Guerre sur mer.* Préface de M. E. Lamy; Payot. 4 50

Pierre La Mazière : *L'A. C. F. L'hôpital chirurgical flottant*; Albin Michel. 4 50

Mgr Landrieux : *La Cathédrale de Reims. Un crime allemand.* Avec 96 pl. h. t. et un graphique des points de chute des obus allemands; Laurens. 14 40

Général Maitrot : *La paix qu'il faut à la France*; Berger-Levrault. 3 »

Pasteur Vallery-Radot : *Pour la terre de France par la douleur et la mort*; Plon. 4 50

Fernand Roches : *Manuel des origines de la guerre.* Avec un tableau synoptique. Préface de M. A.-G. de Lapradelle; Bossard. 6 60

Louis Thomas : *Souvenirs d'un chasseur*; Perrin. 2 50

Emile Vandervelde : *Dans la mêlée*; Berger-Levrault. 3 50

Général Zurlinden : *La guerre de libération.* Tome I : *La préparation. Les opérations jusqu'en juin 1916.* Tome II : *Les opérations de juin 1916 à la fin de la guerre. Dernières réflexions*; Hachette. Chaque vol. 3 50

Pédagogie

Œuvres de Henri Lantoine. Tome II : *Etudes sur l'histoire de l'enseignement*; Hachette. 3 50

Philosophie

Ch. Fiessinger : *Formules d'expérience humaine*; Maloine. 3 »

Albert Kaploun : *Psychologie générale; tirée de l'étude du rêve*; Payot. 4 50

Poésie

Charles Baudoin : *L'Arche flottante*; Maison franç. art et édition. 2 »

Claude Croquant : *Les Soliloques du poilu*; Maison franç. art et édition. » »

Jacques Deval : *Le livre sans amour*; Fasquelle. 3 50

Georges Feld : *Merckem*; Lebègue. » »

René Hugues : *Cette guerre*; Maison franc. art et édition. » »

Jean Ricour de Bourgies : *La Voix des bardes*. Préface d'Alfred Poizat; Jouve. 2 50

Politique

Serge de Chessin : *Au Pays de la démence rouge : La révolution russe, 1917-1918*; Plon. 4 »

Pierre Renaudel : *L'Internationale à Berne*; Grasset. 2 »

Louise Weiss : *La République tchécoslovaque*. Préface de M. Edvard Bénès. Avec 2 cartes; Payot. 4 50

Questions militaires

Préceptes et jugements du Maréchal Foch, extraits de ses œuvres précédés d'une *Etude sur la vie militaire du Maréchal*, par le Commandant A. Grasset. Avec un portrait et 4 cartes; Berger-Levrault. 6 »

Roman

Fred. Causse-Maël : *Jolicœur, tommy canadien*; Flammarion. 3 50

Léon Daudet : *Dans la lumière*; Flammarion. 3 50

Olivier Debrany : *Le Cas de conscience de Lord Ronald*; Henn, Genève. 4 »

Jules Hoche : *Filles d'Alsace*; Albin Michel. 4 50

Rudyard Kipling : *Simples contes des collines*; Nelson. 2 50

Levis Mirepoix : *Le Baiser de l'antechrist*; Plon. 4 50

Péladan : *Les Amants de Pise*; Nelson. 2 50

Gilbert Stenger : *Le retour à la terre*; Perrin. 3 50

Sociologie

Marg. August. Féraud : *La Femme devant les urnes*. Préface de Georges Goyau; Perrin. 3 »

Paul Gruet : *Vers la Constituante*; Plon. 6 »

Paul Margueritte : *Adam, Eve et Brid'oison*; Flammarion. 3 50

Antoine de Tarlé : *La Préparation de la lutte économique par l'Allemagne*; Payot. 4 50

MERCVRE.

ÉCHOS

Verlaine à Metz. — Verlaine à Montpellier. — La Garde du Rhin. — Typhus et « Gazette des Ardennes ». — L'épidémie du camp de Cassel. — Un Conseiller de M. Lloyd George. — En réparation à Charles Morice. — Kaisérisme. — Une protestation de M. Jean Longuet. — Poissons d'avril. — A la mords-moi-le-doigt. — Errata. — La peau !

Verlaine à Metz. — A propos de la Commémoration verlainienne à Metz et de la part qu'y a prise un délégué « luxembourgeois » nous recevons de M. Albert Mockel la lettre suivante :

4 avril 1919.

Mon cher ami,

Que les Lorrains voient en Paul Verlaine un des leurs, parce qu'il naquit à Metz au hasard des garnisons où fut envoyé son père, c'est peut-être admissible au point de vue strictement politique et administratif, et j'accorde que cela doit nous toucher comme tout ce qui, chez eux, exprime qu'ils sont la France. La vraie patrie du poète n'en fut pas moins Mézières-Charleville, décor de son enfance et des pre-

mières années de sa jeunesse ; Verlaine est un Ardennais, par l'habitat comme par le sang.

Mais je lis les *Débats* du 4 avril, et me voilà stupéfait. J'y découvre que le Grand-Duché de Luxembourg était représenté à la fête, en la personne de M. Paul Palgen, qui vint, « en quelques phrases émues, rappeler les attaches luxembourgeoises de Verlaine ». En vérité, cela passe les bornes de l'absurde.

Le père de Paul Verlaine était « Luxembourgeois », oui, — mais de la province belge de Luxembourg, *pays de langue française*, et non pas du Grand-Duché, Etat indépendant où le dialecte populaire est un patois germanique. C'était un Wallon, né à Bertrix, village des Ardennes belges, où sa famille s'était dès longtemps enracinée ; et le nom même de cette famille est celui d'un village wallon, le village de *Verlaine*, d'où elle tire ses origines. Ardennes françaises et Ardennes wallonnes, d'ailleurs, c'est toujours le même pays et ce sont les mêmes gens.

Tout cela, on l'a rappelé à l'inauguration du monument du poète à Paris. Et si les *Amitiés françaises* me donnèrent mission de parler ce jour-là, c'est qu'elles voyaient en Paul Verlaine un émouvant symbole de cette identité de race, de langage et de culture qui fait de la Wallonie et de la France une seule et même patrie morale.

Le Grand-Duché n'a rien à voir dans tout cela, et aujourd'hui moins que jamais Voici qu'il manifeste, — le plus légitimement du monde assurément, — un esprit strictement particulariste. Eh bien donc, puisqu'il ne veut s'unir à la Belgique ni à la France, et aux Ardennes du nord non plus qu'à celles du sud, qu'il garde son propre lot, mais qu'il nous laisse le nôtre.

Amicalement à vous.

ALBERT MOCKEL.

Voici, en propres termes, le petit discours qu'a prononcé à Metz M. Paul Palgen (orthographe des *Débats* ; le *Courrier de Metz* nomme ce personnage une première fois Palzer, une seconde fois Palzen) :

J'apporte à la mémoire de Verlaine l'hommage de la jeune littérature luxembourgeoise presque entièrement personnifiée dans notre Ligue française.

Ainsi que le constatait mon ami Marcel Noppeney, voici plus de dix ans déjà, quelque chose du Luxembourg a passé dans la naissance et dans la mort de celui dont nous célébrons aujourd'hui l'anniversaire : son père, le capitaine Verlaine, était né à Bertrix, dans notre ancien département des Forêts ; celle qui lui ferma les yeux, Eugénie Krantz, était Luxembourgeoise.

Lorrains et Luxembourgeois nous avons communié en Verlaine le génie pur et simple, suivant la formule de Remy de Gourmont. Il était juste que cette communion reçût en ce jour d'hommage en sa ville natale une expression vivante. Le salut fraternel de notre Ligue française, je vous l'apporte à vous tous, Messieurs, avec l'expression de notre allégresse, pour qu'on ne puisse plus dire : le plus grand des poètes français contemporains n'est pas né en France, mais que vous puissiez proclamer que, si les villes de France sont à la mesure de leurs poètes, votre vieille cité messine est reine entre toutes.

§

Verlaine à Montpellier. — Après Metz, Montpellier aussi aura sa plaque, pour l'excellente raison que Verlaine, né, comme on sait, le 30 mars 1844, y séjourna tout petit enfant. Le détail est peu connu et le pauvre Lélian en parle peu dans ses Mémoires, son jeune âge ne lui ayant, évidemment, pas permis d'en conserver d'importants souvenirs. Que si, cependant, l'on veut bien se reporter à *l'Annuaire de l'Hénault* pour l'année 1848, on y lira, aux indications d'adresses :

« VERLAINE, *capitaine adjudant-major, chez M. Bonnefous, marchand drapier, Isle du Louvre.* »

L'Isle du Louvre a aujourd'hui été baptisée et s'appelle Grand'Rue. C'est là, au n° 55, que réside actuellement le fils même de l'ancien propriétaire du père de Verlaine, contemporain du poète et portant, d'ailleurs, fort allé-

grement son âge. Ayant fait ses études de droit à Paris il conserva, pendant de longues années, des relations avec la famille Verlaine et le poète lui-même. C'est grâce à son autorisation que ce dernier aura une pierre blanche de plus, au monument de son souvenir, en ce Montpellier où tant de braves gens s'imaginent toujours que la fille d'Young, Eliza Temple, est ensevelie sous la fameuse grotte du *Jardin des Plantes*, bien que, dès la première moitié du dernier siècle, Breghot du Lut eût démontré qu'elle reposait à Lyon...

§

La Garde du Rhin. — La devise allemande qui veut que l'Allemagne domine le Monde, et la maxime de Bismarck : « c'est sur le Rhin que l'Allemagne conquerra ses colonies », ne laissent aucune hésitation au Conseil suprême, sur la nécessité impérieuse de constituer la Garde du Rhin. Il a été dit que la part assignée à chaque puissance de l'Entente serait proportionnée aux ressources de chacune d'elles.

Ceci admis, il faudrait user du procédé qui serait le moins gênant pour tous : La France voisine immédiate du Rhin, pourrait fournir les éléments de cette Garde, et les puissances alliées subvenir à son entretien.

1. La France ferait appel au recrutement de ses coloniaux, soumis au service militaire obligatoire avec tirage au sort, pour limiter le nombre des appelés. (La conscription a sur les enrôlements volontaires l'avantage de n'entraîner aucune dépense de pension de retraite et de procurer une réserve disponible à appeler en cas d'alerte.)

2. Le contingent annuel (1) serait appelé par quart, au commencement du trimestre où les conscrits prennent l'âge du tirage au sort qui pourrait être à 17 ans. (Cette disposition des appels échelonnés de trois mois en trois mois offre l'avantage de mieux instruire les recrues et plus rapidement, ceux-ci étant moins nombreux ; de plus, les effectifs instruits sont constamment alimentés, une portion de classe n'étaut mise en disponibilité qu'après l'arrivée de l'autre.)

3. La durée du service militaire obligatoire des citoyens coloniaux serait de 18 mois en temps de paix, dont : 3 mois dans une école d'instruction (métropolitaine) ; un an dans les unités de la Garde ; et 3 mois dans ses services accessoires.

4. A l'issue de ces 18 mois de service obligatoire, les soldats coloniaux seraient admis à contracter un engagement volontaire pour servir dans une colonie autre que celle où ils sont nés.

5. Les soldats coloniaux passés dans la réserve auraient accès aux emplois civils de l'Etat, au même titre que les métropolitains.

6. Les cadres de la Garde seraient composés d'éléments métropolitains et coloniaux de carrière.

7. Les cadres des services accessoires auraient dépassé l'âge de 31 ans.

8. La Garde occuperait en permanence une ligne fortifiée, sans solution de continuité, parallèle au Rhin. Ses canons seraient dépourvus de moyen de traction.

(1) L'ensemble des jeunes gens qui atteignent l'âge de la conscription dans le cours d'une année constitue la classe de l'année : cette classe prend le numéro de l'année, suivi du quantième trimestriel : 19^1, 19^2, 19^3, 19^4.

9. La Garde, constituée économiquement, ne comporterait ni Etats-majors de régiment, ni Etats-majors de brigade (1) Tous ses spécialistes : T.S.F., aviateurs, pointeurs, mécaniciens, musiciens, seraient des sujets de carrière. Il n'y aurait qu'un drapeau et une musique par division. Les divisions comprendraient 16 ou 18 bataillons, commandés indifféremment par des colonels ou des chefs de bataillons. Tous les moyens de locomotion seraient automobiles. Pas de chevaux (2).

COMMANDANT BEAUCHAT.

§

Typhus et « Gazette des Ardennes ». — A propos de l'épidémie de typhus « organisée » en 1915 par le général allemand Von Kruska, commandant du camp de Cassel (cf. *Mercure de France* du 1er avril 1919), M. Willy nous rappelle qu'au moment de la publication du livre de M. Zavie : « Prisonnier en Allemagne »,il avait signalé à l'auteur un numéro de la *Gazette des Ardennes* (édition hebdomadaire du 10 décembre 1917) découvert par lui en Suisse et qui contenait un essai de justification des méthodes de Von Kruska. C'était un article intitulé *Mensonges* et où les injures tenaient lieu de raisonnement ; qu'on en juge :

... Emile Zavie ose même prétendre qu'un officier allemand aurait affirmé devant les dévastations du typhus : « C'est notre façon à nous de faire la guerre. » Emile Zavie ne peut faire montre d'un crétinisme plus aigu ! Je ne prendrai pas la peine de réfuter une affirmation aussi absurde,d'une inconséquence aussi méprisante (*sic*).

L'article de la *Gazette des Ardennes* se terminait par des menaces et des « conseils » :

... Au lieu de décrier systématiquement, sans aucun égard pour la vérité,le traitement des prisonniers français en Allemagne, vous feriez beaucoup mieux d'enseigner aux bourgeois jusqu'auboutistes français d'avoir pour ces malheureux un peu plus de considération,et, lorsque l'Allemagne vient, au nom de l'humanité, vous soumettre des propositions d'échange, d'avoir au moins la pudeur de les écouter et de les mener à bonne fin. Aussi les prisonniers ne se méprennent point sur le sens de votre campagne, toute de bluff et de battage. Au jour prochain ces prisonniers auront à leur tour voix au chapitre et gare à ceux qui auront encouru des responsabilités. Un homme averti en vaut deux, M. Zavie.

L'article était vaillamment signé : COSINUS.

Ne retrouvera-t-on point ce courageux anonyme parmi les rédacteurs d'occasion que l'on arrête chaque jour en pays envahis et qui collaboraient à l'immonde *Gazette ?*

§

L'Epidémie du camp de Cassel. — Nous recevons la lettre suivante :

Bourges, 5 avril 1919.

Monsieur.

Je viens de lire dans les « Echos » du *Mercure* du 1er avril 1919 les quelques lignes que vous consacrez à l'épidémie de typhus du camp de Cassel. Permettez-moi de vous communiquer le rapport que, en tant que membre de la Mission militaire française,chargée du rapatriement des prisonniers français à Cassel (décembre 1918-janvier 1919), je fus appelé à faire sur la terrible épidémie du « Camp de la Mort », d'après les dépositions d'infirmiers encore présents au camp. Quelques détails iné-

(1) Les Japonais ont simplifié et activé les transmissions des ordres du Général de Division en supprimant les Etats-majors superflus.
(2) « La plus belle conquête de l'homme, c'est l'auto. »

dits y figurent, je crois, qui ne manqueront point d'intéresser les lecteurs du *Mercure*, sur la sinistre barbarie des gens du « Morgen früh ». Jamais on n'insistera trop sur ce que des milliers de Français et d'Alliés ont souffert là-bas et peut-être est-il bon de donner le plus grand jour à tout ce qui peut jeter un peu de lumière sur les actes du général von Kruska et de ses aides, à seule fin que l'on n'oublie pas.

Daignez agréer, etc...

HENRI MARTY,
Sous-lieutenant, 95e Rég. Inf.

Voici maintenant le rapport.

ÉPIDÉMIE DE TYPHUS DU CAMP DE CASSEL

(Février 1915. Considérée comme enrayée en juin 1915.)

Après avoir dit aux prisonniers des différentes nations : « Vous allez apprendre à connaître vos alliés », le général von Kruska, commandant le camp, ordonna d'intercaler dans les couchettes des baraques Anglais, Français et Russes. Ces derniers, infestés de poux, contaminèrent les baraques et le mal se propagea d'une façon rapide. Le 10 mars aucune mesure prophylactique n'était encore prise. Les hommes pouvaient circuler sans empêchement aucun d'une compagnie à l'autre. Dès les premiers jours, le personnel allemand des compagnies disparaît. A part le docteur allemand Eckmann, fait prisonnier par la suite en France, les sanitaires allemands furent au-dessous de tout : ils examinaient les malades à 10 mètres de distance et derrière une barre. Si le typhique n'avait pas plus de 40° de fièvre, on le laissait à sa compagnie : il y eut en tout plus de 2.600 décès : les Français furent parmi les plus éprouvés (le jour de Pâques 1915, 85 morts). La morgue regorgeait de cadavres, entassés les uns sur les autres, enveloppés sommairement, et ne portant d'autre indication qu'une simple étiquette en papier, qui, trop souvent hélas, se détachait.

La désinfection pendant l'épidémie fut une des causes de la mortalité : les malades qui se présentaient à la visite et y étaient reconnus passaient au lazaret. Au préalable, on les faisait déshabiller pour la douche, et, de là, complètement nus, ils étaient dirigés sur les diverses baraques du lazaret, à la porte desquels ils séjournaient, toujours sans vêtements, et cela pendant plusieurs heures, parfois, avant de pouvoir obtenir une place. La literie n'était jamais changée : on retirait un mort d'un lit ; celui qui le remplaçait couchait dans les mêmes draps.

Insuffisance de matériel : dix plats pour 84 malades ; ils se les passaient mutuellement sans qu'on ait au préalable le temps de les laver et de les désinfecter.

Le médecin chef allemand d'alors n'examinait pas les typhiques, mais seulement leur feuille de température. Dès que la température était tombée, il renvoyait à leur compagnie les hommes même non guéris et dans un état de faiblesse extrême. Pire que cela encore. Les Allemands firent transporter certains malades dans des baraques où il n'y avait pas de personnel sanitaire. Seuls, quelques camarades dévoués venaient les voir, les médecins allemands jamais. On vit des cadavres rester deux et trois jours dans leurs couchettes avant d'être enlevés. La désorganisation du service sanitaire allemand fut telle que les infirmiers français (140 environ), qui avaient soigné les typhiques furent, un an après, appelés pour donner des renseignements sur 380 noms environ dont les Boches ignoraient totalement le sort : disparus, morts ou évadés.

A M. de Sainte-Marie, président du Comité de Secours d'alors, qui faisait remarquer au général allemand qu'il ne prenait aucune précaution contre l'épidémie ce dernier répondit : « Moi, je fais la guerre à ma façon. »

HENRI MARTY.

§

Un Conseiller de M. Lloyd George. — Dans le *Daily Mail* du 7 avril, M. G. Valentine Williams signalait, comme le tout dernier expert appelé par M. Lloyd George à Paris pour l'assister de ses conseils, M. W. Harbutt Dawson, « *auteur de quantité de livres sur l'Allemagne* ».

On a suffisamment, dans notre presse, reproché au Premier anglais — qui, dans une interview accordée à M. Stéphane Lauzanne, du *Matin*, a cru devoir s'en défendre — d'être un obstacle au règlement de certaines questions territoriales allemandes, pour que le fait de la présence de M. W.

Harbutt Dawson à ses côtés mérite quelque attention et éveille la curiosité.

D'abord, qui est ce personnage ? Ouvrons le *Who's Who* de 1919. Nous y lisons que la femme actuelle — qui est la seconde — de M. Dawson n'est autre que *Fräulein* Else Münsterberg. Or, il n'est personne, un peu au courant des choses d'Allemagne (et d'Amérique), qui ne sache que le père de cette personne fut feu le *Staatrat* Dr Emil Münsterberg, Président du Conseil d'Assistance Judiciaire des Pauvres à Berlin et frère du fameux professeur de psychologie à *Harvard University*, l'auteur de *The Americans, American Traits, Psychology and Life*, etc., feu Hugo Münsterberg, dont la pernicieuse activité pro-germaine, durant les deux premières années de guerre, aux Etats-Unis, est bien connue.

Voilà qui est déjà joli, sans doute. Il faut ajouter que M. Dawson, qui, âgé de 57 ans, est originaire de Skipton-in-Craven, a fait ses études à l'Université de Berlin et que la presque totalité de sa production imprimée roule sur l'apologie de l'Allemagne, de ses méthodes sociales, économiques et industrielles. On pourra consulter, à ce point de vue, son dernier ouvrage : *The German Empire, 1867-1914*. D'ailleurs, cet extrait d'une lettre de M. Dawson, publiée dans le numéro du 28 mars dernier du *Manchester Guardian*, suffira à caractériser sa manière. Cette contribution s'intitule : *The Peace Present and Future*, et porte, comme sous-titre: *A Policy of Moderation*. Cette politique de modération, dit M. Dawson, « est hautement incompatible avec les exigences de ceux qui réclament à grands cris l'étranglement économique de l'Allemagne et la saisie de territoires historiquement allemands, tels que la rive gauche du Rhin, que réclament les Français (j'exclus, naturellement, l'Alsace-Lorraine), Dantzig, des portions de la Silésie et d'autres districts de la Prusse Orientale, actuellement réclamés par les Polonais. » Et M. W. Harbutt Dawson appelle ces derniers : « *this hardly-used, but inflammable and intemperate race* ». Aurait-il, par hasard, lu le *Prince de Bismarck* — avant d'écrire le sien, — où M. Charles Andler, professeur en Sorbonne, a commis, naguère, sur les mêmes Polonais des injustices beaucoup plus violentes encore et plus systématiques ? Nous ne savons. Mais il est certain que des conseillers du genre de celui-ci ne sont guère faits pour faciliter le règlement de l'épineuse question de la rive gauche du Rhin, au mieux des intérêts de la France.

Ah ! que la petite histoire du « Conseil des Quatre » serait donc curieuse à écrire !

§

En réparation à Charles Morice. — Sous ce titre et avec la mention : « Quelques nécessaires rectifications à l'article paru dans le *Mercure* du 1er avril », nous recevons les lignes suivantes :

Parmi les écrivains, nous sommes quelques-uns des meilleurs — et parmi nous des « immortels » d'Académie — à qualifier de « génial » le « talent » de Charles Morice qui nous « paraît » toujours et plus que jamais « merveilleux ».

Or, nous goûtons mal les improvisations de coin de table, jugements impertinents qui (comme l'indiquait le rédacteur des Echos) nous rappellent en effet trop précisément que si Charles Morice fut *jusqu'ici* « oublié dans la distribution des renommées », il ne l'est point dans celle des légèretés incompréhensives et du dénigrement posthume.

Ce rédacteur offre le triple aspect du médecin, du lettré, du philosophe : trinité

qui nous laisse l'embarras insoluble de discerner auquel de ces couvre-chefs décerner le bonnet d'écolier.

1° Le médecin : Charles Morice est mort, suivant ce diagnostic, « des suites d'une broncho-pneumonie *de caractère probablement tuberculeux* ». Vraiment ! Le nom du morticole littéraire qui fit l'autopsie ?

2° Le lettré : « Morice parlait mieux qu'il n'écrivait ». Imprudence ! Les livres restent si les sons s'envolent. En réponse, l'œuvre parue et *à paraître*, toute la Poésie, « Responsabilités » et le « Rideau de Pourpre »... Oui, les « chefs-d'œuvre » sont là.

Une hâtive consultation de bibliothèque fait rencontrer, dans la *Littérature de tout à l'heure*, un schéma curieux. Cela dispense de lire ; la rareté d'un « volume introuvable » semble garantir la sécurité du chroniqueur qui se dispense de regarder. Erreur : ceux qui acquirent les précieux exemplaires les ont pieusement conservés.

Sont omis, dans le triangle, Hugo *aux deux sources*, avec Flaubert et Sainte-Beuve — Poe et Baudelaire, Banville et les Parnassiens. Leconte de Lisle et les Parnassiens (au niveau de Wagner, central) — de Goncourt, d'Aurevilly en montant. Enfin, non une « *trinité* », mais un triple aboutissement : 1° Villiers de l'Isle-Adam, Judith Gautier, Huysmans ; 2° Mallarmé ; 3° Verlaine, Rimbaud.

Il s'agissait d'un résumé des « Formes accomplies » ; le sommet, réservé, est rempli... PAR NOUS. Mais, si nous y plaçons Charles Morice, c'est qu'en lui se centralisent en s'intensifiant les tendances diverses figurées par l'éventail des lignes. Il en réalise l'unité, caractéristique du génie.

Le compte rendu sommaire nous informe également que *Noa Noa* est un « volume en vers en collaboration avec Gauguin, qui y notait de la prose ».

Noa Noa est une merveilleuse épopée lyrique, prédiction apocalyptique des bouleversements de l'heure, adjuration à la France de revenir à « ses Dieux » pour libérer le monde. C'est l'*actualité* par excellence. Epopée *intercalée*, vers et prose, entre les pages d'un journal de Gauguin.

Dédaignant l' « enthousiasme plus ou moins artificiel auquel Charles Morice s'efforçait » (le rédacteur des Echos aurait-il reçu l'humble confession du Poète ?), nous arrivons :

3° Au philosophe. Ici, l' « ingénuité » de ce rédacteur passe en vérité celle du très jeune catéchiste. Il n'est pas un croyant d'aucun culte qui n'aspire à se « réaliser en Dieu » ; ceci ne serait qu'un *lieu commun* de la Religion universelle. Et, en dehors des Pères de l'Eglise, il existe un Grec qui s'appelle Platon, une école qui fut l'école d'Alexandrie.

Que le dit rédacteur n'entende point le Dieu de Charles Morice, point métaphysique des idées, Unité suprême, Dieu-Source, Dieu-Esprit... peu importe, — cela ne compromet en rien cette unité ! — Mais qu'il se permette de qualifier *Mon retour, mes raisons* de « nouvelle aventure intellectuelle » passe les bornes de la décence, et amène irrévocablement la protestation indignée de toute conscience honnête, religieuse ou laïque. Charles Morice était profondément catholique.

« L'influence secrète » de Charles Morice, « influence dont tous, poètes et artistes, subirent plus ou moins l'action » n'est point morte. Elle est à son aurore.

Sur la tombe à peine refermée elle suscite, de leurs niches, d'authentiques, Dames de France — avec une « majuscule » — qui, courbées sur des douleurs saignantes, rappellent au respect, aux élémentaires convenances les *minuscules*.

Au nom d'un groupe d'amis,

G. B. D'A.

§

Kaisérisme.

Bayonne, le 3 avril 1919.

Monsieur,

Au sujet de la polémique ouverte il y a quelque temps entre MM. Henri Mazel et André Vincent à propos du « kaisérisme » des « hérauts du trône de l'autel » de tous pays, voulez-vous une petite anecdote ?

Vers 1910, un de mes jeunes fils vint me voir aux manœuvres, amenant avec lui un jeune boche de 20 ans, intelligent et bien élevé, qui faisait alors un stage industriel en France et donnait des leçons d'allemand à mon

fils. Les deux visiteurs déjeunèrent à ma popote. Là, se trouvait un capitaine de vieille noblesse française, n'ayant jamais caché ses opinions pes favorables au régime républicain, ardent patriote, mais en tous pointu « héraut du trône et de l'autel ».

Il amena la conversation sur la social-démocratie allemande et fut servi à point par le jeune boche qui, chaud partisan déjà du renversement du kaisérisme, nous exposa une profession de foi violente, sans ménagement pour le kaiser et son entourage.

Et ce fut alors très amusant d'entendre le capitaine français, indigné, défendre le kaisérisme contre le boche qui le malmenait à outrance. La discussion prenant même mauvaise tournure pour mon invité je dus intervenir, afin de ramener le calme.

Il était de toute évidence que si le boche condamnait à la fois le kaiser et le kaisérisme, le capitaine ne soutenait que le principe du respect dû, selon lui, à une autorité monarchique, à « un gouvernement autoritaire et autocrate, militariste et nobiliaire, etc. », selon la définition que M. Henri Mazel donna de son expression le « kaisérisme ».

Ceci ne se contredit nullement avec le patriotisme français le plus pur dont nos officiers appartenant à la noblesse ont donné la preuve comme tous autres contre les hordes du kaiser.

Si M. Henri Mazel avait dit « monarchisme allemand » au lieu de « kaisérisme », il n'y aurait eu sans doute aucune protestation, et cependant les deux termes sont identiques..., sauf la nuance d'un néologisme à consonnance tudesque qui a suffi pour chatouiller outre mesure des oreilles délicates à l'excès en la circonstance.

Vous jugerez peut-être que ceci constitue une mise au point honorable pour tout le monde.

Veuillez agréer, etc...

LIEUTENANT-COLONEL DUVAUX.

§

Une protestation de M. Jean Longuet. — M. Louis Dumur a reçu la lettre suivante, qu'il nous communique et nous prie de publier :

19 avril 19.

Mon cher Dumur,

Votre « critique » M. Mazel publie sur mon livre *la Politique internationale du marxisme*, quinze lignes de « compte-rendu » (!) qui prouvent qu'il n'a même pas eu l'élémentaire bonne foi *d'ouvrir* le livre dont il prétend rendre compte à ses lecteurs. D'ailleurs en écrivant que j'ai donné un « *gros* livre », il montre qu'il ne l'a même pas eu entre les mains. Cela juge la conscience professionnelle de ce monsieur, — qui prétend se réclamer de la « Science » sociale. Je mets M. Mazel au défi de discuter les textes et les documents décisifs que j'ai apportés et qu'il n'a même pas pris la peine de lire. Et il parle de « bourrage de crânes » !

Bien cordialement à vous.

JEAN LONGUET.

§

Poissons d'avril. — Un poisson d'avril peu agréable est celui offert par quelques habitants des bourgs d'Aniche et d'Auberchicourt, célèbres dans le Nord par leurs verreries, à celles de leurs concitoyennes qui, pendant l'occupation ennemie de 1914 à 1918, ont été trop aimables pour les Boches.

Pendant la nuit du 31 mars au 1er avril, il a été peint, au goudron, sur la porte de chacune d'elles, un casque à pointe. Grand émoi, le lendemain matin, au réveil. On dit même que certains maris, récemment démobilisés, qui avaient une confiance absolue en la vertu de leurs épouses, furent désagréablement surpris et qu'il y eut de vives querelles de ménage.

§

A la mords-moi-le-doigt. — Nous avons reçu au sujet de ce point de lexicologie argotique deux lettres, dont l'une de M. Gaston Esnault, qui nous paraissent apporter la solution de la question, mais que nous ne pouvons publier. Il en résulte qu'il faut écrire : *A la mords-moi-le-doigt*, « doigt » jouant ici un rôle euphémique ou imagé sur lequel nous n'avons pas à insister.

§

Errata.

Paris, 16 avril 1919.

Mon cher Directeur et ami,

Je sais bien que je passe parfois pour un auteur... difficile. Mais dans la variété *Pâques Foraines*, parue au *Mercure* de ce matin, les typos ont ajouté à ma réputation :

A la page 753, onzième ligne, ils ont imprimé le verbe « sont » au lieu de l'adverbe « fort ».

A la page 755, douzième ligne, ils ont lu sur mon texte manuscrit, puis sur ma correction de l'épreuve, le mot « invitation », ils ont persisté à lui préférer le mot « invention ». C'est peut-être une beauté obscure dont je me prive en persistant à mon tour pour : « Pas d'invitation à ce sautillement... »

A la page 758, deuxième ligne, je ne pense point que mes lecteurs, si merveilleux d'intuition dois-je les supposer, aient pu lire dans leur esprit « au crissement d'une roue qui désignera... », alors qu'ils épelaient des yeux « au crissement d'une terre que désignera... »

Ils auront rectifié d'eux-mêmes, prétend le bénévole cliché dont on scelle d'ordinaire ces menus accidents d'impression. De les y aider, n'est-ce point geste courtois et reconnaissant de l'auteur envers qui l'a lu?

Très vôtre,

LEGRAND-CHABRIER.

§

La peau !

Extrait du Manuel Roret du tanneur, corroyeur, hongroyeur, par Georges Petit, p. 216 :

La peau humaine est susceptible d'être tannée et aussi bien que celle des autres animaux. Elle a plus de corps que celle de vache, et, ce qui est le contraire dans cette dernière, sa plus grande épaisseur se trouve au ventre. On opère comme pour les veaux.

Le Gérant : A. VALLETTE.

Poitiers. — Imprimerie du Mercure de France, G. ROY, 7, rue Victor-Hugo.

Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Simplon - Orient - Express. — Bordeaux - Milan.

Les réseaux P.-L.-M. et P. O. se sont mis d'accord avec les Chemins de fer de l'Etat Italien, les Chemins de fer serbes et les Chemins de fer roumains pour mettre en service, à partir du 15 courant, un grand train pour assurer les relations de la France et de l'Italie avec l'Orient.

En attendant l'établissement d'un train de luxe entre Londres, Paris et les capitales de l'Orient, il est réalisé une première étape dans les conditions indiquées ci-après :

1° Train de luxe « Simplon-Orient-Express » entre Paris et Trieste :

Paris, dép. 21 h. ; Dijon, dép. 1 h. 50; Lausanne, arr. 6 h.35 ; Milan, arr. 14 h. 40; Venise, arr. 19 h. 40; Trieste, arr. 23 h.30 ;

2° Train affluant de Bordeaux et Lyon :

Bordeaux-Bastide, dép. 7 h. 30 ; Limoges, dép. 11 h. 41 ; Lyon, dép. 22 h. 20 ; Aix-les-Bains, arr. 1 h. ; Turin, arr. 10 h. 15 ; Milan, arr. 14 h.

1re et 2e classes ; Wagon-Restaurant entre Bordeaux et Lyon ; Wagon-Lits, 1re classe entre Bordeaux et Milan.

3° Prolongement du train de luxe Paris-Trieste par train de 1re classe sur Belgrade et Bucarest :

Trieste, dép. 0 h. 15 ; Zagreb, arr. 7 h. 10 ; Vinkovce, arr. 13 h. 20 ; Szegedin, arr. 18 h. ; Bucarest, arr. 16 h. 30 ; Belgrade, arr. 18 h.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Ces annonces sont exclusivement reçues par M. Claude, 6, rue Vivienne.

Adj^on 2 mai 1919, 2 h. Et. Me Deraine, not. à Vanves. **MAISON A VANVES**, r. Paris, 80 m. M. à p. : 14.000 fr. ; **MAISON A CLAMART**, r. des Galvants, 26. Mise à p. 12.000 fr. **3 TERRAINS** : 854 m. à *Châtillon*. M. à p.: 5.000 fr. ; 427 m. à *Clamart*. M. à p. : 1.000 fr. ; 213 m. à *Châtillon*, m. à. p. : 1.000 fr.

VENTE au Palais, le samedi 10 mai 1919, 3 h.
FERME DE L'ECLUSE, commune de la JAILLE-YVON, arrondissement de Segré (Maine-et-Loire) et dépendances, ensemble le matériel du moulin. Cont^ce 14 ha. 53 a. 27 ca. Fermage actuel : 3.980 francs. **Mise à prix : 60.000 fr.** S'adresser à Me Deloison, avoué à Paris, 1, rue Bourdaloue.

Vente au Palais, le 10 mai 1919 à 3 heures :
IMMEUBLES A PARIS : **MAISON RUE ST-ANTOINE, 4** (IVe arrond.). Surf. 218 m. env. Rev. brut, 22.386 fr. env. Mise à pr. : 250.000 **MAISON, ANGLE RUE BASFROI, 2, Rue de CHARONNE, 71**, (XIe arr.), rev. brut, 11.110 fr. env. M. à pr. 100.000 fr. **TERRAIN r. PLANCHAT**, 57, 59 (XXe arr.), surf. 1203 m. env. Rev. net 3.000 francs. Mise à pr. : 60.000 francs. **TERRAIN boulevard de la VILLETTE**, 174 (XIXe arr.), surf. 627 m. env. Rev. net: 4.000 fr. Mise à pr. : 60.000 fr. S'ad. à Mes Gillet, suppl., Morelle, avoué, rue de Rivoli, 150 ; Georges Aubron, notaire ; Goris, architecte, rue de la Roquette, 154.

VENTE au Palais de Justice, à Paris, le samedi 10 mai 1919, à 3 heures du
DOMAINE DE SAINT-JULIEN L'ARS, situé com. de **SAINT-JULIEN L'ARS** (Vienne), comprenant : **Château, parcs, bois, vignes, prairies et terres. Mise à prix : 250.000 fr.** S'adr. à Mes Brillatz et Deschamps, avoués à Paris, et à Mes Courcier et Lejeune, notaires à Paris.

MAISON A PARIS Avenue de l'OBSERVATOIRE, n° 1 (6e): Contenance 630 m. Rev. br. (suscept. augm.). 71.719 fr. **Mise à prix : 1.200.000 fr.** A adj. ch. not. Paris, 27 mai 1919, Me Bossy, not., 9, r. des Pyramides.

VENTE, après décès de Madame F*** à AGNETZ (Oise), 2 kilom. de Clermont, *Dimanches 4 et 11 Mai 1919*, à 13 h. 1/2.
OBJETS D'ART ET D'AMEUBLEMENT. Meubles, Sièges Louis XV, et Louis XVI, Faïences, Tapis d'Orient, Mobilier Moderne, Mes Plivard, not. Clermont (Oise), Demassue, not. La Neuville-en-Hez, assistés Me André Couturier, commissaire priseur à Paris.

Chemins de Fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée

Rétablissement du Service P.-L.-M. d'excursions dans la Forêt de Fontainebleau.

La Compagnie P.-L.-M. rétablit, à partir du jeudi 17 avril jusqu'au dimanche 2 novembre 1919, le service d'excursions par auto-cars qu'elle avait organisé avant la guerre pour la visite de la Forêt de Fontainebleau.

Ce service en correspondance directe avec les trains de et pour Paris comprend deux circuits quotidiens dont l'un (matinée) comporte une excursion dans la partie Nord de la Forêt et l'autre (après-midi) une excursion dans la partie Sud. Déjeuner à Fontainebleau.

Indépendamment de ces deux circuits il sera mis en marche les jeudis, dimanches et jours fériés, un 3e circuit comprenant les parties Nord et Sud de la Forêt avec arrêt à Barbizon pour le déjeuner.

Demander le prospectus spécial à l'Agence P.-L.-M. de Renseignements, 88, rue Saint-Lazare, ou aux autres Bureaux de la Compagnie P.-L.-M.

BULLETIN FINANCIER

Les explications du ministre des Finances qui ont clôturé le grand débat à la Chambre ur notre politique financière ont causé une amère déception. On a reproché à I. Klotz d'avoir parlé pour ne rien dire ; une chose, à coup sûr, est certaine, c'est que ar ses imprécisions, il n'a pas ramené la confiance pourtant si nécessaire à la reprise es affaires. En de semblables conjectures la réserve est de circonstance; le volume des ffaires traitées fut donc réduit à un minimum, et il en sera sans doute ainsi durant uelques semaines, professionnels ou clientèle cherchant pour l'heure une orientation ui leur sera fournie par l'impression qui se dégagera du traité de paix. Certains, égalenent, attendent l'issue des manifestations annoncées pour le 1er Mai pour prendre des ngagements nouveaux avec une plus grande tranquillité d'esprit. Enfin la Bourse fut ermée pendant quatre jours à l'occasion des fêtes de Pâques, et ce chômage ne put u'être préjudiciable à l'activité d'un marché qui conserve néanmoins, en dépit de toutes s considérations énoncées, une allure plutôt soutenue.

L'éventualité de la réouverture du marché à terme n'apparaît pas non plus imminente, ien que l'on commence à s'occuper de trouver à ce problème une solution qui, il faut ien le reconnaître, offre de sérieuses difficultés.

De tout cela il résulte un malaise que nos Rentes ont été les premières à refléter. e 3 o/o à 63,40 et le 5 o/o a 89,80 perdent chacun o fr.60; le 4 o/o 1917 à 72,65, fr.05; le 4 o/o 1918 à 73,50, o fr.90. Si l'on se souvient que les mouvements atteignient quelquefois un point dans une seule séance, les variations d'une quinzaine à l'autre embleront tout à fait insignifiantes. Rappelons que depuis le 11 avril les négociations n rente 4 o/o 1918 ne portent plus que sur les titres entièrement libérés.

Les Fonds et les Industrielles russes ont conservé leur irrégularité ; mais dans l'un u l'autre groupe les différences enregistrées sont sans intérêt. Les Fonds d'Etats étranrers furent généralement soutenus ; l'Extérieur est même en progression. Seules les entes Russes ont été offertes, se désagrégeant chaque jour davantage. L'évacuation 'Odessa et les progrès accomplis en Crimée par les troupes bolchevistes ne pouvaient ue produire le plus fâcheux effet sur les cours de ces fonds : Russe 3 o/o 1891-94 3 fr. 50 ; Russe 5 o/o 1906 : 50 fr. 90. Les Valeurs Industrielles de Russie sans être rillantes se sont pourtant montrées plus résistantes.

Le Turc Unifié fléchit à 71 fr. 65. Il paraîtrait que les puissances alliées ont invité la anque Impériale Ottomane à tenir à la disposition de la Dette les fonds destinés au aiement du coupon de Mai de l'emprunt intérieur turc. Espérons que cette mesure se énéralisera ; l'Entente ne pouvant admettre que les coupons de ses ennemis soient payés, lors que ceux de ses nationaux ne seraient pas réglés.

Nos grandes banques restent bien orientées : Crédit Lyonnais 1272 ; Comptoir d'Esompte 907 ; Union parisienne 855 ; Banque de Paris 1230 ex-coupon.

La Banque Nationale de Crédit est à 770, son Conseil d'administration a décidé d'éleer le fonds social de 150 à 200 millions de francs, par l'émission de 100.000 actions ouvelles de 500 fr., valeur nominale, émises au prix de 600 francs.

Les valeurs de cuivre furent assez irrégulières et finirent cependant par se raffermir râce à de meilleurs avis reçus de New-York et de Londres. Le Rio gagne une dizaine e points à 1685 fr.

Les Métallurgiques et assimilées (sauf quelques exceptions dans le clan des aciéries) nt eu peu de variations. Il ne faut pas oublier que nombre de ces valeurs, qui furent utrefois dites de guerre, ont à se transformer pour leur réadaptation aux fabrications u temps de paix.

C'est seulement quand elles auront retrouvé et amplifié leur activité que leur marché eprendra également toute son ampleur.

Au Marché en Banque, Peugeot, les Phosphates tunisiens ont été plus soutenus. Les uprifères se sont notablement relevées et la De Beers recherchée par Londres s'est aintenue aux environs de 530 fr.

Les diamantifères donnèrent lieu également à d'assez nombreuses transactions et ne 'écartèrent pas beaucoup finalement de leurs anciens cours.

L'animation fut toujours assez grande aux pétroles et aux caoutchoucs, qui terminent énéralement sur des cours plus élevés.

Selon des dépêches de l'Afrique du Sud une agitation, qui ne laisse pas de causer de ives appréhensions, se produit parmi les mineurs du Rand ; aussi laissons-nous le groupe es mines d'or assez indécis.

LE MASQUE D'OR.

Poitiers. — Imprimerie du Mercure de France, G. ROY, 7, rue Victor-Hugo.